

WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2010 — 3805

[2010/205754]

23 SEPTEMBRE 2010. — Arrêté du Gouvernement wallon instaurant une obligation de reprise de certains déchets

Le Gouvernement wallon,

Vu la Directive du Conseil des Communautés européennes 75/439/CEE du 16 juin 1975 concernant l'élimination des huiles usagées, modifiée par la Directive 87/101/CEE du 22 décembre 1986 et par la Directive 91/692/CEE du 23 décembre 1991;

Vu la Directive du Conseil des Communautés européennes 2006/12/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 avril 2006 relative aux déchets;

Vu la Directive 96/59/CE du Conseil du 16 septembre 1996 concernant l'élimination des polychlorobiphényles et des polychloroterphényles (PBC et PCT);

Vu la Décision 2000/532/CE de la Commission du 3 mai 2000 remplaçant la Décision 94/3/CE de la Commission du 20 décembre 1993 établissant une liste des déchets en application de l'article 1^{er}, point a), de la Directive 75/442/CEE du Conseil relative aux déchets;

Vu le Règlement 2037/2000 du Parlement européen et du Conseil du 29 juin 2000 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone;

Vu la Directive 2000/53/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 septembre 2000 relative aux véhicules hors d'usage;

Vu la Directive 2002/95/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 janvier 2003 relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques;

Vu la Directive 2002/96/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 janvier 2003 relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE);

Vu la Directive 2006/66/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 septembre 2006 relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs et abrogeant la Directive 91/157/CEE;

Vu la Directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives;

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, tel que modifié, en particulier les articles 5^{ter}, 5^{quater} et 8^{bis};

Vu le décret du 5 juin 2008 relatif à la recherche, la constatation, la poursuite, la répression et les mesures de réparation des infractions en matière d'environnement, en particulier l'article 9;

Vu le décret du 5 décembre 2008 portant approbation de l'accord de coopération du 4 novembre 2008 entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la prévention et la gestion des déchets d'emballages;

Vu la partie VI de la partie décrétable du Livre I^{er} du Code de l'Environnement;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux huiles usagées, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur gestion;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 janvier 1998 adoptant le plan wallon des déchets "Horizon 2010";

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 mars 1999 relatif à l'élimination des polychlorobiphényles et des polychloroterphényles, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2007 relatif au financement des installations de gestion de déchets, en particulier l'article 7, 6^o;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 mars 2008 relatif à la gestion des déchets résultant de l'activité usuelle des ménages et à la couverture des coûts y afférents, en particulier les articles 12, § 2, et 13;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2008 relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés en matière de prévention et de gestion des déchets, en particulier l'article 16;

Considérant les objectifs généraux du plan d'environnement pour le développement durable, les objectifs généraux du plan wallon des déchets "Horizon 2010" et notamment ceux liés à la prévention quantitative et qualitative, et aux objectifs de recyclage;

Considérant qu'il convient, d'une part, de responsabiliser les secteurs à l'origine de la production de déchets et, d'autre part, de favoriser la prévention des déchets, la réutilisation, le recyclage et la valorisation des déchets et de limiter drastiquement leur mise en centre d'enfouissement technique; que, pour les déchets d'origine ménagère, la responsabilité des producteurs doit en outre s'articuler avec la compétence et la mission des communes et des personnes morales de droit public chargées de la gestion des déchets ménagers;

Considérant que les obligations de reprise concourent à l'objectif d'intérêt général de la Région en matière de préservation de l'environnement, de prévention et de bonne gestion des déchets;

Considérant la nécessité de préciser le rôle des autorités régionales, et en particulier l'Office wallon des déchets, dans le suivi et le contrôle de l'exécution des obligations de reprise;

Considérant que l'exécution des obligations de reprise ne relève pas strictement des relations de droit privé; que les règles d'adhésion et de radiation des obligataires de reprise aux organismes agréés et aux organismes de gestion doivent être transparentes et respecter le principe de non discrimination; que la soumission des contrats-type d'adhésion à l'avis de l'Office se justifie dans ce cadre;

Considérant que les taux de collecte et de traitement applicables à l'entrée en vigueur de l'arrêté sont établis compte tenu des taux rapportés par les organismes de gestion à la Région;

Considérant que la formulation des objectifs doit permettre, pour les flux concernés par le présent arrêté, d'assurer l'exécution du décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation de certains déchets (...);

Considérant que le Gouvernement doit déterminer la méthode de détermination de l'atteinte des objectifs au regard de la mise sur le marché des produits en Wallonie, en ayant égard aux particularités de chaque flux; qu'à cet égard il convient de distinguer les déchets ménagers, pour lesquels le prorata de population wallonne par rapport à la population belge selon les statistiques officielles est indiqué, des déchets professionnels pour lesquels d'autres indicateurs sont davantage pertinents pour tenir compte de l'activité économique générant ces déchets;

Considérant que la distinction entre les déchets ménagers et les déchets non ménagers doit pouvoir être affinée flux par flux pour assurer l'application correcte et adéquate des règles différentes y applicables;

Considérant que les critères destinés à distinguer les déchets ménagers des déchets non ménagers doivent être approuvés par la Région vu les conséquences qui en découlent;

Considérant que l'exercice combiné d'activités opérationnelles de gestion de déchets, et des obligations liées au suivi et au contrôle des filières de gestion des déchets couverts par l'obligation de reprise pourraient conduire à restreindre la concurrence, à exercer une pression anormale sur les prix ou restreindre le développement de certaines filières; que tel pourrait être le cas si une partie significative d'un flux devait nécessairement être collectée ou triée directement, ou par l'entremise de filiales, par de tels organismes; que la Région a la responsabilité de veiller à ce que les organismes agréés, de gestion et d'exécution n'abusent pas de la position qui leur est conférée par la présente réglementation;

Considérant que les obligataires de reprise comme les différentes parties prenantes sont tenus de respecter la réglementation européenne et belge sur la concurrence (abus de position dominante et accords anti-concurrentiels);

Considérant le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone;

Considérant le Protocole de Kyoto à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 4 mars 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 mars 2009;

Vu l'avis de la Commission des déchets, donné en date du 16 avril 2009;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné en date du 3 avril 2009;

Vu l'avis 46.577/4 du Conseil d'Etat, donné le 17 juin 2009, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions communes*

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1^o décret : le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

2^o obligataire de reprise : producteur au sens de l'article 2, 20bis du décret;

3^o organisme de gestion : organisme visé à l'article 22 du présent arrêté;

4^o organisme agréé : organisme agréé en application du présent arrêté pour exécuter l'obligation de reprise;

5^o distributeur : toute personne physique ou morale qui, en Région wallonne, distribue un produit à un ou plusieurs détaillants sans être producteur;

6^o détaillant : toute personne physique ou morale qui, en Région wallonne, offre en vente au consommateur un produit;

7^o mise sur le marché : la fourniture ou la mise à la disposition de tiers à titre onéreux ou gratuit, y compris l'importation;

8^o pile ou accumulateur : toute source d'énergie électrique obtenue par transformation directe d'énergie chimique, constituée d'un ou de plusieurs éléments primaires (non rechargeables) ou d'un ou plusieurs éléments secondaires (rechargeables);

9^o pile ou accumulateur usagé : toute pile ou tout accumulateur dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défait;

10^o appareil : tout équipement électrique ou électronique qui est ou peut être entièrement ou partiellement alimenté par des piles ou accumulateurs;

11^o pile ou accumulateur portable : toute pile, pile bouton, assemblage en batterie ou accumulateur qui :

est scellé, et

peut être porté à la main, et

n'est pas une pile ou un accumulateur industriel, ni une pile ou un accumulateur automobile;

12^o pile ou accumulateur automobile : toute pile ou accumulateur destiné à alimenter les systèmes de démarrage, d'éclairage ou d'allumage de véhicules;

13^o pile ou accumulateur industriel : toute pile ou accumulateur conçu à des fins exclusivement industrielles ou professionnelles ou utilisé dans tout type de véhicule électrique;

14^o assemblage-batteries : toute série de piles ou d'accumulateurs interconnectés et/ou enfermés dans un boîtier pour former une seule et même unité complète que le consommateur n'est pas censé démonter ou ouvrir;

15° pile bouton : toute pile ou accumulateur portable de petite taille et de forme ronde, dont le diamètre est plus grand que la hauteur et qui est utilisé pour des applications spéciales telles que les appareils auditifs, les montres, les petits appareils portatifs ou comme énergie de réserve;

16° garagistes : les garagistes tels que visés à l'article 1^{er}, 11°, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux huiles usagées;

17° pneu : tout pneu en caoutchouc, pneumatique ou plein, en ce compris les bandages et à l'exception des pneus pour vélo;

18° pneu usé : tout pneu qu'il n'est pas ou plus possible d'utiliser conformément à sa destination initiale et dont le détenteur se défait, ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire;

19° presse d'information gratuite : toute publication gratuite paraissant à un rythme périodique défini, qui compte, sur base annuelle, un minimum de 30 % d'articles d'informations générales, à l'exclusion de celle provenant d'un annonceur ou d'un groupe d'annonceurs groupés à cette fin, et du bulletin d'information d'une autorité publique;

20° imprimé publicitaire : toute publication gratuite à caractère commercial non visée au 19° et ce quel que soit son mode de distribution;

21° annuaire : la liste des abonnés au service de téléphonie, qui sous forme d'un ou de plusieurs volumes imprimés est remise au public en vue de permettre d'identifier les numéros de raccordement desdits abonnés;

22° déchets de papier : les publications sous forme de journaux, hebdomadaires, mensuels, revues, périodiques, presse d'information gratuite, imprimés publicitaires, annuaires téléphoniques, annuaires de télécopie, dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire;

23° équipements électriques et électroniques : les équipements fonctionnant grâce à des courants électriques ou à des champs électromagnétiques ainsi que les équipements destinés à la production, au transfert et à la mesure de ces courants et champs, relevant des catégories mentionnées à l'annexe I^{re}A et conçus pour l'utilisation avec une tension au-dessous de 1 000 volts pour le courant alternatif et 1 500 volts pour le courant continu, à l'exclusion des équipements faisant partie d'un autre type d'équipement qui, lui, n'entre pas dans le champ d'application du présent arrêté.

Une liste des catégories d'équipements électriques et électroniques visés par le présent arrêté est reprise en annexe I^{re}A. L'annexe I^{re}B comprend une liste non exhaustive de produits relevant des catégories énumérées à l'annexe I^{re}A;

24° déchets d'équipements électriques et électroniques, en abrégé DEEE : les équipements électriques et/ou électroniques dont le détenteur se défait, ou a l'intention ou l'obligation de se défaire en ce compris tous les composants, sous-ensembles et produits consommables faisant partie intégrante du produit au moment de la mise au rebut;

25° déchets d'équipements électriques et électroniques ménagers : les DEEE provenant des ménages et les DEEE d'origine commerciale, industrielle, institutionnelle et autre qui, en raison de leur nature, de leur composition et de leur quantité, sont assimilés aux DEEE des ménages et sont repris dans une liste approuvée par l'Office et régulièrement mise à jour;

26° médicament périmé ou non utilisé : toute substance ou composition présentée comme possédant des propriétés curatives ou préventives à l'égard des maladies humaines, qui est préparée d'avance et est commercialisée, dans un emballage particulier, sous une dénomination spéciale ou sous sa dénomination commune internationale, dont le détenteur se défait ou a l'intention ou l'obligation de se défaire, que la date de validité soit dépassée ou que le médicament soit inutilisé;

27° véhicule : tout véhicule des catégories M1 ou N1, définies à l'annexe II, partie A de la Directive 70/156/CEE, ainsi que les véhicules à trois roues, tels que définis dans la Directive 92/61/CEE, mais à l'exclusion des tricycles à moteur;

28° véhicule hors d'usage : tout véhicule qui constitue un déchet au sens du décret, en particulier tout véhicule qui n'est plus ou ne peut plus être utilisé par son détenteur conformément à sa destination originelle et dont le détenteur se défait, a l'intention ou l'obligation de se défaire;

29° huiles : toutes les huiles lubrifiantes et industrielles, qu'elles soient minérales, synthétiques, végétales ou animales, en particulier les huiles moteur, les huiles de boîtes de vitesse ainsi que les huiles de machine, de turbine, les fluides caloporteurs et les huiles hydrauliques;

30° huiles usagées : huiles usagées au sens de l'article 1^{er}, 1°, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux huiles usagées;

31° huiles et graisses de friture : toutes les huiles et graisses végétales et animales comestibles ainsi que leurs mélanges propres à être utilisés pour frire des denrées alimentaires par les ménages et les utilisateurs professionnels;

32° produit photographique : les révélateurs, fixateurs et activateurs destinés au développement et à l'impression de photographies;

33° déchets photographiques : tout déchet liquide provenant du développement et de l'impression de photographies;

34° composants dangereux : tout composant contenant une ou plusieurs substances dangereuses aux termes de la Directive 67/548/CEE ou qui contient des substances susceptibles de devenir des déchets dangereux au sens de l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets, ou tout composant qui contient une ou plusieurs substances visées par le Protocole de Montréal ou des HFC, PFC, SF6;

35° substance visée par le Protocole de Montréal : toute substance figurant aux annexes A, B, C et E du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, qu'elle se présente isolément ou dans un mélange;

36° HFC, PFC, SF6 : les hydrofluorocarbures, les perfluorocarbures et l'hexafluorure de soufre, tels que visés par le Protocole de Kyoto à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, ainsi que les mélanges composés notamment de ces substances;

37° taux de réutilisation, taux de recyclage, taux de valorisation ou taux de traitement : sauf définition contraire pour un flux donné, le poids relatif de la matière ou de l'objet composant les biens ou déchets réutilisés, recyclés, valorisés ou traités, par rapport au poids total de cette matière ou de cet objet dans les déchets faisant l'objet de l'obligation de reprise collectés, exprimé en pourcentage;

38° taux de collecte : sauf définition contraire pour un flux de déchets donné, le rapport, exprimé en pourcentage, entre le poids des déchets collectés et le poids des produits mis sur le marché durant l'année calendrier visée et donc les déchets sont soumis à l'obligation de reprise;

39° centre de transbordement régional (en abrégé, CTR) : site de regroupement et de tri par fractions de DEEE provenant de différents points de collecte, en vue de leur transport vers les sites de réutilisation et de traitement;

40° codes : les codes déchets tels que définis par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets;

41° déchets ménagers : les déchets visés à l'article 2, 2°, du décret;

42° Office : l'Office wallon des déchets tel que visé à l'article 2, 24°, du décret;

43° Ministre : le Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions;

44° réutilisation : réutilisation au sens de l'article 2, 11bis, du décret, en ce compris pour les équipements électriques la poursuite de l'utilisation des équipements ou des composants déposés aux points de collecte, chez les distributeurs, recycleurs ou fabricants;

45° : prévention : la prévention au sens de l'article 2, 7, du décret;

46° : recyclage : recyclage au sens de l'article 2, 11, du décret;

47° : élimination : élimination au sens de l'article 2, 9, du décret;

48° : valorisation : la valorisation au sens de l'article 2, 12, du décret;

49° : personne morale de droit public : la commune ou l'association de communes en charge des déchets ou la Région wallonne.

Art. 2. Sont soumis à l'obligation de reprise les déchets suivants :

- les déchets de piles et accumulateurs;
- les pneus usés;
- les déchets de papier;
- les véhicules hors d'usage;
- les huiles usagées;
- les déchets photographiques;
- les huiles et graisses de friture usagées;
- les médicaments périmés ou non utilisés;
- les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE).

Art. 3. § 1^{er}. L'obligation de reprise comporte, pour les obligataires de reprise, outre les obligations prévues aux chapitres II à IX, les obligations suivantes :

1° financer le coût réel et complet du service assuré par les personnes morales de droit public territorialement responsables de la gestion des déchets ménagers dans le cadre de la gestion de ces déchets;

2° contribuer au coût de gestion des déchets autres que ménagers dans la mesure nécessaire à l'atteinte des objectifs visés aux chapitres II à IX, sauf disposition contraire pour le flux concerné;

3° communiquer un rapport annuel à l'Office concernant la part des déchets collectés en Région wallonne qui sont traités respectivement en Région wallonne, en Belgique, dans l'Union européenne et hors de l'Union européenne, ainsi que les mesures prises en vue d'assurer que le traitement des déchets respecte les objectifs du présent arrêté et des dispositions prises en exécution de celui-ci et soit assuré dans des conditions respectueuses de la législation environnementale en vigueur et des conventions de base de l'Organisation internationale du Travail, même si les conventions n'ont pas été ratifiées par les Etats où les déchets sont traités.

En cas de circonstances imprévisibles ou de raisons de force majeure pouvant justifier le non respect des objectifs de collecte ou de traitement quantifiés visés au présent arrêté, les obligataires de reprise adressent un rapport circonstancié à l'Office. L'Office le transmet, accompagné de son avis, au Ministre qui apprécie la suite à y apporter.

§ 2. L'obligation de reprise s'exerce sans préjudice des compétences communales en matière de salubrité publique et de sécurité.

§ 3. L'obligataire de reprise soumet à l'approbation de l'Office les critères de distinction entre les produits dont les déchets sont à considérer comme des déchets ménagers et les autres produits.

§ 4. L'obligation de reprise comporte, pour les détaillants, les distributeurs et les collecteurs l'obligation de remettre les déchets qui leur sont confiés en application du présent arrêté aux obligataires de reprise.

§ 5. Par flux couvert par une obligation de reprise, une plate-forme de concertation et d'échanges avec les représentants des acteurs publics et privés concernés, se réunit en fonction des nécessités, et au moins une fois par an, à l'initiative de l'Office.

Art. 4. § 1^{er}. L'obligataire de reprise, pour satisfaire aux obligations du présent arrêté, peut :

— remplir lui-même son obligation de reprise, dans le cadre d'un plan individuel de prévention et de gestion de l'obligation de reprise conformément à la section 2 du présent chapitre, le cas échéant en contractant avec un tiers;

— soit faire exécuter cette obligation par un organisme agréé conformément à la section 3 du présent chapitre, auquel cas il est réputé satisfaire à son obligation dès et tant qu'il établit avoir contracté directement ou par l'intermédiaire d'une personne physique ou morale habilitée à le représenter avec l'organisme agréé, et pour autant que ce dernier satisfasse à ses obligations;

— soit exécuter une convention environnementale conclue conformément à la section 4 du présent chapitre et confier dans ce cadre l'exécution de tout ou partie des obligations à un organisme de gestion auquel il a adhéré, auquel cas il est réputé satisfaire à son obligation dès et tant qu'il établit être membre d'une organisation signataire de la convention, ou adhérent de l'organisme de gestion, pour autant que ce dernier satisfasse à ses obligations.

Dans les cas sub 2° et 3°, et sauf disposition contraire dans le présent arrêté, l'organisme agréé ou l'organisme de gestion est tenu des obligations imputées aux obligataires de reprise.

§ 2. Dans les cas visés au § 1^{er}, sub 2° et 3°, les obligataires de reprise établissent et transmettent à l'Office pour approbation, au plus tard dans les six mois de l'entrée en vigueur de l'agrément ou de la convention environnementale, des mesures destinées à favoriser la prévention des déchets résultant des produits qu'ils mettent sur le marché.

Ces mesures respectent les lignes directrices établies par l'Office. Sans préjudice des dispositions spécifiques par flux, elles précisent au moins, pour les flux de déchets concernés :

1° la nature et le poids des différents types de déchets;

2° le relevé des dispositions déjà prises pour la réduction quantitative des déchets et/ou la diminution de leur nocivité pour l'environnement, et leur résultat;

3° les mesures de prévention projetées, les objectifs quantitatifs et/ou qualitatifs, les indicateurs de suivi et le calendrier d'actions.

Par secteur d'activité économique, l'obligataire de reprise peut confier l'exécution de l'obligation découlant du présent paragraphe à une tierce personne qui en informe dans ce cas l'Office.

§ 3. Dans les cas visés au § 1^{er}, sub 2° et 3°, une convention d'adhésion est conclue entre l'obligataire de reprise et l'organisme de gestion ou l'organisme agréé.

La convention d'adhésion garantit l'absence de discrimination et de distorsion de concurrence entre les obligataires, et précise les procédures de résiliation et les mécanismes d'exclusion. Elle comprend les dispositions nécessaires qui garantissent le financement de l'exécution de l'obligation de reprise des produits mis sur le marché pendant la durée du contrat d'adhésion, même lorsque le producteur ou importateur n'est plus lié à une convention environnementale.

La convention-type d'adhésion est soumise préalablement à l'avis de l'Office.

Art. 5. § 1^{er}. Les obligataires de reprise, l'organisme agréé ou l'organisme de gestion tiennent une comptabilité analytique assurant le respect de l'obligation de financement des coûts visée à l'article 4. Ils fournissent cette comptabilité et toutes pièces justificatives à l'Office, à première demande de celui-ci.

L'ensemble des données financières sont certifiées par un réviseur d'entreprise ou, à défaut, par un expert comptable.

Le Ministre, ou l'Office sur délégation, peut désigner un contrôleur externe aux frais de l'organisme agréé ou de l'organisme de gestion.

§ 2. L'Office peut exiger de tout obligataire de reprise de lui fournir toute information qu'il juge utile pour l'appréciation de la réalisation des objectifs et le contrôle de leur mise en œuvre, et notamment les informations relatives :

- a) au cycle de vie des biens soumis à l'obligation de reprise;
- b) à des effets potentiels des substances utilisées dans les biens soumis à obligation de reprise sur l'environnement;
- c) à l'impact environnemental, social ou économique de différents modes de gestion des déchets;
- d) aux systèmes de collecte et de recyclage auxquels il est fait appel;
- e) au rôle que l'obligataire de reprise joue dans le recyclage des déchets et dans l'évolution des filières.

§ 3. Les opérateurs de collecte et de traitement gérant les déchets pour les obligataires de reprise, les détaillants, les distributeurs et tous autres maillons concernés de la filière de reprise visés par le présent arrêté remettent à première demande à l'obligataire de reprise ou, en cas de système collectif, à l'organisme agréé ou de gestion, les informations nécessaires à l'établissement des obligations de rapportage prévues au présent arrêté.

L'obligataire de reprise ou, en cas de système collectif, l'organisme agréé ou l'organisme de gestion communique aux personnes morales de droit public territorialement compétentes pour la gestion des déchets ménagers les données afférentes aux déchets collectés via leur réseau de parcs à conteneurs.

§ 4. Les détaillants mettent dans chacun de leurs points de vente, une information à disposition des consommateurs dans laquelle il est stipulé de quelle manière il est répondu aux dispositions du présent arrêté.

Art. 6. § 1^{er}. Dans le cas de systèmes collectifs impliquant une contribution financière directement ou indirectement portée à la charge des consommateurs, les coûts afférents à l'exécution de l'obligation de reprise sont identifiés et imputés exclusivement à la catégorie de biens ou déchets soumis à ladite obligation pour lesquels ils sont exposés.

Lorsque des coûts sont exposés relativement à plusieurs catégories de biens ou déchets à la fois, ils doivent être imputés à chacune des catégories concernées sur la base de critères objectifs et justifiés au regard des objectifs poursuivis par l'obligation de reprise.

Lorsque les cotisations sont supportées par le consommateur, les propositions motivées relatives à leur mode de calcul et leurs éléments constitutifs sont soumises à l'approbation de l'Office au moins trois mois à l'avance.

§ 2. Pour ce qui concerne les déchets ménagers, les cotisations des obligataires de reprise à un organisme agréé ou un organisme de gestion tiennent compte :

- 1° des coûts imputables à chacune des catégories de biens ou déchets ménagers;
- 2° des recettes émanant de la vente des matériaux collectés et triés;
- 3° de la contribution de chaque matériau à la réalisation des objectifs de l'obligation de reprise;

et ce en vue de financer, déduction faite de la valeur de revente des matériaux, le coût réel et complet des obligations qui leur incombent en vertu du présent arrêté, et notamment :

- a) des collectes sélectives existantes et à créer;
- b) du recyclage et de la valorisation;
- c) de l'information opérationnelle au niveau régional et local et de la sensibilisation relative à ces collectes auprès du public;
- d) du tri des déchets collectés;
- e) de l'élimination des résidus du tri, du recyclage et de la valorisation des déchets.

§ 3. Pour ce qui concerne les déchets non ménagers, les cotisations des obligataires de reprise à un organisme agréé ou un organisme de gestion tiennent compte notamment des frais encourus par les producteurs ou détenteurs pour atteindre les objectifs de collecte et ou de valorisation des déchets, et ce en vue de financer le coût réel et complet des obligations qui leur incombent en vertu du présent arrêté.

Art. 7. § 1^{er}. L'obligataire de reprise est tenu de reprendre auprès des personnes morales de droit public, de manière régulière et à ses frais, les déchets ménagers visés à l'article 2 que celles-ci ont collectés sélectivement sauf lorsque les personnes morales de droit public territorialement responsables de la gestion des déchets ménagers attribuent elles-mêmes le marché de collecte et de traitement des déchets, et/ou assurent le transport et/ou la collecte des déchets en régie jusqu'à un point de regroupement ou de traitement établi.

§ 2. Les personnes morales de droit public ne peuvent exiger de sa part aucune rétribution à l'exception d'une part des coûts réels et complets de la collecte, du tri et du traitement des déchets concernés, et d'autre part des coûts d'investissement et d'exploitation, subsides inclus, des installations, et afférents à la gestion desdits déchets.

Sont pris en considération pour l'établissement des coûts visés à l'alinéa précédent les coûts afférents aux conteneurs, à l'infrastructure, au personnel affecté à la gestion des installations de collecte ou regroupement, en ce compris pour la gestion administrative, aux frais généraux liés à la gestion des installations, aux frais de suivi des marchés, et à la communication à destination des utilisateurs des installations portant sur la catégorie de déchets

concernés. Ils sont déterminés sur le modèle établi de commun accord entre les personnes morales de droit public concernées et les obligataires de reprise; ce modèle tient compte des spécificités régionales des parcs à conteneurs et des obligations spécifiques imputables aux bénéficiaires de subventions en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2007 relatif au financement des installations de gestion de déchets.

Le Ministre peut arrêter le modèle sur base duquel les coûts sont établis.

Section 2. — Du plan individuel de prévention et de gestion de l'obligation de reprise

Art. 8. Le plan individuel de prévention et de gestion de l'obligation de reprise contient les éléments et engagements suivants :

1° les données d'identification :

a) les noms, forme juridique, siège et numéro du registre de commerce ou un enregistrement correspondant et le numéro T.V.A. du producteur soumis à l'obligation de reprise pour les déchets correspondants;

b) le domicile et l'adresse du producteur et, le cas échéant, des sièges social, administratif et d'exploitation;

— le numéro de téléphone et le numéro de télécopie du domicile ou du siège où le producteur peut être contacté;

c) le nom et la fonction du signataire du plan individuel de prévention et de gestion des déchets soumis à l'obligation de reprise;

2° l'objet :

a) la nature des déchets soumis à l'obligation de reprise régis par le plan;

b) l'estimation des quantités de déchets visés par l'obligation de reprise;

3° un document reprenant les mesures stratégiques et opérationnelles visant la mise en œuvre de l'obligation de reprise, daté et signé par l'obligataire de reprise ou son représentant, précisant les données suivantes :

a) les modalités de l'acquittement de l'obligation de reprise, incluant les mesures de prévention des déchets, les mesures favorisant la réutilisation de biens et la collecte, le recyclage et le traitement des déchets concernés, en ce compris lorsqu'ils sont détenus par des tiers tels que des détaillants et distributeurs;

b) lorsque le plan concerne des déchets ménagers, les modalités de collaboration avec les personnes morales de droit public responsables de la gestion des déchets ménagers;

c) les dispositions prises en vue de couvrir les coûts des opérations visées au point a et de toutes autres actions requises en application du présent arrêté;

d) la constitution et la gestion des réserves financières éventuelles relatives à l'exécution de l'obligation de reprise;

e) les dispositions prises pour maintenir et développer, les emplois à finalité sociale dans les associations et sociétés concernées par la collecte, le tri, le recyclage et la valorisation des déchets concernés par le plan;

f) les mesures d'information et de sensibilisation des détenteurs des déchets en vue d'atteindre les objectifs fixés par le présent arrêté;

g) les mesures de traçabilité des déchets résultant des produits mis sur le marché et concernés par le plan, distinguant les déchets ménagers des déchets non ménagers;

h) les mesures destinées à assurer le rapportage annuel à l'Office.

Art. 9. § 1^{er}. Le plan individuel de prévention et de gestion de l'obligation de reprise est introduit auprès de l'Office par lettre recommandée à la poste, par envoi conférant date certaine ou par le dépôt contre récépissé.

§ 2. Dans les dix jours de la réception du plan, l'Office transmet un accusé de réception au demandeur.

Dans les trente jours de la réception de la demande, il vérifie si celle-ci contient les indications et documents prévus à l'article 8.

Si le dossier n'est pas complet, il en informe le demandeur, dans le délai prévu à l'alinéa 2, et lui indique les pièces ou les renseignements complémentaires qu'il lui appartient de fournir.

Lorsque le dossier est complet, l'Office déclare la demande recevable et notifie sa décision au demandeur, dans le délai prévu à l'alinéa 2, par lettre recommandée à la poste ou par envoi conférant date certaine; cette notification fait courir le délai fixé au § 6.

§ 3. L'Office peut exiger tout document complémentaire qu'il estime utile à l'examen de la demande.

Il établit un rapport et le transmet au Ministre au plus tard dans les soixante jours avant l'expiration du délai prévu au § 6.

§ 4. Le Ministre statue sur le projet de plan individuel de prévention et de gestion de l'obligation de reprise et impose les conditions particulières requises.

§ 5. Lorsque l'obligation de reprise concerne des déchets ménagers, le Ministre fixe, au profit de l'Office, une sûreté dont les modalités sont prévues à l'article 23 et dont le montant, qui est déterminé par l'Office, est équivalent aux frais estimés pour la prise en charge de l'obligation de reprise des déchets ménagers par les personnes de droit public territorialement responsables pendant une période de six mois.

La décision n'est exécutoire qu'à partir du moment où l'Office reconnaît, par lettre recommandée à la poste ou par envoi conférant date certaine adressé(e) à l'obligataire de reprise, que la sûreté a été constituée régulièrement.

§ 6. La décision est prise dans un délai de cent cinquante jours à compter de la notification de la recevabilité de la demande, et est notifiée au demandeur par lettre recommandée à la poste ou par envoi conférant date certaine. La décision est publiée par extraits au *Moniteur belge*.

Art. 10. Le plan individuel de prévention et de gestion de l'obligation de reprise couvre une période que le Ministre précise et qui ne peut excéder cinq ans.

Section 3. — Des organismes agréés pour remplir l'obligation de reprise des déchets

Sous-section 1^{re}. — Des conditions et de la procédure d'agrément

Art. 11. L'agrément d'un organisme chargé par des producteurs de remplir leurs obligations inhérentes à l'obligation de reprise est subordonné aux conditions suivantes :

1° être constitué en association sans but lucratif en conformité avec la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations;

2° avoir comme seul objet statutaire la prise en charge pour le compte de ses contractants de l'obligation de reprise qui leur incombe;

3° ne compter parmi ses administrateurs ou parmi les personnes pouvant engager l'association que des personnes jouissant de leurs droits civils et politiques;

4° ne compter parmi ses administrateurs ou parmi les personnes pouvant engager l'association aucune personne qui ait été condamnée par une décision coulée en force de chose jugée, pour une infraction à la législation environnementale en vigueur en Région wallonne ou à toute législation équivalente d'un Etat membre de la Communauté européenne;

5° disposer des garanties financières et moyens techniques et humains suffisants pour assurer l'obligation de reprise;

6° présenter une comptabilité conformément aux dispositions de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises;

7° n'exercer directement ou indirectement, notamment par l'entremise d'une filiale, aucune activité opérationnelle de gestion des déchets couverts par l'obligation de reprise.

Art. 12. § 1^{er}. La demande d'agrément est introduite auprès de l'Office, par lettre recommandée à la poste, par envoi conférant date certaine ou par le dépôt contre récépissé.

§ 2. Elle contient les indications et documents suivants :

1° une copie de l'acte de constitution, des statuts et des modifications éventuelles de ceux-ci si ceux-ci n'ont pas été entièrement publiés au *Moniteur belge*;

2° la liste nominative des administrateurs et personnes pouvant engager l'association;

3° un extrait du casier judiciaire des administrateurs et personnes pouvant engager l'association;

4° la nature des déchets pour lesquels l'agrément est sollicité;

5° un document reprenant les mesures stratégiques, financières et opérationnelles visant la mise en œuvre de l'obligation de reprise pour la durée de l'agrément demandé, comportant au moins les éléments suivants :

a) les modalités de calcul et d'évaluation des contributions des producteurs;

b) l'estimation des coûts de la gestion des déchets, incluant les recettes éventuelles du recyclage;

c) l'affectation d'éventuels reliquats au fonctionnement du système;

d) les conditions et les modalités de révision des contributions;

e) l'estimation des dépenses ayant trait à la couverture du coût réel et complet de la collecte et du traitement des déchets ménagers couverts par l'obligation de reprise;

f) l'estimation des dépenses ayant trait aux déchets autres que ménagers couverts par l'obligation de reprise, et la manière dont celles-ci seront assurées dans la mise en œuvre de l'obligation de reprise;

g) l'estimation des dépenses inhérentes aux mesures de prévention, au développement de la réutilisation et à la communication et à la sensibilisation nécessaires pour atteindre les objectifs impartis;

h) le financement d'éventuelles pertes;

i) un projet de contrat uniforme, pour un type de déchet, que l'organisme agréé doit conclure avec les producteurs, ainsi que les distributeurs et détaillants, pour prendre en charge l'obligation de reprise;

j) un projet de contrat uniforme que l'organisme agréé doit conclure avec les opérateurs de collecte et de traitement;

k) un projet de contrat que l'organisme agréé doit conclure avec les personnes morales de droit public responsables de la gestion des déchets ménagers, précisant les conditions et modalités de collaboration. Ce modèle de contrat définit au moins :

— les modalités de collecte des déchets d'origine ménagère et de prise en charge des déchets collectés;

— les conditions techniques minimales par type de déchets pour le tri ainsi que pour la planification et l'organisation de l'enlèvement ainsi que la vente des matériaux triés, soit par la personne morale de droit public concernée, soit par l'organisme agréé;

— les règles et les modalités du remboursement du coût réel et complet, incluant les frais généraux, des opérations effectuées par ou pour le compte de la ou des personnes morales de droit public;

— les règles et les modalités de remboursement des coûts en matière de communication locales relative aux modalités pratiques de la collecte des déchets;

— une procédure concernant les factures litigieuses, précisant notamment le délai de paiement de l'incontestablement dû;

— les mesures destinées à assurer la réutilisation des biens ou déchets, notamment par le secteur de l'économie sociale;

— la manière selon laquelle les marchés de collecte sélective, de tri et de recyclage sont organisés;

— la possibilité de résoudre, par le biais d'un arbitrage, les conflits relatifs à l'interprétation et à l'exécution du contrat, sans porter préjudice aux autres modalités de médiation légales;

l) la description des modalités de l'acquiescement de l'obligation de reprise compte tenu des dispositions générales et spécifiques par flux du présent arrêté, incluant, lorsque l'agrément concerne des déchets non ménagers :

— une étude relative aux moyens techniques et à l'infrastructure permettant d'atteindre, chaque année de la période pour laquelle l'agrément est demandé, les objectifs de collecte et de recyclage ou de valorisation;

— une description concluante de la manière dont l'organisme se propose d'intervenir dans les frais de collecte sélective, de recyclage, de valorisation en vue d'atteindre les objectifs fixés par le présent arrêté;

— les mesures d'action quant à la problématique des déchets des petites entreprises, notamment des P.M.E. et des détaillants;

— une description concluante de la manière dont l'organisme garantira le caractère vérifiable et contrôlable des déchets recyclés et valorisés;

m) les dispositions prises pour maintenir et développer les emplois à finalité sociale dans les associations et sociétés concernées par la collecte, le tri, le recyclage et la valorisation des déchets concernés;

n) les mesures d'information et de sensibilisation des détenteurs des déchets en vue d'atteindre les objectifs impartis par le présent arrêté;

o) les mesures de traçabilité des déchets résultant des produits mis sur le marché, spécialement en cas d'exportation, distinguant les déchets ménagers des déchets non ménagers.

§ 3. Dans les dix jours de la réception de la demande, l'Office transmet un accusé de réception au demandeur.

Dans les trente jours de la réception de la demande, il vérifie si celle-ci contient les indications et documents prévus au § 2.

Si le dossier n'est pas complet, il en informe le demandeur, dans le délai prévu à l'alinéa 2, et lui indique les pièces ou les renseignements complémentaires qu'il lui appartient de fournir.

Lorsque le dossier est complet, l'Office déclare la demande recevable et notifie sa décision au demandeur, dans le délai prévu à l'alinéa 2, par lettre recommandée à la poste ou par envoi conférant date certaine; cette notification indique le recours dont dispose le demandeur contre cette décision et le délai dont dispose le Ministre pour statuer conformément au § 5.

§ 4. L'Office peut exiger tout document complémentaire de nature à établir que le demandeur dispose des garanties financières, et qu'il dispose ou s'engage à disposer des moyens techniques et humains suffisants.

§ 5. Le Ministre statue sur la demande d'agrément et impose les conditions particulières requises. La décision est prise dans un délai de cent cinquante jours à compter de la notification de la recevabilité de la demande.

Art. 13. L'agrément est octroyé pour une période que le Ministre précise et qui ne peut excéder cinq ans.

La décision est notifiée au demandeur par lettre recommandée à la poste ou par envoi conférant date certaine.

Toute décision d'agrément est publiée au *Moniteur belge*.

Art. 14. § 1^{er}. Lorsque l'obligation de reprise concerne des déchets ménagers, la décision d'agrément de l'organisme pour la reprise des déchets fixe, au profit de l'Office, une sûreté dont les modalités sont prévues à l'article 23 et dont le montant, qui est déterminé par l'Office, est équivalent aux frais estimés pour la prise en charge des déchets ménagers par les personnes morales de droit public territorialement responsables pour la gestion des déchets ménagers pendant une période de six mois

§ 2. L'agrément de l'organisme pour la reprise des déchets n'est exécutoire qu'à partir du moment où l'Office reconnaît, par une lettre recommandée à la poste ou par envoi conférant date certaine adressé(e) à l'organisme agréé, que la sûreté a été régulièrement constituée,

Sous-section 2. — Des obligations de l'organisme agréé

Art. 15. § 1^{er}. La décision d'agrément contient au minimum les obligations suivantes auxquelles est soumis l'organisme agréé :

1° se conformer aux conditions fixées dans l'agrément;

2° respecter, pour l'ensemble des producteurs ayant contracté avec lui, dans les délais prévus, les obligations générales et spécifiques par flux prescrites par le présent arrêté;

3° conclure un contrat d'assurance couvrant les dommages susceptibles d'être causés par son activité, ainsi que les pertes éventuelles de revenus en cas d'événements de force majeure générant notamment la perte des déchets collectés ou triés;

4° percevoir, de manière non discriminatoire, auprès de ses contractants les cotisations indispensables pour couvrir les coûts de l'ensemble des obligations qui lui incombent conformément à l'article 6;

5° organiser la collecte des déchets soumis à obligation de reprise de façon homogène sur l'intégralité du territoire de la Région wallonne sauf lorsque les personnes morales de droit public territorialement responsables de la gestion des déchets ménagers attribuent elles-mêmes le marché de collecte et de traitement des déchets, et/ou assurent le transport et/ou la collecte des déchets en régie, conformément à l'article 7, § 1^{er};

6° veiller à la qualité des déchets collectés et triés afin de favoriser la réutilisation et le recyclage;

7° fournir une sûreté conformément à l'article 14;

8° conclure un contrat, conforme à celui prévu à l'article 12, § 2, 5°, j), avec tout obligataire de reprise pour les déchets pour lesquels l'agrément est accordé;

9° conclure un contrat sur le modèle prévu à l'article 12, § 2, 5°, k), avec toute personne morale de droit public territorialement compétente pour la collecte des déchets ménagers, qui assure la collecte de déchets couverts par une obligation de reprise;

10° faire examiner ses comptes d'exploitation par un réviseur d'entreprise;

11° faire attester par un réviseur d'entreprise les taux de collecte, de recyclage et de valorisation des déchets au regard des produits mis sur le marché en Région wallonne;

12° déposer chaque année, auprès de l'Office, ses bilans et comptes de résultats pour l'année écoulée, préalablement examinés par un réviseur d'entreprises, ainsi que les pièces justificatives éventuelles;

13° favoriser les emplois à finalité sociale dans les associations et sociétés concernées par la collecte, le tri, le recyclage et la valorisation de déchets;

14° agir en toute transparence et de traiter dans le respect de l'égalité et de manière non discriminatoire les entrepreneurs, les fournisseurs et les prestataires de services auxquels il fait appel pour l'exécution de l'obligation de reprise dont il est chargé;

15° garantir le caractère vérifiable et contrôlable du recyclage et de la valorisation des déchets ainsi que les conditions environnementales et sociales dans lesquelles se déroulent le recyclage ou la valorisation;

16° lorsque l'obligation de reprise concerne des déchets industriels, respecter l'égalité et la concurrence entre les opérateurs responsables de la collecte, du tri, du recyclage et de la valorisation de déchets;

17° si l'obligation de reprise concerne des déchets ménagers, se conformer aux modalités de collecte déterminées par les personnes morales de droit public territorialement responsables de la gestion des déchets ménagers;

18° présenter un plan de prévention à l'Office dans un délai d'un an à dater de l'octroi de l'agrément. Ce plan doit permettre de favoriser, dans un ordre de préférence, la prévention, la réutilisation et le recyclage.

§ 2. Lorsque son financement est assuré en tout ou en partie par des cotisations supportées par les consommateurs, l'organisme agréé ne peut en aucun cas être sponsor commercial. Par "sponsor commercial", on entend le sponsoring dont l'objectif principal est d'augmenter la renommée de l'organisme agréé. Le sponsoring visant principalement à remplir l'objet statutaire de l'organisme agréé n'est pas considéré comme du "sponsoring commercial".

§ 3. En cas de désaccord entre l'organisme agréé et la personne morale de droit public concernant la conclusion et l'exécution du contrat visé au § 1^{er}, 9°, les parties concernées sollicitent la médiation de l'Office. En cas d'échec de la médiation, l'Office en informe le Ministre.

Sous-section 3. — De la modification des conditions de l'agrément,
de sa suspension, de son retrait

Art. 16. Le Ministre peut, à tout moment, imposer des obligations nouvelles, suspendre ou retirer l'agrément lorsque survient un danger grave pour la santé de l'homme ou un préjudice ou un risque de préjudice à l'environnement après qu'il ait été donnée à son titulaire, la possibilité de faire valoir ses moyens de défense et de régulariser la situation dans un délai déterminé; en cas d'urgence spécialement motivée, et pour autant que l'audition du titulaire soit de nature à causer un retard préjudiciable à la sécurité publique, les mesures peuvent être prises sans délai et sans audition dudit titulaire.

Art. 17. Sur la base d'un procès-verbal constatant une infraction au Règlement (CE) n° 1013 du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets, au décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, au décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, au décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes et à leurs arrêtés d'exécution ou à toute autre législation équivalente d'un Etat membre de l'Union européenne ou aux conditions d'agrément, l'agrément peut être suspendu ou retiré, après qu'il ait été donnée à son titulaire, la possibilité de faire valoir ses moyens de défense et de régulariser la situation dans un délai déterminé; en cas d'urgence spécialement motivée, et pour autant que l'audition du titulaire soit de nature à causer un retard préjudiciable à la sécurité publique, l'agrément peut être suspendu ou retiré sans délai et sans audition dudit titulaire.

Art. 18. Toute décision prise en vertu des articles 16 et 17 est notifiée à l'intéressé. Le retrait ou la suspension d'agrément est publié au *Moniteur belge*.

Section 4. — La convention environnementale

Sous-section 1^{re}. — Des règles générales

Art. 19. § 1^{er}. La convention environnementale prévoit au minimum :

- 1° les obligations à charge de l'organisme de gestion, en ce compris la stimulation de la prévention;
- 2° les principes de gestion des déchets distinguant les déchets ménagers des déchets non ménagers, et tenant compte des missions des personnes morales de droit public responsables de la gestion des déchets ménagers;
- 3° lorsque l'obligation de reprise concerne des déchets ménagers, la constitution de la sûreté au profit de l'Office, dont les modalités sont prévues à l'article 23 et dont le montant, fixé par l'Office, est équivalent aux frais estimés de prise en charge de la gestion des déchets par les personnes morales de droit public territorialement responsables de la gestion des déchets ménagers pendant une période de six mois;
- 4° les règles de financement de la gestion des déchets, en ce compris le mode de calcul des cotisations des obligataires de reprise à l'organisme de gestion, par produit ou catégorie de produits, dans le respect des principes figurant aux articles 6 et 12, § 2, 5°;
- 5° l'élaboration par l'organisme de gestion, pour la durée de la convention, de mesures stratégiques, financières et opérationnelles visant la mise en œuvre de l'obligation de reprise comportant au minimum les éléments visés à l'article 12, § 2, 5°, a) à h), à soumettre à l'approbation de l'Office dans un délai de trois mois à dater de l'entrée en vigueur de la convention. Toute modification de ce document est également soumise à l'approbation de l'Office;
- 6° l'élaboration par l'organisme de gestion de mesures de sensibilisation et de communication à communiquer à l'Office dans un délai de (six) mois à dater de l'entrée en vigueur de la convention, distinguant la communication locale à opérer en concertation avec les personnes morales de droit public territorialement concernées, de la communication à l'échelle régionale à opérer en concertation avec l'Office et le Ministre;
- 7° les mesures particulières prévues en matière de réutilisation, en fonction de la spécificité du flux, et du caractère ménager ou non ménager du bien;
- 8° la mise en place d'une commission chargée de la médiation des conflits éventuels entre les différentes parties concernées par l'exécution de l'obligation de reprise, pouvant surgir dans le cadre du déroulement de la convention.

§ 2. La convention environnementale peut prévoir :

- 1° la création d'un comité d'accompagnement de la convention comportant au minimum des représentants de l'Office, de l'organisme de gestion et des signataires de la convention environnementale. Lorsque le comité d'accompagnement traite de la gestion de déchets ménagers collectés en tout ou en partie par les personnes morales de droit public, le comité d'accompagnement est élargi aux représentants des personnes morales de droit public;
- 2° l'établissement annuel d'un document prévoyant l'exécution des mesures stratégiques, financières et opérationnelles visant la mise en œuvre de l'obligation de reprise. Ce document est communiqué à l'Office le 1^{er} octobre de chaque année précédant l'année de sa mise en application. L'Office vérifie son adéquation avec le document reprenant les mesures stratégiques, financières et opérationnelles, la convention environnementale et la réglementation en vigueur;
- 3° pour les déchets résultant de l'activité usuelle des ménages, des modalités de collecte complémentaires aux modalités déterminées par les personnes morales de droit public territorialement concernées et aux obligations des détaillants. Ces modalités ne peuvent se substituer au réseau public de collecte que pour autant qu'elles couvrent une étendue géographique et offrent un service qualitatif et une couverture des coûts au moins équivalents, ainsi qu'un taux de collecte des déchets au moins égal au taux de collecte combinée des personnes morales de droit public et d'autres personnes telles que les détaillants et ce, sans contrepartie. Toute substitution au réseau public de collecte est soumise à l'approbation préalable du Gouvernement.

§ 3. Le Ministre peut déterminer, sur proposition de l'Office et en conformité avec les conditions du présent arrêté, le contenu minimal de la convention environnementale.

Art. 20. § 1^{er}. La convention environnementale est conclue pour la durée qu'elle détermine et qui ne peut excéder cinq ans. Moyennant l'accord des parties, elle peut être prolongée d'une durée maximale de six mois.

§ 2. La convention environnementale n'est exécutoire qu'à partir du moment où l'Office reconnaît, par une lettre recommandée à la poste ou par envoi conférant date certaine adressé(e) à l'organisme de gestion, que la sûreté a été régulièrement constituée.

Art. 21. Les obligataires de reprise qui décident de mettre fin à la convention environnementale, ou de résilier leur adhésion à l'organisme de gestion, doivent avoir pris les mesures nécessaires afin de répondre aux dispositions du présent arrêté dès le lendemain de la date de résiliation. Ils en informent au préalable l'Office.

Sous-section 2. — De l'organisme de gestion

Art. 22. § 1^{er}. La convention environnementale prévoit la mise en place d'un organisme de gestion chargé du pilotage, de la coordination et de l'exécution de la convention environnementale et, dans la mesure prévue par le présent arrêté, de la mise en œuvre de l'obligation de reprise pour le compte de ses membres et adhérents.

Cet organisme répond aux conditions fixées à l'article 11.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, l'organisme de gestion peut consister en une association de fait sur avis favorable de l'Office.

Dans ce cas, les membres de l'association de fait sont solidairement responsables de l'exécution des obligations incombant à l'organisme de gestion.

§ 3. L'Office est invité en qualité d'observateur aux réunions des organes décisionnels de l'organisme de gestion. Il reçoit les convocations, documents préparatoires et comptes-rendus de réunion en même temps que les membres de ces organes.

§ 4. L'organisme de gestion est tenu des obligations visées à l'article 15, § 1^{er}, 2^o à 17^o.

L'organisme de gestion :

— assume les obligations de rapportage vis-à-vis de l'Office conformément aux articles 3, § 1^{er}, 3^o, et aux dispositions spécifiques par flux;

— assure le suivi statistique de la gestion des déchets concernés, et le monitoring de la filière;

— établit et exécute les mesures stratégiques, financières et opérationnelles ainsi que les mesures de communication et sensibilisation visées à l'article 19;

— atteint les objectifs de collecte et de traitement par flux pour l'ensemble des obligataires de reprise avec lesquels il a conclu un contrat d'adhésion;

— détermine, en concertation avec l'Office, les critères éventuels de reconnaissance des opérateurs de collecte et traitement participant à la filière de gestion des déchets, la fréquence des audits nécessaires pour être reconnu et pouvoir utiliser le logo défini par lui;

— choisit le ou les organismes d'audit accrédités appelés à auditer les filières;

— délivre le cas échéant un acte de reconnaissance des personnes habilitées à collecter ou traiter les déchets;

— promeut la réutilisation des biens et la valorisation optimale des déchets.

Section 5. — De la sûreté

Art. 23. § 1^{er}. La sûreté peut être constituée soit par un dépôt à la Caisse des Dépôts et Consignations ou par une garantie bancaire indépendante à concurrence du montant précisé dans la décision d'approbation du plan individuel de prévention et de gestion, dans la décision d'agrément ou dans la convention environnementale. En toute hypothèse, la personne ou l'organisme qui constitue la sûreté précise que la sûreté est en tout ou en partie libérable sur simple demande de l'Office motivée par le cas de non-exécution des obligations.

Dans le cas où la sûreté consiste en une garantie bancaire indépendante, celle-ci est obligatoirement émise par un établissement de crédit agréé soit auprès de la Commission bancaire, financière et des Assurances, soit auprès d'une autorité d'un Etat membre de l'Union européenne qui est habilitée à contrôler les établissements de crédit.

§ 2. En cas d'inexécution partielle ou totale des obligations mises à charge de l'obligataire de reprise qui exécute l'article 4, § 1^{er}, 1^o, de l'organisme agréé ou de l'organisme de gestion, par suite d'une carence de sa part ou par suite d'une sanction administrative, l'Office sollicite la libération de tout ou partie de la sûreté financière pour couvrir les frais liés à l'exécution des obligations.

Avant de solliciter la libération de tout ou partie de la sûreté financière, l'Office adresse un avertissement à l'obligataire de reprise qui exécute l'article 4, § 1^{er}, 1^o, l'organisme agréé ou l'organisme de gestion par lettre recommandée à la poste ou par envoi conférant date certaine. L'avertissement mentionne explicitement les obligations qui n'ont pas été respectées, les mesures spécifiques qui doivent être prises et le délai imparti pour ce faire. Ce délai ne peut pas être inférieur à quinze jours.

L'Office procède à l'audition de l'obligataire de reprise qui exécute l'article 4, § 1^{er}, 1^o, l'organisme agréé ou l'organisme de gestion si celui-ci le demande. Préalablement à l'audition, l'obligataire de reprise qui exécute l'article 4, § 1^{er}, 1^o, l'organisme agréé ou de l'organisme de gestion transmet par écrit à l'Office tous les arguments qu'il considère utiles à sa défense. La demande d'audition ne suspend pas la procédure.

§ 3. La sûreté est restituée après que l'Office ait dûment constaté qu'au terme de la durée du plan individuel de gestion et de prévention, de l'agrément, ou de la convention environnementale ou de sa résiliation anticipée, le renouvellement n'est pas demandé et l'obligataire de reprise qui exécute l'article 4, § 1^{er}, 1^o, l'organisme agréé ou l'organisme de gestion a satisfait à toutes ses obligations.

L'Office statue sur la restitution de la sûreté dans les six mois suivant l'expiration du plan individuel de gestion et de prévention, de l'agrément ou de la convention environnementale. Il notifie sa décision à la Caisse des Dépôts et Consignations ou à l'organisme bancaire ayant constitué la sûreté ainsi qu'à l'obligataire de reprise qui exécute l'article 4, § 1^{er}, 1^o, à l'organisme agréé ou l'organisme de gestion.

CHAPITRE II. — *Des déchets de piles et accumulateurs*Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 24. Au sens du présent chapitre, il faut entendre par :

1^o traitement de piles ou d'accumulateurs : toute activité effectuée sur des déchets de piles ou d'accumulateurs après remise à une installation de tri, de préparation au recyclage ou de préparation à l'élimination;

2^o obligataire de reprise : le producteur de piles ou d'accumulateurs au sens de l'article 2, 20^o*bis* du décret. Pour les piles ou accumulateurs incorporés dans les appareils ou véhicules neufs, l'obligataire de reprise est le producteur desdits appareils ou véhicules;

3^o taux de collecte : le pourcentage obtenu en divisant le poids des déchets de piles et d'accumulateurs portables collectés pendant une année civile par la moyenne du poids des piles et accumulateurs portables que les producteurs soit vendent directement à des consommateurs, soit livrent à des tiers afin que ceux-ci les vendent à des consommateurs, en Région wallonne, pendant ladite année civile et les deux années civiles précédentes.

Art. 25. L'obligation de reprise s'applique aux déchets de piles et d'accumulateurs repris sous les codes déchets suivants :

1606 Piles et accumulateurs.

160601 Accumulateurs au plomb.

160602 Accumulateurs Ni-Cd.

160603 Piles contenant du mercure.

160604 Piles alcalines.

160605 Autres piles et accumulateurs.

2001 Fractions collectées séparément.

200133 Piles et accumulateurs en mélange contenant des piles ou accumulateurs compris dans les rubriques, 160601, 160602 ou 160603 et piles et accumulateurs non triés contenant ces piles.

200134 Piles et accumulateurs autres que ceux visés à la rubrique 200133.

Le présent chapitre ne s'applique pas aux piles et accumulateurs utilisés dans :

1^o les équipements liés à la protection des intérêts essentiels de la sécurité de l'Etat, les armes, les munitions et le matériel de guerre, à l'exception des produits qui ne sont pas destinés à des fins spécifiquement militaires;

2^o les équipements destinés à être lancés dans l'espace.

Le présent chapitre s'applique sans préjudice des chapitres VIII et X.

Art. 26. Les obligataires de reprise assurent le financement de tous les coûts nets induits par :

1^o la collecte, le traitement et le recyclage de tous les déchets de piles et d'accumulateurs portables collectés conformément au présent arrêté quelle que soit la date de leur mise sur le marché;

2^o les campagnes d'information du public sur la collecte, le traitement et le recyclage de tous les déchets de piles et d'accumulateurs portables.

Les coûts générés par la collecte, le traitement et le recyclage ne sont pas communiqués séparément aux utilisateurs finals lors de la vente de nouvelles piles et de nouveaux accumulateurs portables.

Les obligataires de reprise et utilisateurs de piles et d'accumulateurs industriels et automobiles peuvent conclure des accords fixant d'autres méthodes de financement que celles visées à l'alinéa 1^{er} moyennant information de l'Office.

Art. 27. Tout producteur de piles ou accumulateur doit être enregistré selon des critères pratiques déterminés par l'Office.

Art. 27bis. Tout producteur, distributeur, collecteur, toute entreprise de recyclage ou tout autre intervenant dans le traitement ainsi que toute administration publique concernée doivent pouvoir prendre part aux systèmes de collecte, de traitement et de recyclage. Ces systèmes s'appliquent sans discrimination, aux piles et accumulateurs importés de pays tiers et sont conçus de façon à éviter les entraves aux échanges ou les distorsions de concurrence.

Section 2. — De la prévention

Art. 28. L'obligataire de reprise est tenu d'établir et de mettre en œuvre, conformément au Chapitre I^{er} du présent arrêté, des mesures de prévention des déchets de piles et accumulateurs visant notamment :

1. à augmenter la qualité moyenne des piles mises sur le marché, à mesurer en termes de capacité, de longévité et de durabilité;

2. à fournir une information claire aux utilisateurs, en ce compris les fabricants d'appareils recourant à des piles et accumulateurs, concernant les types de piles les plus appropriées en fonction des utilisations, et à favoriser l'utilisation de piles et accumulateurs portables rechargeables en lieu et place de piles et accumulateurs non rechargeables;

3. à développer des piles et accumulateurs offrant un écobilan le plus favorable pour l'environnement.

En cas de système collectif, l'organisme agréé ou l'organisme de gestion incorpore dans le document reprenant les mesures de communication et de sensibilisation un axe de sensibilisation des ménages, utilisateurs professionnels et fabricants d'appareils à la prévention des déchets de piles et accumulateurs portables et industriels. Pendant la durée de l'agrément ou de la convention, au minimum une campagne de communication et de sensibilisation est consacrée à la prévention de ces déchets.

Section 3. — De la collecte sélective des déchets de piles et d'accumulateurs portables

Art. 29. Tout détenteur de déchets de piles et d'accumulateurs portables est tenu soit de les remettre à un collecteur agréé pour la collecte de déchets dangereux soit de les déposer dans un des points de collecte prévus à cet effet par l'obligataire de reprise et la personne morale de droit public territorialement responsable de la gestion des déchets ménagers.

Le détaillant est tenu de reprendre gratuitement des ménages et utilisateurs professionnels tout déchet de piles et d'accumulateurs portables qu'ils présentent, même lorsque ces ménages ne se procurent pas de produit équivalent.

L'obligataire de reprise est tenu de collecter, à ses frais, de manière régulière, tous les déchets de piles et d'accumulateurs portables acceptés auprès des détaillants, des parcs à conteneurs, ou des écoles et des collecteurs agréés en vue de les faire traiter à ses frais dans un établissement autorisé à cette fin. Dans ce cas, les collecteurs agréés ne peuvent facturer des frais de traitement à leurs clients.

L'obligataire de reprise est en outre tenu de reprendre l'ensemble des déchets de piles et d'accumulateurs portables provenant des installations de démantèlement ou de dépollution de déchets d'équipements électriques ou électroniques et de véhicules hors d'usage.

Art. 30. Via les collectes mises en place conformément à l'article 29, l'obligataire de reprise est tenu d'atteindre un taux de collecte sélective de minimum :

1° 45 % à partir de 2010;

2° 50 % à partir de 2012.

Section 4. — De la collecte sélective des déchets de piles et d'accumulateurs industriels et des déchets de piles et d'accumulateurs automobiles

Art. 31. L'obligataire de reprise veille à ce que tous les déchets de piles et accumulateurs industriels puissent être collectés sélectivement pour être traités conformément à la section 5.

Art. 32. Le détaillant est tenu de reprendre gratuitement des ménages et utilisateurs professionnels tout déchet de piles ou d'accumulateurs industriels qu'ils lui présentent.

Le distributeur est tenu de reprendre, à ses frais, de manière régulière et sur place, auprès des détaillants tous les déchets de piles et d'accumulateurs industriels réceptionnés en application de l'alinéa précédent et de les présenter au producteur.

L'obligataire de reprise est tenu, à ses frais, de collecter de manière régulière tous les déchets de piles et d'accumulateurs industriels quelle que soit leur composition chimique acceptés auprès des distributeurs ou à défaut auprès des détaillants en vue de les faire traiter dans un établissement autorisé à cette fin.

L'obligataire de reprise est en outre tenu de reprendre l'ensemble des déchets de piles et accumulateurs industriels provenant des installations de démantèlement ou de dépollution de déchets d'équipements électriques ou électroniques.

L'obligataire de reprise ne peut refuser de reprendre les déchets de piles et accumulateurs industriels, quelles que soient leur composition chimique et leur origine, que les ménages et les utilisateurs professionnels leur présentent.

Art. 33. Les garagistes et tous autres détaillants effectuant un service d'entretien, de réparation et de remplacement des piles et accumulateurs sont tenus de reprendre, gratuitement, tout déchet de pile ou d'accumulateur automobile qui leur sont présentés par les ménages et utilisateurs professionnels.

Le distributeur est tenu de reprendre, à ses frais, de manière régulière et sur place, auprès des garagistes et des détaillants visés à l'alinéa 1^{er} tous les déchets de piles ou d'accumulateurs automobiles réceptionnés en application de l'alinéa précédent et tous les déchets de piles et d'accumulateurs automobiles provenant des activités d'entretien des véhicules exercées par les garagistes et de les présenter au producteur ou à l'exportateur.

L'obligataire de reprise est tenu, à ses frais, de collecter de manière régulière tous les déchets de piles ou accumulateurs automobiles acceptés auprès des distributeurs ou à défaut auprès des garagistes et des détaillants visés à l'alinéa 1^{er}, sur leur demande, en vue de les faire traiter dans un établissement autorisé à cette fin.

L'obligataire de reprise des piles ou accumulateurs automobiles incorporés dans les véhicules neufs est tenu de reprendre l'ensemble des déchets de piles et d'accumulateurs automobiles dont les véhicules sont remis à une installation de démantèlement ou de dépollution des véhicules hors d'usage.

Section 5. — Du traitement des déchets de piles et d'accumulateurs

Art. 34. § 1^{er}. Les producteurs ou des tiers instaurent des systèmes utilisant les meilleures techniques disponibles, en termes de protection de la santé et de l'environnement, afin d'assurer le traitement et le recyclage des déchets de piles et d'accumulateurs.

Il est interdit d'éliminer des déchets de piles ou d'accumulateurs sans traitement préalable visant leur recyclage total ou partiel. Le traitement consiste au minimum en l'extraction de tous les fluides et acides et, pour les piles à oxyde de mercure, la séparation du mercure et des autres constituants.

Il est interdit de vider, en dehors d'une installation de traitement autorisée, les piles ou accumulateurs automobiles de leur acide. Les électrolytes doivent être prioritairement valorisés ou, à défaut, neutralisés.

Les résidus de papiers, cartons, matières plastiques qui, en raison de leur contamination, ne peuvent être recyclés doivent être valorisés énergétiquement.

Sans préjudice des interdictions de mise en centre d'enfouissement technique, les résidus minéraux, non recyclables, issus du traitement des piles et accumulateurs autres qu'automobiles doivent subir un traitement de stabilisation avant toute mise en centre d'enfouissement technique.

Le traitement et tout stockage, y compris temporaire, dans les installations de traitement est effectué sur des sites offrant des surfaces imperméables et un recouvrement résistant aux intempéries, ou dans des conteneurs appropriés. Le traitement comportera au minimum l'extraction de tous les fluides et acides.

§ 2. Par le traitement des déchets visés au présent chapitre, les conditions et taux minimum suivants doivent être atteints :

1. un taux de recyclage de 65 % du poids moyen des piles et accumulateurs plomb-acide collectés durant l'année écoulée, et de 95 % du contenu en plomb desdits déchets;

2. un taux de recyclage de 75 % du poids moyen des piles et accumulateurs nickel-cadmium collectés durant l'année écoulée. Le recyclage du contenu en cadmium est techniquement le plus complet possible tout en évitant les coûts excessifs;

3. un taux de recyclage de 50 % du poids moyen des autres déchets de piles et accumulateurs collectés durant l'année écoulée. Pour les piles zinc-carbone et alcalines, les fractions zincifère et manganifère des piles doivent être recyclées sous forme d'oxydes, sels ou hydroxydes.

Art. 35. L'incinération des piles et accumulateurs portables, des déchets de piles et d'accumulateurs industriels et des déchets de piles et d'accumulateurs automobiles est interdite.

Section 6. — Du rapportage

Art. 36. L'obligataire de reprise pour les piles et d'accumulateurs portables fournit à l'Office, pour le 20 avril de chaque année, les données suivantes ayant trait à l'année précédente :

1. la quantité totale, exprimée en kilos, des déchets de piles et d'accumulateurs portables collectés en Région wallonne, par canal de collecte;

2. la quantité totale, exprimée en kilos, par système chimique et en nombre, des piles et d'accumulateurs portables mis sur le marché en Région wallonne;

3. la quantité totale de déchets de piles et d'accumulateurs portables, exprimée en kilos, ayant été confiée aux établissements autorisés pour leur traitement, par type de traitement et par catégorie;

4. une évaluation de la composition moyenne, au minimum par matériau, des produits mis sur le marché, ainsi que des substances dangereuses mises en œuvre;

5. la liste des opérateurs de collecte et de traitement ayant procédé à la gestion des déchets de piles et d'accumulateurs portables;

6. le mode de traitement des déchets de piles et d'accumulateurs portables par procédé de traitement en ce compris la description qualitative et quantitative des opérations;

7. les prévisions de la quantité totale exprimée en kilos de piles et d'accumulateurs portables mise sur le marché en Région wallonne pendant l'année en cours;

8. les quantités exprimées en kilos de déchets de piles et d'accumulateurs en provenance des centres de démantèlement ou de dépollution des déchets d'équipements électriques et électroniques et des véhicules hors d'usage;

9. en cas de convention environnementale ou d'organisme agréé : la ou les cotisations versées à l'organisme de gestion, avec les modalités de calcul, et la liste des membres et adhérents de l'organisme de gestion.

Art. 37. L'obligataire de reprise pour les piles et d'accumulateurs industriels fournit à l'Office, pour le 20 avril de chaque année, les données suivantes ayant trait à l'année précédente :

1° la quantité totale, exprimée en kilos, des déchets de piles et d'accumulateurs industriels collectés par canal de collecte;

2° la quantité totale, exprimée en kilos, par système chimique et en nombres, des piles et d'accumulateurs industriels mis sur le marché en Région wallonne;

3° la quantité totale de déchets de piles et d'accumulateurs industriels, exprimée en kilos, ayant été confiée aux établissements autorisés pour leur traitement, par type de traitement et par catégorie;

4° une évaluation de la composition moyenne, au minimum par matériau, pour les produits mis sur le marché, ainsi que des substances dangereuses mises en œuvre;

5° la liste des opérateurs de collecte et de traitement ayant procédé à la gestion des déchets de piles et d'accumulateurs industriels;

6° le mode de traitement des déchets de piles et d'accumulateurs industriels par procédé de traitement en ce compris la description qualitative et quantitative des opérations;

7° les prévisions de la quantité totale exprimée en kilos de piles et d'accumulateurs industriels mise sur le marché en Région wallonne pendant l'année en cours;

8° les données en provenance des centres de démantèlement ou de dépollution des déchets d'équipements électriques et électroniques et des véhicules hors d'usage.

Art. 38. L'obligataire de reprise pour les piles et d'accumulateurs automobiles fournit à l'Office, pour le 20 avril de chaque année, les données suivantes pour ce qui le concerne, à savoir les déchets de piles et d'accumulateurs issus du marché du remplacement, et les déchets de piles et d'accumulateurs collectés dans un centre agréé de démantèlement de véhicules hors d'usage, ayant trait à l'année précédente :

1° la quantité totale, exprimée en kilos, de piles et d'accumulateurs automobiles mis sur le marché en Région wallonne dans le cadre respectivement de la mise sur le marché de véhicules neufs et du marché de remplacement;

2° la quantité totale, exprimée en kilos, de déchets de piles et d'accumulateurs d'automobile qui ont été collectés en Région wallonne en faisant la distinction entre les déchets de piles et d'accumulateurs automobiles issus du marché de remplacement et ces mêmes déchets collectés dans un centre agréé de démantèlement de véhicules hors d'usage;

3° les installations dans lesquelles les déchets susvisés collectés ont été traités et la description de leur mode de traitement;

4° les quantités totales, exprimées en kilos, de déchets de piles et d'accumulateurs automobiles ayant été confiés aux établissements autorisés pour leur traitement par type de traitement et par catégorie;

5° la composition moyenne, au minimum par matériau, des piles et d'accumulateurs automobiles mis sur le marché, en ce compris des substances et composants dangereux mis en œuvre.

Section 7. — De l'information, de la sensibilisation et de la communication

Art. 39. § 1^{er}. Les obligataires de reprise pour les piles et d'accumulateurs portables veillent, notamment par des campagnes d'information, à ce que les consommateurs soient informés :

1° des effets potentiels des substances utilisées dans les piles et d'accumulateurs susvisés sur l'environnement et la santé humaine;

2° de l'intérêt de ne pas éliminer les déchets de piles et d'accumulateurs portables avec les déchets ménagers non triés ou comparables et de prendre part à leur collecte sélective de manière à en faciliter le traitement et le recyclage;

3° des systèmes de collecte et de recyclage mis à leur disposition;

4° du rôle qu'ils ont à jouer dans le recyclage des déchets de piles et d'accumulateurs portables.

§ 2. Les coûts générés par la collecte, le traitement et le recyclage des déchets de piles et d'accumulateurs portables, leur mode de financement ainsi que les modes de gestion de ces déchets font l'objet d'une communication vers les consommateurs.

Art. 40. Les obligataires de reprise pour les piles et d'accumulateurs industriels et automobiles veillent à ce que les utilisateurs, garagistes et détaillants soient informés :

1° des effets potentiels des substances utilisées dans les piles et d'accumulateurs susvisés sur l'environnement et la santé humaine;

2° des filières et opérateurs de collecte et traitement, en vue d'assurer l'efficacité de la reprise des déchets;

3° en ce qui concerne les utilisateurs, des coûts éventuels de collecte et de traitement de ces déchets, et des modes de gestion.

CHAPITRE III. — *Des pneus usés*Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 41. § 1^{er}. Au sens du présent chapitre, il faut entendre par :

1° Obligataire de reprise : le producteur de pneus au sens de l'article 2, 20bis du décret. Pour les pneus équipant les véhicules neufs, l'obligataire de reprise est le producteur desdits véhicules;

2° Taux de collecte pour le marché du remplacement : le rapport, exprimé en pourcentage, du poids total des pneus usés collectés et du poids total des pneus mis à la consommation durant l'année calendrier concernée, déduction faite du taux d'usure;

3° Taux de collecte des pneus équipant les véhicules neufs : le rapport, exprimé en pourcentage, du poids total des pneus usés remis dans les installations de démantèlement et de dépollution des véhicules hors d'usage, et du poids total des pneus équipant les véhicules neufs mis à la consommation durant l'année calendrier concernée, déduction faite du taux d'usure;

4° Taux global cumulé de réutilisation, rechapage et recyclage des pneus collectés : le poids total des pneus effectivement réutilisés, rechapés ou recyclés, augmenté du poids total de stockage préalable au traitement des pneus usés collectés par rapport au poids total des pneus collectés, exprimés en pourcentage.

L'impact du taux d'usure, visé aux points 2° et 3°, sur le poids des pneus usés est déterminé sur la base d'une étude menée de manière objective et contradictoire par l'obligataire de reprise, et dont les conclusions sont approuvées par l'Office.

§ 2. L'obligation de reprise s'applique aux pneus usés repris sous le code déchets :

160103 Pneus hors d'usage.

L'obligataire de reprise soumet à l'Office les critères permettant de distinguer les pneus valorisables des pneus réutilisables susceptibles d'être remis directement sur le marché, sans faire l'objet d'aucun traitement. Lorsque les pneus ne sont plus conformes à la réglementation fédérale en vigueur déterminant la profondeur minimale des sculptures de la bande de roulement, ils ne sont pas réutilisables.

Section 2. — De la prévention

Art. 42. L'obligataire de reprise est tenu d'établir et de mettre en œuvre, conformément au Chapitre I^{er} du présent arrêté, des mesures de prévention des pneus visant notamment à développer et promouvoir l'utilisation de pneus présentant un faible impact environnemental avéré, tels que les pneus à bande de roulement aisément recréable et rechapable, présentant une longue durée de vie et un faible coefficient de frottement.

L'obligataire de reprise ou, en cas de système collectif, l'organisme agréé ou l'organisme de gestion informe les ménages et les utilisateurs professionnels des avantages et possibilités d'acquiescer de tels pneus.

Section 3. — De la collecte des pneus usés

Art. 43. Le ménage qui souhaite se débarrasser d'un nombre limité de pneus usés qu'il détient peut soit les remettre à un détaillant ou garagiste conformément à l'alinéa suivant, soit les déposer dans un parc à conteneurs aux conditions et limites fixées par la personne morale de droit public exploitant ce parc à conteneurs.

Le détaillant et le garagiste sont tenus de reprendre gratuitement tout pneu usé présenté par les ménages ou l'utilisateur professionnel à l'achat d'un pneu d'un type correspondant au pneu usé présenté. De commun accord avec l'obligataire de reprise, ils peuvent reprendre tout pneu usé leur présenté, dans la limite des quantités qu'ils ont eux-mêmes achetées durant l'année calendrier précédente.

Le distributeur est tenu de reprendre ou faire collecter à ses frais, de manière régulière, auprès des détaillants tous les pneus usés réceptionnés, dans la limite des quantités qu'il aura lui-même achetées auprès de l'obligataire de reprise durant l'année calendrier précédente.

L'obligataire de reprise est tenu de reprendre ou faire collecter à ses frais, de manière régulière, tous les pneus acceptés, auprès des distributeurs ou à défaut auprès des détaillants et garagistes, et des collecteurs enregistrés, dans la limite des quantités de pneus qu'il aura lui-même mis sur le marché en Région wallonne, et de les faire traiter dans un établissement autorisé à cette fin.

Art. 44. L'obligataire de reprise est tenu de reprendre gratuitement et de faire traiter dans un établissement autorisé à cette fin les pneus usés issus des ménages collectés par les personnes morales de droit public responsables de la collecte des déchets ménagers, ou de financer la collecte et le traitement des pneus usés issus des ménages collectés par les personnes morales de droit public responsables de la collecte des déchets ménagers, au prorata des quantités de pneus qu'il met sur le marché.

Une convention entre l'obligataire de reprise et les personnes morales de droit public gestionnaires des parcs à conteneurs détermine les conditions d'acceptation et de reprise des pneus usés, notamment le nombre maximum de pneus pouvant être déposés par les ménages.

Art. 45. L'obligataire de reprise collecte tous les pneus usés qui lui sont présentés, avec un maximum de 100 % des pneus mis sur le marché durant l'année écoulée.

L'obligataire de reprise est tenu d'atteindre un taux minimum de collecte de 85 % des pneus mis à la consommation en Région wallonne dans le cadre du marché de remplacement.

L'obligataire de reprise des pneus équipant les véhicules neufs est tenu de collecter une quantité de pneus équivalente à 100 % des pneus usés des véhicules hors d'usage devant être remis aux installations de démantèlement et de dépollution de véhicules hors d'usage.

Section 4. — Du traitement des pneus usés

Art. 46. Les pneus usés repris par les détaillants et garagistes sont, préalablement à la collecte, triés en vue d'en extraire un maximum de pneus réutilisables. Les pneus collectés sont triés en vue d'en extraire les pneus techniquement rechapables. Ils sont orientés vers les filières de rechapage reconnues par l'organisme de gestion ou l'organisme agréé et la Région wallonne.

Les pneus usés repris ou collectés par les détaillants et garagistes ainsi que les pneus usés incorporés dans les véhicules hors d'usage remis dans les centres agréés de démantèlement des véhicules hors d'usage et qui ne sont ni réutilisables ni rechapables sont orientés vers les filières de recyclage reconnues par l'organisme de gestion ou l'organisme agréé et la Région wallonne.

Les pneus collectés et non réutilisés, rechapés ou recyclés sont valorisés énergétiquement.

Le total du stockage préalable au traitement des pneus collectés, exprimé en tonnes, ne peut dépasser 10 % du poids total annuel collecté.

Art. 47. Un taux global cumulé de minimum 55 % de réutilisation, rechapage et/ou recyclage des pneus collectés doit être atteint chaque année.

Section 5. — Du rapportage

Art. 48. L'obligataire de reprise fournit à l'Office pour le 20 avril de chaque année les données suivantes afférentes à l'année précédente :

1. la quantité totale, exprimée en kilos et en unités, de pneus mis sur le marché en Région wallonne. Sauf lorsque des rapports distincts sont établis, le rapport précise la quantité de pneus respectivement mis sur le marché du remplacement et équipant les véhicules neufs mis sur le marché;

2. la quantité totale, exprimée en kilos et en unités, de pneus usés collectés en Région wallonne en faisant la distinction entre les pneus usés, hors marché de remplacement, collectés via le réseau des personnes morales de droit public, les pneus usés collectés via le réseau de distribution et les pneus usés collectés via les centres agréés de démantèlement de véhicules hors d'usage;

3. les installations dans lesquelles les pneus usés collectés ont été traités, la description de leur mode de traitement, et du taux de déchets résiduels éliminés à l'issue de ces traitements;

4. les quantités totales, exprimées en kilos et en unités, de pneus usés respectivement réutilisés, rechapés, recyclés et valorisés énergétiquement;

5. la quantité totale de pneus, exprimée en kilos ou en unités provenant des centres de démantèlement de véhicules hors d'usage;

6. les prévisions de la quantité totale, exprimée en kilos de pneus mis à la consommation en Région wallonne pour l'année en cours;

7. en cas de convention environnementale ou d'organisme agréé : la ou les cotisations versées à l'organisme de gestion, avec les modalités de calcul, et la liste des membres et adhérents de l'organisme de gestion.

Section 6. — De l'information, de la sensibilisation et de la communication

Art. 49. § 1^{er}. Les obligataires de reprise veillent, notamment par des campagnes d'information, à ce que les consommateurs ménagers et les utilisateurs professionnels soient informés notamment des systèmes de collecte et de recyclage mis à leur disposition, et du rôle qu'ils ont à jouer dans le recyclage.

Les coûts générés par la collecte, le traitement et le recyclage des pneus usés, leur mode de financement ainsi que les modes de gestion de ces déchets font l'objet d'une communication vers les consommateurs.

§ 2. Les obligataires de reprise veillent à l'efficacité de la filière de reprise des pneus usés, notamment par une information et une sensibilisation des collecteurs et transporteurs, des détaillants, des garagistes et des centres autorisés de traitement.

CHAPITRE IV. — Des déchets de papier

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 50. § 1^{er}. Au sens du présent chapitre, on entend par taux de collecte le rapport du poids des déchets de papiers collectés par le poids des papiers mis sur le marché en Région wallonne durant l'année calendrier visée, exprimé en pourcentage.

§ 2. L'obligation de reprise s'applique aux déchets de papiers ménagers ou assimilés définis à l'article 1^{er} et repris sous le code des déchets suivant :

20 01 01 : Papier et carton.

Sont exclus de l'application du présent chapitre, les déchets de papier provenant des publications suivantes :

1^o publications ne contenant aucune annonce publicitaire, publicité ou texte publicitaire;

2^o publications mettant en circulation en Région wallonne moins de 3 tonnes de papier par an.

Section 2. — De la prévention

Art. 51. L'obligataire de reprise est tenu d'établir et de mettre en œuvre, conformément au Chapitre I^{er} du présent arrêté, des mesures de prévention des déchets visant notamment à :

1. utiliser des encres et des colles favorables à l'environnement répondant à des spécifications définies en concertation avec les secteurs concernés et l'Office et tenant compte des techniques de recyclage de déchets de papiers;

2. utiliser comme matière première d'impression du papier qui contient un maximum de fibres recyclées et/ou fibres venant de forêts gérées durablement et portant le label PEFC, FSC ou équivalent, sauf impossibilité technique démontrée à l'impression ou au recyclage;

3. utiliser du papier dont la production requiert peu ou pas de substances nocives pour l'environnement et la santé, notamment en ce qui concerne le mode de blanchiment, les azurants et les additifs;

4. éviter l'utilisation de matériaux défavorables au recyclage, en concertation avec les collecteurs et les recycleurs;

5. éviter ou limiter au maximum l'utilisation d'emballages pour les publications, en particulier les films plastiques non recyclables.

Art. 52. En ce qui concerne les imprimés publicitaires, la presse d'information gratuite et les annuaires, les obligataires de reprise sont tenus, outre des obligations visées à l'article 51 :

1. s'agissant d'envois non adressés, de se conformer et de veiller à ce que leurs co-contractants se conforment :

a) aux restrictions de distribution communales notamment dans les habitations inoccupées;

b) aux restrictions de distribution résultant des autocollants apposés sur les boîtes aux lettres en exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 décembre 2006 relatif à la prévention des déchets de papiers publicitaires;

2. s'agissant d'envois adressés, d'organiser un système de gestion des refus de ces publications;

3. d'assurer la mise à disposition gratuite des annuaires via internet.

Section 3. — De la collecte sélective des déchets de papiers

Art. 53. § 1^{er}. Les déchets de papier en provenance des ménages sont collectés à l'initiative des personnes morales de droit public territorialement responsables de la gestion des déchets ménagers, en porte-à-porte, par le biais de parcs à conteneurs ou de points d'apports volontaires.

Les scénarios de collecte remboursés au coût réel et complet par l'obligataire de reprise sont les suivants :

1. collecte en porte-à-porte tous les mois ou toutes les quatre semaines, complétée d'une collecte dans les parcs à conteneurs;
2. collecte en duo avec un autre flux, en porte-à-porte, 2 fois par mois ou toutes les deux semaines, complétée d'une collecte dans les parcs à conteneurs;
3. dans les zones rurales, lorsque les deux scénarios précités ne sont pas mis en place, collecte par voie d'apport volontaire dans des points de regroupement tels que les parcs à conteneurs;
4. moyennant motivation, dans les communes de plus de 100 000 habitants, la fréquence de collecte visée aux points 1 et 2 peut être portée respectivement à deux fois par mois ou une fois par semaine.

Le coût de la collecte en porte-à-porte est établi sur la base des coûts des marchés facturés l'année précédente à l'Office et à l'organisme agréés pour la gestion des déchets d'emballages ménagers. Lorsque la personne morale de droit public territorialement compétente pour la gestion des déchets ménagers travaille en régie, avec son personnel et ses moyens de collecte propres, les coûts sont déterminés de commun accord entre l'obligataire de reprise, la personne morale de droit public et l'Office, par référence aux coûts remboursés en matière de gestion des déchets d'emballages en papier/carton.

Le coût de la collecte et du traitement est pris en charge par l'obligataire de reprise au prorata des tonnages de papiers mis sur le marché.

§ 2. Tout producteur d'annuaires est tenu :

— soit d'organiser la reprise des déchets d'annuaires au moment de la distribution des nouveaux annuaires et ce via le circuit de distribution des nouveaux annuaires;

— soit d'assurer le financement des collectes visées au § 1^{er} au prorata du tonnage d'annuaires distribués pendant l'année de référence par rapport au tonnage total des déchets de papiers collectés par ou pour le compte de la personne morale de droit public responsable de la collecte des déchets ménagers.

Art. 54. L'obligataire de reprise est tenu d'atteindre un taux minimum de collecte de 90 % des déchets de papier mis sur le marché en Région wallonne et visés par le présent chapitre.

Section 4. — Du traitement des déchets de papiers

Art. 55. § 1^{er}. Les déchets de papiers collectés doivent être recyclés, et les rebuts de tri valorisés énergétiquement.

§ 2. La valeur de revente des papiers telle qu'issue des marchés passés par la commune, l'intercommunale ou l'organisme agréé pour la gestion des déchets ménagers d'emballages est prise en considération dans le calcul des coûts à la charge de l'obligataire de reprise conformément à l'article 53, § 1^{er}, conformément aux modalités financières déterminées dans le cadre de la gestion des déchets d'emballages.

Section 5. — Du rapportage

Art. 56. L'obligataire de reprise fournit à l'Office, pour le 20 avril de chaque année, les données suivantes relatives à l'année précédente :

- 1° le poids total des publications mises sur le marché en Région wallonne;
- 2° lorsque les déchets de papier ne sont pas exclusivement gérés par les personnes morales de droit public, les quantités collectées, recyclées, les quantités de rebuts de tri produites et les informations relatives aux conditions économiques du marché pour la collecte et le recyclage des déchets de papier;
- 3° les mesures de prévention mises en œuvre et les données nécessaires à l'évaluation de ces mesures;
- 4° les actions de sensibilisation entreprises;
- 5° en cas d'organisme agréé ou de convention environnementale : les cotisations versées à l'organisme de gestion, accompagnées des pièces justificatives et des modalités de calcul, et la liste des membres et adhérents de l'organisme de gestion.

Section 6. — De l'information, de la sensibilisation et de la communication

Art. 57. § 1^{er}. Les obligataires de reprise veillent, notamment par des campagnes d'information, à ce que les consommateurs ménagers et professionnels soient informés notamment des systèmes de collecte et de recyclage mis à leur disposition, et du rôle qu'ils ont à jouer dans le recyclage, notamment séparer les matériaux selon les filières.

§ 2. Les coûts générés par la collecte et le recyclage des déchets de papier, leur mode de financement ainsi que les modes de gestion de ces déchets font l'objet d'une communication vers les consommateurs.

§ 3. Pour les déchets de papier autres que les imprimés publicitaires et la presse d'information gratuite, les obligataires de reprise développent en concertation avec l'Office des actions d'information et de sensibilisation en matière de prévention et de gestion des déchets et de prévention des incivilités environnementales liées aux déchets.

*CHAPITRE V. — Des huiles usagées à usage non alimentaire**Section 1^{re}. — Dispositions générales*

Art. 58. Au sens du présent chapitre, on entend par

1° obligataire de reprise : le producteur d'huiles au sens de l'article 2, 20bis, du décret. Pour les huiles incorporées dans les appareils ou véhicules neufs, l'obligataire de reprise est le producteur desdits appareils ou véhicules;

2° régénération : la régénération telle que visée à l'article 1^{er}, 8°, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux huiles usagées;

3° taux de collecte : le rapport entre les huiles usagées collectées et le poids total des huiles collectables durant l'année calendrier visée, exprimé en pourcentage. Les quantités d'huiles usagées collectables sont déterminées annuellement sur la base des quantités d'huiles neuves mises sur le marché en Région wallonne, en tenant compte des huiles neuves réexportées, des huiles contenues dans les véhicules d'occasion exportés et des pertes lors de l'utilisation des huiles. Le taux de pertes lors de l'utilisation des huiles est déterminé à l'issue d'une étude menée de manière objective et contradictoire par l'obligataire de reprise, et dont les conclusions sont approuvées par l'Office. Les quantités

d'huiles contenues dans les véhicules d'occasion exportés sont déterminées sur la base d'une estimation annuelle du nombre de véhicules exportés par l'obligataire de reprise;

4° taux de valorisation par régénération ou autres réemplois : le rapport entre le poids des huiles usagées effectivement valorisées par régénération ou autres réemplois et le poids total des huiles collectées durant l'année calendrier visée, exprimé en pourcentage.

Art. 59. L'obligation de reprise s'applique aux huiles usagées d'origine ménagère et d'origine professionnelle issues d'huiles neuves mises sur le marché en Région wallonne et reprises sous les codes déchets suivants :

08 03 19 Huiles dispersées provenant de la fabrication, de la formulation, de la distribution et de l'utilisation d'encres d'impression.

12 01 06 Huiles d'usinage à base minérale contenant des halogènes, à l'exclusion de celles se présentant sous forme d'émulsions ou de solutions.

12 01 07 Huiles d'usinage à base minérale, sans halogènes, à l'exclusion de celles se présentant sous forme d'émulsions ou de solutions.

12 01 08 Emulsions et solutions d'usinage contenant des halogènes.

12 01 09 Emulsions et solutions d'usinage sans halogènes.

12 01 10 Huiles d'usinage de synthèse.

12 01 19 Huiles d'usinage facilement biodégradables.

13 01 04 Huiles hydrauliques chlorées sous forme d'émulsions.

13 01 05 Huiles hydrauliques non chlorées sous forme d'émulsions.

13 01 09 Huiles hydrauliques chlorées à base minérale.

13 01 10 Huiles hydrauliques non chlorées à base minérale.

13 01 11 Huiles hydrauliques synthétiques.

13 01 12 Huiles hydrauliques facilement biodégradables.

13 01 13 Autres huiles hydrauliques.

13 02 04 Huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification chlorées à base minérale.

13 02 05 Huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification non chlorées à base minérale.

13 02 06 Huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification synthétiques.

13 02 07 Huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification facilement biodégradables.

13 02 08 Autres huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification.

13 03 06 Huiles isolantes et fluides caloporteurs chlorés à base minérale autres que ceux visés à la rubrique 13 03 01.

13 03 07 Huiles isolantes et fluides caloporteurs non chlorés à base minérale.

13 03 08 Huiles isolantes et fluides caloporteurs synthétiques.

13 03 09 Huiles isolantes et fluides caloporteurs facilement biodégradables.

13 03 10 Autres huiles isolantes et fluides caloporteurs.

13 08 02 Autres émulsions non spécifiées ailleurs.

13 08 99 Huiles usagées non spécifiées ailleurs.

20 01 26 Huiles usagées, collectées par les personnes morales de droit public responsables de la collecte des déchets ménagers, autres que celles visées à la rubrique 20 01 25.

Section 2. — De la prévention

Art. 60. L'obligataire de reprise est tenu d'établir et de mettre en œuvre, conformément au Chapitre I^{er} du présent arrêté, des mesures de prévention des déchets incluant notamment le développement et la promotion de l'utilisation d'huiles biodégradables pour les applications en lubrification perdue telles que les huiles de décoffrage, les huiles de tronçonneuse et les bio-lubrifiants dans les applications liées aux eaux de surface.

En cas de système collectif, l'organisme agréé ou l'organisme de gestion incorpore dans ses mesures de communication et sensibilisation un axe de sensibilisation à la prévention des huiles usagées, notamment par l'information des consommateurs et des utilisateurs professionnels sur les avantages et possibilités d'utiliser des huiles biodégradables.

Section 3. — De la collecte sélective des huiles usagées

Art. 61. § 1^{er}. L'obligataire de reprise est tenu de reprendre gratuitement, et de faire traiter à ses frais dans un établissement autorisé à cette fin, les huiles usagées provenant des ménages et qui sont collectées par les personnes morales de droit public responsables de la collecte des déchets ménagers.

Lorsque les huiles usagées d'origine ménagère collectées au travers du réseau d'infrastructures publiques sont traitées dans le cadre d'un marché public passé par les personnes morales de droit public responsables de la gestion des déchets ménagers, il rembourse le coût réel et complet de gestion des déchets résultant dudit marché, frais de gestion administrative inclus, au prorata des quantités d'huiles mises sur le marché en Région wallonne, et sans excéder la quantité maximale d'huiles usagées collectables.

Lorsque les huiles usagées d'origine ménagères collectées au travers du réseau d'infrastructures publiques sont collectées et traitées dans le cadre d'un marché public régional, l'obligataire de reprise rembourse à l'Office le coût réel et complet dudit marché, frais de gestion administrative inclus, au prorata des quantités mises sur le marché en Région wallonne, et sans excéder la quantité maximale d'huiles usagées collectables.

§ 2. La collecte des huiles usagées résultant d'activités professionnelles est effectuée par leur remise par les utilisateurs professionnels, notamment les garagistes, à des collecteurs agréés, installations de regroupement autorisées ou entreprises de traitement autorisées.

L'obligataire de reprise rembourse de manière forfaitaire aux utilisateurs professionnels les frais éventuels exposés.

L'obligataire de reprise peut rembourser aux opérateurs de collecte, de regroupement et/ou de traitement les frais de collecte et de traitement des huiles usagées, qui sont déterminés en fonction des quantités et du type d'huile, de la méthode de collecte ainsi que des conditions du marché des huiles usagées, ainsi que les frais de fourniture des données utiles.

§ 3. L'obligataire de reprise est tenu de reprendre l'ensemble des huiles usagées provenant des centres de démantèlement et de dépollution de VHU.

Art. 62. L'obligataire de reprise est tenu d'atteindre un taux minimum global de collecte de 90 % des huiles usagées.

Section 4. — Du traitement des huiles usagées

Art. 63. § 1^{er}. Les huiles usagées sont valorisées en priorité par régénération ou réemploi des huiles usagées (combustibles après traitement physico-chimique), ou à défaut, par voie de valorisation énergétique dans une installation dûment autorisée à cette effet.

L'obligataire de reprise est tenu d'atteindre un taux minimum de valorisation par régénération ou autres réemplois des huiles usagées de 60 %.

§ 2. Lorsqu'il est constaté qu'en dépit des efforts de sensibilisation et d'information et des contrôles, les huiles usagées provenant des ménages et collectées par les personnes morales de droit public sont contaminées avec des PCB's ou d'autres substances indésirables, le surcoût de traitement de ce liquide, multiplié par le prorata des quantités mises sur le marché en Région wallonne, est supporté par le système collectif à concurrence d'un volume maximal annuel déterminé, et collégialement par le système collectif et l'Office ou la personne morale de droit public territorialement responsable de la gestion des déchets pour le surplus, sans préjudice du droit de se retourner contre les usagers des parcs responsables de la contamination.

Une contribution de traitement peut être exigée de l'utilisateur professionnel ou du détenteur d'huiles usagées professionnelles si les huiles usagées ont été mélangées avec des solvants, produits de nettoyage, détergents, antigel, PCB/PCT, d'autres combustibles ou matières. La contribution financière est limitée au surcoût de gestion.

Section 5. — Du rapportage

Art. 64. L'obligataire de reprise fournit à l'Office pour le 20 avril de chaque année les données suivantes afférentes à l'exercice précédent :

1. la quantité totale, exprimée en kilos, des huiles mises sur le marché, en faisant la distinction entre les huiles à destination des ménages et les huiles destinées à des usages professionnels;
2. une estimation des pertes à l'utilisation des huiles;
3. la quantité totale, exprimée en kilos, d'huiles usagées collectées en Région wallonne, en faisant la distinction entre les huiles d'origine ménagère et d'origine professionnelle;
4. les installations dans lesquelles les huiles usagées collectées ont été traitées et la description de leur mode de traitement;
5. les quantités totales, exprimées en kilos, d'huiles usagées entrant respectivement dans des filières de régénération, d'autres réemplois des huiles, de valorisation énergétique;
6. les quantités totales, exprimées en kilos, d'huiles de base et d'autres composants utiles issus respectivement de la régénération et des autres réemplois des huiles usagées;
7. la quantité totale, exprimée en kilos, de déchets issus du traitement d'huiles usagées, qui doivent être éliminés;
8. les prévisions de la quantité totale exprimée en kilos d'huiles mises à la consommation en Région wallonne pendant l'année en cours;
9. les données nécessaires à l'évaluation des actions de prévention et au calcul des indicateurs de résultats;
10. en cas d'organisme agréé ou de convention environnementale, la ou les cotisations versées à l'organisme de gestion, avec les modalités de calcul, et la liste des membres et adhérents de l'organisme de gestion.

Section 6. — De l'information, de la sensibilisation et de la communication

Art. 65. § 1^{er}. Les obligataires de reprise veillent, notamment par des campagnes d'information, à ce que les consommateurs ménagers et les utilisateurs professionnels soient informés notamment

1. des effets potentiels des huiles usagées sur l'environnement et la santé humaine;
2. des modes d'utilisation optimale des huiles;
3. de l'interdiction de mélanger des huiles usagées avec des PCB's ou avec d'autres déchets dangereux, d'ajouter ou de mélanger à des huiles usagées toute substance étrangère;
4. des systèmes de collecte et de valorisation mis à leur disposition et du rôle qu'ils ont à jouer dans la valorisation des huiles usagées.

Les obligataires de reprise contribuent à l'efficacité des activités de collecte et de traitement des huiles usagées, notamment par une sensibilisation des garagistes, des collecteurs, transporteurs, et des centres de traitement.

§ 2. Les coûts générés par la collecte et la valorisation des huiles usagées, leur mode de financement ainsi que les modes de gestion de ces déchets font l'objet d'une communication vers les consommateurs et utilisateurs professionnels.

CHAPITRE VI. — Des huiles et graisses usagées pouvant être utilisées lors de la friture de denrées alimentaires

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 66. § 1^{er}. Au sens du présent chapitre, on entend par taux de collecte le rapport entre le poids des huiles et graisses de friture usagées collectées et le poids des huiles et graisses de friture usagées collectables durant l'année calendrier visée, exprimé en pourcentage. Les quantités d'huiles et graisses de friture usagées collectables sont déterminées sur base des quantités d'huiles et graisses de friture mises sur le marché en Région wallonne et des pertes liées à l'utilisation de celles-ci. Le taux de pertes lors de l'utilisation des huiles est déterminé à l'issue d'une étude menée de manière objective et contradictoire et dont les conclusions sont approuvées par l'Office.

§ 2. L'obligation de reprise s'applique aux huiles et graisses de friture usagées reprises sous le code déchets suivant :

20 01 25 Huiles et matières grasses alimentaires.

L'obligation de reprise est d'application pour les huiles et graisses de friture usagées d'origine ménagère et d'origine professionnelle issues des huiles et graisses mises sur le marché en Région wallonne pour le producteur.

Elle n'est pas d'application pour les huiles et graisses de friture en provenance de l'industrie alimentaire.

Section 2. — De la prévention

Art. 67. L'obligataire de reprise est tenu d'établir et de mettre en œuvre, conformément au Chapitre I^{er} du présent arrêté, des mesures de prévention des déchets incluant la sensibilisation des ménages à une utilisation optimale des huiles et graisses de friture.

Section 3. — De la collecte sélective des huiles et graisses de friture usagées

Art. 68. § 1^{er}. L'obligataire de reprise est tenu de reprendre gratuitement, et de faire traiter à ses frais dans un établissement autorisé à cette fin, les huiles usagées provenant des ménages et qui sont collectées par les personnes morales de droit public responsables de la collecte des déchets ménagers.

Lorsque les huiles usagées d'origine ménagère collectées au travers du réseau d'infrastructures publiques sont traitées dans le cadre d'un marché public passé par les personnes morales de droit public responsables de la gestion des déchets ménagers, il rembourse le coût réel et complet de gestion des déchets résultant dudit marché, frais de gestion administrative inclus et tenant compte de la valeur de la vente des huiles et graisses usagées au prorata des quantités d'huiles mises sur le marché en Région wallonne, et sans excéder la quantité maximale d'huiles usagées collectables.

Lorsque les huiles usagées d'origine ménagères collectées au travers du réseau d'infrastructures publiques sont collectées et traitées dans le cadre d'un marché public régional, l'obligataire de reprise rembourse à l'Office le coût réel et complet dudit marché, frais de gestion administrative inclus, et tenant compte de la valeur de vente des huiles et graisses, au prorata des quantités mises sur la marché en Région wallonne, et sans excéder la quantité maximales d'huiles usagées collectables.

§ 2. La collecte des huiles usagées résultant d'activités professionnelles est effectuée par leur remise par les utilisateurs professionnels, notamment l'horeca, les services de restauration de collectivités et les installations similaires, à des collecteurs enregistrés, à des centres de regroupement ou des entreprises de traitement autorisées.

L'obligataire de reprise rembourse, le cas échéant de manière forfaitaire, aux utilisateurs professionnels les frais éventuels exposés.

L'obligataire de reprise rembourse aux opérateurs de collecte, de regroupement ou de traitement de les frais éventuels de collecte et de traitement des huiles usagées, en fonction des conditions du marché des huiles et graisses de friture usagées, ainsi que les frais de fourniture des données utiles.

Art. 69. L'obligataire de reprise collecte le maximum des quantités d'huiles et graisses de friture usagées collectables, et en tout cas toutes les huiles et fritures usagées qui lui sont présentées, dans la limite des quantités mises sur le marché.

Il est tenu d'atteindre les taux minimum de collecte suivants :

1^o pour les huiles et graisses de friture ménagères :

— 25 % à partir de 2010;

— 30 % à partir de 2012;

— 40 % à partir de 2017;

2^o pour les huiles et graisses de friture professionnelles :

— 65 % à partir de 2010;

— 80 % à partir de 2012;

— 90 % à partir de 2017.

Section 4. — Du traitement des huiles et graisses de fritures usagées

Art. 70. § 1^{er}. Les huiles et graisses usagées collectées doivent être entièrement recyclées ou valorisées énergétiquement.

L'utilisation des huiles et graisses de friture usagées en alimentation animale est interdite.

§ 2. Lorsqu'il est constaté qu'en dépit des efforts de sensibilisation et d'information et des contrôles les huiles et graisses usagées provenant des ménages et collectées par les personnes morales de droit public sont contaminées avec des substances indésirables, le surcoût de traitement lié à la présence de ces substances, multiplié par le prorata des quantités mises sur le marché en Région wallonne, est supporté par le système collectif à concurrence d'un volume maximal annuel déterminé dans la convention environnementale ou l'agrément, sans préjudice du droit de se retourner contre les usagers des parcs responsables de la contamination.

Section 5. — Du rapportage

Art. 71. L'obligataire de reprise fournit à l'Office pour le 20 avril de chaque année les données suivantes afférentes à l'année précédente :

1. la quantité totale exprimée en kilos des huiles et des graisses de friture mises sur le marché en Région wallonne en faisant la distinction entre celles à destination des ménages et celles destinées à un usage professionnel;

2. les quantités totales, exprimées en kilos, d'huiles et graisses usagées collectées en Région wallonne par type de collecte, d'origine professionnelle et ménagère;

3. l'identification et le nombre de points de collecte en Région wallonne;

4. une estimation des pertes à l'utilisation des huiles et graisses de friture;

5. les installations où les huiles et graisses usagées collectées ont été traitées, avec mention de la quantité traitée et la description de leur mode de traitement;

6. les quantités totales, exprimées en kilos, d'huiles et graisses usagées d'origine professionnelle valorisées ou recyclées;

7. les quantités totales, exprimées en kilos, d'huiles et graisses usagées d'origine ménagère valorisées ou recyclées;

8. les données relatives aux actions de sensibilisation et de prévention entreprises, à l'évaluation de ces actions et au calcul des indicateurs de résultats;

9. les informations relatives aux conditions économiques du marché pour la collecte et le traitement des huiles et graisses usagées. Ces informations seront détaillées par catégorie de cotisation;

10. les prévisions de la quantité totale exprimée en kilos d'huiles et graisses de friture mises à la consommation en Région wallonne pendant l'année en cours;

11. en cas d'organisme agréé ou de convention environnementale, la ou les cotisations versées à l'organisme de gestion, avec les modalités de calcul, et la liste des membres et adhérents de l'organisme de gestion.

Section 6. — De l'information, de la sensibilisation et de la communication

Art. 72. § 1^{er}. Les obligataires de reprise veillent, notamment par des campagnes d'information, à ce que les consommateurs ménagers et les utilisateurs professionnels soient informés notamment

1° des effets potentiels des huiles usagées sur l'environnement;

2° des modes d'utilisation optimale des huiles;

3° des systèmes de collecte et de valorisation mis à leur disposition et du rôle qu'ils ont à jouer dans la valorisation des huiles usagées.

Les obligataires de reprise contribuent à l'efficacité et la sécurité des activités de collecte et de traitement des huiles usagées, notamment par une sensibilisation des collecteurs, transporteurs, et des centres autorisés de regroupement, de traitement, et de valorisation.

§ 2. Les coûts générés par la collecte et la valorisation des huiles et graisses de friture usagées, leur mode de financement ainsi que les modes de gestion de ces déchets font l'objet d'une communication vers les ménages et utilisateurs professionnels.

*CHAPITRE VII. — Des médicaments périmés ou non utilisés**Section 1^{re}. — Dispositions générales*

Art. 73. § 1^{er}. Au sens du présent chapitre, on entend par :

1° pharmacie : l'officine pharmaceutique ouverte au public telles que définie à l'article 4, § 3 et 3bis de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967, relatif à l'exercice des professions de soins de santé et par l'arrêté royal du 25 septembre 1974 concernant l'ouverture, le transfert et la fusion d'officines pharmaceutiques ouvertes au public;

2° grossiste-répartiteur : le distributeur de médicaments tel que défini aux points 17 et 18 de la loi sur les médicaments du 25 mars 1964 modifiée par la loi du 1^{er} mai 2006 portant révision de la législation pharmaceutique;

3° obligataire de reprise : le producteur de médicaments au sens de l'article 2, 20bis du décret.

§ 2. L'obligation de reprise s'applique aux médicaments périmés ou non utilisés repris sous le code déchets suivant :

20 01 32 Médicaments autres que ceux visés à la rubrique 20 01 31.

Section 2. — De la prévention

Art. 74. L'obligataire de reprise est tenu d'établir et de mettre en œuvre, conformément au Chapitre I^{er} du présent arrêté, des mesures de prévention incluant notamment l'évaluation des quantités optimales de médicaments par conditionnement et l'information et la sensibilisation des consommateurs en matière d'usage rationnel des médicaments et de gestion optimale de la pharmacie familiale.

Section 3. — De la collecte sélective des médicaments périmés ou non utilisés

Art. 75. § 1^{er}. Le pharmacien est tenu de reprendre gratuitement tout médicament périmé ou non utilisé qui lui est présenté par le consommateur.

Le grossiste répartiteur reprend à ses frais, et de manière régulière et sur place auprès des pharmacies, tous les médicaments périmés réceptionnés; il tient ces déchets à la disposition de l'obligataire de reprise et assure le cas échéant, de commun accord avec l'obligataire de reprise, leur acheminement vers les installations de traitement autorisées désignées par ledit obligataire de reprise, dans le respect des dispositions réglementaires relatives au transport et à la collecte des déchets.

L'obligataire de reprise est tenu de collecter de manière régulière et à ses frais les médicaments périmés ou non utilisés auprès des grossistes répartiteurs ou, à défaut auprès des pharmacies.

§ 2. Les personnes morales de droit public territorialement responsables de la collecte des déchets ménagers veillent à orienter prioritairement les ménages désireux de se défaire des médicaments vers les pharmacies, par le biais des outils de communication mis à leur disposition par les obligataires de reprise.

Section 4. — Du traitement des médicaments périmés ou non utilisés

Art. 76. L'obligataire de reprise fait traiter les médicaments périmés ou non utilisés, à ses frais, dans un établissement d'incinération autorisé à cette fin.

La totalité des médicaments périmés ou non utilisés collectés est incinérée avec récupération d'énergie.

Section 5. — Du rapportage

Art. 77. L'obligataire de reprise fournit à l'Office pour le 20 avril de chaque année les données suivantes afférentes à l'année précédente :

1. le nombre de pharmaciens établis en Région wallonne ainsi que le nombre de pharmaciens ayant effectivement participé à la collecte sélective des médicaments périmés ou non utilisés;

2. la liste des grossistes-répartiteurs ayant participé, à la collecte sélective des médicaments périmés ou non utilisés;

3. un descriptif des modalités de conditionnement, de collecte, de transport et d'incinération des médicaments périmés ou non utilisés;

4. les coûts de la collecte, du transport et de l'incinération, en ce compris les coûts liés à la reprise des médicaments périmés ou non utilisés collectés dans les parcs à conteneurs;

5. le poids total exprimé en kilos, des médicaments périmés ou non utilisés collectés et traités;

6. les données relatives aux actions de sensibilisation et de prévention entreprises, à l'évaluation de ces actions et au calcul des indicateurs de résultats;

7. le ou les modes de financement de la collecte et du traitement des médicaments périmés ou non utilisés et la liste des obligataires de reprise liés par la convention environnementale ou membres de l'organisme agréé.

Section 6. — De l'information, de la sensibilisation et de la communication

Art. 78. § 1^{er}. Les obligataires de reprise veillent, notamment par des campagnes d'information et un système adéquat de traitement des demandes, à ce que les ménages et pharmaciens soient informés des systèmes de collecte et de traitement mis en place, et du rôle qu'ils ont à jouer dans la gestion des médicaments périmés.

§ 2. Les coûts générés par la collecte et l'incinération des médicaments périmés ou non utilisés, leur mode de financement ainsi que les modes de gestion font l'objet d'une communication vers les consommateurs.

*CHAPITRE VIII. — Des véhicules hors d'usage**Section 1^{re}. — Dispositions générales*

Art. 79. L'obligation de reprise s'applique aux véhicules hors d'usage repris sous les codes déchets

160104 Véhicules hors d'usage.

160106 Véhicules hors d'usage ne contenant ni liquides ni autres composants dangereux.

Art. 80. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1^o véhicule hors d'usage : le véhicule usagé :

a) dont la date de validité du certificat de visite délivré par un établissement de contrôle technique d'un Etat membre de l'Union européenne est expirée depuis plus de deux ans;

b) qui n'a pas été contrôlé depuis deux ans à partir de la date à laquelle il aurait dû l'être pour la première fois, s'il était resté en service;

c) bloqué dans le répertoire des véhicules à moteur et des remorques en raison d'une déclaration de perte totale depuis deux ans.

Ne sont pas considérés comme véhicules hors d'usage :

a) la voiture d'époque inscrite au répertoire des véhicules à moteur et des remorques;

b) le véhicule gardé comme objet de collection entreposé dans un local fermé qui lui est réservé;

c) le véhicule du marché d'occasion, immatriculé ou l'ayant été, dont le détenteur peut présenter un certificat de visite, délivré par un établissement de contrôle technique d'un Etat membre de l'Union européenne, dont la date de validité n'est pas expirée depuis plus de deux ans ou pour lequel le détenteur peut présenter dans le mois un certificat de visite en cours de validité;

d) le véhicule faisant l'objet d'une instruction ou d'une saisie et qui n'a pas encore fait l'objet d'une mainlevée, ainsi que ceux faisant l'objet d'un litige sur lequel il reste à statuer;

e) le véhicule utilisé à des fins didactiques et entreposé dans un site fermé qui lui est réservé;

f) des véhicules réservés aux activités d'exposition ou de commémoration.

Pour l'application du présent arrêté, l'obligataire de reprise soumet à l'approbation de l'Office les critères destinés à distinguer les véhicules techniquement hors d'usage des véhicules encore utilisables destinés notamment à l'exportation;

2^o taux de réutilisation et de valorisation : le poids relatif des parties de véhicules hors d'usage effectivement réutilisées et valorisées par rapport au poids total de véhicules hors d'usage collectés, exprimés en pourcentage;

3^o taux de réutilisation et de recyclage : le poids relatif des parties de véhicules hors d'usage effectivement réutilisées et recyclées par rapport au poids total de véhicules hors d'usage collectés, exprimés en pourcentage;

4^o traitement : toute activité intervenant après que le véhicule hors d'usage a été remis à une installation de dépollution, de démontage, de découpage, de broyage, de valorisation ou de préparation à l'élimination des déchets broyés ainsi que toute autre opération effectuée en vue de la valorisation et/ou de l'élimination du véhicule hors d'usage et de ses composants;

5^o informations concernant le démontage : toutes les informations requises pour permettre le traitement approprié et compatible avec l'environnement des véhicules hors d'usage. Ces informations sont mises à la disposition des installations de traitement autorisées par les constructeurs de véhicules et par les producteurs composants sous forme de manuels ou par le canal des médias électroniques;

6^o broyage : dispositif utilisé pour couper en morceaux ou fragmenter les véhicules hors d'usage, y compris en vue d'obtenir des ferrailles directement utilisables;

Section 2. — De la prévention

Art. 81. L'obligataire de reprise est tenu d'établir et de mettre en œuvre, conformément au Chapitre I^{er} du présent arrêté, des mesures de prévention quantitative et qualitative des déchets visant notamment la réduction de composants dangereux et la réduction maximale des déchets résiduels à éliminer.

Lorsque l'obligataire de reprise est simultanément concerné par d'autres flux de déchets issus de produits ou d'équipements incorporés dans les véhicules tels que les huiles, les pneus et les piles et accumulateurs automobiles, il peut établir des mesures de prévention globales pour ces différents flux.

Section 3. — De la collecte des véhicules hors d'usage

Art. 82. § 1^{er}. Le propriétaire ou détenteur d'un véhicule hors d'usage est tenu de remettre sans délai son véhicule hors d'usage à un point de reprise conformément au § 2 lorsqu'il n'est pas en mesure d'obtenir ou de produire l'un des certificats suivants :

1^o le certificat d'immatriculation;

2^o le certificat de conformité;

3^o le certificat de visite.

§ 2. Le réseau de points de reprise comporte un nombre de points de reprise suffisant et réparti sur la Région wallonne de manière géographiquement équilibrée. Il est détaillé dans le plan individuel de prévention et de gestion, la demande d'agrément ou la convention environnementale.

Ce réseau est composé de garages, de centres de démantèlement et de dépollution et d'installations de regroupement, tri ou récupération de véhicules hors d'usage, autorisés par la Région wallonne et reconnus par l'organisme agréé ou l'organisme de gestion.

Le détaillant est tenu soit de reprendre gratuitement tout véhicule hors d'usage qui lui est présenté et provenant

d'une marque qu'il commercialise, soit de désigner au détenteur le lieu agréé de la reprise, lorsqu'il n'assure pas lui-même la reprise, dans le respect de l'alinéa 1^{er}.

Le détaillant est tenu de reprendre gratuitement tout véhicule hors d'usage quelle qu'en soit la marque, qui lui est présenté, en cas d'acquisition d'un véhicule de remplacement.

Le détaillant délivre un certificat d'acceptation sur le modèle établi par l'Office, en échange du véhicule hors d'usage accompagné du certificat d'immatriculation, du certificat de conformité, de la plaquette d'identification et, s'il échet, du dernier certificat de contrôle technique. Dans l'attente dudit modèle, le bordereau d'achat ou la facture mentionnant la reprise tient lieu de certificat.

§ 3. Le distributeur est tenu de reprendre, à ses frais, de manière régulière auprès des détaillants, tous les véhicules hors d'usage réceptionnés en application du § 2, et de les présenter à l'obligataire de reprise.

§ 4. L'obligataire de reprise est tenu de reprendre à ses frais et de manière régulière tous les véhicules hors d'usage réceptionnés en application des §§ 2 et 3 auprès des distributeurs ou à défaut auprès des détaillants, et de les faire traiter dans un centre de dépollution et de démantèlement agréé à cette fin dans les trois mois de leur reprise par les détaillants.

§ 5. La reprise d'un véhicule hors d'usage est réalisée sans frais pour le détenteur et/ou le propriétaire du véhicule pour autant que les conditions cumulatives suivantes soient rencontrées :

1° le véhicule hors d'usage contient tous les composants indispensables au fonctionnement d'un véhicule;

2° le véhicule hors d'usage ne contient pas de déchets étrangers au véhicule hors d'usage.

A défaut, des frais peuvent être réclamés sans pouvoir excéder les frais exposés par l'obligataire de reprise du fait du non respect desdites conditions.

L'obligataire de reprise stimule par tous moyens en sa possession la remise des véhicules hors d'usage dans le réseau de points de reprise visés au présent article.

Art. 82bis. Les opérateurs économiques visés à l'article 2 de la Directive 2000/53/CE relative aux véhicules hors d'usage présentent à l'Office dans un délai de six mois à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté un document reprenant les mesures de gestion des pièces usagées qui constituent des déchets et sont retirées des voitures de passagers, lorsqu'elles sont réparées de manière à respecter l'article 5,1 de la directive précitée.

Section 4. — Du traitement des véhicules hors d'usage

Art. 83. § 1^{er}. Les obligataires de reprise fournissent aux centres de dépollution et de démantèlement agréés de véhicules mis au rebut toutes les informations de démontage dans les six mois qui suivent la commercialisation d'un nouveau type de véhicule. Ces informations comprennent les différentes pièces et les différents matériaux des véhicules et l'emplacement de toutes les substances dangereuses dans les véhicules.

§ 2. Les producteurs de pièces de véhicules fournissent, à la demande des centres, des informations à propos du démontage, du stockage et des tests des pièces qui peuvent être à nouveau utilisées, en tenant compte de la confidentialité des données commerciales et industrielles.

Art. 84. § 1^{er}. Il est interdit d'éliminer des véhicules hors d'usage ou des parties de ceux-ci sans traitement préalable visant leur dépollution et leur valorisation totale ou partielle.

§ 2. Les véhicules hors d'usage sont dépollués de manière à retirer, à isoler et à traiter de manière sélective les composants dangereux ainsi que l'ensemble des fluides.

§ 3. Les véhicules hors d'usage dépollués sont démantelés de manière à retirer et isoler de manière sélective les composants valorisables, en ce compris les pièces de rechange.

Sont en tout cas retirés sélectivement les catalyseurs, les composants métalliques contenant du cuivre, de l'aluminium et du magnésium si ces métaux ne sont pas séparés au cours du processus de broyage, les pneus, le verre, les pièces plastiques volumineuses et facilement démontables telles que pare-chocs, tableaux de bord, récipients de fluide et mousse des sièges, les piles et accumulateurs si ces matériaux ne sont pas séparés lors du broyage de manière à pouvoir être recyclés en tant que matériaux.

Les piles et accumulateurs sont traités conformément au chapitre II.

Les pneus usés sont traités conformément au chapitre III.

Les huiles usagées sont traitées conformément au chapitre V.

§ 4. Les opérations de stockage sont effectuées sans endommager les composants contenant des fluides, ni les composants valorisables et les pièces de rechange.

Sans préjudice des conditions sectorielles en Région wallonne, les installations de stockage et de traitement sont dotées de surfaces étanches assurant la récupération des fluides.

§ 5. Les opérations de dépollution et de démantèlement sont suivies d'un broyage en vue du recyclage ou de la valorisation maximale des matériaux.

Art. 85. A l'entrée en vigueur du présent arrêté, les taux minimum suivants doivent être atteints : 85 % de réutilisation et de valorisation dont 80 % de réutilisation et de recyclage.

A partir du 1^{er} janvier 2015, le taux minimum de réutilisation et de valorisation est de 95 % dont 85 % de réutilisation et de recyclage.

Art. 86. Les installations de dépollution - démantèlement agréées délivrent gratuitement un certificat de destruction pour chaque véhicule réceptionné, au dernier détenteur du véhicule hors d'usage.

Section 5. — Du rapportage

Art. 87. L'obligataire de reprise fournit à l'Office pour le 20 avril de chaque année les données suivantes afférentes à l'année précédente :

1° la quantité totale, exprimée en kilos et en nombre, des véhicules hors d'usage qui ont été collectés dans le cadre de l'obligation de reprise;

2° le ou les établissements au sein desquels sont traités les véhicules hors d'usage ainsi que les résidus de leur traitement et les modes de traitement;

3° les quantités, exprimées en kilos, de déchets respectivement réutilisés, recyclés, valorisés et éliminés, confirmées par les certificats des établissements visés sous 2°;

4° les informations relatives aux pneus, aux huiles et aux piles et accumulateurs automobiles collectés via les centres agréés de dépollution et de démantèlement.

L'Office peut réclamer au détaillant, au distributeur et à l'obligataire de reprise toute information complémentaire qu'il juge utile pour l'appréciation des objectifs définis conformément au présent chapitre.

L'obligataire de reprise peut établir un rapport global pour tous les flux de déchets liés aux véhicules qu'il met sur le marché; le rapport tient compte dans ce cas des impositions spécifiques à ces flux.

Section 6. — De l'information, de la sensibilisation et de la communication

Art. 88. § 1^{er}. Les obligataires de reprise veillent, notamment par des campagnes régulières d'information et des actions de sensibilisation, à ce que les consommateurs, détaillants et distributeurs soient informés des systèmes de collecte et de traitement mis en place, et du rôle qu'ils ont à jouer dans la gestion des véhicules hors d'usage.

Ils veillent à l'efficacité et la sécurité des activités de collecte et traitement des véhicules hors d'usage, notamment par des actions de sensibilisation vis-à-vis des opérateurs.

Les obligataires de reprise peuvent établir des mesures de communication globales pour tous les flux apparentés aux véhicules, afin de répondre aux obligations des articles 40, 49, 65 et du présent article.

§ 2. Les coûts générés par la collecte, la dépollution, le démantèlement et la valorisation et élimination des véhicules hors d'usage, leur mode de financement ainsi que les modes de gestion font l'objet d'une communication vers les ménages et utilisateurs professionnels.

CHAPITRE IX. — Des déchets photographiques

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 89. § 1^{er}. Au sens du présent chapitre, on entend par :

1^o taux de collecte : le rapport entre le poids des déchets photographiques collectés et le poids total des produits photographiques collectables durant l'année calendrier visée, exprimé en pourcentage. Les quantités de déchets photographiques collectables sont déterminées annuellement sur la base des quantités de produits photographiques neufs mis sur le marché ou vendus en Région wallonne, en tenant compte, d'une part, des produits photographiques réexportés et, d'autre part, des dilutions nécessaires. Le taux de dilution est déterminé à l'issue d'une étude menée de manière objective et contradictoire et dont les conclusions sont approuvées par l'Office.

§ 2. L'obligation de reprise s'applique aux déchets photographiques repris sous les codes déchets suivants :

09 01 01 Bains de développement aqueux contenant un activateur.

09 01 02 Bains de développement aqueux pour plaques offset.

09 01 03 Bains de développement contenant des solvants.

09 01 04 Bains de fixation.

09 01 05 Bains de blanchiment et bains de blanchiment/fixation.

20 01 17 Produits chimiques de la photographie.

A l'expiration de la convention environnementale en cours, et sur rapport détaillé et motivé de l'Office constatant une diminution substantielle des produits photographiques mis sur le marché et des déchets photographiques à gérer, le Ministre peut mettre un terme à l'obligation de reprise.

Section 2. — De la prévention

Art. 90. L'obligataire de reprise est tenu d'élaborer et mettre en œuvre des mesures de prévention des déchets photographiques incluant notamment la sensibilisation des utilisateurs à une utilisation optimale des produits photographiques.

Section 3. — De la collecte sélective des déchets photographiques

Art. 91. § 1^{er}. L'obligataire de reprise est tenu de reprendre gratuitement, et de faire traiter à ses frais dans un établissement autorisé à cette fin, les déchets photographiques provenant des ménages et qui sont collectés par les personnes morales de droit public responsables de la collecte des déchets ménagers.

Lorsque les déchets photographiques d'origine ménagère collectées par les personnes morales de droit public conformément à l'alinéa 1^{er} sont traitées dans le cadre d'un marché public régional, l'obligataire de reprise rembourse à l'Office le coût réel et complet de la gestion des déchets résultant dudit marché, frais de gestion administrative inclus, au prorata des quantités mises sur le marché en Région wallonne, et sans excéder la quantité maximale collectable.

Lorsque ces mêmes déchets sont traités, avec son accord, dans le cadre d'un marché public passé par les personnes morales responsables de la gestion des déchets ménagers, l'obligataire de reprise rembourse aux personnes morales de droit public le coût réel et complet dudit marché, frais de gestion administrative inclus, au prorata des quantités mises sur le marché en Région wallonne, et sans excéder la quantité maximale collectable.

§ 2. La collecte des déchets photographiques résultant d'activités professionnelles a lieu grâce à leur remise par les utilisateurs professionnels à des collecteurs agréés ou à des entreprises de traitement autorisées.

Art. 92. L'obligataire de reprise est tenu d'atteindre un taux de collecte de 70 % tant pour les déchets photographiques d'origine ménagère que pour les déchets photographiques d'origine professionnelle.

Section 4. — Du traitement des déchets photographiques

Art. 93. Il est interdit d'éliminer des déchets photographiques sans traitement préalable visant leur recyclage total ou partiel.

Section 5. — Du rapportage

Art. 94. L'obligataire de reprise fournit à l'Office avant le 20 avril de chaque année les données suivantes relatives à l'année précédente :

1^o la quantité totale, exprimée en kilos, des produits photographiques par secteur photographique, graphique et médical mis sur le marché ou vendus en Région wallonne, en faisant la distinction entre les produits photographiques à destination des ménages et les produits photographiques destinés à des usages professionnels. La quantité mise sur le marché en Région wallonne est estimée sur base de la quantité mise sur le marché en Belgique, moyennant une clef de répartition des quantités nationales par Région. Les données nécessaires sont fournies, à cet effet, par les grossistes et détaillants de produits photographiques;

2^o une évaluation du taux de dilution des produits photographiques;

3^o une évaluation du nombre de personnes physiques ou morales utilisant en Région wallonne des produits

photographiques, et une évaluation des quantités utilisées dans les secteurs professionnels suivants :

- a) le secteur graphique : imprimeries, entreprises de pre-press;
 - b) le secteur photographique : laboratoires de développement centraux, mini-laboratoires de développement, laboratoires professionnels;
 - c) le secteur médical : hôpitaux, radiologiques, dentistes, vétérinaires;
 - d) autres secteurs professionnels.
- 4° la quantité totale, exprimée en kilos, de déchets photographiques collectés en Région wallonne, en faisant la distinction entre les déchets photographiques d'origine ménagère et d'origine professionnelle;
- 5° les quantités totales, exprimées en kilos, des déchets photographiques entrant respectivement dans des filières de recyclage, de valorisation énergétique et d'élimination;
- 6° les prévisions de la quantité totale et par secteur photographique, graphique et médical exprimée en kilos des déchets photographiques mis à la consommation en Région wallonne au cours de l'année en cours;
- 7° les données relatives aux actions de sensibilisation et de prévention entreprises, à l'évaluation de ces actions;
- 8° en cas d'organisme agréé ou de convention environnementale, la liste des obligataires de reprise liés par la convention environnementale ou membres de l'organisme agréé, et le montant des cotisations destinées à couvrir les coûts de l'obligation de reprise.

Section 6. — De l'information, de la sensibilisation et de la communication

Art. 95. § 1^{er}. Les obligataires de reprise veillent à informer les consommateurs, détaillants et distributeurs des systèmes de collecte et de traitement mis en place, et du rôle qu'ils ont à jouer dans la gestion des déchets.

§ 2. Les coûts générés par la collecte et le traitement des déchets photographiques, leur mode de financement ainsi que les modes de gestion font l'objet d'une communication vers les consommateurs.

CHAPITRE X. — Des déchets d'équipements électriques ou électroniques

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 96. § 1^{er}. Pour l'application du présent chapitre, on entend par

- 1° opérateur : opérateur de collecte, de transport ou de traitement;
- 2° obligataire de reprise : le producteur d'équipements électriques ou électroniques au sens de l'article 2, 20bis du décret. Pour les équipements incorporés dans les véhicules neufs, l'obligataire de reprise est le producteur desdits véhicules.

§ 2. L'obligation de reprise s'applique aux déchets d'équipements électriques et électroniques repris sous les codes déchets suivants :

20 01 35 Equipements électriques ou électroniques mis au rebut contenant des composants dangereux autres que ceux visés aux rubriques 20 01 21 et 20 01 23.

20 01 36 Equipements électriques ou électroniques mis au rebut autres que ceux visés aux rubriques 20 01 21, 20 01 23 et 20 01 35.

20 01 21 Tubes fluorescents et autres déchets contenant du mercure.

20 01 23 Equipements mis au rebut contenant des chlorofluorocarbones.

16 02 10 Equipements mis au rebut contenant des PCB ou contaminés avec de telles substances autres que ceux visés à la rubrique 16 02 09.

16 02 11 Equipements mis au rebut contenant des chlorofluorocarbones, des HCFC ou des HFC.

16 02 13 Equipements mis au rebut contenant des composants dangereux autres que ceux visés aux rubriques 16 02 09 à 16 02 12.

Elle est d'application pour les déchets d'équipements électriques et électroniques ménagers et professionnels issus des équipements électriques et électroniques mis sur le marché en Région wallonne, à l'exclusion des équipements liés à la protection des intérêts essentiels de la sécurité de l'Etat, les armes, les munitions et le matériel de guerre, sauf lorsque les équipements ne sont pas destinés à des fins spécifiquement militaires.

Les catégories d'appareils électriques et électroniques sont énumérées de manière exhaustive à l'annexe I^{re} du présent arrêté.

Les critères de distinction entre équipements électriques et électroniques ménagers et professionnels sont soumis à l'approbation de l'Office.

Art. 97. § 1^{er}. Les déchets d'équipements électriques ou électroniques ménagers issus d'équipements mis sur le marché avant le 13 août 2005 et ceux pour lesquels le producteur n'a pu être identifié sont pris en charge par l'ensemble des obligataires de reprise au prorata des quantités qu'ils mettent sur le marché.

§ 2. Les déchets d'équipements électriques et électroniques non ménagers, mis sur le marché avant le 13 août 2005, sont pris en charge :

- par l'obligataire de reprise lorsqu'ils font l'objet d'un remplacement par un produit équivalent ou par un produit assurant les mêmes fonctions;
- par l'utilisateur dans les autres cas.

Les obligataires de reprise ainsi que les utilisateurs professionnels peuvent conclure des accords stipulant d'autres méthodes de financement, moyennant information de l'Office.

§ 3. Les déchets d'équipements électriques et électroniques mis sur le marché après le 13 août 2005 sont pris en charge par les obligataires de reprise.

Les obligataires de reprise ainsi que les utilisateurs professionnels peuvent conclure des accords stipulant d'autres méthodes de financement pour les déchets non ménagers, moyennant information de l'Office.

§ 4. Les producteurs ont la possibilité jusqu'au 13 février 2011, ou jusqu'au 13 février 2013 pour la catégorie 1 de l'annexe I^{re}A, d'informer les acheteurs, lors de la vente de nouveaux produits, des coûts de la collecte, du traitement et de l'élimination non polluante. Les coûts ainsi mentionnés n'excèdent pas les coûts réellement supportés.

Section 2. — De la prévention et de la réutilisation

Art. 98. L'obligataire de reprise est tenu d'élaborer et mettre en œuvre des mesures de prévention et de réutilisation des biens et déchets conformément au chapitre 1^{er}, décrivant les initiatives planifiées visant notamment à :

1° favoriser la mise sur le marché d'équipements facilement réparables ainsi que la disponibilité des pièces détachées;

2° assurer la fourniture d'informations nécessaires à la réparation et la réutilisation des équipements, notamment au secteur de l'économie sociale, à première demande du ou des secteurs concernés;

3° fournir la composition des différents éléments et matériaux des équipements, notamment concernant les substances dangereuses;

4° développer la collaboration en matière de réutilisation avec les opérateurs concernés, notamment de l'économie sociale;

5° faciliter l'accès au gisement des équipements réutilisables afin de favoriser la réutilisation, notamment pour le secteur de l'économie sociale.

En cas d'organisme agréé ou de convention environnementale, l'organisme de gestion incorpore dans le document reprenant les mesures de communication un axe de sensibilisation à la prévention des déchets d'équipements électriques et électroniques. Pendant la durée de l'agrément ou de la convention, au minimum une campagne de communication et de sensibilisation est consacrée à la prévention de ces déchets et aux filières de réutilisation.

Art. 99. L'obligataire de reprise favorise la conception et la production d'équipements électriques et électroniques facilitant leur démantèlement, leur réutilisation et valorisation ainsi que de leurs composants et matériaux.

L'obligataire de reprise ne peut empêcher la réutilisation des équipements électriques et électroniques par des procédés de fabrication particuliers, à moins que ces procédés de fabrication particuliers ne présentent des avantages déterminants, par exemple en ce qui concerne la protection de l'environnement.

Section 3. — De la collecte sélective des déchets électriques et électroniques

Art. 100. Les déchets d'équipements électriques et électroniques ménagers et professionnels sont collectés et traités de manière distincte.

Art. 101. § 1^{er}. Le détaillant est tenu de reprendre gratuitement du consommateur tout déchet d'équipement électrique ou électronique ménager qu'il lui présente, pour autant que ce déchet corresponde à un appareil remplissant les mêmes fonctions que celui acheté par ce consommateur. Des dérogations peuvent être prévues à la présente disposition moyennant l'accord de l'Office pour autant que la reprise ne soit pas, de ce fait, rendue plus difficile pour le détenteur final et pour autant que le système demeure gratuit pour le détenteur final.

Le détaillant conserve les déchets d'équipements électriques et électroniques tels qu'ils lui ont été remis par les consommateurs, en vue de les confier au distributeur, parc à conteneurs, centre de transbordement régional ou opérateur désigné par l'obligataire de reprise. Il ne peut démonter les appareils et/ou en séparer les différentes parties, sauf pour fournir des pièces de rechange à ses clients dans le cadre d'un service de réparation qu'il procure.

§ 2. Le distributeur, ou le tiers désigné par l'obligataire de reprise, est tenu de reprendre, à ses frais, de manière régulière et sur place auprès des détaillants tous les déchets d'équipements électriques et électroniques réceptionnés en application de l'alinéa précédent, et de les présenter à l'obligataire de reprise.

§ 3. L'obligataire de reprise est tenu, à ses frais, de collecter de manière régulière tous les déchets d'équipements électriques et électroniques ménagers auprès des distributeurs ou, à défaut, auprès des détaillants, ainsi que tout autre déchet d'équipement électrique et électronique, et de les faire stocker, trier, valoriser, recycler et traiter dans un établissement autorisé à cette fin. Il est tenu d'assurer les meilleures conditions de collecte, de transport et de stockage pour permettre la réutilisation et le recyclage des composants ou des appareils entiers susceptibles d'être réutilisés ou recyclés.

§ 4. L'obligataire de reprise est tenu de reprendre à ses frais et de faire stocker, trier, valoriser, recycler et traiter dans un établissement autorisé à cette fin les déchets d'équipements électriques et électroniques issus des ménages, le cas échéant déposés par les détaillants, collectés par les personnes morales de droit public territorialement responsables de la gestion des déchets ménagers.

Lorsque les déchets d'équipements électriques et électroniques ménagers collectés conformément à l'alinéa précédent sont gérés dans le cadre d'un marché public passé par les personnes morales de droit public responsables de la gestion des déchets ménagers, il rembourse le coût réel et complet de gestion des déchets résultant dudit marché, frais de gestion administrative inclus.

Lorsque les personnes morales de droit public assurent le transport ou la collecte en régie des déchets d'équipements électriques et électroniques ménagers remis dans leurs parcs à conteneurs, en vue de les acheminer vers des points de regroupement tels que leurs propres centres de transbordement, l'obligataire de reprise rembourse le coût réel et complet de ces opérations. Ce coût est établi de commun accord entre les parties.

§ 5. L'obligataire de reprise met gratuitement les conditionnements et autres moyens de collecte nécessaires à la disposition de tous les points de collecte avec lesquels un contrat est conclu en vue de la reprise des déchets d'équipements électriques et électroniques ménagers. Les moyens de collecte tiennent compte des capacités de stockage des détaillants et parcs à conteneurs, des dispositions réglementaires, d'un objectif de sécurisation des stockages et de réutilisation maximale des équipements.

Art. 102. § 1^{er}. Le détaillant est tenu de reprendre gratuitement tout déchet d'équipement électrique ou électronique professionnel pour autant que ce déchet corresponde à un appareil remplissant les mêmes fonctions que celui acheté par ce même professionnel.

Le distributeur, ou le tiers désigné par l'obligataire de reprise, est tenu de reprendre, à ses frais, de manière régulière et sur place auprès des détaillants tous les déchets d'équipements électriques et électroniques réceptionnés en application de l'alinéa précédent, et de les présenter à l'obligataire de reprise.

Des dérogations peuvent être prévues aux deux alinéas qui précèdent moyennant l'accord de l'Office, et pour autant que la reprise ne soit pas de ce fait rendue plus difficile pour le détenteur final.

§ 2. L'obligataire de reprise est tenu de reprendre ou faire collecter de manière régulière tous les déchets d'équipements électriques et électroniques professionnels auprès des distributeurs, ou, à défaut, auprès des détaillants ou des détenteurs, et de les faire stocker, trier, valoriser, recycler et traiter dans un établissement autorisé à cette fin. Il est tenu d'assurer les meilleures conditions de collecte, de transport et de stockage pour permettre la réutilisation et le recyclage des composants ou des appareils entiers susceptibles d'être réutilisés ou recyclés.

Art. 103. § 1^{er}. Les obligataires de reprise atteignent un taux de collecte minimum global des DEEE ménagers de 7 kg par habitant et par an, et de 33 % des équipements ménagers mis sur le marché en Région wallonne la même année.

A partir de 2013, le taux de collecte minimum global des DEEE ménagers est fixé à 10 kilos par habitant et par an et 45 % des équipements ménagers mis sur le marché en Région wallonne la même année.

§ 2. Tous les déchets d'équipements électriques et électroniques professionnels doivent être collectés sélectivement en vue d'être traités conformément à la section 4.

Section 4. — Du traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques

Art. 104. § 1^{er}. Pour chaque type de nouvel équipement électrique et électronique mis sur le marché, le producteur ou le tiers agissant pour son compte communique sur demande, aux centres de réutilisation, installations de traitement et de recyclage et dans un délai d'un an après la commercialisation de l'équipement, les informations relatives à la réutilisation et au traitement des équipements électriques et électroniques. Ces informations concernent, dans la mesure du nécessaire, les différents composants et matériaux présents dans les équipements électriques et électroniques ainsi que l'emplacement des substances et préparations dangereuses dans ces équipements. Ces informations sont transmises notamment au moyen de manuels ou de médias électroniques.

§ 2. L'obligataire de reprise ou le tiers agissant pour son compte veille à ce que les systèmes de traitement des DEEE utilisent les meilleures techniques de valorisation, de recyclage et de traitement disponibles.

(Vérifier conformité directive)

Art. 105. § 1^{er}. Les déchets d'équipements électriques ou électroniques sont triés et démontés en plusieurs fractions :

- équipements et pièces destinés à être réutilisés;
- pièces et substances dangereuses, tels les condensateurs contenant des PCB, les interrupteurs à mercure, les batteries, les tubes cathodiques, les substances visées par le protocole de Montréal, les HFC, les PFC et les SF6 et éventuellement d'autres composants contenant des substances dangereuses;
- pièces et matériaux destinés à être recyclés;
- pièces et matériaux non réutilisables et non recyclables.

§ 2. Les obligataires de reprise atteignent les objectifs minimum de valorisation, de réutilisation et de recyclage suivants par catégories d'équipements électriques et électroniques repris en annexe I^{re}A et I^{re}B. Ces objectifs sont calculés par rapport au poids moyen par appareil mis sur le marché.

Catégories de DEEE	Réutilisation et recyclage	Valorisation
Catégorie 1	80 %	85 %
Ecrans de télévision et d'ordinateurs	70 %	75 %
Catégories 3 et 4	65 %	75 %
Catégories 2, 5, 6, 7	70 %	
Catégories 8, 9	70 %	
Catégorie 10	80 %	
Lampes à décharge	80 %	

§ 3. Pour les déchets d'équipements électriques ou électroniques professionnels, les taux globaux de recyclage et de valorisation des composants issus du démontage et du traitement repris dans le tableau ci-dessous doivent par ailleurs être atteints :

Composants Recyclage - Valorisation.

Métaux ferreux 95 %.

Métaux non ferreux 95 %.

Matières plastiques 50 %, 100 %.

Batteries 65 %.

§ 4. Les résidus plastiques qui ne peuvent être recyclés sont valorisés énergétiquement.

§ 5. Les piles et accumulateurs sont valorisés conformément au chapitre II.

Section 5. — Du rapportage

Art. 106. L'obligataire de reprise fournit à l'Office avant le 20 avril de chaque année les données suivantes relatives à l'année précédente :

1° la quantité totale, exprimée en kilogrammes et en nombres, d'équipements électriques et électroniques mis sur le marché en Région wallonne;

2° la quantité totale, exprimée en kilogrammes et en nombres, de déchets d'équipements électriques et électroniques collectés dans le cadre de l'obligation de reprise;

3° la quantité totale, exprimée en kilogrammes et en nombres, de déchets d'équipements électriques et électroniques, de leurs composants, matières ou substances, entrés dans et sortis des établissements de pré-traitement et de traitement, de recyclage ou de valorisation par type de traitement et par catégorie d'équipements;

4° la quantité totale, exprimée en kilogrammes et en nombre, de déchets d'équipements électriques et électroniques confiée au secteur de la réutilisation;

5° les quantités totales valorisées et éliminées, par flux de matériaux (ferreux, non ferreux, plastiques, autres) provenant du traitement des DEEE, exprimées en kilogrammes et ventilées par catégorie d'équipements;

6° la quantité totale de déchets dangereux par catégorie d'équipements, exprimée en poids et en type;

7° une évaluation de la composition moyenne des équipements, en ce compris les substances et composants dangereux utilisés;

8° la liste des opérateurs de collecte et de traitement, des acteurs du secteur de la réutilisation, ainsi que les modes de traitement et leur description à l'exception des données à caractère confidentiel;

9° les mesures mises en œuvre pour assurer la traçabilité des flux traités et le respect des objectifs environnementaux et sociaux;

10° Les mesures qui ont été prises en vue :

a) d'améliorer la recyclabilité des produits mis sur le marché;

b) de diminuer le recours à des matériaux comprenant des substances dangereuses;

c) de recourir à des techniques de production les moins nuisibles possibles pour l'environnement;

d) d'encourager les économies de ressources naturelles et d'énergie que ce soit au niveau de la production ou de l'utilisation des équipements;

11° en cas de système collectif, un rapport d'évaluation des contrôles effectués sur les déclarations annuelles des différents membres, et une liste des membres contrôlés;

12° les prévisions de la quantité, exprimée en kilogrammes, d'équipements électriques et électroniques par type de matériau mis à la consommation en Région wallonne au cours de l'année en cours;

13° les données relatives aux actions de sensibilisation et de prévention entreprises, et à l'évaluation de ces actions;

14 ° en cas d'organisme agréé ou de convention environnementale, la liste des obligataires de reprise liés par la convention environnementale ou membres de l'organisme agréé, et le montant des cotisations destinées à couvrir les coûts de l'obligation de reprise.

Un rapport annuel distinct est établi pour les déchets d'équipements électriques et électroniques ménagers et professionnels.

Les données relatives à la production, à la collecte et au traitement sont validées par une institution de contrôle indépendante rémunérée par l'organisme de gestion ou l'organisme agréé.

Section 6. — De l'information, de la sensibilisation et de la communication

Art. 107. Le détaillant est tenu d'indiquer pour chaque nouveau produit le montant total des coûts générés par la collecte, la gestion, le traitement et l'élimination non polluante de ce dernier. Les coûts mentionnés ne peuvent excéder les coûts réellement supportés. Ces coûts ne doivent pas être communiqués séparément.

Cette obligation de mention des coûts globaux ne porte pas préjudice au droit des producteurs, ou des tiers agissant pour leur compte d'informer eux-mêmes, et jusqu'au 13 février 2011, les acheteurs de ces coûts de manière séparée.

Art. 108. Les obligataires de reprise veillent à informer les consommateurs des systèmes de collecte et de traitement mis en place, et du rôle qu'ils ont à jouer dans le recyclage des déchets.

Les coûts générés par la collecte et le traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques, leur mode de financement ainsi que les modes de gestion, en ce compris les filières de réutilisation, font l'objet d'une communication vers les consommateurs.

CHAPITRE XI. — Dispositions abrogatoires, transitoires et finales

Art. 109. L'obligataire de reprise qui ne fait pas appel à un organisme agréé ou qui n'a pas adhéré à un organisme de gestion pour l'exécution d'une convention environnementale est tenu d'introduire un plan individuel de prévention et de gestion des déchets soumis à obligation de reprise dans un délai de six mois suivant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 110. Le présent arrêté assure la transposition des directives suivantes :

1° la Directive 2000/53/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 septembre 2000 relative aux véhicules hors d'usage;

2° la Directive 2002/96/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 janvier 2003 relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques;

3° la Directive 2006/66/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 septembre 2006 relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs et abrogeant la Directive 91/157/CEE.

Art. 111. L'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur gestion est abrogé.

Art. 112. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 septembre 2010.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ANNEXE I^{re}A : Catégories d'équipements électriques et électroniques couvertes par le présent arrêté

1. Gros appareils ménagers.
2. Petits appareils ménagers.
3. Equipements informatiques et de télécommunications.
4. Matériel grand public.
5. Matériel d'éclairage.
6. Outils électriques et électroniques (à l'exception des gros outils industriels fixes).
7. Jouets, équipements de loisir et de sport.
8. Dispositifs médicaux (à l'exception de tous les produits implantés et infectés).
9. Instruments de surveillance et de contrôle.
10. Distributeurs automatiques.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 septembre 2010 instaurant une obligation de reprise de certains déchets.

Namur, le 23 septembre 2010.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ANNEXE I^{re}B : Liste non exhaustive des équipements électriques et électroniques visées par le présent arrêté et qui relèvent des catégories de l'annexe I^{re}A

1. Gros appareils ménagers :

Gros appareils frigorifiques.

Réfrigérateurs.

Congélateurs.

Autres gros appareils pour réfrigérer, conserver et entreposer les produits alimentaires.

Lave-linge.

Séchoirs.

Lave-vaisselle.

Cuisinières.

Réchauds électriques.

Plaques chauffantes électriques.

Fours, fours à micro-ondes.

Autres gros appareils pour cuisiner et transformer les produits alimentaires.

Appareils de chauffage électriques.

Chauffe-eau électriques.

Radiateurs électriques.

Autres gros appareils pour chauffer les pièces, les lits et les sièges.

Ventilateurs électriques.

Appareils de conditionnement d'air.

Autres équipements pour la ventilation, la ventilation d'extraction et la climatisation.

2. Petits appareils ménagers :

Aspirateurs.

Aspirateurs-balais.

Autres appareils électriques pour nettoyer.

Appareils pour la couture, le tricot, le tissage et d'autres transformations des textiles.

Fers à repasser et autres appareils pour le repassage, le calandrage et d'autres formes d'entretien des vêtements.

Grille-pain.

Friteuses.

Moulins à café, machines à café.

Equipements pour ouvrir ou sceller des récipients ou pour emballer.

Couteaux électriques.

Appareils pour couper les cheveux, sèche-cheveux, brosses à dents, rasoirs, appareils pour le massage et pour d'autres soins corporels.

Réveils, montres et autres équipements destinés à mesurer, indiquer ou enregistrer le temps.

Balances électriques.

3. Equipements informatiques et de télécommunications :

Traitement centralisé des données : unités centrales, micro-ordinateurs, imprimantes.

Informatique individuelle : ordinateurs individuels (unité centrale, souris, écran et clavier), ordinateurs portables (unité centrale, souris, écran et clavier), petits ordinateurs portables, tablettes électroniques, imprimantes.

Photocopieuses.

Machines à écrire électriques et électroniques.

Calculatrices de poche et de bureau et autres produits et équipements pour collecter, stocker, traiter, présenter ou communiquer des informations par des moyens électroniques.

Terminaux et systèmes pour les utilisateurs.

Télécopieurs.

Télex.

Téléphones.

Téléphones payants.

Téléphones sans fils, téléphones cellulaires.

Répondeurs et autres produits ou équipements pour transmettre des sons, des images ou d'autres informations par télécommunication.

4. Matériel grand public :

Postes de radio.

Postes de télévision.

Caméscopes.

Magnétoscopes.

Chaînes haute fidélité.

Amplificateurs.

Instruments de musique et autres produits ou équipements destinés à enregistrer ou reproduire des sons ou des images, y compris des signaux, ou d'autres technologies permettant de distribuer le son et l'image autrement que par télécommunication

5. Matériel d'éclairage :

Appareils d'éclairage pour tubes fluorescents.

Tubes fluorescents rectilignes.

Lampes fluorescentes compactes.

Lampes à décharge à haute intensité, y compris les lampes à vapeur de sodium haute pression et les lampes aux halogénures métalliques.

Lampes à vapeur de sodium basse pression.

Autres matériels d'éclairage ou équipements destinés à diffuser ou contrôler la lumière, à l'exception des ampoules à filament.

6. Outils électriques et électroniques (à l'exception des gros outils industriels fixes) :

Foreuses.

Scies.

Machines à coudre.

Équipements pour le tournage, le fraisage, le ponçage, le meulage, le sciage, la coupe, le cisaillement, le perçage, la perforation de trous, le poinçonnage, le repliage, le cintrage ou d'autres transformations du bois, du métal et d'autres matériaux.

Outils pour river, clouer ou visser ou retirer des rivets, des clous, des vis ou pour des utilisations similaires.

Outils pour souder, braser ou pour des utilisations similaires.

Équipements pour la pulvérisation, l'étendage, la dispersion ou d'autres traitements de substances liquides ou gazeuses par d'autres moyens.

Outils pour tondre ou pour d'autres activités de jardinage.

7. Jouets, équipements de loisir et de sport :

Trains ou voitures de course miniatures.

Consoles de jeux vidéo portables.

Jeux vidéo.

Robots.

Ordinateurs pour le cyclisme, la plongée sous-marine, la course, l'aviron, etc.

Équipements de sport comportant des composants électriques ou électroniques.

Machines à sous.

8. Dispositifs médicaux (à l'exception des produits implantés ou infectés) :

Matériel de radiothérapie.

Matériel de cardiologie.

Dialyseurs.

Ventilateurs pulmonaires.

Matériel de médecine nucléaire.

Équipements de laboratoire pour diagnostics in vitro.

Analyseurs.

Appareils frigorifiques.

Tests de fécondation.

Autres appareils pour détecter, prévenir, surveiller, traiter, soulager les maladies, les blessures ou les incapacités.

9. Instruments de contrôle et de surveillance :

Détecteurs de fumée en ce compris les détecteurs ionisants.

Régulateurs de chaleur.

Thermostats.

Appareils de mesure, de pesée ou de réglage pour les ménages ou utilisés comme équipement de laboratoire.

Autres instruments de surveillance et de contrôle utilisés dans des installations industrielles (par exemple dans les panneaux de contrôle).

10. Distributeurs automatiques :

Distributeurs automatiques de boissons chaudes.

Distributeurs automatiques de bouteilles ou canettes, chaudes ou froides.

Distributeurs automatiques de produits solides.
 Distributeurs automatiques d'argent.
 Tous autres appareils qui fournissent automatiquement toutes sortes de produits.
 Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 septembre 2010 instaurant une obligation de reprise de certains déchets.
 Namur, le 23 septembre 2010.

Le Ministre-Président,
 R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
 Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2010 — 3805

[2010/205754]

23. SEPTEMBER 2010 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Einführung einer Pflicht zur Rücknahme bestimmter Abfälle

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Richtlinie des Rates der Europäischen Gemeinschaften 75/439/EWG vom 16. Juni 1975 über die Altölbeseitigung, abgeändert durch die Richtlinie 87/101/EWG vom 22. Dezember 1986 und durch die Richtlinie 91/692/EWG vom 23. Dezember 1991;

Aufgrund der Richtlinie 2006/12/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 5. April 2006 über Abfälle;

Aufgrund der Richtlinie 96/59/EG des Rates vom 16. September 1996 über die Beseitigung polychlorierter Biphenyle und polychlorierter Terphenyle (PBC und PCT);

Aufgrund der Entscheidung 2000/532/EG der Kommission vom 3. Mai 2000 zur Ersetzung der Entscheidung 94/3/EG der Kommission vom 20. Dezember 1993 über ein Abfallverzeichnis gemäß Artikel 1, Buchstabe a) der Richtlinie 75/442/EWG des Rates über Abfälle;

Aufgrund der Verordnung 2037/2000 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 29. Juni 2000 über Stoffe, die zum Abbau der Ozonschicht führen;

Aufgrund der Richtlinie 2000/53/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 18. September 2000 über Altfahrzeuge;

Aufgrund der Richtlinie 2002/95/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. Januar 2003 zur Beschränkung der Verwendung bestimmter gefährlicher Stoffe in Elektro- und Elektronikgeräten;

Aufgrund der Richtlinie 2002/96/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. Januar 2003 über Elektro- und Elektronik-Altgeräte (Abfälle aus elektrischen und elektronischen Ausstattungen);

Aufgrund der Richtlinie 2006/66/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 6. September 2006 über Batterien und Akkumulatoren sowie Altbatterien und Alttakkumulatoren und zur Aufhebung der Richtlinie 91/157/EWG;

Aufgrund der Richtlinie 2002/96/EG des Europäischen Parlaments und des Rates über Abfälle und zur Aufhebung bestimmter Richtlinien;

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, insbesondere der Artikel 5ter, 5quater und 8bis;

Aufgrund des Dekrets vom 5. Juni 2008 über die Ermittlung, Feststellung, Verfolgung und Unterdrückung der Verstöße und die Wiederherstellungsmaßnahmen im Umweltbereich, insbesondere des Artikels 9;

Aufgrund des Dekrets vom 5. Dezember 2008 zur Zustimmung zu dem Kooperationsabkommen vom 4. November 2008 zwischen der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt bezüglich der Vermeidung und der Bewirtschaftung von Verpackungsabfällen;

Aufgrund des Teils VI des dekretalen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über Altöle, in seiner abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2002 zur Einführung einer Pflicht zur Rücknahme bestimmter Abfälle im Hinblick auf deren Verwertung oder Bewirtschaftung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs, in seiner abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Januar 1998 zur Genehmigung des Wallonischen Abfallplans "Horizon 2010";

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. März 1999 über die Beseitigung polychlorierter Biphenyle und polychlorierter Terphenyle in seiner abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2007 zur Finanzierung der Abfallbewirtschaftungsanlagen, insbesondere des Artikels 7 6°;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. März 2008 über die Bewirtschaftung der Abfälle aus der gewöhnlichen Tätigkeit der Haushalte und die Deckung der diesbezüglichen Kosten, insbesondere der Artikel 12 § 2 und 13;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2008 über die Gewährung von Zuschüssen an die untergeordneten Behörden in Sachen Vermeidung und Bewirtschaftung von Abfällen, insbesondere des Artikels 16;

In Erwägung der allgemeinen Zielsetzungen des Umweltplans für die nachhaltige Entwicklung, der allgemeinen Zielsetzungen des wallonischen Abfallplans "Horizon 2010" und insbesondere derjenigen in Verbindung mit der quantitativen und qualitativen Abfallvermeidung und der Zielsetzungen des Recyclings;

In der Erwägung, dass es angebracht ist, einerseits das Verantwortungsbewusstsein der Wirtschaftsbereiche, die am Ursprung der Abfallerzeugung sind, zu wecken und andererseits die Vermeidung, die Wiederverwendung, das Recycling und die Verwertung der Abfälle zu fördern und deren Aufnahme in einem technischen Vergrabungszentrum drastisch einzuschränken; dass die Verantwortung der Erzeuger für die Abfälle häuslicher Herkunft außerdem mit der Zuständigkeit und der Aufgabe der Gemeinden und der mit der Bewirtschaftung der häuslichen Abfälle beauftragten juristischen Personen öffentlichen Rechts verknüpft werden muss;

In der Erwägung, dass die Rücknahmepflichten zu der gemeinwohlorientierten Zielsetzung der Region in Sachen Erhaltung der Umwelt, Vermeidung und zweckmäßige Bewirtschaftung der Abfälle beitragen;

In Erwägung der Notwendigkeit, die Rolle der regionalen Behörden, insbesondere des "Office wallon des déchets" (Wallonisches Amt für Abfälle) in der Beobachtung und Überwachung der Durchführung der Rücknahmepflichten näher zu definieren;

In der Erwägung, dass die Durchführung der Rücknahmepflichten nicht strengstens in die Zuständigkeit der privatrechtlichen Beziehungen fällt; dass die Regeln für den Beitritt und die Streichung der Rücknahmepflichtigen zu und aus den zugelassenen Einrichtungen und den Verwaltungsinstanzen transparent sein und den Grundsatz der Nichtdiskriminierung beachten müssen; dass die Unterbreitung der Musterverträge für den Beitritt zur Begutachtung durch das Amt in diesem Rahmen gerechtfertigt ist;

In der Erwägung, dass die bei dem Inkrafttreten des Erlasses anwendbaren Sammelquoten und Behandlungsraten unter Berücksichtigung der von den Verwaltungsinstanzen an die Region übermittelten Quoten und Raten festgelegt werden;

In der Erwägung, dass durch die Festlegung der Ziele für die von dem vorliegenden Erlass betroffenen Abfallströme die Durchführung des Steuerdekrets vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung bestimmter Abfälle (...) gesichert werden muss;

In der Erwägung, dass die Regierung die Methode festlegen muss, durch die die Erreichung der Ziele im Hinblick auf die Vermarktung der Produkte in der Wallonie unter Berücksichtigung der Besonderheiten eines jeden Abfallstroms bestimmt wird; dass diesbezüglich der Anlass besteht, die häuslichen Abfälle, für die der Pro-rata-Satz der wallonischen Bevölkerung im Verhältnis zur belgischen Bevölkerung laut den offiziellen Statistiken angebracht ist, von den beruflichen Abfällen, für die andere Indikatoren zur Berücksichtigung der wirtschaftlichen Tätigkeit, durch die diese Abfälle entstehen, relevanter sind, zu unterscheiden;

In der Erwägung, dass die Unterscheidung zwischen häuslichen Abfällen und nicht häuslichen Abfällen Abfallstrom für Abfallstrom näher bestimmt werden können muss, um eine korrekte und angemessene Anwendung der verschiedenen, auf sie anwendbaren Regeln zu gewährleisten;

In der Erwägung, dass die zur Unterscheidung der häuslichen Abfälle von den nichthäuslichen Abfällen bestimmten Kriterien wegen der sich daraus ergebenden Folgen von der Region genehmigt werden müssen;

In der Erwägung, dass die kombinierte Durchführung von operativen Abfallbewirtschaftungstätigkeiten und der Verpflichtungen in Verbindung mit der Beobachtung und Überwachung der Verfahren zur Bewirtschaftung der von der Rücknahmepflicht gedeckten Abfälle dazu führen könnte, den Wettbewerb einzuschränken, einen anormalen Druck auf die Preise auszuüben oder die Entwicklung bestimmter Verfahren einzuschränken; dass dies der Fall sein könnte, wenn ein bedeutender Teil eines Abfallstroms zwangsläufig direkt oder durch Miteinschaltung von Zweigstellen durch derartige Einrichtungen gesammelt oder sortiert werden müsste; dass die Region die Verantwortung trägt, darauf zu achten, dass die zugelassenen Bewirtschaftungs- und Durchführungseinrichtungen nicht die Position ausnutzen, die ihnen durch die vorliegende Regelung verliehen wird;

In der Erwägung, dass die Rücknahmepflichtigen, wie auch die verschiedenen Beteiligten verpflichtet sind, die europäische und belgische Wettbewerbsregelung zu beachten (missbräuchliche Ausnutzung einer beherrschenden Stellung und wettbewerbswidrige Vereinbarungen);

In Erwägung des Montrealer Protokolls über Stoffe, die zum Abbau der Ozonschicht führen;

In Erwägung des Protokolls von Kyoto zum Rahmenübereinkommen der Vereinten Nationen über Klimaänderungen;

Aufgrund des am 4. März 2009 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 12. März 2009 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 16. April 2009 abgegebenen Gutachtens der Kommission für Abfälle;

Aufgrund des am 3. April 2009 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 17. Juni 2009 in Anwendung des Artikels 84 Absatz 1 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 46.577/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Gemeinsame Bestimmungen

Abschnitt 1 — Allgemeine Bestimmungen

Artikel 1 - Im Sinne vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Dekret: das Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle;

2° Rücknahmepflichtiger: Erzeuger im Sinne des Artikels 2, 20bis des Dekrets;

3° Verwaltungsinstanz: die in Artikel 22 des vorliegenden Erlasses erwähnte Einrichtung;

4° zugelassene Einrichtung: die in Anwendung des vorliegenden Erlasses zur Durchführung der Rücknahmepflicht zugelassene Einrichtung;

5° Vertreiber: jede natürliche oder juristische Person, die in der Wallonischen Region ein Erzeugnis an einen oder mehrere Einzelhändler vertreibt, ohne Erzeuger zu sein;

6° Einzelhändler: jede natürliche oder juristische Person, die dem Verbraucher in der Wallonischen Region ein Erzeugnis zum Verkauf anbietet;

7° Vermarktung: die entgeltliche oder unentgeltliche Lieferung oder Zurverfügungstellung an Dritte, einschließlich der Einfuhr;

8° Batterien oder Akkumulatoren: eine aus einer oder mehreren (nicht wiederaufladbaren) Primärzellen oder aus einer oder mehreren (wiederaufladbaren) Sekundärzellen bestehende Quelle elektrischer Energie, die durch unmittelbare Umwandlung chemischer Energie gewonnen wird;

9° Altbatterien oder -akkumulatoren: Batterien oder Akkumulatoren, deren sich der Besitzer entledigt, entledigen will oder entledigen muss;

10° Gerät: jede elektrische oder elektronische Ausstattung, die völlig oder teilweise durch Batterien oder Akkumulatoren gespeist wird oder werden kann;

11° Gerätebatterien oder -akkumulatoren: Batterien, Knopfzellen, Batteriesätze oder Akkumulatoren, die: gekapselt sind und

in der Hand gehalten werden können und

bei denen es sich weder um Industriebatterien oder -akkumulatoren, noch um Fahrzeugbatterien oder -akkumulatoren handelt;

12° Fahrzeugbatterien oder -akkumulatoren: Batterien oder Akkumulatoren für den Anlasser, die Beleuchtung oder die Zündung von Fahrzeugen;

13° Industriebatterien oder -akkumulatoren: Batterien oder Akkumulatoren, die ausschließlich für industrielle oder gewerbliche Zwecke oder für Elektrofahrzeuge jeder Art bestimmt sind;

14° Batteriesatz: eine Gruppe von Batterien oder Akkumulatoren, die so miteinander verbunden und/oder in einem Außengehäuse zusammengebaut sind, dass sie eine vollständige, vom Verbraucher nicht zu trennende oder zu öffnende Einheit bilden;

15° Knopfzellen: kleine, runde Gerätebatterien und -akkumulatoren, deren Durchmesser größer ist als ihre Höhe und die für besondere Verwendungszwecke wie Hörgeräte, Armbanduhren, kleine tragbare Geräte oder zur Reservestromversorgung bestimmt sind;

16° Garagisten: die in Artikel 1 11° des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über Altöle erwähnten Garagisten;

17° Reifen: Luft- oder Vollgummireifen, einschließlich der Radreifen und mit Ausnahme der Fahrradreifen;

18: Altreifen: Reifen, die nicht oder nicht mehr gemäß ihrer ursprünglichen Zweckbestimmung benutzt werden können und deren sich der Besitzer entledigt, entledigen will oder entledigen muss;

19° kostenlose Informationspresse: jegliche kostenlose Veröffentlichung, die in einem bestimmten regelmäßigen Rhythmus erscheint, die auf jährlicher Basis mindestens 30% allgemeine Informationsartikel zählt, mit Ausnahme derjenigen, die von einem Werbetreibenden oder einer zu diesem Zweck gebildeten Gruppe von Werbetreibenden stammt, sowie des Informationsblatts einer öffentlichen Behörde;

20° Reklameblatt: jegliche, nicht in Punkt 19° erwähnte, kostenlose Veröffentlichung kommerzieller Art, und zwar ungeachtet deren Austeilungsart;

21° Telefonverzeichnis: die Liste der Telefondienstabonnenten, die der Öffentlichkeit in der Form von einem oder mehreren Bänden übergeben wird, um die Anschlussnummern der besagten Abonnenten identifizieren zu können;

22° Papierabfälle: Veröffentlichungen in der Form von Zeitungen, Wochen-, Monatszeitschriften, Illustrierten, Periodika, kostenloser Informationspresse, Reklameblättern, Telefonbüchern, Telefaxbüchern, deren sich der Besitzer entledigt, entledigen will oder entledigen muss;

23° Elektro- und Elektronikgeräte: Geräte, die mittels elektrischen Stroms oder eines elektromagnetischen Felds funktionieren, sowie die zur Erzeugung, Übertragung und Messung dieses Stroms oder dieser Felder bestimmten Geräte, die unter die in der Anlage IA angeführten Kategorien fallen und die zu einer Benutzung mit einer Spannung unter 1 000 Volt für Wechselstrom und unter 1 500 Volt für Gleichstrom konzipiert sind, mit Ausnahme der Geräte, die ein fester Bestandteil einer anderen Art von Ausstattung sind, die hingegen nicht in den Anwendungsbereich des vorliegenden Erlasses fällt.

Eine Liste der Kategorien von Elektro- und Elektronikgeräten, die in dem vorliegenden Erlass erwähnt werden, wird in der Anlage IA angeführt. Die Anlage IB enthält eine nicht erschöpfende Liste von Erzeugnissen, die in die in der Anlage IA angeführten Kategorien fallen;

24° Elektrische und elektronische Altgeräte: Elektro- und Elektronikgeräte, deren sich der Besitzer entledigt, entledigen will oder entledigen muss, einschließlich aller Bauteile, Unterbaugruppen und Verbrauchsmaterialien, die zum Zeitpunkt der Entledigung Teil des Produkts sind;

25° häusliche elektrische und elektronische Altgeräte: elektrische und elektronischen Altgeräte, die aus privaten Haushalten stammen, und elektrische und elektronische Altgeräte, die aus Gewerbe, Industrie, Verwaltung und sonstigen Bereichen stammen und die aufgrund ihrer Art, Beschaffenheit und Menge mit denen aus privaten Haushalten vergleichbar sind und in einer vom Amt genehmigten und regelmäßig auf den neuesten Stand gebrachten Liste angeführt werden;

26° abgelaufene oder nicht verwendete Arzneimittel: alle Stoffe oder Stoffzusammensetzungen, die als Mittel zur Heilung oder zur Verhütung menschlicher Krankheiten bezeichnet werden, die im Voraus zubereitet werden und in einer Sonderverpackung, unter einer Sonderbezeichnung oder ihrer gemeinsamen internationalen Bezeichnung vermarktet werden, deren sich der Besitzer wegen der Überschreitung des Ablaufdatums oder der Nichtverwendung des Arzneimittels entledigt, entledigen will oder muss;

27° Fahrzeug: alle in der Anlage II, Teil A der Richtlinie 70/156/EG definierten Fahrzeuge der Kategorien M1 oder N1, sowie die in der Richtlinie 92/61/EG definierten dreirädrigen Fahrzeuge, jedoch mit Ausnahme der dreirädrigen Kraftfahrzeuge;

28° Altfahrzeug: jegliches Fahrzeug, das im Sinne des Dekrets einen Abfall darstellt, insbesondere jegliches Fahrzeug, das von seinem Besitzer nicht mehr gemäß seiner ursprünglichen Zweckbestimmung benutzt wird oder benutzt werden kann und dessen sich der Besitzer entledigt, entledigen will oder entledigen muss;

29° Öle: alle mineralischen, synthetischen, pflanzlichen oder tierischen Schmier- und Industrieöle, insbesondere die Motorenöle, die Getriebeöle sowie die Maschinen- und Turbinenöle, die Wärmeträgerflüssigkeiten und die Hydrauliköle;

30° Altöle: die Altöle im Sinne des Artikels 1 1° des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über Altöle;

31° Frittieröle und -fette: alle pflanzlichen und tierischen Speiseöle oder -fette, sowie deren Mischungen, die geeignet sind, um von den Haushalten und beruflichen Benutzern zum Frittieren von Lebensmitteln benutzt zu werden;

32° fotografische Produkte: die Entwickler, Fotofixiermittel und Aktivatoren, die zum Entwickeln und zum Drucken von Fotografien bestimmt sind;

33° Fotoabfälle: die aus dem Entwickeln und dem Drucken von Fotografien stammenden flüssigen Abfälle;

34° gefährliche Bestandteile: alle Bestandteile, die einen oder mehrere gefährliche Stoffe im Sinne der Richtlinie 67/548/EG enthalten oder Stoffe enthalten, die gefährliche Abfälle im Sinne des Artikels 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs werden können oder alle Bestandteile, die einen oder mehrere im Montrealer Protokoll erwähnte Stoffe oder FKW, PFK, SF6 enthalten;

35° im Montrealer Protokoll erwähnte Stoffe: alle in den Anlagen A, B, C und E des Montrealer Protokolls über Stoffe, die zu einem Abbau der Ozonschicht führen, angeführten Stoffe, ob sie einzeln oder in einer Mischung vorkommen;

36° FKW, PFK, SF6: die Fluorkohlenwasserstoffe, Perfluorkohlenstoffe und Schwefelhexafluoride, wie sie im Protokoll von Kyoto beim Rahmenübereinkommen der Vereinten Nationen über Klimaänderungen erwähnt werden, sowie die sich insbesondere aus diesen Stoffen zusammensetzenden Mischungen;

37° Wiederverwendungsrate, Recyclingrate, Verwertungsrate oder Behandlungsrate: sofern nicht anders definiert, für einen gegebenen Abfallstrom das in Prozent ausgedrückte relative Gewicht des Stoffs oder des Gegenstands, aus dem sich die wiederverwendeten, recycelten, verwerteten oder behandelten Güter oder Abfälle zusammensetzen, im Verhältnis zum Gesamtgewicht dieses Stoffs oder Gegenstands in den gesammelten rückgabepflichtigen Abfällen;

38° Sammelquote: sofern nicht anders definiert, für einen gegebenen Abfallstrom das in Prozent ausgedrückte Verhältnis zwischen dem Gewicht der gesammelten Abfälle und dem Gewicht der während des betroffenen Kalenderjahres vermarkteten Erzeugnisse, deren Abfälle einer Rücknahmepflicht unterliegen;

39° regionales Umschlagzentrum (abgekürzt CTR ("Centre de transbordement régional"): Gelände zur Zusammenstellung und Sortierung nach Fraktionen von elektrischen oder elektronischen Altgeräten aus verschiedenen Sammelstellen im Hinblick auf deren Transport zu den Wiederverwendungs- und Behandlungsgeländen;

40° Codes: die Abfallcodes, wie sie im Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs festgelegt werden;

41° häusliche Abfälle: die in Artikel 2 2° des Dekrets erwähnten Abfälle;

42° Amt: das in Artikel 2 24° des Dekrets erwähnte "Office wallon des déchets";

43° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört;

44° Wiederverwendung: die Wiederverwendung im Sinne des Artikels 2, 11bis des Dekrets, einschließlich, was die Elektrogeräte betrifft, die weitere Verwendung der an den Sammelstellen, bei den Vertreibern, Recyclisten oder Herstellern abgegebenen Geräte oder Bestandteile;

45 Vermeidung bzw. Abfallvermeidung: die Vermeidung im Sinne des Artikels 2, 7 des Dekrets;

46: Recycling: das Recycling im Sinne des Artikels 2, 11 des Dekrets;

47: Beseitigung: die Beseitigung im Sinne des Artikels 2, 9 des Dekrets;

48: Verwertung: die Verwertung im Sinne des Artikels 2, 12 des Dekrets;

49: juristische Person öffentlichen Rechts: die mit den Abfällen beauftragte Gemeinde oder Gemeindevereinigung oder die Wallonische Region.

Art. 2 - Folgende Abfälle unterliegen der Rücknahmepflicht:

- Altbatterien und -akkumulatoren;
- Altreifen;
- Papierabfälle;
- Altfahrzeuge;
- Altöle;
- Fotoabfälle;
- Altfrittieröle und -fette;
- abgelaufene oder nicht verwendete Arzneimittel;
- elektrische und elektronische Altgeräte;

Art. 3 - § 1 - Für die Rücknahmepflichtigen sind in der Rücknahmepflicht außer den in den Kapiteln II bis IX erwähnten Pflichten folgende Pflichten inbegriffen:

1° die tatsächlichen und vollständigen Kosten der von den örtlich für die Bewirtschaftung der häuslichen Abfälle verantwortlichen juristischen Personen öffentlichen Rechts im Rahmen der Bewirtschaftung dieser Abfälle gewährleisteten Dienstleistung finanzieren;

2° sich an den Kosten für die Bewirtschaftung nichthäuslicher Abfälle in dem Maße beteiligen, wie es zur Erreichung der in den Kapiteln II bis IX genannten Zielsetzungen erforderlich ist, sofern keine anderslautende Bestimmung für den betreffenden Abfallstrom vorliegt;

3° dem Amt einen Jahresbericht über den Anteil der in der Wallonischen Region gesammelten Abfälle, die jeweils in der Wallonischen Region, in Belgien, in der Europäischen Gemeinschaft und außerhalb der Europäischen Gemeinschaft behandelt werden, sowie die Maßnahmen übermitteln, die getroffen werden, um zu gewährleisten, dass die Behandlung der Abfälle die Zielsetzungen des vorliegenden Erlasses und der in Ausführung dieser Erlasse getroffenen Vorkehrungen einhält und unter Bedingungen erfolgt, die die geltende Umweltgesetzgebung und die Basisvereinbarungen der Internationalen Arbeitsorganisation beachten, auch wenn diese Abkommen nicht durch die Staaten ratifiziert wurden, in denen die Abfälle behandelt werden.

Im Falle unvorhersehbarer Umstände oder aus Gründen höherer Gewalt, durch die die Nichteinhaltung der im vorliegenden Erlass erwähnten quantifizierten Zielsetzungen für die Sammlung oder Behandlung gerechtfertigt werden kann, richten die Rücknahmepflichtigen einen ausführlichen Bericht an das Amt. Das Amt übermittelt ihn unter Beifügung seines Gutachtens dem Minister, der beurteilt, wie dem Folge geleistet werden soll.

§ 2 - Die Rücknahmepflicht erfolgt unbeschadet der Befugnisse der Gemeinden in Sachen öffentliche Gesundheit und Sicherheit.

§ 3 - Der Rücknahmepflichtige legt dem Amt die Kriterien zur Unterscheidung zwischen den Erzeugnissen, deren Abfälle als häusliche Abfälle zu betrachten sind, und den anderen Erzeugnissen zur Genehmigung vor.

§ 4 - Für die Einzelhändler, Vertreter und Sammler ist in der Rücknahmepflicht die Pflicht inbegriffen, die ihnen in Anwendung des vorliegenden Erlasses anvertrauten Abfälle den Rücknahmepflichtigen zu übergeben.

§ 5 - Für jeden durch eine Rücknahmepflicht gedeckten Abfallstrom tritt eine Konzertierungs- und Austauschplattform mit den Vertretern der betroffenen öffentlichen und privaten Akteure je nach Bedarf und mindestens einmal im Jahr auf Initiative des Amtes zusammen.

Art. 4 - § 1 - Um den Pflichten des vorliegenden Erlasses nachzukommen kann der Rücknahmepflichtige:

— im Rahmen eines individuellen Vermeidungs- und Bewirtschaftungsplans zur Erfüllung der Rücknahmepflicht gemäß dem Abschnitt 2 des vorliegenden Kapitels seine Rücknahmepflicht selbst erfüllen, gegebenenfalls unter Abschluss eines Vertrags mit einer Drittperson;

— entweder diese Rücknahmepflicht durch eine gemäß dem Abschnitt 3 des vorliegenden Kapitels zugelassene Einrichtung durchführen lassen, wobei in diesem Fall davon ausgegangen wird, dass er seine Pflicht erfüllt, sobald und soweit er nachweist, dass er direkt oder über eine natürliche oder juristische Person, die befugt ist, ihn zu vertreten, mit der zugelassenen Einrichtung einen Vertrag abgeschlossen hat, und sofern Letztere ihre Verpflichtungen erfüllt;

— oder eine gemäß dem Abschnitt 4 des vorliegenden Kapitels abgeschlossene Umweltvereinbarung durchführen und in diesem Rahmen die Durchführung der gesamten oder eines Teils der Pflichten einer Verwaltungsinstanz, der er beigetreten ist, anvertrauen, wobei in diesem Fall davon ausgegangen wird, dass er seine Pflicht erfüllt, sobald und soweit er nachweist, dass er Mitglied einer Organisation ist, die die Vereinbarung unterzeichnet hat, oder Beitrittsmitglied der Verwaltungsinstanz ist, sofern Letztere ihre Verpflichtungen erfüllt.

In den unter 2° und 3° angegebenen Fällen und sofern keine anderslautende Bestimmung in dem vorliegenden Erlass angegeben wird, ist die zugelassene Einrichtung oder die Verwaltungsinstanz verpflichtet, die den Rücknahmepflichtigen auferlegten Pflichten zu erfüllen.

§ 2 - In den in § 1 unter 2° und 3° angegebenen Fällen legen die Rückgabepflichtigen Maßnahmen zwecks der Förderung der Vermeidung von Abfällen aus von ihnen vermarkteten Erzeugnissen fest und übermitteln sie spätestens innerhalb von sechs Monaten ab dem Inkrafttreten der Zulassung oder Umweltvereinbarung dem Amt zur Genehmigung.

Diese Maßnahmen beachten die vom Amt festgelegten Leitlinien. Unbeschadet der für jeden Abfallstrom spezifischen Bestimmungen legen sie für die betreffenden Abfallströme mindestens Folgendes fest:

1° die Art und das Gewicht der verschiedenen Abfalltypen;

2° das Verzeichnis der bereits getroffenen Vorkehrungen zur quantitativen Verringerung der Abfälle und/oder Verminderung ihrer Schädlichkeit für die Umwelt, sowie deren Ergebnis;

3° die geplanten Vermeidungsmaßnahmen, die quantitativen und/oder qualitativen Zielsetzungen, die Überwachungsindikatoren und den Aktionszeitplan.

Für jede wirtschaftliche Tätigkeit kann der Rücknahmepflichtige die Durchführung der sich aus dem vorliegenden § ergebenden Pflicht einer Drittperson anvertrauen, die in diesem Fall das Amt davon in Kenntnis setzt.

§ 3 - In den in § 1 unter 2° und 3° erwähnten Fällen wird zwischen dem Rücknahmepflichtigen und der Verwaltungsinstanz oder der zugelassenen Einrichtung eine Beitrittsvereinbarung abgeschlossen.

In der Beitrittsvereinbarung wird gewährleistet, dass keine Diskriminierung und Wettbewerbsverzerrung zwischen den Rücknahmepflichtigen stattfindet und werden die Auflösungsverfahren und Ausschlussmechanismen festgelegt. Sie enthält die erforderlichen Bestimmungen, die die Finanzierung der Durchführung der Rücknahmepflicht der während der Dauer der Beitrittsvereinbarung vermarkteten Erzeugnisse gewährleisten, auch wenn der Hersteller oder Importeur nicht mehr an eine Umweltvereinbarung gebunden ist.

Das Muster der Beitrittsvereinbarung wird vorher dem Amt zur Begutachtung vorgelegt.

Art. 5 - § 1 - Die Rücknahmepflichtigen, die zugelassene Einrichtung oder die Verwaltungsinstanz betreiben eine analytische Buchführung, wobei die Einhaltung der in Artikel 4 erwähnten Pflicht zur Finanzierung der Kosten gewährleistet wird. Sie legen diese Buchführung und alle Belege dem Amt auf dessen ersten Antrag vor.

Die gesamten finanziellen Daten werden von einem Betriebsrevisor oder in Ermangelung dessen von einem Buchsachverständigen bescheinigt.

Der Minister oder das Amt als dessen Vertreter kann einen externen Kontrolleur auf Kosten der zugelassenen Einrichtung oder der Verwaltungsinstanz bezeichnen.

§ 2 - Das Amt kann von jedem Rücknahmepflichtigen verlangen, ihm jegliche Information zu liefern, die es zur Beurteilung der Verwirklichung der Zielsetzungen und der Kontrolle ihrer Durchführung als zweckmäßig erachtet, insbesondere die Informationen in Bezug auf:

a) den Lebenszyklus der einer Rücknahmepflicht unterliegenden Güter;

b) potenzielle Auswirkungen der in den einer Rücknahmepflicht unterliegenden Gütern verwendeten Stoffe auf die Umwelt;

c) die umweltbezogenen, sozialen oder wirtschaftlichen Auswirkungen verschiedener Abfallbewirtschaftungsmethoden;

d) die Sammel- und Recyclingsysteme, auf die zurückgegriffen wird;

e) die Rolle, die der Rücknahmepflichtige beim Recycling und in der Entwicklung der Bewirtschaftungsverfahren spielt.

§ 3 - Die mit der Sammlung und Behandlung beauftragten Operatoren, die die Abfälle für die in dem vorliegenden Erlass erwähnten Rücknahmepflichtigen, Einzelhändler, Vertreiber und alle anderen betroffenen Kettenglieder des Verfahrens bewirtschaften, liefern dem Rücknahmepflichtigen oder, im Falle eines Kollektivsystems, der zugelassenen Einrichtung oder der Verwaltungsinstanz auf ersten Antrag die zur Festlegung der in dem vorliegenden Erlass vorgesehenen Berichterstattungsverpflichtungen erforderlichen Informationen.

Der Rücknahmepflichtige oder, im Falle eines Kollektivsystems, die zugelassene Einrichtung oder die Verwaltungsinstanz übermitteln den örtlich für die Bewirtschaftung der häuslichen Abfälle zuständigen juristischen Personen öffentlichen Rechts die Daten bezüglich der über ihr Containerparknetz gesammelten Abfälle.

§ 4 - Die Einzelhändler stellen den Verbrauchern in jeder ihrer Verkaufsstellen eine Information zur Verfügung, in der dargelegt wird, inwiefern den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses nachgekommen wird.

Art. 6 - § 1 - Im Falle von Kollektivsystemen, die einen den Verbrauchern direkt oder indirekt angelasteten finanziellen Beitrag mit einbeziehen, werden die Kosten in Verbindung mit der Durchführung der Rücknahmepflicht identifiziert und ausschließlich der Kategorie von der besagten Pflicht unterliegenden Gütern oder Abfällen angerechnet, für die sie ausgelegt worden sind.

Wenn die Kosten in Bezug auf mehrere Kategorien von Gütern oder Abfällen zugleich ausgelegt werden, müssen sie auf der Grundlage von objektiven und in Anbetracht der durch die Rücknahmepflicht verfolgten Zielsetzungen gerechtfertigten Kriterien einer jeden der betreffenden Kategorien angerechnet werden.

Gehen die Beiträge zu Lasten des Verbrauchers, so werden die begründeten Vorschläge in Bezug auf deren Berechnungsmethode und Bestandteile mindestens drei Monate im Voraus dem Amt zur Genehmigung vorgelegt.

§ 2 - Was die häuslichen Abfälle betrifft, werden in den Beiträgen der Rücknahmepflichtigen an eine zugelassene Einrichtung oder an eine Verwaltungsinstanz Folgendes berücksichtigt:

- 1° die Kosten, die einer jeden der Kategorien von häuslichen Gütern oder Abfällen angerechnet werden können;
- 2° die Einnahmen aus dem Verkauf des gesammelten und sortierten Materials;
- 3° der Beitrag, den jedes Material zur Verwirklichung der Zielsetzungen der Rücknahmepflicht leistet;

und zwar zwecks der Finanzierung, unter Abzug des Wiederverkaufswerts des Materials, der tatsächlichen und vollständigen Kosten für die ihnen aufgrund des vorliegenden Erlasses obliegenden Pflichten, insbesondere:

- a) die bestehenden und zu schaffenden selektiven Sammlungen;
- b) das Recycling und die Verwertung;
- c) die operative Information auf regionaler und lokaler Ebene und die Sensibilisierung der Öffentlichkeit in Bezug auf diese Sammlungen;
- d) die Sortierung der gesammelten Abfälle;
- e) die Beseitigung der Rückstände aus der Sortierung, dem Recycling und der Verwertung der Abfälle.

§ 3 - Was die nichthäuslichen Abfälle betrifft, werden in den Beiträgen der Rücknahmepflichtigen an eine zugelassene Einrichtung oder an eine Verwaltungsinstanz insbesondere die Kosten berücksichtigt, die die Erzeuger oder Besitzer zur Verwirklichung der Zielsetzungen der Sammlung und/oder Verwertung der Abfälle zu gewärtigen haben, und zwar zwecks der Finanzierung der tatsächlichen und vollständigen Kosten für die ihnen aufgrund des vorliegenden Erlasses obliegenden Pflichten.

Art. 7 - § 1 - Der Rücknahmepflichtige ist verpflichtet, regelmäßig und auf seine Kosten die in Artikel 2 erwähnten häuslichen Abfälle bei den juristischen Personen öffentlichen Rechts, die diese selektiv gesammelt haben, zurückzunehmen, außer wenn die örtlich für die Bewirtschaftung der häuslichen Abfälle verantwortlichen juristischen Personen selbst den Auftrag für die Sammlung und Behandlung der Abfälle vergeben und/oder den Transport und/oder die Sammlung der Abfälle bis zu einer installierten Sammel- oder Behandlungsstelle auf Selbstkostenbasis übernehmen.

§ 2 - Die juristischen Personen öffentlichen Rechts dürfen von ihm keine Vergütung verlangen, mit Ausnahme einerseits der tatsächlichen und vollständigen Kosten der Sammlung, Sortierung und Behandlung der betroffenen Abfälle, und andererseits der Investitions- und Betriebskosten, Zuschüsse inbegriffen, der Anlagen, in Verbindung mit der Bewirtschaftung besagter Abfälle.

Zur Feststellung der in dem vorhergehenden Absatz erwähnten Kosten werden die Kosten, die mit den Behältern, der Infrastruktur, dem bei der Bewirtschaftung der Sammel- und Zusammenstellungsanlagen eingesetzten Personal, einschließlich für die administrative Verwaltung, eingesetzten Personal, den mit der Verwaltung der Anlagen verbundenen Gemeinkosten, den Kosten für die Bearbeitung der Aufträge und der sich auf die Kategorie der betreffenden Abfälle beziehenden und an die Benutzer der Anlagen gerichteten Kommunikation verbunden sind, berücksichtigt. Sie werden nach dem im gegenseitigen Einvernehmen zwischen den betroffenen juristischen Personen öffentlichen Rechts und den Rücknahmepflichtigen erstellten Muster festgesetzt; in diesem Muster werden die regionalen Besonderheiten der Containerparks und die spezifischen Pflichten, die den Empfängern von Zuschüssen in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2007 zur Finanzierung der Abfallbewirtschaftungsanlagen auferlegt werden können, berücksichtigt.

Der Minister kann das Muster verabschieden, auf dessen Grundlage die Kosten festgelegt werden.

Abschnitt 2 — Individueller Vermeidungs- und Bewirtschaftungsplan zur Erfüllung der Rücknahmepflicht

Art. 8 - Der individuelle Vermeidungs- und Bewirtschaftungsplan zur Erfüllung der Rücknahmepflicht enthält folgende Elemente und Verpflichtungen:

1° die Identifizierungsdaten:

a) die Namen, die Rechtsform, den Gesellschaftssitz und die Nummer des Handelsregisters oder eine entsprechende Registrierung und die MwSt-Nummer des der Rücknahmepflicht für die entsprechenden Abfälle unterliegenden Erzeugers;

b) den Wohnsitz und die Anschrift des Erzeugers, gegebenenfalls der Gesellschafts-, Verwaltungs- und Betriebssitze;

— die Telefonnummer und die Faxnummer des Wohnsitzes oder des Sitzes, an dem der Erzeuger kontaktiert werden kann;

c) den Namen und die Funktion des Unterzeichners des individuellen Vermeidungs- und Bewirtschaftungsplans für die der Rücknahmepflicht unterliegenden Abfälle;

2° den Gegenstand:

a) die Art der durch den Plan geregelten, der Rücknahmepflicht unterliegenden Abfälle;

b) die Einschätzung der Menge der von der Rücknahmepflicht betroffenen Abfälle;

3° ein vom Rücknahmepflichtigen oder dessen Stellvertreter unterzeichnetes Dokument, in dem die strategischen und operativen Maßnahmen angegeben werden, die auf die Durchführung der Rücknahmepflicht abzielen, und in dem folgende Daten angegeben werden:

a) die Modalitäten für die Erfüllung der Rücknahmepflicht unter Miteinschließung der Maßnahmen zur Abfallvermeidung, der Maßnahmen zur Förderung der Wiederverwendung von Gütern und der Sammlung, des Recyclings und der Behandlung der betroffenen Abfälle, auch wenn sie im Besitz von Drittpersonen wie Einzelhändler und Vertreiber sind;

b) wenn der Plan häusliche Abfälle betrifft, die Modalitäten für die Zusammenarbeit mit den für die Bewirtschaftung der häuslichen Abfälle verantwortlichen juristischen Personen öffentlichen Rechts;

c) die Bestimmungen, die im Hinblick auf die Deckung der Kosten der in Punkt a) erwähnten Maßnahmen und aller anderen, in Anwendung des vorliegenden Erlasses erforderlichen Aktionen getroffen worden sind;

d) die Hinterlegung und Verwaltung eventueller finanzieller Rücklagen in Bezug auf die Durchführung der Rücknahmepflicht;

e) die Bestimmungen, die zur Aufrechterhaltung und Entwicklung der sozial ausgerichteten Arbeitsplätze in den von der Sammlung, der Sortierung, dem Recycling und der Verwertung der durch den Plan betroffenen Abfälle betroffenen Vereinigungen und Gesellschaften getroffen worden sind;

f) die Maßnahmen zur Information und Sensibilisierung der Besitzer der Abfälle im Hinblick auf die Erreichung der durch den vorliegenden Erlass festgelegten Zielsetzungen;

g) die Maßnahmen zur Rückverfolgbarkeit der Abfälle, die aus den vermarkteten und von dem Plan betroffenen Erzeugnissen stammen, wobei zwischen den häuslichen und nichthäuslichen Abfällen unterschieden wird;

h) die Maßnahmen, durch die die jährliche Berichterstattung an das Amt gewährleistet ist.

Art. 9 - § 1 - Der individuelle Vermeidungs- und Bewirtschaftungsplan zur Erfüllung der Rücknahmepflicht wird beim Amt per Einschreiben bei der Post, per Einsendung, die ein sicheres Datum verleiht, oder per Aushändigung gegen Abnahmebescheinigung eingereicht.

§ 2 - Innerhalb von zehn Tagen ab dem Erhalt des Plans übermittelt das Amt dem Antragsteller eine Empfangsbestätigung.

Innerhalb von dreißig Tagen ab dem Erhalt des Antrags überprüft es, ob dieser die in Artikel 8 vorgesehenen Angaben und Dokumente enthält.

Wenn die Akte unvollständig ist, setzt es den Antragsteller innerhalb der in Absatz 2 erwähnten Frist davon in Kenntnis und gibt ihm die zusätzlichen Unterlagen oder Auskünfte an, die er zu liefern hat.

Wenn die Akte vollständig ist, erklärt das Amt den Antrag für zulässig und stellt dem Antragsteller innerhalb der in Absatz 2 erwähnten Frist seinen Beschluss per Einschreiben bei der Post oder per Einsendung, die ein sicheres Datum verleiht, zu; ab dieser Zustellung läuft die in § 6 festgelegte Frist.

§ 3 - Das Amt kann jegliches zusätzliche Dokument anfordern, das es zur Prüfung des Antrags als zweckmäßig erachtet.

Es erstellt einen Bericht und übermittelt ihn spätestens innerhalb von sechzig Tagen vor Ablauf der in § 6 erwähnten Frist dem Minister.

§ 4 - Der Minister fasst einen Beschluss über den Entwurf des individuellen Vermeidungs- und Bewirtschaftungsplans zur Erfüllung der Rücknahmepflicht und auferlegt die erforderlichen Sonderbedingungen.

§ 5 - Wenn die Rücknahmepflicht häusliche Abfälle betrifft, legt der Minister zugunsten des Amts eine Sicherheit fest, deren Modalitäten in Artikel 23 vorgesehen sind und deren Betrag, der vom Amt festgelegt wird, den Kosten während eines Zeitraums von sechs Monaten entspricht, die für die Übernahme der Rücknahmepflicht der häuslichen Abfälle durch die örtlich verantwortlichen Personen öffentlichen Rechts eingeschätzt werden.

Der Beschluss ist erst ab dem Zeitpunkt rechtskräftig, an dem das Amt per Einschreiben bei der Post oder per Einsendung, die ein sicheres Datum verleiht, an den Rücknahmepflichtigen anerkennt, dass die Sicherheit ordnungsgemäß hinterlegt worden ist.

§ 6 - Der Beschluss wird innerhalb einer Frist von hundertfünfzig Tagen ab der Zustellung der Zulässigkeit des Antrags gefasst und dem Antragsteller per Einschreiben bei der Post oder per Einsendung, die ein sicheres Datum verleiht, zugestellt. Der Beschluss wird auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Art. 10 - Der individuelle Vermeidungs- und Bewirtschaftungsplans zur Erfüllung der Rücknahmepflicht deckt einen Zeitraum, den der Minister festlegt und der fünf Jahre nicht überschreiten darf.

Abschnitt 3 — Zugelassene Einrichtungen für die Erfüllung der Rücknahmepflicht der Abfälle

Unterabschnitt 1 — Bedingungen und Verfahren der Zulassung

Art. 11 - Die Zulassung einer Einrichtung, die von Herstellern mit der Erfüllung ihrer der Rücknahmepflicht innewohnenden Verpflichtungen beauftragt wird, wird juristischen Personen gewährt, die folgende Bedingungen erfüllen:

1° sie muss als Vereinigung ohne Erwerbszweck gemäß dem Gesetz vom 27. Juni 1921 zur Gewährung der Rechtspersönlichkeit an Vereinigungen ohne Erwerbszweck und der gemeinnützigen Einrichtungen gegründet worden sein;

2° als alleiniges satzungsmäßiges Ziel die Übernahme der Rücknahmepflicht haben, die ihren Mitgliedern obliegt;

3° unter seinen Verwaltern oder unter den Personen, die sich für den Betrieb verpflichten dürfen, nur Personen zählen, die im Besitz ihrer bürgerlichen und politischen Rechte sind;

4° unter seinen Verwaltern oder unter den Personen, die sich für den Betrieb verpflichten dürfen, keine Personen zählen, die durch einen rechtskräftigen Beschluss für einen Verstoß gegen die auf dem Gebiet der Wallonischen Region geltenden Umweltbestimmungen oder gegen gleichwertige Bestimmungen eines Mitgliedsstaates der Europäischen Union verurteilt worden sind;

5° über ausreichende finanzielle Garantien und technische Mittel verfügen, um die Rücknahmepflicht zu gewährleisten;

6° eine Buchhaltung vorlegen, die den Bestimmungen des Gesetzes vom 17. Juli 1975 über die Buchhaltung und den Jahresabschluss der Unternehmen entspricht.

7° weder direkt noch indirekt, u.a. durch Miteinschaltung einer Zweigstelle, operative Aktivitäten auf dem Gebiet der Bewirtschaftung der von der Rücknahmepflicht gedeckten Abfälle ausüben.

Art. 12 - § 1 - Der Zulassungsantrag wird beim Amt durch ein bei der Post aufgegebenes Einschreiben eingereicht, durch eine Einsendung, die ein sicheres Datum verleiht oder durch die Abgabe gegen Empfangsbescheinigung.

§ 1 - Er umfasst die folgenden Angaben und Unterlagen:

1° eine Abschrift der Gründungsurkunde, der Satzungen und ihrer etwaigen Abänderungen, insofern diese nicht vollständig im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht worden sind;

2° die Namenliste der Verwalter und der Personen, die befugt sind, für die Vereinigung Verpflichtungen einzugehen;

3° einen Auszug aus dem Strafregister der juristischen Person und der Personen, die befugt sind, für die Vereinigung Verpflichtungen einzugehen;

4° die Art der Abfälle, für die eine Zulassung ersucht wird;

5° ein Dokument, dass die strategischen, finanziellen und operativen Maßnahmen umfasst, die die Umsetzung der Rücknahmepflicht für die beantragte Zulassungsdauer betreffen, und dass wenigstens folgende Angaben umfasst:

a) die Modalitäten für die Berechnung und die Bewertung der Beiträge der Erzeuger;

b) die Schätzung der Kosten für die Bewirtschaftung der Abfälle, einschließlich eventueller Einnahmen aus dem Recycling;

c) die Zweckbestimmung eventueller Restbeträge für das Funktionieren des Systems;

d) die Bedingungen und Modalitäten für die Revision der Beiträge;

e) die Einschätzung der Ausgaben für die Deckung der tatsächlichen Kosten der tatsächlichen Kosten für die Sammlung und die Behandlung der von der Rücknahmepflicht gedeckten Haushaltsabfälle;

f) die Einschätzung der Ausgaben für die Abfälle mit Ausnahme der von der Rücknahmepflicht gedeckten Haushaltsabfälle und die Art und Weise, auf die diese Ausgaben bei der Umsetzung der Rücknahmepflicht getätigt werden;

g) die Einschätzung der Ausgaben für die Maßnahmen zur Abfallvermeidung, die Entwicklung der Wiederverwendung und die erforderliche Kommunikation und Sensibilisierung, die notwendig sind um die gesteckten Ziele zu erreichen;

h) die Finanzierung der eventuellen Verluste;

i) den Entwurf eines einheitlichen Vertrags für eine Art von Abfällen, den die zugelassene Einrichtung mit den Herstellern, den Vertreibern und den Einzelhändlern zur Übernahme von deren Rücknahmepflicht abschließen muss;

j) den Entwurf eines einheitlichen Vertrags, den die zugelassene Einrichtung mit den mit der Sammlung und Behandlung beauftragten Operatoren abschließen muss;

k) den Entwurf eines einheitlichen Vertrags, den die zugelassene Einrichtung mit den für die Sammlung von häuslichen Abfällen verantwortlichen juristischen Personen öffentlichen Rechts abschließen muss, wobei die Bedingungen und die Modalitäten dieser Zusammenarbeit anzuführen sind; Dieser Vertragsentwurf umfasst wenigstens:

— die Modalitäten für die Sammlung der Abfälle häuslicher Herkunft und für die Übernahme der gesammelten Abfälle;

— die technischen Mindestanforderungen je Abfallart für die Sortierung, die Planung und die Organisation der Abfuhr wie auch den Verkauf des sortierten Materials entweder durch die betroffene juristische Person öffentlichen Rechts oder durch die zugelassene Einrichtung;

— die Regeln und Modalitäten für die Vergütung der tatsächlich entstandenen Gesamtkosten einschließlich der Gemeinkosten für die von der oder den juristischen Personen öffentlichen Rechts oder für sie vorgenommenen Handlungen;

— die Regeln und lokalen Modalitäten für die Vergütung der Kosten für die Kommunikation bezüglich der praktischen Vorgehensweise bei der Durchführung der Sammlung von Abfällen;

— ein Verfahren bei strittigen Rechnungen, das u.a. die Frist für die Zahlung der unbestreitbar geschuldeten Beträge vorsieht;

— die Maßnahmen zur Gewährleistung der Wiederverwendung der Güter oder Abfälle, insbesondere durch den sozialwirtschaftlichen Sektor;

— die Art und Weise wie die Märkte für getrennte Sammlungen, Sortierung und stoffliche Verwertung organisiert sind;

— die Möglichkeit, im Rahmen eines Schiedsverfahrens Konflikte zu der Auslegung und der Ausführung des Vertrags zu lösen, ohne dabei den anderen gesetzlichen Schlichtungsmöglichkeiten vorzugreifen;

l) die Beschreibung der Modalitäten für die Durchführung der Rücknahmepflicht unter Berücksichtigung der in dem vorliegenden Erlass angeführten allgemeinen und spezifischen Vorschriften je Abfallstrom, einschließlich, wenn sich die Zulassung auf Nichthaushaltsabfälle bezieht:

— eine Studie über die technischen Mittel und die Infrastruktur, die es ermöglichen während der Dauer der beantragten Zulassung jedes Jahr die Zielsetzungen für die Sammlung, das Recycling oder die Verwertung zu erreichen;

— eine umfassende Beschreibung, wie sich die Einrichtung an den Kosten für die selektive Sammlung, das Recycling und die Verwertung zu beteiligen gedenkt, um die in dem vorliegenden Erlass festgelegten Zielsetzungen zu erreichen;

— einen Aktionsplan für die Problematik des Umgangs mit Abfällen aus kleinen Unternehmen, d.h. K.M.U. und Einzelhändlern;

— eine umfassende Beschreibung, wie die Einrichtung die Nachweisbarkeit und die Überprüfbarkeit des Recycling und der Verwertung der Abfälle zu gewährleisten gedenkt;

m) die getroffenen Vorkehrungen, um die Arbeitsplätze mit sozialer Zielsetzung in den Vereinigungen und Gesellschaften, die auf dem Gebiet der Sammlung, der Sortierung, des Recycling und der Verwertung der betreffenden Abfälle tätig sind, zu erhalten und entwickeln;

n) die Maßnahmen zur Information und Sensibilisierung der Abfallbesitzer, um die im Rahmen des vorliegenden Erlasses gesteckten Ziele zu erreichen;

o) die Maßnahmen zur Rückverfolgbarkeit der bei den in Verkehr gebrachten Erzeugnissen anfallenden Abfälle, insbesondere bei der Ausfuhr, wobei zwischen häuslichen und nicht häuslichen Abfällen unterschieden wird;

§ 3 - Innerhalb von zehn Tagen ab dem Eingang des Antrags übermittelt das Amt dem Antragsteller eine Empfangsbestätigung.

Innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang des Antrags prüft das Amt, ob der Antrag die in § 2 vorgesehenen Angaben und Unterlagen umfasst.

Wenn die Akte unvollständig ist, setzt es den Antragsteller innerhalb der in Absatz 2 vorgesehenen Frist davon in Kenntnis und gibt ihm die zusätzlichen Unterlagen oder Auskünfte an, die er vorzulegen hat.

Wenn die Akte vollständig ist, erklärt das Amt die Akte für zulässig und stellt dem Antragsteller mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreiben innerhalb der in Absatz 2 vorgesehenen Frist seinen Beschluss zu; in dieser Mitteilung werden die Einspruchsmöglichkeiten des Antragstellers gegen diesen Beschluss angegeben sowie die Frist, über die der Minister verfügt, um seinen Beschluss nach § 5 zu fassen.

§ 4 - Das Amt kann jegliche zusätzliche Unterlage fordern, durch die der Nachweis erbracht werden kann, dass der Antragsteller über finanzielle Garantien verfügt und dass er über genügend technische Mittel und Personal verfügt besitzt oder sich verpflichtet, über diese zu verfügen.

§ 5 - Der Minister fasst einen Beschluss über den Zulassungsantrag und erlegt die erforderlichen Sonderbedingungen auf. Der Beschluss wird innerhalb einer Frist von hundertfünfzig Tagen aber der Mitteilung der Zulässigkeit des Antrags gefasst.

Art. 13 - Die Zulassung wird für einen Zeitraum gewährt, der von dem Minister angegeben wird und fünf Jahre nicht überschreiten darf.

Der Beschluss wird dem Antragsteller mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreiben oder durch eine Einsendung, die ein sicheres Datum verleiht, mitgeteilt.

Jeder Zulassungsbeschluss wird im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Art. 14 - § 1 - Betrifft die Rücknahmepflicht Haushaltsabfälle, so wird in der Zulassung der Einrichtung für die Rücknahme der Abfälle zugunsten des Amtes eine Sicherheit festgelegt, deren Modalitäten in Artikel 23 erläutert werden und deren Betrag, der durch das Amt bestimmt wird, den für die Übernahme während sechs Monaten der Rücknahmepflicht der häuslichen Abfälle durch die juristischen Personen öffentlichen Rechts, die territorial für die Sammlung von Haushaltsabfällen verantwortlich sind, veranschlagten Kosten entspricht.

§ 2 - Die Zulassung der für die Rücknahme der Abfälle zuständigen Einrichtung ist erst ab dem Zeitpunkt rechtskräftig, ab dem das Amt mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreiben oder durch eine Einsendung, die ein sicheres Datum verleiht, der zugelassenen Einrichtung mitteilt, dass es die Bildung der Sicherheit anerkennt.

Unterabschnitt 2 — Verpflichtungen der zugelassenen Einrichtung

Art. 15 - § 1 - Der Zulassungsbeschluss umfasst wenigstens die folgenden Verpflichtungen, die die zugelassene Einrichtung zu erfüllen hat:

1° sich an die in der Zulassung festgelegten Bedingungen zu halten;

2° für die gesamten mit ihr unter Vertrag stehenden Hersteller die in dem vorliegenden Erlass vorgeschriebenen allgemeinen und spezifischen Pflichten pro Abfallstrom innerhalb der vorgesehenen Fristen zu erfüllen;

3° einen Versicherungsvertrag abzuschließen, der die Schäden deckt, die durch ihre Tätigkeit verursacht werden können, sowie die eventuellen Einkommensverluste im Falle von Ereignissen höherer Gewalt, die unter anderem zum Verlust der gesammelten oder sortierten Abfälle führen;

4° bei ihren Vertragspartnern ohne Diskriminierung die Beiträge einziehen, um die tatsächlich entstandenen Gesamtkosten für die gesamten gemäß Artikel 6 zu ihren Lasten fallenden Verpflichtungen zu decken;

5° die Sammlung der rücknahmepflichtigen Abfälle einheitlich auf das gesamte Gebiet der Wallonischen Region zu verteilen, es sei denn die juristischen Personen öffentlichen Rechts, die territorial für die Sammlung von Haushaltsabfällen verantwortlich sind, vergeben die Aufträge für die Sammlung und die Behandlung der Abfälle selbst und/oder sie gewährleisten den Transport und/oder die Sammlung der Abfälle in Regie gemäß Artikel 7 § 1;

6° über die Qualität der gesammelten und sortierten Abfälle zu wachen, um so die Wiederverwendung und das Recycling zu fördern;

7° gemäß Artikel 14 eine Sicherheit zu leisten;

8° mit jedem Rücknahmepflichtigen für die Abfälle, für die eine Zulassung gewährt wird, einen Vertrag gemäß Artikel 12 § 2 5°, j) abzuschließen;

9° mit jeder juristischen Personen öffentlichen Rechts, die territorial für die Sammlung von Haushaltsabfällen verantwortlich ist und die für die Sammlung von von der Rücknahmepflicht gedeckten Abfälle sorgt, einen Vertrag gemäß Artikel 12 § 2 5°, j) abzuschließen;

10° die Betriebsabrechnungen von einem Wirtschaftsprüfer kontrollieren zu lassen;

11° die im Bereich der Sammlung, des Recycling und der Verwertung erreichten Quoten im Verhältnis zu den in der Wallonischen Region in Verkehr gebrachten Erzeugnissen durch einen Wirtschaftsprüfer bescheinigen zu lassen;

12° jedes Jahr ihre Bilanz und Ertragsrechnung für das abgelaufene Jahr beim Amt vorzulegen, nachdem diese vorab von einem Wirtschaftsprüfer begutachtet worden sind, ggf. mit ihren Belegen;

13° die sozial ausgerichteten Arbeitsplätze in den von der Sammlung, der Sortierung, dem Recycling und der Verwertung der Abfälle betroffenen Vereinigungen und Gesellschaften fördern;

14° in völliger Transparenz zu handeln und die Unternehmer, Lieferanten und Dienstleistungserbringer, an die er sich für die Ausführung der ihm anvertrauten Rücknahmepflicht wendet, unter Berücksichtigung der Gleichbehandlung und ohne Diskriminierung zu behandeln;

15° die Nachweisbarkeit und Überprüfbarkeit des Recycling und der Verwertung der Abfälle wie auch die Umweltbedingungen und die sozialen Bedingungen, in denen das Recycling und die Verwertung erfolgen, gewährleisten;

16° bezieht sich die Rücknahmepflicht auf Industrieabfälle, die Gleichbehandlung und den Wettbewerb zwischen den Betreibern, die für die Sammlung, Sortierung, Verwertung und Recycling von Abfällen sorgen, zu respektieren;

17° bezieht sich die Rücknahmepflicht auf Haushaltsabfälle, die Durchführungsmodalitäten in Sachen Müllsammlung einhalten, so wie sie von den juristischen Personen des öffentlichen Rechts, die auf ihrem geographischen Gebiet für die Bewirtschaftung der Haushaltsabfälle verantwortlich sind, festgelegt worden sind;

18° innerhalb einer Frist von einem Jahr nach der Erteilung der Zulassung dem Amt einen Vorbeugungsplan vorlegen; Dieser muss in der bevorzugten Reihenfolge eine Förderung der Vorbeugung, der Wiederverwendung und des Recycling fördern.

§ 2 - Wird die Finanzierung ganz oder teilweise durch Beitragszahlungen der Verbraucher gewährleistet, so darf die zugelassene Einrichtung auf keinen Fall als kommerzieller Sponsor auftreten. Unter "kommerziellem Sponsoring" wird das Sponsoring verstanden, das in erster Linie die Bekanntheit des Namens der zugelassenen Einrichtung fördern soll. Sponsoring, das in erster Linie die Erfüllung des satzungsmäßigen Ziels der zugelassenen Einrichtung fördern soll, gilt nicht als "kommerzielles Sponsoring".

§ 3 - Bei Uneinigkeit zwischen der zugelassenen Einrichtung und der juristischen Person des öffentlichen Rechts bezüglich des Abschlusses und der Erfüllung des in § 1, 9° genannten Vertrags, ersuchen die betroffenen Parteien das Amt um Vermittlung. Scheitert diese Vermittlung, informiert das Amt den Minister darüber.

Unterabschnitt 3 — Änderung der Bedingungen, Aussetzung und Entzug der Zulassung

Art. 16 - Der Minister ist befugt, jederzeit neue Verpflichtungen aufzuerlegen, er kann die Zulassung aussetzen oder zurückziehen, wenn eine ernste Gefährdung der menschlichen Gesundheit vorliegt oder ein Umweltschaden oder die Gefahr eines Umweltschadens entsteht, nachdem dem Inhaber die Möglichkeit gegeben worden ist, seine

Verteidigungsmittel gelten zu lassen und seine Lage innerhalb einer bestimmten Frist in Ordnung zu bringen; in besonders begründeten Fällen und wenn die Anhörung des Inhabers eine Verzögerung verursachen würde, die der öffentlichen Sicherheit schaden könnte, können die Maßnahmen unverzüglich und ohne Anhörung des genannten Inhabers getroffen werden.

Art. 17 - Auf der Grundlage eines Protokolls, durch welches ein Verstoß gegen die Verordnung (EG) Nr. 1013 des Parlaments und des Rates vom 14. Juni 2006 über die Verbringung von Abfällen, das Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, das Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, das Dekret vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beibehaltung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben oder deren Durchführungserlasse sowie gegen jede andere gleichwertige Gesetzgebung eines Mitgliedstaates der Europäischen Gemeinschaft oder gegen die Zulassungsbedingungen festgestellt wird, kann die Zulassung aufgehoben oder entzogen werden, nachdem dem Inhaber die Möglichkeit gegeben worden ist, seine Verteidigungsmittel gelten zu lassen und seine Lage innerhalb einer bestimmten Frist in Ordnung zu bringen; In Fällen besonders begründeter Dringlichkeit und insofern die Anhörung des Inhabers eine Verzögerung verursachen würde, die die öffentliche Sicherheit beeinträchtigen würde, kann die Zulassung unverzüglich und ohne Anhörung des besagten Inhabers ausgesetzt oder entzogen werden.

Art. 18 - Jeder auf der Grundlage der Artikel 16 und 17 gefasste Beschluss wird dem Betroffenen zugestellt. Der Beschluss über den Entzug oder die Aussetzung der Zulassung wird im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Abschnitt 4 — Die Umweltvereinbarung

Unterabschnitt 1 — Allgemeine Regeln

Art. 19 - § 1 - Die Umweltvereinbarung umfasst wenigstens:

- 1° die Verpflichtungen der Verwaltungsinstanz, einschließlich der Förderung der Vermeidung;
- 2° die Grundsätze der Abfallbewirtschaftung, wobei von den häuslichen und nichthäuslichen Abfällen unterschieden wird, unter Berücksichtigung der Aufgaben der für die Bewirtschaftung der häuslichen Abfälle verantwortlichen juristischen Personen öffentlichen Rechts;
- 3° Wenn die Rücknahmepflicht häusliche Abfälle betrifft, die Hinterlegung einer Sicherheit zugunsten des Amtes, deren Modalitäten in Artikel 23 vorgesehen sind und deren Betrag, der vom Amt festgelegt wird, den Kosten während eines Zeitraums von sechs Monaten entspricht, die für die Übernahme der Rücknahmepflicht der häuslichen Abfälle durch die örtlich verantwortlichen Personen öffentlichen Rechts eingeschätzt werden;
- 4° die Regeln für die Finanzierung der Abfallbewirtschaftung, einschließlich der Berechnungsmethode für die von den Rücknahmepflichtigen an die Verwaltungsinstanz geleisteten Zahlungen je Produkt oder Produktkategorie in Übereinstimmung mit den in den Artikeln 6 und 12 § 2 5° angeführten Grundsätzen;
- 5° die Ausarbeitung durch die Verwaltungsinstanz von für die Dauer der Vereinbarung festgelegten strategischen, finanztechnischen und operativen Maßnahmen, die auf die Durchführung der Rücknahmepflicht abzielen und die zumindest die in Artikel 12 § 2 5°, a) bis h) angeführten Angaben umfassen. Diese sind innerhalb einer Frist von drei Monaten ab dem Inkrafttreten der Vereinbarung dem Amt zur Genehmigung vorzulegen. Jede Änderung dieses Dokuments ist ebenfalls dem Amt zur Genehmigung vorzulegen;
- 6° die Ausarbeitung durch die Verwaltungsinstanz von Sensibilisierungs- und Kommunikationsmaßnahmen, die dem Amt innerhalb einer Frist von sechs Monaten ab dem Inkrafttreten der Vereinbarung zu übermitteln sind, wobei zwischen der lokalen Kommunikation, die in Abstimmung mit den betroffenen juristischen Personen öffentlichen Rechts umgesetzt wird, einerseits, und der regionalen Kommunikation, die in Absprache mit dem Amt und dem Minister zu erfolgen hat, unterschieden wird;
- 7° die im Bereich der Wiederverwertung vorgesehenen besonderen Maßnahmen, unter Berücksichtigung der Besonderheiten des Abfallstromes und je nachdem, ob es sich um häusliche oder nichthäusliche Abfälle handelt.
- 8° die Einrichtung eines Ausschusses, der mit der Vermittlung bei Konflikten beauftragt wird, die im Rahmen des Ablaufs der Vereinbarung zwischen den verschiedenen von der Rücknahmepflicht betroffenen Parteien auftreten können.

§ 2 - Die Umweltvereinbarung kann des weiteren folgendes vorsehen:

- 1° die Gründung eines Begleitausschusses der Vereinbarung, der wenigstens Vertreter des Amtes und der Verwaltungsinstanz sowie Unterzeichner der Umweltvereinbarung umfasst. Behandelt der Begleitausschuss die Bewirtschaftung von Haushaltsabfällen, die vollständig oder teilweise von juristischen Personen öffentlichen Rechts gesammelt werden, wird er um die Vertreter der juristischen Personen öffentlichen Rechts erweitert;
- 2° die jährliche Ausarbeitung eines Dokuments mit strategischen, finanztechnischen und operativen Maßnahmen, die auf die Durchführung der Rücknahmepflicht abzielen. Dieses Dokument wird dem Amt spätestens am 1. Oktober jedes Jahres vor dem Jahr seiner Umsetzung übermittelt. Das Amt prüft dessen Übereinstimmung mit dem Dokument, das die strategischen, finanztechnischen und operativen Maßnahmen beinhaltet, der Umweltvereinbarung und den geltenden Rechtsvorschriften.
- 3° für die Abfälle aus der gewöhnlichen Tätigkeit der Haushalte, Modalitäten für die Sammlung, zusätzlich zu jenen, die von den juristischen Personen des öffentlichen Rechts, die auf ihrem geographischen Gebiet verantwortlich sind, festgelegt worden sind, sowie zu den Verpflichtungen der Einzelhändler. Diese Modalitäten dürfen das öffentliche Netz für die Sammlung nur dann ersetzen, wenn das geographische Gebiet, das sie abdecken, sowie die Qualität der Dienstleistungen und die Deckung der Kosten, die sie bieten, jeweils zumindest gleichwertig sind, und wenn sie im Bereich der Abfallsammlung eine Quote erzielen, die wenigstens der kombinierten Sammelquote der juristischen Personen des öffentlichen Rechts und der sonstigen Personen, wie zum Beispiel der Einzelhändler, entspricht, und dies ohne Gegenleistung. Ein Ersetzen des öffentlichen Netzes für die Sammlung setzt die vorherige Zustimmung der Regierung voraus.

§ 3 - Der Minister ist befugt, auf Vorschlag des Amtes und in Übereinstimmung mit den Bedingungen des vorliegenden Erlasses, den Mindestinhalt der Umweltvereinbarung zu bestimmen.

Art. 20 - § 1 - Die Umweltvereinbarung wird für die in ihr festgelegte Dauer abgeschlossen, die fünf Jahre nicht überschreiten darf. Vorbehaltlich der Zustimmung der Parteien kann sie für eine Dauer von maximal sechs Monaten verlängert werden.

§ 2 - Die Umweltvereinbarung ist erst ab dem Zeitpunkt rechtskräftig, an dem das Amt per Einschreiben bei der Post oder per Einsendung, die ein sicheres Datum verleiht, an die Verwaltungsinstanz anerkennt, dass die Sicherheit ordnungsgemäß hinterlegt worden ist.

Art. 21 - § 1 - Die Rücknahmepflichtigen, die beschließen, die Umweltvereinbarung zu beenden, oder ihre Teilnahme innerhalb der Verwaltungsinstanz aufzulösen, müssen die notwendigen Maßnahmen getroffen haben, um ab dem Tag nach der Auflösung in der Lage zu sein, den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses zu genügen. Sie setzen das Amt vorab davon in Kenntnis.

Unterabschnitt 2 — Die Verwaltungsinstanz

Art. 22 - § 1 - Die Umweltvereinbarung sieht die Errichtung einer Verwaltungsinstanz vor, die mit der Lenkung, der Koordination und der Durchführung der Umweltvereinbarung und, soweit dies durch den vorliegenden Erlass vorgesehen ist, mit der Umsetzung der Rücknahmepflicht für ihre Mitglieder und Teilnehmer beauftragt ist.

Diese Instanz erfüllt die in Artikel 11 festgelegten Bedingungen.

§ 2 - In Abweichung von § 1 kann die Verwaltungsinstanz auf der Grundlage eines günstigen Gutachtens des Amtes eine faktische Vereinigung bilden.

In diesem Fall sind die Mitglieder dieser faktischen Vereinigung für die Ausführung der Pflichten der Verwaltungsinstanz solidarisch verantwortlich.

§ 3 - Das Amt wird als Beobachter zu den Sitzungen der Führungsorgane der Verwaltungsinstanz eingeladen. Das Amt erhält die Einberufungen, die vorbereitenden Dokumente und die Sitzungsberichte zur gleichen Zeit wie die Mitglieder dieser Organe.

§ 4 - Die Verwaltungsinstanz hat die in Artikel 15 § 1 2° bis 17° erwähnten Verpflichtungen zu erfüllen.

Die Verwaltungsinstanz:

- erfüllt die Verpflichtungen zur Berichterstattung gegenüber dem Amt gemäß Artikel 3 § 1 3° und gemäß den für jeden Abfallstrom spezifischen Bestimmungen;
- stellt die statistische Erfassung der Bewirtschaftung der betreffenden Abfälle und die Überwachung der Verfahrensabläufe sicher;
- gewährleistet die Festlegung und die Ausführung der strategischen, finanztechnischen und operativen Maßnahmen sowie der in Artikel 19 erwähnten Kommunikations- und Sensibilisierungsmaßnahmen;
- erreicht die für jeden Abfallstrom spezifischen Zielsetzungen für die Sammlung und die Behandlung für alle Rücknahmepflichtigen, mit denen sie eine Beitrittsvereinbarung abgeschlossen hat;
- bestimmt in Übereinstimmung mit dem Amt die ggf. anwendbaren Kriterien für die Zulassung der mit der Sammlung und Behandlung beauftragten Operatoren, die an den Verfahrensabläufen zur Bewirtschaftung der Abfälle beteiligt sind, sowie die Häufigkeit der Audits, die notwendig sind, um die Zulassung zu erhalten und das von ihm festgelegte Logo verwenden zu dürfen;
- wählt die akkreditierte(n) Auditstelle(n) aus, deren Aufgabe es ist, die Verfahrensabläufe zu prüfen;
- stellt den Personen, die berechtigt sind, Abfälle zu sammeln oder zu behandeln ggf. eine Anerkennungsbescheinigung aus;
- fördert die Wiederverwendung der Güter und die optimale Aufwertung der Abfälle.

Abschnitt 5 — Die Sicherheit

Art. 23 - § 1 - Die Sicherheit kann entweder durch eine Einzahlung bei der bei der Hinterlegungs- und Konsignationskasse gebildet werden, oder durch eine unabhängige Bankbürgschaft in Höhe des in dem Beschluss zur Genehmigung des individuellen Vermeidungs- und Bewirtschaftungsplans, in dem Zulassungsbeschluss oder in der Umweltvereinbarung angeführten Betrags. In allen Fällen bestimmt die Person oder die Einrichtung, die die Sicherheit bildet, dass sie bei Vorlage eines formlosen Antrags des Amtes mit der Begründung, dass die Verpflichtungen nicht eingehalten wurden, ganz oder teilweise fällig ist.

Besteht die finanzielle Sicherheit aus einer unabhängigen Bankbürgschaft, muss diese von einem Kreditinstitut ausgestellt werden, das entweder von der Kommission für das Bank- und Finanzwesen oder einer für die Überwachung der Kreditanstalten bevollmächtigten Kontrollbehörde für Kreditinstitute eines Mitgliedsstaates der Europäischen Union anerkannt ist.

§ 2 - Kommt die zugelassene Einrichtung oder die Verwaltungsinstanz den Verpflichtungen, die der Rücknahmepflichtige in Ausführung von Artikel 4 § 1 1° zu übernehmen hat, ganz oder teilweise nicht nach, kann das Amt auf eigenes Betreiben oder aufgrund einer Verwaltungssanktion die gesamte oder teilweise Herausgabe der Sicherheit zur Deckung der Kosten verlangen, die für die Durchführung der Verpflichtungen entstanden sind.

Bevor es die gesamte oder teilweise Freigabe der finanziellen Sicherheit beantragt, lässt das Amt dem der Rücknahmepflichtigen, der Artikel 4 § 1 1° ausführt, der zugelassenen Einrichtung oder der Verwaltungsinstanz per Einschreiben eine Verwarnung per Einschreiben bei der Post oder per Einsendung, die ein sicheres Datum verleiht, eine Verwarnung zukommen. Diese Verwarnung nennt ausdrücklich die Verpflichtungen, denen nicht nachgekommen wurde, die spezifischen Maßnahmen, die zu ergreifen sind, und die Frist innerhalb der diese erfolgen müssen. Diese Frist darf nicht weniger als fünfzehn Tage betragen.

Das Amt hört den Rücknahmepflichtigen, der Artikel 4 § 1 1° ausführt, die zugelassene Einrichtung oder die Verwaltungsinstanz an, wenn diese darum ersucht. Vor der Anhörung teilt der Rücknahmepflichtige, der Artikel 4 § 1 1° ausführt, die zugelassene Einrichtung oder die Verwaltungsinstanz dem Amt schriftlich alle Argumente mit, die sie für ihre Verteidigung als nützlich erachtet. Die Bitte um Anhörung hat für das Verfahren keine aufschiebende Wirkung.

§ 3 - Die Sicherheit wird zurückerstattet, nachdem das Amt ordnungsgemäß festgestellt hat, dass nach Ablauf der Dauer des individuellen Vermeidungs- und Bewirtschaftungsplans, der Zulassung oder der Umweltvereinbarung oder ihrer frühzeitigen Auflösung, keine Erneuerung beantragt wird und der Rücknahmepflichtige, der Artikel 4 § 1, 1° ausführt, die zugelassene Einrichtung oder die Verwaltungsinstanz alle Verpflichtungen erfüllt haben.

Das Amt befindet über die Rückerstattung der Sicherheit innerhalb von sechs Monaten nach Ablauf des individuellen Vermeidungs- und Bewirtschaftungsplans, der Zulassung oder der Umweltvereinbarung. Es teilt der Kommission für das Bank- und Finanzwesen oder der Kreditanstalt, die die Sicherheit gebildet haben, sowie dem Rücknahmepflichtigen, der Artikel 4 § 1 1° ausführt, der zugelassenen Einrichtung oder der Verwaltungsinstanz seine Entscheidung mit.

KAPITEL II — Altbatterien und Akkumulatoren

Abschnitt 1 — Allgemeine Bestimmungen

Art. 24 - Im Sinne des vorliegenden Kapitels gelten folgende Definitionen:

1° Behandlung von Batterien und Akkumulatoren: alle Tätigkeiten, die an Altbatterien und -akkumulatoren nach Übergabe an eine Anlage zur Sortierung, zur Vorbereitung des Recyclings oder zur Vorbereitung der Beseitigung durchgeführt werden;

2° Rücknahmepflichtiger: der Hersteller von Batterien oder Akkumulatoren im Sinne von Art. 2 20°bis des Dekrets. Bei in Geräten oder Neufahrzeugen eingebauten Batterien und Akkumulatoren ist der Rücknahmepflichtige der Hersteller dieser Geräte oder Fahrzeuge;

3° Sammelquote: den Prozentsatz, den das Gewicht der Geräte-Altbatterien und -akkumulatoren, die in einem Kalenderjahr gesammelt werden, im Verhältnis zu dem Gewicht der Geräte-Altbatterien und -akkumulatoren ausmacht, die die Hersteller im Jahresdurchschnitt des betreffenden Kalenderjahres und der vorausgegangenen zwei Kalenderjahre in der Wallonischen Region entweder direkt an den Endnutzer verkaufen, oder Dritten liefern, damit sie an Endnutzer verkauft werden.

Art. 25 - Die Rücknahmepflicht gilt für Altbatterien und -akkumulatoren, die unter folgenden Abfallcodes geführt werden:

1606 Batterien und Akkumulatoren.

160601 Bleibatterien.

160602 Ni-cd-Batterien.

160603 Quecksilber enthaltende Batterien.

160604 Alkalibatterien.

160605 Sonstige Batterien und Akkumulatoren.

2001 Getrennt gesammelte Fraktionen.

200133 Gemischte Batterien und Akkumulatoren, die Batterien und Akkumulatoren der Rubriken 160601, 160602 oder 160603 enthalten und nicht sortierte Abfälle, die solche Batterien enthalten.

200134 Batterien und Akkumulatoren, die nicht der Rubrik 200133 angehören.

Das vorliegende Kapitel findet keine Anwendung auf die Batterien und Akkumulatoren, die verwendet werden in:

1° Ausrüstungsgegenständen, die mit dem Schutz der wesentlichen Sicherheitsinteressen der Mitgliedstaaten in Zusammenhang stehen, Waffen, Munition und Kriegsgerät, ausgenommen Erzeugnisse, die nicht für speziell militärische Zwecke bestimmt sind;

2° Ausrüstungsgegenständen für einen Einsatz im Weltraum.

Das vorliegende Kapitel findet Anwendung unbeschadet der Kapitel VIII und X.

Art. 26 - Die Rücknahmepflichtigen gewährleisten die Finanzierung aller Nettokosten, die durch Folgendes entstehen:

1° die Sammlung, die Behandlung und das Recycling aller Geräte-Altbatterien und -akkumulatoren, die gemäß dem vorliegenden Erlass gesammelt werden, unabhängig von dem Datum ihres Inverkehrbringens;

2° die Kampagnen zur Aufklärung der Öffentlichkeit über die Sammlung, die Behandlung und das Recycling aller Geräte-Altbatterien und -akkumulatoren.

Die Kosten für die Sammlung, die Behandlung und das Recycling werden beim Verkauf neuer Gerätebatterien und -akkumulatoren gegenüber dem Endnutzer nicht getrennt ausgewiesen.

Die Rücknahmepflichtigen und die Benutzer von Industrie- und Fahrzeugbatterien und -akkumulatoren können Vereinbarungen mit anderen als den in Absatz 1 genannten Finanzierungsregelungen schließen, unter der Bedingung, dass sie das Amt davon in Kenntnis setzen.

Art. 27 - Jeder Hersteller von Batterien oder Akkumulatoren muss nach praktischen, von dem Amt festgelegten Kriterien registriert werden.

Art. 27bis - Alle Hersteller, Vertreiber, Rücknahmestellen, Recyclingbetriebe sowie sonstige Betreiber von Behandlungsanlagen sowie jegliche zuständige öffentliche Verwaltung müssen sich an Rücknahme-, Behandlungs- und Recyclingsystemen beteiligen können. Diese Systeme gelten unter diskriminierungsfreien Bedingungen auch für aus Drittländern eingeführte Batterien und Akkumulatoren; sie sind so zu konzipieren, dass Handelshemmnisse und Wettbewerbsverzerrungen vermieden werden.

Abschnitt 2 — Vermeidung

Art. 28 - Der Rücknahmepflichtige ist verpflichtet, in Übereinstimmung mit Kapitel I vorliegenden Erlasses Maßnahmen zur Vermeidung von Altbatterien und -akkumulatoren festzulegen und einzuführen, insbesondere um:

1. die durchschnittliche Qualität der in Verkehr gebrachten Batterien zu erhöhen, gemessen an der Kapazität, der Lebensdauer und der Lagerfähigkeit;

2. den Benutzern, einschließlich der Hersteller von Geräten, die auf Batterien und Akkumulatoren zurückgreifen, transparente Informationen über die je nach Anwendung am besten geeignete Arten von Batterien zu liefern und die Verwendung von wiederaufladbaren anstelle von nicht wiederaufladbaren Gerätebatterien und -akkumulatoren zu fördern;

3. Batterien und Akkumulatoren mit einer sehr umweltfreundlichen Ökobilanz zu entwickeln.

Im Falle eines Kollektivsystems integriert die zugelassene Einrichtung oder die Verwaltungsinstanz in ihre Kommunikations- und Sensibilisierungsmaßnahmen das Element der Sensibilisierung der Haushalte, der professionellen Anwender und der Gerätehersteller für die Vermeidung von Geräte-Batterien und -akkumulatoren sowie von industriellen Batterien und -akkumulatoren. Während der Dauer der Zulassung oder der Vereinbarung wird wenigstens eine Kommunikations- und Sensibilisierungskampagne der Abfallvermeidung gewidmet.

Abschnitt 3 — Selektive Sammlung der Geräte-Altbatterien und -akkumulatoren

Art. 29 - Jeder Besitzer von Geräte-Altbatterien und -akkumulatoren ist verpflichtet, diese entweder einem für die Sammlung von gefährlichen Abfällen zugelassenen Sammler auszuhändigen, oder diese in einem der zu diesem Zweck durch den Rücknahmepflichtigen und die territorial für die Sammlung von Haushaltsabfällen verantwortliche juristische Person öffentlichen Rechts vorgesehenen Sammelstellen abzugeben.

Der Einzelhändler ist verpflichtet, sämtliche von den Haushalten oder den beruflichen Benutzern zurückgebrachten Geräte-Alt-Batterien und -akkumulatoren unentgeltlich zurückzunehmen, selbst wenn diese Haushalte sie nicht durch ein gleichwertiges Gerät ersetzen.

Der Rücknahmepflichtige ist verpflichtet, regelmäßig und auf seine Kosten alle bei den Einzelhändlern, den Containerparks, den Schulen oder den zugelassenen Sammlern angenommenen Geräte-Alt-Batterien und -akkumulatoren zu sammeln, um sie auf seine Kosten in einer zu diesem Zweck zugelassenen Einrichtung behandeln lassen. In diesem Fall sind die zugelassenen Sammler nicht berechtigt, ihren Kunden Behandlungskosten in Rechnung zu stellen.

Der Rücknahmepflichtige ist des weiteren verpflichtet, alle Geräte-Alt-Batterien und -akkumulatoren, die aus Dekontaminierungs- und Zerlegungsanlagen für Abfälle aus elektrischen und elektronischen Ausstattungen und aus Altfahrzeugen stammen, zurückzunehmen.

Art. 30 - Durch die gemäß Artikel 29 organisierten Sammlungen muss der Rücknahmepflichtige für diese selektive Sammlung eine Quote erreichen von wenigstens:

1° 45% ab 2010;

2° 50% ab 2012.

Abschnitt 4 — Selektive Sammlung von Industrie- und Fahrzeugalt-Batterien und -akkumulatoren

Art. 31 - Der Rücknahmepflichtige gewährleistet, dass alle Industriealt-Batterien und -akkumulatoren getrennt gesammelt werden, um gemäß Abschnitt 5 behandelt zu werden.

Art. 32 - Der Einzelhändler ist verpflichtet, jegliche von den Haushalten und den beruflichen Benutzern vorgelegte Industriealt-Batterien und -akkumulatoren unentgeltlich zurückzunehmen.

Der Vertreiber muss auf eigene Kosten, regelmäßig und vor Ort alle in Anwendung von des vorangehenden Absatzes eingegangenen Industriealt-Batterien und -akkumulatoren von den Einzelhändlern zurücknehmen und sie dem Hersteller übergeben.

Der Rücknahmepflichtige ist verpflichtet, regelmäßig und auf seine eigenen Kosten bei den Vertreibern, oder gegebenenfalls bei den Einzelhändlern alle Industriealt-Batterien und -akkumulatoren unabhängig von deren chemischer Zusammensetzung zu sammeln und in einer zu diesem Zweck zugelassenen Einrichtung behandeln zu lassen.

Der Rücknahmepflichtige ist des weiteren verpflichtet, alle Industriealt-Batterien und -akkumulatoren, die aus Dekontaminierungs- und Zerlegungsanlagen für Abfälle aus elektrischen und elektronischen Ausstattungen stammen, zurückzunehmen.

Der Rücknahmepflichtige darf sich nicht weigern, Industriealt-Batterien und -akkumulatoren unabhängig von deren chemischer Zusammensetzung und Herkunft von den Haushalten und den beruflichen Benutzern zurückzunehmen.

Art. 33 - Die Garagisten und alle anderen Einzelhändler, die eine Wartung, eine Reparatur oder einen Wechsel von Batterien und Akkumulatoren durchführen, sind verpflichtet, sämtliche Alt-Batterien oder -akkumulatoren aus Fahrzeugen von den Haushalten und den beruflichen Benutzern unentgeltlich zurückzunehmen.

Der Vertreiber ist verpflichtet, bei den Garagisten und Einzelhändlern regelmäßig, an Ort und Stelle und auf seine eigenen Kosten alle in Anwendung des vorangehenden Absatzes in Empfang genommenen Alt-Batterien oder -akkumulatoren aus Fahrzeugen, die aus von den Garagisten durchgeführten Wartungsarbeiten stammen, zurückzunehmen und sie dem Hersteller oder Exporteur zu übergeben.

Der Rücknahmepflichtige ist verpflichtet, regelmäßig und auf seine eigenen Kosten bei den Vertreibern, oder gegebenenfalls bei den in Absatz 1 erwähnten Garagisten oder Einzelhändlern auf deren Verlangen alle Alt-Batterien oder -akkumulatoren aus Fahrzeugen zu sammeln und in einer zu diesem Zweck zugelassenen Einrichtung behandeln zu lassen.

Der Rücknahmepflichtige der in Neufahrzeugen eingebauten Batterien oder -akkumulatoren ist verpflichtet, alle Alt-Batterien oder -akkumulatoren aus Fahrzeugen, die einer Dekontaminierungs- und Zerlegungsanlage für Altfahrzeuge zugeführt werden, zurückzunehmen.

Abschnitt 5 — Behandlung von Alt-Batterien und -akkumulatoren

Art. 34 - § 1 - Die Hersteller oder Dritte richten Systeme für die Behandlung und das Recycling von Alt-Batterien und -akkumulatoren ein. Dabei wenden sie die besten verfügbaren Techniken im Sinne des Schutzes der Gesundheit und der Umwelt an.

Die Beseitigung von Alt-Batterien und -akkumulatoren ohne vorherige Behandlung zwecks deren vollständigen oder teilweisen Recyclings ist untersagt. Die Behandlung muss mindestens die Entfernung aller Flüssigkeiten und Säuren umfassen. Quecksilberoxid-Batterien müssen einer Behandlung zur Trennung des Quecksilbers von den anderen Bestandteilen unterzogen werden.

Es ist untersagt, außerhalb einer zugelassenen Behandlungsanlage Säure aus den Alt-Batterien oder -akkumulatoren aus Fahrzeugen abzulassen. Die Elektrolyte müssen prioritär verwertet oder anderenfalls neutralisiert werden.

Rückstände aus Papier, Pappe bzw. Kunststoff, die wegen ihrer Kontamination nicht recycelt werden dürfen, müssen energetisch verwertet werden.

Unbeschadet der Untersagung der Ablagerung bestimmter Abfälle in technischen Vergrabungszentren müssen die nicht recyclingfähigen Mineralrückstände aus der Behandlung von Alt-Batterien oder -akkumulatoren mit Ausnahme der Alt-Batterien oder -akkumulatoren aus Fahrzeugen vor jeglicher Aufnahme in technischen Vergrabungszentren einer Stabilisierungsbehandlung unterzogen werden.

Die Behandlung und eine - auch vorübergehende - Lagerung in Behandlungsanlagen erfolgt an Standorten mit undurchlässigen Oberflächen und geeigneter wetterbeständiger Abdeckung oder in geeigneten Behältern. Die Behandlung muss mindestens die Entfernung aller Flüssigkeiten und Säuren umfassen.

§ 2 - Durch die in dem vorliegenden Kapitel erwähnten Verfahren zur Abfallbehandlung müssen die folgenden Mindestanforderungen und -quoten erreicht werden:

1. eine Recyclingquote von 65% des durchschnittlichen Gewichts der im Laufe des vergangenen Jahres gesammelten Blei-Säure-Batterien und von 95% des Bleigehalts der genannten Abfälle;

2. eine Recyclingquote von 75% des durchschnittlichen Gewichts der im Laufe des vergangenen Jahres gesammelten Nickel-Cadmium-Batterien und -Akkumulatoren. Dabei ist ein Höchstmaß an Recycling des Cadmiumgehalts zu erzielen, das ohne übermäßige Kosten technisch erreichbar ist;

3. eine Recyclingquote von 50% des durchschnittlichen Gewichts der im Laufe des vergangenen Jahres

gesammelten sonstigen Altbatterien und -akkumulatoren. Für die Kohlezink- und Alkalibatterien müssen die zinkhaltige und manganhaltige Fraktion der Batterien in Form von Oxiden, Salzen oder Hydroxiden recycelt werden.

Art. 35 - Die Verbrennung von Gerätealtbatterien und -akkumulatoren, von Industriealtbatterien und -akkumulatoren sowie von Fahrzeugaltbatterien und -akkumulatoren ist untersagt.

Abschnitt 6 — Berichterstattung

Art. 36 - Der Rücknahmepflichtige der Geräte-altbatterien und -akkumulatoren übermittelt dem Amt spätestens am 20. April eines jeden Jahres die folgenden Angaben, die sich auf das vorangehende Jahr beziehen:

1. die in Kilogramm ausgedrückte Gesamtmenge der in der Wallonischen Region gesammelten Geräte-altbatterien und -akkumulatoren je nach Sammelkanal;
2. die in Kilogramm ausgedrückte Gesamtmenge der in der Wallonischen Region in Verkehr gebrachten Gerätebatterien und -akkumulatoren nach chemischer Zusammensetzung und unter Angabe der Mengen;
3. die in Kilogramm ausgedrückte Gesamtmenge Geräte-altbatterien und -akkumulatoren, die den für deren Behandlung zugelassenen Einrichtungen anvertraut wurden, nach Behandlungsart und Kategorie;
4. eine Bewertung der zumindest nach Materialien aufgeschlüsselten durchschnittlichen Zusammensetzung der in Verkehr gebrachten Produkte, sowie der eingesetzten gefährlichen Substanzen;
5. eine Liste der mit der Sammlung und Behandlung beauftragten Betreiber, die auf dem Gebiet der Bewirtschaftung der Geräte-altbatterien und -akkumulatoren tätig geworden sind;
6. das auf die Geräte-altbatterien und -akkumulatoren angewandte Behandlungsverfahren je nach Behandlungsverfahren, einschließlich der qualitativen und quantitativen Beschreibung der Vorgänge;
7. die Erwartungen in Bezug auf die in Kilogramm ausgedrückte gesamte Menge von Geräte-altbatterien und -akkumulatoren, die im laufenden Jahr in der Wallonischen Region in Verkehr gebracht werden;
8. die in Kilogramm ausgedrückten Mengen von Altbatterien und -akkumulatoren aus den Anlagen zur Zerlegung und zur Dekontaminierung von elektrischen und elektronischen Altgeräten und von Altfahrzeugen;
9. handelt es sich um eine Umweltvereinbarung oder um eine zugelassene Einrichtung: den (die) der Verwaltungsinstanz überwiesenen Beitrag (Beiträge), einschließlich der betreffenden Berechnungsmodalitäten, und die Liste der Mitglieder und Teilnehmer der Verwaltungsinstanz.

Art. 37 - Der Rücknahmepflichtige der Industriealtbatterien und -akkumulatoren übermittelt dem Amt spätestens am 20. April eines jeden Jahres die folgenden Angaben, die sich auf das vorangehende Jahr beziehen:

- 1° die in Kilogramm ausgedrückte Gesamtmenge der in der Wallonischen Region gesammelten Industriealtbatterien und -akkumulatoren nach Sammelkanal;
- 2° die in Kilogramm ausgedrückte Gesamtmenge der in der Wallonischen Region in Verkehr gebrachten Industriebatterien und -akkumulatoren je nach chemischer Zusammensetzung und unter Angabe der Mengen;
- 3° die in Kilogramm ausgedrückte Gesamtmenge Industriealtbatterien und -akkumulatoren, die den für deren Behandlung zugelassenen Einrichtungen anvertraut wurden, nach Behandlungsart und Kategorie;
- 4° eine Bewertung der zumindest nach Materialien aufgeschlüsselten durchschnittlichen Zusammensetzung der in Verkehr gebrachten Erzeugnisse, sowie der eingesetzten gefährlichen Substanzen;
- 5° eine Liste der mit der Sammlung und Behandlung beauftragten Betreiber, die auf dem Gebiet der Bewirtschaftung der Industriealtbatterien und -akkumulatoren tätig geworden sind;
- 6° das auf die Industriealtbatterien und -akkumulatoren angewandte Behandlungsverfahren pro Behandlungsprozess, einschließlich der qualitativen und quantitativen Beschreibung der Vorgänge;
- 7° die Erwartungen in Bezug auf die in Kilogramm ausgedrückte gesamte Menge von Industriealtbatterien und -akkumulatoren, die im laufenden Jahr in der Wallonischen Region in Verkehr gebracht werden;
- 8° die Angaben aus den Anlagen zur Zerlegung und zur Dekontaminierung von elektrischen und elektronischen Altgeräten und von Altfahrzeugen.

Art. 38 - Der Rücknahmepflichtige der Fahrzeugaltbatterien und -akkumulatoren übermittelt dem Amt spätestens am 20. April eines jeden Jahres die folgenden Angaben, für die ihn betreffenden Abfälle, d.h. die Altbatterien und -akkumulatoren, die durch neue ersetzt worden sind, und die Altbatterien und -akkumulatoren, die in einer zugelassenen Anlage zur Zerlegung von Altfahrzeugen gesammelt worden sind, wobei sich diese Angaben auf das vorangehende Jahr beziehen:

- 1° die in Kilogramm ausgedrückte Gesamtmenge der in der Wallonischen Region in Verkehr gebrachte Fahrzeugbatterien und -akkumulatoren, sei es im Rahmen des Inverkehrbringens von Neufahrzeugen einerseits und des Ersatzteilmarktes andererseits;
- 2° die in Kilogramm ausgedrückte Gesamtmenge der in der Wallonischen Region gesammelten Fahrzeugaltbatterien und -akkumulatoren, wobei zu unterscheiden ist zwischen den Fahrzeugaltbatterien und -akkumulatoren aus dem Ersatzteilmarkt und denselben Abfällen, die in einer zugelassenen Anlage zur Zerlegung von Altfahrzeugen gesammelt worden sind;
- 3° die Anlagen, in denen die oben erwähnten gesammelten Abfälle behandelt worden sind und die Beschreibung des dort angewandten Behandlungsverfahrens;
- 4° die in Kilogramm ausgedrückte Gesamt Mengen Fahrzeugaltbatterien und -akkumulatoren, die den für deren Behandlung zugelassenen Einrichtungen anvertraut wurden, nach Behandlungsart und Kategorie;
- 5° die zumindest nach Materialien aufgeschlüsselten durchschnittlichen Zusammensetzung der in Verkehr gebrachten Fahrzeugaltbatterien und -akkumulatoren, sowie der eingesetzten gefährlichen Substanzen und Bestandteile;

Abschnitt 7 — Information, Sensibilisierung und Kommunikation

Art. 39 - § 1 - Die Rücknahmepflichtigen der Geräte-altbatterien und -akkumulatoren stellen insbesondere durch Informationskampagnen sicher, dass die häuslichen Verbraucher über folgende Punkte informiert werden:

1° die möglichen Auswirkungen der in den oben erwähnten Batterien und -akkumulatoren auf die Umwelt und die menschliche Gesundheit;

2° den Umstand, dass es wünschenswert ist, Geräte-altbatterien und -akkumulatoren nicht als unsortierten Siedlungsabfall oder ähnlichen Abfällen zu beseitigen, sondern sich an ihrer getrennten Sammlung zu beteiligen, um die Behandlung und das Recycling zu erleichtern;

3° die ihnen zur Verfügung stehenden Rücknahme- und Recyclingsysteme;

4° ihren Beitrag zum Recycling von Geräte-altbatterien und -akkumulatoren.

§ 2 - Die Verbraucher werden über die durch die Sammlung, die Behandlung und das Recycling der Geräte-altbatterien und -akkumulatoren entstehenden Kosten, die Art und Weise ihrer Finanzierung sowie die Bewirtschaftungsverfahren dieser Abfälle regelmäßig informiert.

Art. 40 - Die Rücknahmepflichtigen der Industriebatterien und -akkumulatoren und der Fahrzeugbatterien und -akkumulatoren stellen sicher, dass die Verbraucher, Garagisten und Einzelhändler über folgende Punkte informiert werden:

1° die potentiellen Auswirkungen der in den oben erwähnten Batterien und -akkumulatoren auf die Umwelt und die menschliche Gesundheit;

2° die mit der Sammlung und Behandlung beauftragten Operatoren und die entsprechenden Verfahren, um die wirksame Rücknahme der Abfälle zu gewährleisten;

3° was die Verbraucher betrifft, die ggf. anfallenden Kosten für die Sammlung und die Behandlung dieser Abfälle und die bei der Bewirtschaftung angewandten Verfahren.

*KAPITEL III — Altreifen**Abschnitt 1 — Allgemeine Bestimmungen*

Art. 41 - § 1 - Im Sinne des vorliegenden Kapitels gelten folgende Definitionen:

1° Rücknahmepflichtiger: der Hersteller von Reifen im Sinne von Art. 2 20bis des Dekrets. Für die Reifen, die neue Fahrzeuge ausstatten, ist der Rücknahmepflichtige der Hersteller der besagten Fahrzeuge;

2° Sammelquote für den Ersatzteilmarkt: das in Prozent ausgedrückte Verhältnis zwischen dem Gewicht der gesamten gesammelten Altreifen und dem Gewicht der gesamten während des betroffenen Kalenderjahres zum Verbrauch gebrachten Reifen, abzüglich der Verschleißrate;

3° Sammelquote der Reifen, die neue Fahrzeuge ausstatten: das in Prozent ausgedrückte Verhältnis zwischen dem Gewicht der gesamten in den Dekontaminierungs- und Zerlegungsanlage für Altfahrzeuge abgegebenen Altreifen und dem Gewicht der gesamten Reifen, die neue Fahrzeuge ausstatten und die während des betroffenen Kalenderjahres zum Verbrauch gebracht werden, abzüglich der Verschleißrate;

4° Kumulierte Gesamtquote der Wiederverwendung, der Runderneuerung und des Recycling der gesammelten Reifen: das Gesamtgewicht der effektiv wiederverwendeten, runderneuten oder recycelten Reifen im Verhältnis zu dem Gesamtgewicht der gesammelten Reifen, ausgedrückt in Prozent, erhöht um das Gesamtgewicht der vor der Behandlung gelagerten gesammelten Altreifen.

Die Auswirkung der in den Punkten 2° und 3° erwähnten Verschleißrate wird auf der Grundlage einer Studie bestimmt, die auf objektive und kontradiktorische Weise durch den Rücknahmepflichtigen durchgeführt wird und deren Schlussfolgerungen durch das Amt genehmigt werden.

§ 2 - Die Rücknahmepflicht findet Anwendung auf die Altreifen, die folgenden Abfallcode tragen:

160103 Altreifen.

Der Rücknahmepflichtige unterbreitet dem Amt die Kriterien, die ermöglichen, zwischen den verwertbaren und den wieder verwendbaren Reifen, welche direkt ohne jegliche Behandlung wieder in Verkehr gebracht werden können, zu unterscheiden. Entsprechen die Reifen nicht mehr der geltenden föderalen Gesetzgebung zur Bestimmung der Mindestprofiltiefe der Lauffläche des Reifens, so sind sie nicht wieder verwertbar.

Abschnitt 2 — Vermeidung

Art. 42 - Der Rücknahmepflichtige ist verpflichtet, in Übereinstimmung mit Kapitel I vorliegenden Erlasses Maßnahmen zur Vermeidung von Reifenabfällen festzulegen und einzuführen, insbesondere um die Verwendung von Reifen, die erwiesenermaßen geringe Auswirkungen auf die Umwelt haben, zu entwickeln und zu fördern. Hier handelt es sich zum Beispiel um Reifen, deren Lauffläche leicht neuprofilierbar oder runderneuert werden kann, und die sich durch eine lange Lebensdauer und einen geringen Rollwiderstand auszeichnen.

Der Rücknahmepflichtige oder, im Falle eines Kollektivsystems, die zugelassene Einrichtung oder die Verwaltungsinstanz informieren die Haushalte und beruflichen Benutzer über die Vorteile solcher Reifen und die Möglichkeit, sie zu erwerben.

Abschnitt 3 — Sammlung der Altreifen

Art. 43 - Der Haushalt, der sich einer begrenzten Zahl von Altreifen in ihrem Besitz entledigen möchte, kann diese entweder gemäß dem folgenden Absatz einem Einzelhändler oder einem Garagisten übergeben, oder sie in einem Containerpark entsorgen, und zwar unter den Bedingungen und in den Grenzen, die von der juristischen Person öffentlichen Rechts, die Betreiber dieses Containerparks ist, festgelegt werden.

Der Einzelhändler und der Garagist sind verpflichtet, von den Haushalten oder beruflichen Benutzern jeglichen Altreifen, den sie beim Ankauf eines Reifens einer Art, die dem gebrachten Altreifen entspricht, vorlegen, unentgeltlich zurückzunehmen. Im Einvernehmen mit dem Rücknahmepflichtigen können sie im Rahmen der Mengen, die sie während des vergangenen Kalenderjahres selbst gekauft haben, jeden Altreifen zurücknehmen, der ihnen vorgelegt wird.

Der Vertreter ist verpflichtet, bei den Einzelhändlern regelmäßig auf seine Kosten im Rahmen der Mengen, die er während des vergangenen Kalenderjahres selbst beim Rücknahmepflichtigen gekauft hat, alle in Empfang genommenen Altreifen zurückzunehmen oder sammeln zu lassen.

Der Rücknahmepflichtige ist verpflichtet, bei den Vertreibern, oder gegebenenfalls bei den Einzelhändlern und Garagisten, und den registrierten Sammelunternehmen regelmäßig auf seine Kosten im Rahmen der Mengen, die er

selbst in der Wallonischen Region in Verkehr gebracht hat, alle angenommenen Reifen zurückzunehmen oder sammeln zu lassen und sie in einer zur Behandlung dieser Abfälle zugelassenen Einrichtung behandeln zu lassen.

Art. 44 - Der Rücknahmepflichtige ist verpflichtet, die von den für die Sammlung der Haushaltsabfälle verantwortlichen juristischen Personen des öffentlichen Rechts gesammelten, von den Haushalten stammenden Altreifen unentgeltlich zurückzunehmen und in einer zur Behandlung dieser Abfälle zugelassenen Einrichtung behandeln zu lassen oder die Sammlung und Behandlung der von den für die Sammlung der Haushaltsabfälle verantwortlichen juristischen Personen des öffentlichen Rechts gesammelten, von den Haushalten stammenden Altreifen im Verhältnis zu den Mengen der von ihm in Verkehr gebrachten Reifen zu finanzieren.

Die Bedingungen für die Annahme und Rücknahme der Altreifen, insbesondere die maximale Reifenanzahl, die von den Haushalten abgegeben werden können, werden in einer Vereinbarung zwischen dem Rücknahmepflichtigen und den juristischen Personen des öffentlichen Rechts, die die Containerparks bewirtschaften, bestimmt.

Art. 45 - Der Rücknahmepflichtige sammelt alle Altreifen, die ihm vorgelegt werden, mit einem Maximum von 100% der im abgelaufenen Jahr in Verkehr gebrachten Reifen.

Der Rücknahmepflichtige ist verpflichtet, eine Mindestsammelquote von 85% der in der Wallonischen Region im Rahmen des Ersatzteilmarktes zum Verbrauch gebrachten Reifen zu erreichen.

Der Rücknahmepflichtige für Reifen von Neufahrzeugen ist verpflichtet, eine Reifenmenge zu sammeln, die 100% der Altreifen von Altfahrzeugen entspricht, die in Anlagen zur Zerlegung und zur Dekontaminierung von Altfahrzeugen verbracht werden müssen.

Abschnitt 4 — Behandlung der Altreifen

Art. 46 - Die von den Einzelhändlern und Garagisten zurückgenommenen Altreifen werden vor der Sammlung sortiert, um möglichst viele wiederverwendbare Reifen auszusortieren. Die gesammelten Reifen werden sortiert, um die technisch runderneuerbaren Reifen auszusortieren, die den von der Verwaltungsinstanz oder der zugelassenen Einrichtung und der Wallonischen Region anerkannten Runderneuerungsverfahren zugeführt werden.

Die von den Einzelhändlern und Garagisten zurückgenommenen oder gesammelten Altreifen sowie die an den in den zugelassenen Zerlegungszentren für Altfahrzeuge abgegebenen Altfahrzeugen angebrachten Reifen, die weder wiederverwendbar noch runderneuerbar sind, werden den von der Verwaltungsinstanz oder der zugelassenen Einrichtung und der Wallonischen Region anerkannten Recyclingverfahren zugeführt.

Die gesammelten und nicht wiederverwendeten, runderneuernten oder recycelten Reifen werden energetisch verwertet.

Das in Tonnen ausgedrückte Gesamtgewicht der vor der Behandlung gelagerten gesammelten Reifen darf 10% des jährlich gesammelten Gesamtgewichts nicht überschreiten.

Art. 47 - Jedes Jahr muss eine kumulierte Gesamtquote der Wiederverwendung, Runderneuerung und/oder des Recyclings der gesammelten Reifen von mindestens 55% erreicht werden.

Abschnitt 5 — Berichterstattung

Art. 48 - Der Rücknahmepflichtige übermittelt dem Amt spätestens zum 20. April eines jeden Jahres folgende Daten in Bezug auf das Vorjahr:

1. die in Kilogramm und Einheiten ausgedrückte Gesamtmenge der Reifen, die in der Wallonischen Region in Verkehr gebracht wurden. Außer bei der Erstellung von Einzelberichten wird im Bericht die jeweilige Menge der auf den Ersatzteilmarkt gebrachten Reifen und der Reifen für die in Verkehr gebrachten Neufahrzeuge genau angegeben;
2. die in Kilogramm und Einheiten ausgedrückte Gesamtmenge der Altreifen, die in der Wallonischen Region gesammelt wurden, wobei zwischen den außerhalb des Ersatzteilmarktes über das Netz der juristischen Personen des öffentlichen Rechts gesammelten Altreifen, den über das Vertriebsnetz gesammelten Altreifen und den über die zugelassenen Zerlegungszentren für Altfahrzeuge gesammelten Altreifen unterschieden wird;
3. die Anlagen, in denen die gesammelten Altreifen behandelt wurden, die Beschreibung ihrer Behandlungsart und die Quote der am Ende dieser Behandlungen beseitigten Restabfälle;
4. die in Kilogramm ausgedrückten Gesamt Mengen der Altreifen, die jeweils wiederverwendet, runderneuert, recycelt und energetisch verwertet wurden;
5. die in Kilogramm oder Einheiten ausgedrückte Gesamtmenge der Reifen, die aus den Zerlegungszentren für Altfahrzeuge stammen;
6. die vorhergesehene, in Kilogramm ausgedrückte Gesamtmenge der Reifen, die während des laufenden Jahres in der Wallonischen Region zum Verbrauch gebracht werden;
7. im Falle einer zugelassenen Einrichtung oder einer Umweltvereinbarung, den (die) der Verwaltungsinstanz überwiesenen Beitrag (Beiträge), einschließlich der betreffenden Berechnungsmodalitäten, und die Liste der Mitglieder und Teilnehmer der Verwaltungsinstanz.

Abschnitt 6 — Information, Sensibilisierung und Kommunikation

Art. 49 - § 1 - Die Rücknahmepflichtigen stellen insbesondere durch Informationskampagnen sicher, dass die Verbraucherhaushalte und die beruflichen Benutzer vor allem über die zu Ihrer Verfügung gestellten Sammel- und Recyclingsysteme sowie über die Rolle, die sie für beim Recycling zu spielen haben, informiert werden.

Die Verbraucher werden über die durch die Sammlung, die Behandlung und das Recycling der Altreifen entstehenden Kosten, die Art und Weise ihrer Finanzierung sowie die Bewirtschaftungsverfahren dieser Abfälle regelmäßig informiert.

§ 2 - Die Rücknahmepflichtigen stellen die Wirksamkeit der Rücknahmekette für Altreifen sicher, insbesondere durch eine angemessene Information und Sensibilisierung der Sammel- und Transportunternehmen, der Einzelhändler, der Garagisten und der zugelassenen Behandlungszentren.

KAPITEL IV — *Papierabfälle**Abschnitt 1 — Allgemeine Bestimmungen*

Art. 50 - § 1 - Im Sinne des vorliegenden Kapitels versteht man unter Sammelquote das in Prozent ausgedrückte Verhältnis zwischen dem Gewicht der gesammelten Papierabfälle und dem Gewicht der während des betreffenden Kalenderjahres in der Wallonischen Region vermarkteten Papiere.

§ 2 - Die Rücknahmepflicht betrifft die Papierabfälle aus Haushalten oder die gleichwertigen Abfälle nach Artikel 1, die unter folgendem Abfallcode stehen:

20 01 01: Papier und Pappe/Karton.

Die Papierabfälle aus folgenden Veröffentlichungen fallen nicht unter vorliegendes Kapitel:

1° Veröffentlichungen ohne Werbeanzeige, Werbung oder Werbetext;

2° Veröffentlichungen, durch die weniger als 3 Tonnen Papier pro Jahr in der Wallonischen Region verbreitet werden.

Abschnitt 2 — Abfallvermeidung

Art. 51 - Der Rücknahmepflichtige ist verpflichtet, in Übereinstimmung mit Kapitel I vorliegenden Erlasses Maßnahmen zur Abfallvermeidung festzulegen und einzuführen, insbesondere um:

1. umweltfreundliche Druckfarben und Klebstoffe zu benutzen, die Spezifikationen genügen, die in Absprache mit den betroffenen Sektoren und dem Amt und unter Berücksichtigung der technischen Verfahren für das Recycling von Papierabfällen bestimmt werden;

2. als Rohstoff für den Druck ein Papier zu benutzen, das eine Höchstmenge an aufbereiteten Fasern und/oder Fasern aus nachhaltig bewirtschafteten Wäldern mit dem Gütezeichen PEFC, FSC oder einem gleichwertigen Gütezeichen enthält, außer wenn eine beim Druck oder beim Recycling nachgewiesene Unmöglichkeit besteht;

3. Papier zu benutzen, dessen Erzeugung wenige oder keine umwelt- und gesundheitsschädlichen Stoffe benötigt, insbesondere was das Bleichverfahren, die Aufheller und die Zusatzmittel betrifft;

4. die Benutzung von Stoffen zu vermeiden, die für das Recycling ungünstig sind, dies in Absprache mit den mit der Sammlung und dem Recycling beauftragten Betrieben;

5. die Benutzung von Verpackungen für die Veröffentlichungen, insbesondere nicht wiederverwendbare Plastikfolien, zu vermeiden oder maximal zu begrenzen.

Art. 52 - Was die Reklameblätter, die kostenlose Informationspresse und die Telefonverzeichnisse betrifft, müssen die Rücknahmepflichtigen neben den in Artikel 51 genannten Verpflichtungen:

1. wenn es sich um Sendungen ohne Anschrift handelt, folgende Bestimmungen beachten, und dafür sorgen, dass ihre Vertragspartner sie beachten:

a) die kommunalen Einschränkungen für die Zustellung von Sendungen, insbesondere für unbewohnte Wohnungen;

b) die Einschränkungen für die Zustellung von Sendungen, die sich aus den Aufklebern auf den Briefkästen in Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Dezember 2006 über die Vorbeugung von Abfällen von Reklamedrucksachen ergeben;

2. wenn es sich um Sendungen mit Anschrift handelt, ein System zur Behandlung der verweigerten Veröffentlichungen einführen;

3. die kostenlose Zurverfügungstellung der Telefonverzeichnisse auf dem Internet gewährleisten.

Abschnitt 3 — Selektive Sammlung von Papierabfällen

Art. 53 - § 1 - Die Papierabfälle aus den Haushalten werden auf Initiative der örtlich für die Bewirtschaftung der häuslichen Abfälle verantwortlichen juristischen Personen öffentlichen Rechts von Haus zu Haus, in den Containerparks oder an den Stellen für freiwilliges Hinbringen gesammelt.

Die in Höhe des tatsächlichen und vollständigen Preises durch den Rücknahmepflichtigen zurückgezählten Sammelerszenarios sind die Folgenden:

1. Sammlung von Haus zu Haus alle Monate oder alle vier Wochen, zuzüglich einer Sammlung in den Containerparks;

2. Sammlung im Duo mit einem anderen Müllstrom, von Haus zu Haus, zwei Mal pro Monat oder alle zwei Wochen, zuzüglich einer Sammlung in den Containerparks;

3. in den ländlichen Gebieten, wenn beide oben genannte Szenarios nicht bestehen, Sammlung durch freiwilliges Hinbringen an Sammelstellen wie z.B. Containerparks;

4. mittels Begründung kann die Häufigkeit der Sammlungen nach Pos. 1 und 2 in den Gemeinden von mehr als 100 000 Einwohnern jeweils auf zwei Mal pro Monat bzw. ein Mal pro Woche erhöht werden.

Der Preis für die Sammlung von Haus zu Haus wird auf der Grundlage der Marktpreise festgelegt, die im Vorjahr dem Amt und der für die Bewirtschaftung der Verpackungsabfälle aus den Haushalten zugelassenen Einrichtung in Rechnung gestellt worden sind. Wenn die örtlich für die Bewirtschaftung der Haushaltsabfälle verantwortliche juristische Person öffentlichen Rechts in Regie, mit ihrem eigenen Personal und ihren eigenen Mitteln für die Sammlung arbeitet, wird der Preis in gegenseitigem Einvernehmen zwischen dem Rücknahmepflichtigen, der juristischen Person öffentlichen Rechts und dem Amt festgelegt, unter Bezugnahme auf den Preis, der im Bereich der Bewirtschaftung der Verpackungsabfälle aus Papier/Pappe zurückgezahlt wird.

Die Kosten für die Sammlung und die Behandlung werden vom Rücknahmepflichtigen übernommen, im Verhältnis zu den Tonnenmengen des vermarkteten Papiers.

§ 2 - Jeder Erzeuger von Telefonverzeichnissen ist verpflichtet,

— entweder die Rücknahme der Abfälle von Telefonverzeichnissen zum Zeitpunkt der Verteilung der neuen Verzeichnisse über den Vertriebsweg für die neuen Verzeichnisse zu organisieren, oder

— oder die Finanzierung der in § 1 genannten Sammlungen für die Tonnenmenge der während des Bezugsjahrs verteilten Telefonverzeichnisse im Verhältnis zur gesamten Tonnenmenge der Papierabfälle, die von den oder für Rechnung der für die Bewirtschaftung der Haushaltsabfälle verantwortlichen juristischen Person öffentlichen Rechts gesammelt worden sind, zu übernehmen.

Art. 54 - Der Rücknahmepflichtige hat eine minimale Sammelquote von 90% der in vorliegendem Kapitel genannten, in der Wallonischen Region vermarkteten Papierabfälle zu erreichen.

Abschnitt 4 — Behandlung der Papierabfälle

Art. 55 - § 1 - Die gesammelten Papierabfälle müssen recycelt und die Sortierrückstände energetisch verwertet werden.

§ 2 - Der Wiederverkaufswert der Papiere, wie er sich aus den von der Gemeinde, der Interkommunalen oder der für die Bewirtschaftung der Verpackungsabfälle aus den Haushalten zugelassenen Einrichtung abgeschlossenen Verträgen ergibt, wird bei der Berechnung des Preises zu Lasten des Rücknahmepflichtigen nach Artikel 53 § 1 berücksichtigt, in Übereinstimmung mit den im Rahmen der Bewirtschaftung der Verpackungsabfälle bestimmten finanziellen Modalitäten.

Abschnitt 5 — Berichterstattung

Art. 56 - Der Rücknahmepflichtige übermittelt dem Amt zum 20. April eines jeden Jahres die folgenden Angaben bezüglich des Vorjahres:

1° das Gesamtgewicht der in der Wallonischen Region vermarkteten Veröffentlichungen;

2° wenn die Papierabfälle nicht nur durch die juristischen Personen öffentlichen Rechtes bewirtschaftet werden: die gesammelten und recycelten Mengen, die Mengen von Sortierrückständen, die erzeugt wurden, und die Informationen bezüglich der wirtschaftlichen Marktbedingungen für die Sammlung und das Recycling von Papierabfällen;

3° die eingeführten Maßnahmen zur Abfallvermeidung und die erforderlichen Daten zur Bewertung dieser Maßnahmen;

4° die unternommenen Sensibilisierungsaktionen;

5° im Falle einer zugelassenen Einrichtung oder einer Umweltvereinbarung: die der Verwaltungsinstanz überwiesenen Beiträge, einschließlich der betreffenden Belege und der Berechnungsmodalitäten, und die Liste der Mitglieder und Angehörigen der Verwaltungsinstanz.

Abschnitt 6 — Information, Sensibilisierung und Kommunikation

Art. 57 - § 1 - Die Rücknahmepflichtigen sorgen u.a. durch Informationskampagnen dafür, dass die privaten und beruflichen Verbraucher insbesondere über die zu Ihrer Verfügung gestellten Sammel- und Recyclingsysteme sowie über die Rolle, die sie für das Recyceln zu spielen haben, insbesondere die Trennung der Stoffe je nach den Müllströmen, informiert werden.

§ 2 - Die auf die Sammlung und das Recycling von Papierabfällen zurückzuführenden Kosten, die Art und Weise, wie diese Kosten bewältigt werden, und die Verfahren für die Bewirtschaftung dieser Abfälle sind Gegenstand einer Kommunikation in Richtung der Verbraucher.

§ 3 - Was die Papierabfälle außer den Reklameblättern und der kostenlosen Informationspresse betrifft, entwickeln die Rücknahmepflichtigen in Absprache mit dem Amt Aktionen zur Information und Sensibilisierung im Bereich der Abfallvermeidung und -bewirtschaftung und der Vermeidung von kleineren Umweltsünden in Zusammenhang mit den Abfällen.

KAPITEL V — Nicht zur Ernährung bestimmte Altöle

Abschnitt 1 — Allgemeine Bestimmungen

Art. 58 - Im Sinne des vorliegenden Kapitels gelten folgende Definitionen:

1° Rücknahmepflichtiger: der Erzeuger von Ölen im Sinne von Art. 2 20bis des Dekrets. Was die in neuen Geräten oder Fahrzeugen befindlichen Öle betrifft, ist der Rücknahmepflichtige der Hersteller dieser Geräte bzw. Fahrzeuge;

2° Aufbereitung: die Aufbereitung im Sinne des Artikels 1 8° des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über Altöle;

3° Sammelquote: das in Prozent ausgedrückte Verhältnis zwischen den gesammelten Altölen und dem Gesamtgewicht der sammelbaren Öle während des betreffenden Kalenderjahres. Die Mengen der sammelbaren Altöle werden jährlich auf der Grundlage der Mengen der neuen Öle, die in der Wallonischen Region vermarktet werden, bestimmt, unter Berücksichtigung der wieder exportierten neuen Öle, der in exportierten Gebrauchtfahrzeugen enthaltenen Öle und der Verluste bei der Benutzung der Öle. Die auf die Benutzung der Öle zurückzuführende Verlustquote wird am Ablauf einer Studie bestimmt, die vom Rücknahmepflichtigen auf objektive und kontradiktorische Weise durchgeführt wird; deren Schlussfolgerungen werden durch das Amt genehmigt. Die in den exportierten Gebrauchtfahrzeugen enthaltenen Ölmengen werden auf der Grundlage einer jährlichen Einschätzung durch den Rücknahmepflichtigen der Anzahl exportierter Fahrzeuge bestimmt;

4° Verwertungsrate durch Aufbereitung oder sonstige Wiederverwendung: das in Prozent ausgedrückte Verhältnis zwischen dem Gewicht der während des betreffenden Kalenderjahres durch Aufbereitung oder sonstige Wiederverwendung effektiv verwerteten Altöle und dem Gesamtgewicht der gesammelten Öle.

Art. 59 - Die Rücknahmepflicht wird auf die Altöle häuslicher oder beruflicher Herkunft angewandt, die von neuen Ölen, die in der Wallonischen Region vermarktet wurden, herrühren und folgende Abfallcodenummern haben:

08 03 19 Dispersionsöle aus Herstellung, Zubereitung, Vertrieb und Anwendung von Druckfarben.

12 01 06 Halogenhaltige Bearbeitungsöle auf Mineralölbasis (außer Emulsionen und Lösungen).

12 01 07 Halogenfreie Bearbeitungsöle auf Mineralölbasis (außer Emulsionen und Lösungen).

12 01 08 Halogenhaltige Bearbeitungsemulsionen und -lösungen.

12 01 09 Halogenfreie Bearbeitungsemulsionen und -lösungen.

12 01 10 Synthetische Bearbeitungsöle.

12 01 19 Biologisch leicht abbaubare Bearbeitungsöle.

13 01 04 Chlorierte Hydrauliköle (Emulsionen).

13 01 05 Nichtchlorierte Hydrauliköle als Emulsionen.

13 01 09 Chlorierte Hydrauliköle auf Mineralölbasis.

13 01 10 Nichtchlorierte Hydrauliköle auf Mineralölbasis.

13 01 11 Synthetische Hydrauliköle.

- 13 01 12 Biologisch leicht abbaubare Hydrauliköle.
- 13 01 13 Andere Hydrauliköle.
- 13 02 04 Chlorierte Maschinen-, Getriebe- und Schmieröle auf Mineralölbasis.
- 13 02 05 Nichtchlorierte Maschinen-, Getriebe- und Schmieröle auf Mineralölbasis.
- 13 02 06 Synthetische Maschinen-, Getriebe- und Schmieröle.
- 13 02 07 Biologisch leicht abbaubare Maschinen-, Getriebe- und Schmieröle.
- 13 02 08 Andere Maschinen-, Getriebe- und Schmieröle.
- 13 03 06 Chlorierte Isolier- und Wärmeübertragungsöle auf Mineralölbasis mit Ausnahme derjenigen, die unter 13 03 01 fallen.
- 13 03 07 Nichtchlorierte Isolier- und Wärmeübertragungsöle auf Mineralölbasis.
- 13 03 08 Synthetische Isolier- und Wärmeübertragungsöle.
- 13 03 09 Biologisch leicht abbaubare Isolier- und Wärmeübertragungsöle.
- 13 03 10 Andere Isolier- und Wärmeübertragungsöle.
- 13 08 02 Emulsionen a.n.g..
- 13 08 99 Altöle a.n.g.
- 20 01 26 Altöle, die durch die für die Sammlung von Haushaltsmüll verantwortlichen juristischen Personen öffentlichen Rechts gesammelt werden, mit Ausnahme derjenigen, die unter die Rubrik 20 01 25 fallen.

Abschnitt 2 — Abfallvermeidung

Art. 60 - Der Rücknahmepflichtige ist verpflichtet, in Übereinstimmung mit Kapitel I vorliegenden Erlasses Maßnahmen zur Abfallvermeidung festzulegen und einzuführen, die u.a. die Entwicklung und Förderung der Benutzung von biologisch abbaubaren Ölen bei der Verlustschmierung wie z.B. Schalölen, Ölen für Kettensägen und Bioschmierstoffen in den mit Oberflächenwasser verbundenen Anwendungen umfassen.

Im Falle eines Kollektivsystems integriert die zugelassene Einrichtung oder die Verwaltungsinstanz in ihre Kommunikations- und Sensibilisierungsmaßnahmen eine Achse betreffend die Sensibilisierung für die Vermeidung von Altölen, insbesondere durch die Information der Verbraucher und beruflichen Benutzer über die Vorteile und Möglichkeiten der Benutzung von biologisch abbaubaren Ölen.

Abschnitt 3 — Selektive Sammlung von Altölen

Art. 61 - § 1 - Der Rücknahmepflichtige ist verpflichtet, die Altöle aus Haushalten, die durch die für die Sammlung von Haushaltsmüll verantwortlichen juristischen Personen öffentlichen Rechts gesammelt werden, kostenlos zurückzunehmen und in einer zu diesem Zweck genehmigten Einrichtung auf eigene Kosten behandeln zu lassen.

Wenn die Altöle häuslicher Herkunft, die über das Netz öffentlicher Infrastrukturen gesammelt werden, im Rahmen eines öffentlichen Auftrags behandelt werden, der von den für die Bewirtschaftung von Haushaltsmüll verantwortlichen juristischen Personen öffentlichen Rechts vergeben wird, zahlt er den tatsächlichen und vollständigen Preis für die Bewirtschaftung der Abfälle, der sich aus diesem Auftrag ergibt, einschließlich der Verwaltungskosten, zurück, dies im Verhältnis zu den in der Wallonischen Region vermarkteten Ölmengen, und ohne jedoch die maximale Menge von sammelbaren Altölen zu überschreiten.

Wenn die Altöle häuslicher Herkunft, die über das Netz öffentlicher Infrastrukturen gesammelt werden, im Rahmen eines regionalen öffentlichen Auftrags gesammelt und behandelt werden, zahlt der Zahlungspflichtige dem Amt den tatsächlichen und vollständigen Preis dieses Auftrags, einschließlich der Verwaltungskosten, zurück, dies im Verhältnis zu den in der Wallonischen Region vermarkteten Ölmengen, ohne jedoch die maximale Menge von sammelbaren Altölen zu überschreiten.

§ 2 - Die Sammlung der Altöle aus beruflichen Tätigkeiten erfolgt dadurch, dass sie von den beruflichen Benutzern, insbesondere den Garagisten, bei zugelassenen Sammlern, genehmigten Anlagen zur Zusammenstellung oder genehmigten Behandlungsunternehmen abgegeben werden.

Der Rücknahmepflichtige zahlt den beruflichen Benutzern die ggf. ausgelegten Ausgaben auf pauschale Weise zurück.

Der Rücknahmepflichtige kann den mit der Sammlung, Zusammenstellung und/oder Behandlung beauftragten Operatoren die Kosten für die Sammlung und Behandlung der Altöle, die aufgrund der Menge oder der Art der Öle, des Sammelverfahrens und der Marktbedingungen für Altöle bestimmt werden, sowie die Kosten für die Übermittlung der nützlichen Daten zurückzahlen.

§ 3 - Der Rücknahmepflichtige ist verpflichtet, die gesamten Altöle aus den Anlagen zur Zerlegung und zur Dekontaminierung von Altfahrzeugen zurückzunehmen.

Art. 62 - Der Rücknahmepflichtige ist verpflichtet, eine minimale Sammelquote für Altöle von 90% zu erreichen.

Abschnitt 4 — Behandlung der Altöle

Art. 63 - § 1 - Die Altöle werden vorrangig durch Aufbereitung oder Wiederverwendung (Brennstoffe nach einer physikalisch-chemischen Behandlung), oder mangels dessen, durch Energieverwertung in einer zu diesem Zweck ordnungsgemäß zugelassenen Anlage verwertet.

Der Rücknahmepflichtige ist verpflichtet, eine minimale Verwertungsrate für die Verwertung durch Aufbereitung oder sonstige Wiederverwendung der Altöle von 60 % zu erreichen.

§ 2 - Wenn festgestellt wird, dass die von den Personen öffentlichen Rechts gesammelten Altöle häuslicher Herkunft trotz der Bemühungen im Bereich der Sensibilisierung und der Information und der Kontrollen mit PCB oder anderen unerwünschten Stoffen kontaminiert sind, werden die Mehrkosten für die Behandlung dieser Flüssigkeit multipliziert mit dem Pro-rata-Wert der in der Wallonischen Region vermarkteten Mengen, von dem Kollektivsystem bis in Höhe eines bestimmten maximalen Jahresvolumens, und gemeinsam von dem Kollektivsystem und dem Amt oder der für die Abfallbewirtschaftung örtlich zuständigen juristischen Person öffentlichen Rechtes für den überschüssigen Teil, getragen, unbeschadet des Rechts, sich gegen die Benutzer der Parks zu wenden, die für die Kontamination verantwortlich sind.

Von dem beruflichen Benutzer oder dem Besitzer von beruflichen Altölen kann ein Beitrag zur Behandlung verlangt werden, wenn die Altöle mit Lösungsmitteln, Reinigungsmitteln, Detergenzien, Frostschutzmitteln, PCB/PCT, Brennstoffen oder sonstigen Stoffen vermischt worden sind. Der finanzielle Beitrag ist auf die Überkosten für die Verwaltung beschränkt.

Abschnitt 5 — Berichterstattung

Art. 64 - Der Rücknahmepflichtige übermittelt dem Office zum 20. April eines jeden Jahres die folgenden Angaben bezüglich des Vorjahres:

1. die in Kilo ausgedrückte Gesamtmenge der vermarkteten Öle, wobei der Unterschied zwischen den Ölen für die Haushalte und den Ölen für berufliche Zwecke zu machen ist;
2. eine Einschätzung der Verluste bei der Benutzung der Öle;
3. die in Kilo ausgedrückte Gesamtmenge der in der Wallonischen Region gesammelten Altöle, wobei zwischen den Ölen häuslicher und beruflicher Herkunft unterschieden werden muss;
4. die Anlagen, in denen die gesammelten Altöle behandelt worden sind, die Beschreibung des dort angewandten Behandlungsverfahrens;
5. die in Kilo ausgedrückten Gesamtmengen der Altöle, die jeweils in die Verfahren zur Aufbereitung, zur sonstigen Wiederverwendung der Öle, zur Energieverwertung aufgenommen werden;
6. die in Kilo ausgedrückten Gesamtmengen der Grundöle und der anderen nützlichen Bestandteile, die jeweils aus der Aufbereitung und aus der sonstigen Wiederverwendung der Altöle stammen;
7. die in Kilo ausgedrückte Gesamtmenge der Abfälle aus der Behandlung von Altölen, die beseitigt werden müssen;
8. die voraussichtliche, in Kilo ausgedrückte Gesamtmenge der während des laufenden Jahres in der Wallonischen Region für den Verbrauch bereitgestellten Öle;
9. die Angaben, die zur Bewertung der Aktionen zur Abfallvermeidung und zur Berechnung der Ergebnisindikatoren notwendig sind;
10. im Falle einer zugelassenen Einrichtung oder einer Umweltvereinbarung, den (die) der Verwaltungsinstanz überwiesenen Beitrag (Beiträge), einschließlich der betreffenden Berechnungsmodalitäten, und die Liste der Mitglieder und Angehörigen der Verwaltungsinstanz.

Abschnitt 6 — Information, Sensibilisierung und Kommunikation

Art. 65 - § 1 - Die Rücknahmepflichtigen sorgen u.a. durch Informationskampagnen dafür, dass die häuslichen Verbraucher und die beruflichen Benutzer insbesondere über folgende Punkte informiert werden:

1. die potentiellen Auswirkungen der Altöle auf die Umwelt und die menschliche Gesundheit;
2. die Art und Weise, wie die Öle optimal benutzt werden;
3. das Verbot, Altöle mit PCB oder anderen gefährlichen Abfällen zu vermischen, sowie das Verbot, den Altölen fremde Stoffe beizufügen, oder sie mit ihnen zu mischen;
4. die zu ihrer Verfügung gestellten Sammel- und Verwertungssysteme, und deren Rolle in der Verwertung der Altöle.

Die Rücknahmepflichtigen tragen zur Effizienz der Aktivitäten zur Sammlung und Behandlung der Altöle bei, insbesondere durch eine Sensibilisierung der Garagisten, der Sammler, Transportunternehmer und Behandlungsanlagen.

§ 2 - Die auf die Sammlung und die Verwertung von Altölen zurückzuführenden Kosten, die Art und Weise, wie diese Kosten bewältigt werden, und die Verfahren für die Bewirtschaftung dieser Abfälle sind Gegenstand einer Kommunikation in Richtung der Verbraucher und beruflichen Benutzer.

*KAPITEL VI — Altöle und -fette, die beim Frittieren von Lebensmitteln benutzt werden können**Abschnitt 1 — Allgemeine Bestimmungen*

Art. 66 - § 1 - Im Sinne des vorliegenden Kapitels versteht man unter Sammelquote das in Prozent ausgedrückte Verhältnis zwischen dem Gewicht der während des betreffenden Kalenderjahres gesammelten Altfrittieröle und -fette und dem Gewicht der in der Wallonischen Region sammelbaren Altfrittieröle und -fette. Die Mengen der sammelbaren Altfrittieröle und -fette werden auf der Grundlage der in der Wallonischen Region vermarkteten Mengen von Frittierölen und -fetten und der Verluste bei deren Benutzung bestimmt. Die auf die Benutzung der Öle zurückzuführende Verlustquote wird am Ablauf einer Studie bestimmt, die auf objektive und kontradiktorische Weise durchgeführt wird und deren Schlussfolgerungen durch das Amt genehmigt werden.

§ 2 - Die Rücknahmepflicht ist auf die Altfrittieröle und -fette anwendbar, die folgende Abfallcodennummer haben: 20 01 25 Speiseöle und -fette.

Die Rücknahmepflicht betrifft die Altfrittieröle und -fette häuslicher und beruflicher Herkunft, die aus Ölen und Fetten stammen, die für den Erzeuger in der Wallonischen Region auf den Markt gebracht werden.

Sie ist nicht anwendbar für die Frittieröle und -fette aus der Lebensmittelindustrie.

Abschnitt 2 — Abfallvermeidung

Art. 67 - Der Rücknahmepflichtige ist verpflichtet, in Übereinstimmung mit Kapitel I vorliegenden Erlasses Maßnahmen zur Abfallvermeidung festzulegen und einzuführen, einschließlich der Sensibilisierung der Haushalte für eine optimale Benutzung der Frittieröle und -fette.

Abschnitt 3 — Selektive Sammlung von Altfrittierölen und -fetten

Art. 68 - § 1 - Der Rücknahmepflichtige ist verpflichtet, die Altöle aus Haushalten, die durch die für die Sammlung von Haushaltsmüll verantwortlichen juristischen Personen öffentlichen Rechts gesammelt werden, kostenlos zurückzunehmen, und in einer zu diesem Zweck genehmigten Einrichtung auf eigene Kosten behandeln zu lassen.

Wenn die Altöle häuslicher Herkunft, die über das Netz öffentlicher Infrastrukturen gesammelt werden, im Rahmen eines öffentlichen Auftrags behandelt werden, der von den für die Bewirtschaftung von Haushaltsmüll verantwortlichen juristischen Personen öffentlichen Rechts vergeben wird, zahlt er den tatsächlichen und vollständigen Preis für die Bewirtschaftung der Abfälle, der sich aus diesem Auftrag ergibt, einschließlich der Verwaltungskosten, zurück, dies unter Berücksichtigung des Verkaufswertes der Altöle und -fette im Verhältnis zu den in der Wallonischen Region vermarkteten Ölmengen, ohne jedoch die maximale Menge von sammelbaren Altölen zu überschreiten.

Wenn die Altöle häuslicher Herkunft, die über das Netz öffentlicher Infrastrukturen gesammelt werden, im Rahmen eines regionalen öffentlichen Auftrags gesammelt und behandelt werden, zahlt der Zahlungspflichtige dem Amt den tatsächlichen und vollständigen Preis dieses Auftrags, einschließlich der Verwaltungskosten, zurück, dies unter Berücksichtigung des Verkaufswertes der Öle und Fette, und im Verhältnis zu den in der Wallonischen Region

vermarkteten Ölmengen, ohne jedoch die maximale Menge von sammelbaren Altölen zu überschreiten.

§ 2 - Die Sammlung der Altöle aus beruflichen Tätigkeiten erfolgt dadurch, dass sie von den beruflichen Benutzern, insbesondere dem HORECA-Bereich, den Diensten für Gemeinschaftsverpflegung und ähnlichen Anlagen, bei registrierten Sammlern, zugelassenen Anlagen zur Zusammenstellung oder genehmigten Behandlungsunternehmen abgegeben werden.

Der Rücknahmepflichtige zahlt ggf. den beruflichen Benutzern die ggf. ausgelegten Ausgaben auf pauschale Weise zurück.

Der Rücknahmepflichtige zahlt den mit der Sammlung, Zusammenstellung und/oder Behandlung beauftragten Operatoren die etwaigen Kosten für die Sammlung und Behandlung der Altöle aufgrund der Marktbedingungen für Altöle und -fette, sowie die Kosten für die Übermittlung der nützlichen Daten zurück.

Art. 69 - Der Rücknahmepflichtige sammelt die maximale Menge sammelbarer Altfrittieröle und -fette und auf jeden Fall die Altfrittieröle und -fette, die ihm übergeben werden, ohne dabei die vermarkteten Mengen zu überschreiten.

Er muss die folgenden minimalen Sammelquoten erreichen:

1° für die häuslichen Frittieröle und -fette:

— 25% ab 2010;

— 30% ab 2012;

— 40% ab 2017;

2° für die beruflichen Frittieröle und -fette:

— 65% ab 2010;

— 80% ab 2012;

— 90% ab 2017.

Abschnitt 4 — Behandlung der Altfrittieröle und -fette

Art. 70 - § 1 - Die gesammelten Altöle und -fette müssen völlig recycelt oder energetisch verwertet werden.

Die Benutzung von Altfrittierölen und -fetten für die Tierernährung ist untersagt.

§ 2 - Wenn festgestellt wird, dass die von den Personen öffentlichen Rechts gesammelten Altöle und -fette häuslicher Herkunft trotz der Bemühungen im Bereich der Sensibilisierung und der Information und der Kontrollen mit unerwünschten Stoffen kontaminiert sind, werden die Mehrkosten für die Behandlung wegen des Vorhandenseins dieser Stoffe, multipliziert mit dem Pro-rata-Wert der in der Wallonischen Region vermarkteten Mengen von dem Kollektivsystem bis in Höhe eines in der Umweltvereinbarung oder der Zulassung bestimmten maximalen Jahresvolumens getragen, unbeschadet des Rechts, sich gegen die Benutzer der Parks zu wenden, die für die Kontamination verantwortlich sind.

Abschnitt 5 — Berichterstattung

Art. 71 - Der Rücknahmepflichtige übermittelt dem Office zum 20. April eines jeden Jahres die folgenden Angaben bezüglich des Vorjahres:

1. die in Kilo ausgedrückte Gesamtmenge der in der Wallonischen Region vermarkteten Frittieröle und -fette, wobei zwischen denjenigen für die Haushalte und denjenigen für eine berufliche Benutzung unterschieden werden muss;

2. die in Kilo ausgedrückten Gesamtmengen der in der Wallonischen Region gesammelten Altöle und -fette von beruflicher und häuslicher Herkunft, je nach der Art der Sammlung;

3. die Identifikation und Anzahl der Sammelstellen in der Wallonischen Region;

4. eine Einschätzung der Verluste bei der Benutzung der Frittieröle und -fette;

5. die Anlagen, in denen die gesammelten Altöle und -fette behandelt wurden unter Angabe der behandelten Menge und der Beschreibung des Verfahrens zu ihrer Behandlung;

6. die in Kilo ausgedrückten Gesamtmengen Altöle und -fette beruflicher Herkunft, die verwertet oder recycelt werden;

7. die in Kilo ausgedrückten Gesamtmengen Altöle und -fette häuslicher Herkunft, die verwertet oder recycelt werden;

8. die Angaben zu den unternommenen Aktionen zur Sensibilisierung und Abfallvermeidung, zu der Bewertung dieser Aktionen und zur Berechnung der Ergebnisindikatoren;

9. die Informationen bezüglich der wirtschaftlichen Marktbedingungen für die Sammlung und Behandlung der Altöle und -fette. Diese Informationen werden nach Beitragskategorie im Einzelnen angegeben;

10. die voraussichtliche, in Kilo ausgedrückte Gesamtmenge der während des laufenden Jahres in der Wallonischen Region für den Verbrauch bereitgestellten Frittieröle und -fette;

11. im Falle einer zugelassenen Einrichtung oder einer Umweltvereinbarung, den (die) der Verwaltungsinstanz überwiesenen Beitrag (Beiträge), einschließlich der betreffenden Berechnungsmodalitäten, und die Liste der Mitglieder und Angehörigen der Verwaltungsinstanz.

Abschnitt 6 — Information, Sensibilisierung und Kommunikation

Art. 72 - § 1 - Die Rücknahmepflichtigen sorgen u.a. durch Informationskampagnen dafür, dass die häuslichen Verbraucher und die beruflichen Benutzer insbesondere über folgende Punkte informiert werden:

1° die potentiellen Auswirkungen der Altöle auf die Umwelt;

2° die Art und Weise, wie die Öle optimal benutzt werden;

3° die zu ihrer Verfügung gestellten Sammel- und Verwertungssysteme, und deren Rolle in der Verwertung der Altöle.

Die Rücknahmepflichtigen tragen zur Effizienz und Sicherheit der Aktivitäten zur Sammlung und Behandlung der Altöle bei, insbesondere durch eine Sensibilisierung der Sammler, Transportunternehmer und zugelassenen Anlagen für die Zusammenstellung, Behandlung und Verwertung.

§ 2 - Die auf die Sammlung und die Verwertung von Altfrittierölen und -fetten zurückzuführenden Kosten, die Art und Weise, wie diese Kosten bewältigt werden, und die Verfahren für die Bewirtschaftung dieser Abfälle sind Gegenstand einer Kommunikation in Richtung der Haushalte und beruflichen Benutzer.

KAPITEL VII — *Abgelaufene oder nicht verwendete Arzneimittel**Abschnitt 1 — Allgemeine Bestimmungen*

Art. 73 - § 1 - Im Sinne des vorliegenden Kapitels gelten folgende Definitionen:

1° Apotheke: die der Öffentlichkeit zugängliche Ausgabestelle für Arzneimittel im Sinne von Artikel 4 § 3 und 3bis des Königlichen Erlasses Nr. 78 vom 10. November 1967 über die Ausübung der Gesundheitspflegeberufe und des Königlichen Erlasses vom 25. September 1974 über die Eröffnung, die Verlegung und die Fusion von der Öffentlichkeit zugänglichen Apotheken;

2° Großhändler-Verteiler: der Vertreiber von Arzneimitteln im Sinne von Nummern 17 und 18 des Gesetzes vom 25. März 1964 über die Arzneimittel, in seiner durch das Gesetz vom 1. Mai 2006 zur Revision der pharmazeutischen Gesetzgebung abgeänderten Fassung;

3° Rücknahmepflichtiger: der Erzeuger von Arzneimitteln im Sinne von Art. 2 20bis des Dekrets.

§ 2 - Die Rücknahmepflicht ist auf die abgelaufenen oder nicht verwendeten Arzneimittel anwendbar, die folgende Abfallcodenummer haben:

20 01 32 Arzneimittel mit Ausnahme derjenigen unter der Rubrik 20 01 31.

Abschnitt 2 — Abfallvermeidung

Art. 74 - Der Rücknahmepflichtige ist verpflichtet, in Übereinstimmung mit Kapitel I vorliegenden Erlasses Maßnahmen zur Abfallvermeidung festzulegen und einzuführen, einschließlich der Schätzung der optimalen Mengen von Arzneimitteln je Packung und der Information und der Sensibilisierung der Verbraucher im Hinblick auf eine rationale Verwendung von Arzneimitteln und eine optimale Verwaltung der Familienapotheke.

Abschnitt 3 — Selektive Sammlung der abgelaufenen oder nicht verwendeten Arzneimittel

Art. 75 - § 1 - Der Apotheker ist verpflichtet, alle abgelaufenen bzw. nicht verwendeten Arzneimittel, die der Verbraucher ihm bringt, kostenlos zurückzunehmen.

Der Großhändler-Verteiler nimmt regelmäßig in den Apotheken alle dort in Empfang genommenen, abgelaufenen Arzneimittel an Ort und Stelle und auf eigene Kosten zurück; er hält diese Abfälle dem Rücknahmepflichtigen zur Verfügung und sichert ggf. im Einvernehmen mit dem Rücknahmepflichtigen deren Transport zu den durch besagten Rücknahmepflichtigen bestimmten zugelassenen Behandlungsanlagen, dies unter Einhaltung der verordnungsmäßigen Bestimmungen bezüglich des Transports und der Sammlung der Abfälle.

Der Rücknahmepflichtige muss regelmäßig und auf eigene Kosten die abgelaufenen oder nicht verwendeten Arzneimittel bei den Großhändlern-Verteilern oder andernfalls in den Apotheken sammeln.

§ 2 - Die örtlich für die Sammlung von Haushaltsmüll verantwortlichen juristischen Personen öffentlichen Rechts sorgen dafür, dass die Haushalte, die Arzneimittel bei den Apotheken zurückgeben möchten, vorrangig mittels der ihnen durch die Rücknahmepflichtigen zur Verfügung gestellten Kommunikationsmittel orientiert werden.

Abschnitt 4 — Behandlung der abgelaufenen oder nicht verwendeten Arzneimittel

Art. 76 - Der Rücknahmepflichtige lässt die abgelaufenen bzw. nicht verwendeten Arzneimittel auf eigene Kosten in einem zu diesem Zweck zugelassenen Verbrennungsbetrieb behandeln.

Die gesamten gesammelten abgelaufenen bzw. nicht verwendeten Arzneimittel werden mit Energierückgewinnung verbrannt.

Abschnitt 5 — Berichterstattung

Art. 77 - Der Rücknahmepflichtige übermittelt dem Amt spätestens zum 20. April eines jeden Jahres folgende Daten in Bezug auf das Vorjahr:

1. die Anzahl der in der Wallonischen Region niedergelassenen Apotheker sowie die Anzahl der Apotheker, die sich tatsächlich an der selektiven Sammlung der abgelaufenen bzw. nicht verwendeten Arzneimittel beteiligt haben;
2. die Liste der Großhändler-Verteiler, die sich an der selektiven Sammlung der abgelaufenen bzw. nicht verwendeten Arzneimittel beteiligt haben;
3. eine Beschreibung der Modalitäten zur Verpackung, zur Sammlung, zum Transport und zur Verbrennung der abgelaufenen bzw. nicht verwendeten Arzneimittel;
4. die Kosten für die Sammlung, den Transport und die Verbrennung, einschließlich der mit der Rücknahme der in den Containerparks gesammelten abgelaufenen bzw. nicht verwendeten Arzneimittel verbundenen Kosten;
5. das in Kilo ausgedrückte Gesamtgewicht der gesammelten und behandelten abgelaufenen bzw. nicht verwendeten Arzneimittel;
6. die Angaben zu den unternommenen Aktionen zur Sensibilisierung und Abfallvermeidung, und zu der Bewertung dieser Aktionen und der Berechnung der Ergebnisindikatoren.
7. den Modus bzw. die Modi zur Finanzierung der Sammlung und der Behandlung der abgelaufenen bzw. nicht verwendeten Arzneimittel und die Liste der durch Umweltvereinbarung gebundenen Rücknahmepflichtigen oder der Mitglieder der zugelassenen Einrichtung.

Abschnitt 6 — Information, Sensibilisierung und Kommunikation

Art. 78 - § 1 - Die Rücknahmepflichtigen sorgen u.a. durch Informationskampagnen und ein angemessenes System zur Bearbeitung der Anfragen dafür, dass die Haushalte und Apotheker über die eingerichteten Sammlungs- und Behandlungssysteme und über die Rolle, die sie bei der Verwaltung der abgelaufenen Arzneimittel zu spielen haben, informiert werden.

§ 2 - Die durch die Sammlung und die Verbrennung der abgelaufenen bzw. nicht verwendeten Arzneimittel verursachten Kosten, ihr Finanzierungsmodus sowie die Verwaltungsmodi sind Gegenstand einer Kommunikation an die Verbraucher.

KAPITEL VIII — *Altfahrzeuge**Abschnitt 1 — Allgemeine Bestimmungen*

Art. 79 - Die Rücknahmepflicht findet Anwendung auf die Altfahrzeuge, die folgende Abfallcodes tragen:

160104 Altfahrzeuge.

160106 Altfahrzeuge, die weder Flüssigkeiten noch andere gefährliche Bestandteile enthalten.

Art. 80 - Im Sinne vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Altfahrzeug: das ausgediente Fahrzeug,

a) dessen Gültigkeitsdatum der durch einen mit der technischen Kontrolle beauftragten Betrieb eines Mitgliedstaates der Europäischen Union ausgestellten Prüfbescheinigung seit mehr als zwei Jahren abgelaufen ist;

b) das seit zwei Jahren ab dem Zeitpunkt, zu dem es, falls es in Betrieb geblieben wäre, zum ersten Mal hätte kontrolliert werden müssen, nicht kontrolliert worden ist;

c) das seit zwei Jahren im Verzeichnis der Motorfahrzeuge und der Anhänger wegen einer Totalverlusterklärung blockiert geblieben ist.

Werden nicht als Altfahrzeuge betrachtet:

a) der Oldtimer, der im Verzeichnis der Motorfahrzeuge und der Anhänger eingetragen ist;

b) das Fahrzeug, das als Sammlungsgegenstand aufbewahrt wird und in einem geschlossenen Raum, der nur dazu gebraucht wird, gelagert ist;

c) das Fahrzeug aus dem Gebrauchtwagenmarkt, das angemeldet ist bzw. worden ist, dessen Halter eine durch einen mit der technischen Kontrolle beauftragten Betrieb eines Mitgliedstaates der Europäischen Union ausgestellte Prüfbescheinigung, deren Gültigkeitsdatum nicht seit mehr als zwei Jahren abgelaufen ist, vorweisen kann, oder dessen Halter eine gültige Prüfbescheinigung innerhalb eines Monats vorweisen kann;

d) das Fahrzeug, das Gegenstand einer Untersuchung oder einer Pfändung ist und das noch nicht Gegenstand einer Aufhebung gewesen ist, sowie das Fahrzeug, das Gegenstand eines Streitfalls ist, über den noch nicht entschieden worden ist;

e) das Fahrzeug, das zu Lehrzwecken gebraucht wird und an einem ihm vorbehaltenen geschlossenen Ort abgestellt ist;

f) Fahrzeuge, die nur für Ausstellungen oder Gedenkfeiern bestimmt sind.

Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses unterbreitet der Rücknahmepflichtige dem Amt die Kriterien zur Genehmigung, die dazu bestimmt sind, die technisch ausgedienten Fahrzeuge von den noch verwendbaren und u.a. zum Export bestimmten Fahrzeugen zu unterscheiden.

2° Wiederverwendungs- und Verwertungsrate: das in Prozentsatz ausgedrückte relative Gewicht der tatsächlich wiederverwendeten und verwerteten Teile von Altfahrzeugen im Verhältnis zu dem Gesamtgewicht der gesammelten Altfahrzeuge;

3° Wiederverwendungs- und Recyclingsrate: das in Prozentsatz ausgedrückte relative Gewicht der tatsächlich wiederverwendeten und recycelten Teile der Altfahrzeuge im Verhältnis zu dem Gesamtgewicht von gesammelten Altfahrzeugen;

4° Behandlung: jede Tätigkeit, die vorgenommen wird, nachdem das Altfahrzeug in eine Anlage zur Dekontaminierung, zur Demontage, zum Zerschneiden, zum Zerkleinern, zur Verwertung oder zur Vorbereitung auf die Entsorgung der zerkleinerten Abfälle abgegeben worden ist, sowie jede andere Tätigkeit, die im Hinblick auf die Verwertung und/oder die Entsorgung des Altfahrzeugs und seiner Komponenten vorgenommen wird;

5° Informationen über die Demontage: alle Informationen, die nötig sind, um die angemessene und umweltkompatible Behandlung der Altfahrzeuge zu ermöglichen. Diese Informationen werden durch die Fahrzeughersteller und die Hersteller von Komponenten den zugelassenen Behandlungsanlagen in der Form von Handbüchern oder über elektronische Medien zur Verfügung gestellt.

6° Zerkleinerungsanlage: Vorrichtung, die verwendet wird, um die Altfahrzeuge in kleine Stücke zu schneiden bzw. zu zerteilen, einschließlich des Zerschneidens im Hinblick auf die Erzeugung von direkt verwendbarem Schrott.

Abschnitt 2 — Abfallvermeidung

Art. 81 - Der Rücknahmepflichtige ist verpflichtet, in Übereinstimmung mit Kapitel I des vorliegenden Erlasses Maßnahmen zur quantitativen und qualitativen Vermeidung der Abfälle festzulegen und einzuführen, die u.a. auf die Verminderung von gefährlichen Komponenten und die maximale Verminderung der zu entsorgenden Restabfälle hinzielen.

Wenn der Rücknahmepflichtige zur gleichen Zeit mit anderen Abfallströmen zu tun hat, die von in den Fahrzeugen integrierten Produkten oder Ausrüstungen herrühren, wie z.B. Ölen, Reifen und Fahrzeugbatterien und -akkumulatoren, kann er für diese verschiedenen Ströme Gesamtmaßnahmen zur Abfallvermeidung ergreifen.

Abschnitt 3 — Sammlung der Altfahrzeuge

Art. 82 - § 1 - Der Eigentümer bzw. Halter eines Altfahrzeugs muss dieses gemäß § 2 fristlos einer Rücknahmestelle übergeben, wenn er nicht in der Lage ist, eine der folgenden Bescheinigungen zu erhalten bzw. vorzuweisen:

1° die Zulassungsbescheinigung;

2° die Konformitätsbescheinigung;

3° die Prüfbescheinigung der technischen Kontrolle.

§ 2 - Das Netzwerk der Rücknahmestellen enthält eine zureichende Anzahl Rücknahmestellen, die über das Gebiet der Wallonischen Region auf ausgewogene Weise geographisch verteilt sind. Dieses Netzwerk ist in dem individuellen Vermeidungs- und Bewirtschaftungsplan, dem Antrag auf Zulassung oder der Umweltvereinbarung genau beschrieben.

Dieses Netzwerk besteht aus Garagen, Zerlegungs- und Dekontaminierungszentren und Anlagen zur Gruppierung, Sortierung oder Rückgewinnung von Altfahrzeugen, die durch die Wallonische Region zugelassen und durch die zugelassene Einrichtung oder die Verwaltungsinstanz anerkannt sind.

Der Einzelhändler muss entweder jedes ihm angebotene Altfahrzeug einer Marke, die er verkauft, zurücknehmen oder dem Halter des Fahrzeugs den zugelassenen Ort für die Rücknahme nennen, wenn er die Rücknahme nicht selber vornimmt, dies in Übereinstimmung mit Absatz 1.

Der Einzelhändler muss jedes Altfahrzeug jedwelcher Marke, das ihm angeboten wird, zurücknehmen, falls bei ihm ein Ersatzfahrzeug gekauft wird.

Der Einzelhändler stellt eine Annahmebescheinigung nach dem durch das Amt ausgefertigten Muster im Tausch gegen das Altfahrzeug aus, das mit der Zulassungsbescheinigung, der Konformitätsbescheinigung, dem Identifizierungsschild und ggf. der letzten Bescheinigung der technischen Kontrolle abgegeben wird. Bis das besagte Muster zur Verfügung steht, gilt der Ankaufschein oder die Rechnung, auf der die Rücknahme angeführt ist, als Bescheinigung.

§ 3 - Der Vertreiber muss auf eigene Kosten und regelmäßig alle in Anwendung von § 2 eingegangenen Altfahrzeuge von den Einzelhändlern zurücknehmen und sie dem Rücknahmepflichtigen übergeben.

§ 4 - Der Rücknahmepflichtige muss auf eigene Kosten und regelmäßig alle in Anwendung von § 2 und § 3 eingegangenen Altfahrzeuge von den Vertreibern oder andernfalls von den Einzelhändlern zurücknehmen und sie innerhalb von drei Monaten nach deren Rücknahme durch die Einzelhändler in einem zu diesem Zweck zugelassenen Zerlegungs- und Dekontaminierungszentrum behandeln lassen.

§ 5 - Die Rücknahme eines Altfahrzeugs erfolgt ohne Kosten für den Halter und/oder den Eigentümer des Fahrzeugs, wenn folgende kumulative Bedingungen eingehalten werden:

- 1° das Altfahrzeug enthält alle zum Betrieb eines Fahrzeugs unbedingt notwendigen Komponenten;
- 2° das Altfahrzeug enthält keine Abfälle, die nicht vom Altfahrzeug stammen.

Andernfalls können Unkosten in Rechnung getragen werden, ohne dass sie höher als die Kosten sein können, die der Rücknahmepflichtige wegen der Nichteinhaltung der besagten Bedingungen getragen hat.

Der Rücknahmepflichtige fördert mit allen ihm zur Verfügung stehenden Mitteln die Übergabe der Altfahrzeuge an das Netzwerk der im vorliegenden Artikel erwähnten Rücknahmestellen.

Art. 82bis - Die in Artikel 2 der Richtlinie 2000/53/EG über Altfahrzeuge erwähnten Wirtschaftsträger übermitteln dem Amt innerhalb einer Frist von sechs Monaten ab dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses ein Dokument, in dem die Maßnahmen zur Bewirtschaftung der Gebrauchteile, die Abfälle darstellen und aus den Personenkraftwagen beim Reparieren entnommen werden, genannt werden, so dass Artikel 5.1 der vorerwähnten Richtlinie eingehalten wird.

Abschnitt 4 — Behandlung der Altfahrzeuge

Art. 83 - § 1 - Die Rücknahmepflichtigen geben den für die Rücknahme von Altfahrzeugen zugelassenen Zerlegungs- und Dekontaminierungszentren alle Informationen für die Demontage innerhalb von sechs Monaten nach der Vermarktung eines neuen Fahrzeugtyps. Diese Informationen enthalten die verschiedenen Teile und die verschiedenen Materialien der Fahrzeuge und die genaue Stelle aller gefährlichen Stoffe in den Fahrzeugen.

§ 2 - Die Hersteller von Fahrzeugteilen geben auf Anfrage der Zentren Informationen über die Demontage, die Lagerung und die Tests der Teile, die wiederverwendet werden können, dies unter Berücksichtigung der Vertraulichkeit der gewerblichen und industriellen Daten.

Art. 84 - § 1 - Es ist verboten, Altfahrzeuge oder Teile davon ohne vorherige Behandlung im Hinblick auf deren Dekontaminierung und deren ganzen bzw. teilweisen Verwertung zu beseitigen.

§ 2 - Die Altfahrzeuge werden so dekontaminiert, dass die gefährlichen Komponenten sowie alle Flüssigkeiten auf selektive Weise entnommen, isoliert und behandelt werden.

§ 3 - Die dekontaminierten Altfahrzeuge werden so zerlegt, dass die verwertbaren Komponenten, einschließlich der Ersatzteile, auf selektive Weise entnommen und isoliert werden.

Die Katalysatoren, die metallischen Komponenten, die Kupfer, Aluminium und Magnesium enthalten, wenn diese Metalle nicht bei dem Zerkleinerungsverfahren getrennt werden, die Reifen, das Glas, die größeren Kunststoffteile, die leicht abmontiert werden können, wie die Stoßstangen, Armaturenbretter, Flüssigkeit enthaltenden Behälter und der Schaumstoff der Sitze, die Batterien bzw. Akkumulatoren, wenn diese Materialien nicht bei der Zerkleinerung sortiert werden, um als Materialien recycelt werden zu können, werden selektiv entnommen.

Die Batterien und Akkumulatoren werden gemäß Kapitel II behandelt.

Die Altreifen werden gemäß Kapitel III behandelt.

Die Altöle werden gemäß Kapitel V behandelt.

§ 4 - Die Lagerungsrichtungen werden so vorgenommen, dass weder die Flüssigkeiten enthaltenden Komponenten noch die verwertbaren Komponenten noch die Ersatzteile beschädigt werden.

Unbeschadet der sektorbezogenen Bedingungen in der Wallonischen Region werden die Lagerungs- und Behandlungsanlagen mit undurchlässigen Oberflächen, die die Rückgewinnung der Flüssigkeiten sichern, versehen.

§ 5 - Nach der Dekontaminierung und Zerlegung erfolgt eine Zerkleinerung, um das Recycling oder die maximale Verwertung der Materialien zu ermöglichen.

Art. 85 - Beim Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses müssen die folgenden Mindestsätze erreicht werden: 85% für die Wiederverwendung und die Verwertung, wovon 80% für die Wiederverwendung und das Recycling.

Ab dem 1. Januar 2015 muss die minimale Wiederverwendungs- und Verwertungsrate 95% betragen, wovon 85% für die Wiederverwendung und das Recycling.

Art. 86 - Die zugelassenen Dekontaminierungs- und Zerlegungsanlagen stellen dem letzten Halter des Altfahrzeugs kostenlos eine Vernichtungsbescheinigung für jedes eingegangene Fahrzeug aus.

Abschnitt 5 — Berichterstattung

Art. 87 - Der Rücknahmepflichtige übermittelt dem Amt spätestens zum 20. April eines jeden Jahres folgende Daten in Bezug auf das Vorjahr:

1° die in Kilo und in Anzahl Fahrzeuge ausgedrückte Gesamtmenge der Altfahrzeuge, die im Rahmen der Rücknahmepflicht gesammelt worden sind;

2° den bzw. die Betrieb(e), in dem/denen die Altfahrzeuge sowie die Rückstände ihrer Behandlung behandelt werden, und die Behandlungsarten;

3° die in Kilo ausgedrückten Mengen der wiederverwendeten bzw. recycelten, verwerteten und beseitigten Abfälle, bestätigt durch die Bescheinigungen der unter 2° erwähnten Betriebe;

4° die Informationen bezüglich der Reifen, Öle und Fahrzeugbatterien und -akkumulatoren, die über die zugelassenen Dekontaminierungs- und Zerlegungszentren gesammelt werden.

Das Amt kann von dem Einzelhändler, dem Vertreiber und dem Rücknahmepflichtigen jede zusätzliche

Information anfordern, die es für die Bewertung der gemäß dem vorliegenden Kapitel bestimmten Zielsetzungen für nötig hält.

Der Rücknahmepflichtige kann einen Gesamtbericht für alle mit den von ihm vermarkteten Fahrzeuge verbundenen Abfallströmen erstellen; in diesem Fall berücksichtigt der Bericht die für diese Abfallströme spezifischen Anforderungen.

Abschnitt 6 — Information, Sensibilisierung und Kommunikation

Art. 88 - § 1 - Die Rücknahmepflichtigen sorgen u.a. durch regelmäßige Informations- und Sensibilisierungsaktionen dafür, dass die Verbraucher, Einzelhändler und Vertreiber über die eingeführten Sammlungs- und Behandlungssysteme und über die Rolle, die sie bei der Verwaltung der Altfahrzeuge zu spielen haben, informiert werden.

Sie sorgen für die Wirksamkeit und die Sicherheit der Tätigkeiten zur Sammlung und Bewirtschaftung der Altfahrzeuge, insbesondere durch Aktionen zur Sensibilisierung der Träger.

Die Rücknahmepflichtigen können gesamte Kommunikationsmaßnahmen für alle mit den Fahrzeugen verbundenen Abfallströme festlegen, um den Verpflichtungen der Artikel 40, 49, 65 und des vorliegenden Artikels zu begegnen.

§ 2 - Die durch die Sammlung, die Dekontaminierung, die Zerlegung und die Verwertung und Entsorgung der Altfahrzeuge verursachten Kosten, ihr Finanzierungsmodus sowie die Verwaltungsmodi sind Gegenstand einer Kommunikation an die Haushalte und die beruflichen Benutzer.

KAPITEL IX — Fotoabfälle

Abschnitt 1 — Allgemeine Bestimmungen

Art. 89 - § 1 - Im Sinne des vorliegenden Kapitels gelten folgende Definitionen:

1° *Sammelquote*: das in Prozent ausgedrückte Verhältnis zwischen dem Gewicht der gesammelten Fotoabfälle und dem Gesamtgewicht der sammelbaren fotografischen Produkte während des betreffenden Kalenderjahres. Die Mengen von sammelbaren Fotoabfällen werden jährlich auf der Grundlage der Mengen von neuen fotografischen Produkten bestimmt, die in der Wallonischen Region vermarktet oder verkauft werden, und zwar unter Berücksichtigung der wieder exportierten fotografischen Produkte einerseits und der notwendigen Verdünnungen andererseits. Das Verdünnungsverhältnis wird am Ablauf einer Studie bestimmt, die auf objektive und kontradiktorische Weise durchgeführt wird und deren Schlussfolgerungen durch das Amt genehmigt werden.

§ 2. Die Rücknahmepflicht gilt für die Fotoabfälle, die unter den folgenden Abfallcodenummern angeführt werden:

09 01 01 Entwickler und Aktivatorlösungen auf Wasserbasis.

09 01 02 Offsetplatten-Entwicklerlösungen auf Wasserbasis.

09 01 03 Entwicklerlösungen auf Lösemittelbasis.

09 01 04 Fixierbäder.

09 01 05 Bleichlösungen und Bleich-Fixier-Bäder.

20 01 17 Fotochemikalien.

Nach Ablauf der laufenden Umweltvereinbarung und auf der Grundlage eines ausführlichen und begründeten Berichts des Amtes, durch den eine wesentliche Senkung der vermarkteten photographischen Produkten und der zu bewirtschaftenden Fotoabfälle festgestellt wird, kann der Minister der Rücknahmepflicht ein Ende setzen.

Abschnitt 2 — Abfallvermeidung

Art. 90 - Der Rücknahmepflichtige ist verpflichtet, Maßnahmen zur Vermeidung der Fotoabfälle festzulegen und einzuführen, insbesondere die Sensibilisierung der Benutzer für die optimale Benutzung der fotografischen Produkte.

Abschnitt 3 — Selektive Sammlung von Fotoabfällen

Art. 91 - § 1 - Der Rücknahmepflichtige ist verpflichtet, die Fotoabfälle aus Haushalten, die durch die für die Sammlung von Haushaltsmüll verantwortlichen juristischen Personen öffentlichen Rechts gesammelt werden, kostenlos zurückzunehmen und sie in einer zu diesem Zweck genehmigten Einrichtung auf eigene Kosten behandeln zu lassen.

Wenn die gemäß Absatz 1 durch juristische Personen öffentlichen Rechts gesammelten Fotoabfälle häuslicher Herkunft im Rahmen eines regionalen öffentlichen Auftrags behandelt werden, zahlt der Rücknahmepflichtige den tatsächlichen und vollständigen Preis der Bewirtschaftung der Abfälle, der sich aus diesem Auftrag ergibt, einschließlich der Verwaltungskosten, zurück, dies im Verhältnis zu den in der Wallonischen Region vermarkteten Mengen, und ohne die maximale sammelbare Menge zu überschreiten.

Wenn diese Abfälle mit seinem Einverständnis im Rahmen eines öffentlichen Auftrags behandelt werden, der von den für die Bewirtschaftung von Haushaltsmüll verantwortlichen juristischen Personen öffentlichen Rechts vergeben wird, zahlt der Rücknahmepflichtige den juristischen Personen öffentlichen Rechts den tatsächlichen und vollständigen Preis dieses Auftrags, einschließlich der Verwaltungskosten, zurück, dies im Verhältnis zu den in der Wallonischen Region vermarkteten Mengen, und ohne die maximale sammelbare Menge zu überschreiten.

§ 2 - Die Sammlung der Fotoabfälle aus beruflichen Tätigkeiten erfolgt dadurch, dass sie von den beruflichen Benutzern bei zugelassenen Sammlern oder bei genehmigten Behandlungsunternehmen abgegeben werden.

Art. 92 - Der Rücknahmepflichtige ist verpflichtet, eine Sammelquote von 70% sowohl für Fotoabfälle häuslicher Herkunft als auch für Fotoabfälle beruflicher Herkunft zu erreichen.

Abschnitt 4 — Behandlung der Fotoabfälle

Art. 93 - Die Beseitigung von Fotoabfällen ohne vorherige Behandlung zwecks deren vollständigen oder teilweisen Recyclings ist untersagt.

Abschnitt 5 — Berichterstattung

Art. 94 - Der Rücknahmepflichtige übermittelt dem Amt bis zum 20. April eines jeden Jahres die folgenden Angaben bezüglich des Vorjahres:

1° die in Kilo ausgedrückte Gesamtmenge der in der Wallonischen Region vermarkteten oder verkauften fotografischen Produkte je nach Bereich (fotografischer, grafischer und medizinischer Bereich), wobei der Unterschied zwischen den fotografischen Produkten für die Haushalte und den fotografischen Produkten für berufliche Zwecke zu

machen ist. Die in der Wallonischen Region vermarktete Menge wird auf der Grundlage der in Belgien vermarkteten Menge mittels eines Verteilerschlüssels der nationalen Mengen pro Region berechnet. Die notwendigen Daten werden zu diesem Zweck von den Großhändlern und Einzelhändlern von fotografischen Produkten geliefert;

2° eine Veranschlagung der Verdünnungsrate der fotografischen Produkte;

3° eine Veranschlagung der Anzahl natürlicher oder juristischer Personen, die fotografische Produkte in der Wallonischen Region verwenden und eine Veranschlagung der in den folgenden beruflichen Bereichen verwendeten Mengen:

- a) grafischer Bereich: Druckereien, PrePress-Bereich;
- b) fotografischer Bereich: zentrale Entwicklungslabors, Mini-Entwicklungslabors, professionelle Labors;
- c) medizinischer Bereich: Krankenhäuser, Röntgenabteilungen, Zahnärzte, Tierärzte;
- d) andere berufliche Bereiche.

4° die in Kilo ausgedrückte Gesamtmenge der in der Wallonischen Region gesammelten Fotoabfälle, wobei zwischen den Fotoabfällen häuslicher und beruflicher Herkunft unterschieden werden muss;

5° die in Kilo ausgedrückten Gesamtmengen der Fotoabfälle, die jeweils in die Verfahren zum Recycling, zur Energieverwertung und zur Vernichtung aufgenommen werden;

6° die Erwartungen in Bezug auf die in Kilo und je Bereich ausgedrückte gesamte Menge (fotografischer, grafischer und medizinischer Bereich) von Fotoabfällen, die im laufenden Jahr in der Wallonischen Region zum Verbrauch gebracht werden;

7° die Angaben zu den unternommenen Aktionen zur Sensibilisierung und Abfallvermeidung, und zu der Bewertung dieser Aktionen;

8° im Falle einer zugelassenen Einrichtung oder einer Umweltvereinbarung, die Liste der Rücknahmepflichtigen, die durch die Umweltvereinbarung gebunden oder Mitglieder der zugelassenen Einrichtung sind, und der Betrag der Beiträge zur Deckung der Kosten für die Rücknahmepflicht.

Abschnitt 6 — Information, Sensibilisierung und Kommunikation

Art. 95 - § 1 - Die Rücknahmepflichtigen achten darauf, die Verbraucher, Einzelhändler und Vertreiber über die eingeführten Sammel- und Verarbeitungssysteme und die Rolle, die sie in der Bewirtschaftung der Abfälle zu spielen haben, zu informieren.

§ 2 - Die auf die Sammlung und die Behandlung der Fotoabfälle zurückzuführenden Kosten, die Art und Weise, wie diese Kosten bewältigt werden, und die Verfahren für die Bewirtschaftung dieser Abfälle sind Gegenstand einer Kommunikation in Richtung der Verbraucher.

KAPITEL X — Elektrische und elektronische Altgeräte

Abschnitt 1 — Allgemeine Bestimmungen

Art. 96 - § 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Kapitels gelten folgende Definitionen:

1° Betreiber: Betreiber für die Sammlung, den Transport oder die Behandlung;

2° Rücknahmepflichtiger: der Erzeuger von Elektro- und Elektronikgeräten im Sinne von Art. 2 20bis des Dekrets. Für die in neuen Fahrzeugen eingebauten Ausstattungen ist der Rücknahmepflichtige der Erzeuger der besagten Fahrzeuge.

§ 2 - Die Rücknahmepflicht findet Anwendung auf elektrische und elektronische Altgeräte mit den folgenden Codes:

20 01 35 Gebrauchte elektrische und elektronische Geräte, die gefährliche Bauteile enthalten, mit Ausnahme derjenigen, die unter 20 01 21 und 20 01 23 fallen.

20 01 36 Gebrauchte elektrische und elektronische Geräte mit Ausnahme derjenigen, die unter 20 01 21, 20 01 23 und 20 01 35 fallen.

20 01 21 Leuchtstoffröhren und andere quecksilberhaltige Abfälle.

20 01 23 Gebrauchte Geräte, die Fluorchlorkohlenwasserstoffe enthalten

16 02 10 Gebrauchte Geräte, die PCB enthalten oder damit verunreinigt sind, mit Ausnahme derjenigen, die unter 16 02 09 fallen.

16 02 11 Gebrauchte Geräte, die teil- und vollhalogenierte Fluorchlorkohlenwasserstoffe enthalten.

16 02 13 Gefährliche Bestandteile enthaltende gebrauchte Geräte mit Ausnahme derjenigen, die unter 16 02 09 bis 16 02 12 fallen

Sie findet Anwendung für die häuslichen und beruflichen elektrischen und elektronischen Altgeräte, die von in der Wallonischen Region vermarkteten Elektro- und Elektronikgeräten stammen, mit Ausnahme der Geräte, die im Zusammenhang mit der Wahrung wesentlicher Sicherheitsinteressen des Staats stehen, der Waffen, Munitionen und des Kriegsmaterials, außer wenn die Geräte nicht zu spezifisch militärischen Zwecken bestimmt sind.

Die Kategorien von Elektro- und Elektronikgeräten werden in der Anlage I des vorliegenden Erlasses ausführlich aufgeführt.

Die Kriterien zur Unterscheidung zwischen den häuslichen und beruflich genutzten Elektro- und Elektronikgeräten unterliegen der Genehmigung des Amtes.

Art. 97 - § 1 - Die häuslichen elektrischen und elektronischen Altgeräte aus Ausrüstungen, die vor dem 13. August 2005 vermarktet worden sind, und diejenigen, für welche der Hersteller nicht bekannt ist, werden von den gesamten Rücknahmepflichtigen übernommen, im Verhältnis zu den von ihnen vermarkteten Mengen.

§ 2 - Die nicht häuslichen elektrischen und elektronischen Altgeräte, die vor dem 13. August 2005 vermarktet worden sind, werden:

— von dem Rücknahmepflichtigen übernommen, wenn sie durch ein gleichwertiges Erzeugnis oder durch ein Erzeugnis mit der gleichen Funktion ersetzt werden;

— in den anderen Fällen von dem Benutzer übernommen.

Die Rücknahmepflichtigen sowie die beruflichen Benutzer können Vereinbarungen treffen, in denen andere Finanzierungsmethoden festgelegt werden, vorbehaltlich der Mitteilung an das Amt.

§ 3 - Die elektrischen und elektronischen Altgeräte, die nach dem 13. August 2005 vermarktet worden sind, werden von den Rücknahmepflichtigen übernommen.

Die Rücknahmepflichtigen sowie die beruflichen Benutzer können Vereinbarungen treffen, in denen andere Finanzierungsmethoden für die nicht häuslichen Abfälle festgelegt werden, vorbehaltlich der Mitteilung an das Amt.

§ 4 - Die Hersteller haben die Möglichkeit, bis zum 13. Februar 2011, oder bis zum 13. Februar 2013 für die Kategorie 1 der Anlage IA, die Käufer bei dem Verkauf von neuen Produkten über die Kosten für die Sammlung, die Behandlung und die umweltfreundliche Beseitigung zu informieren. Die angegebenen Kosten überschreiten die tatsächlich getragenen Kosten nicht.

Abschnitt 2 — Abfallvermeidung und Wiederverwendung

Art. 98 - Der Rücknahmepflichtige ist verpflichtet, in Übereinstimmung mit Kapitel I Maßnahmen zur Vermeidung und Wiederverwendung der Güter und Abfälle auszuarbeiten und einzuführen, in denen die geplanten Initiativen beschrieben werden, die insbesondere folgende Zwecke haben:

1° die Vermarktung von Ausstattungen, die leicht zu reparieren sind, sowie die Verfügbarkeit der Einzelteile fördern;

2° die Erteilung der Informationen gewährleisten, die zur Reparatur und Wiederverwendung der Ausstattungen nötig sind, insbesondere an den Bereich der Sozialwirtschaft, auf den ersten Antrag des oder der betroffenen Bereiche;

3° die Zusammensetzung der verschiedenen Elemente und Materialien der Ausstattungen angeben, insbesondere was die gefährlichen Stoffe betrifft;

4° die Zusammenarbeit im Bereich der Wiederverwendung mit den betroffenen Betreibern, insbesondere der Sozialwirtschaft, entwickeln;

5° den Zugang zu den wiederverwendbaren Ausstattungen erleichtern, um die Wiederverwendung zu fördern, insbesondere für die Sozialwirtschaft.

Im Falle einer zugelassenen Einrichtung oder einer Umweltvereinbarung fügt die Verwaltungsinstanz in das Dokument, das die Kommunikationsmaßnahmen enthält, eine Leitlinie zur Sensibilisierung für die Vermeidung von elektrischen und elektronischen Altgeräten ein. Während der Laufzeit der Zulassung oder der Vereinbarung wird mindestens eine Kommunikations- und Sensibilisierungskampagne der Vermeidung dieser Abfälle und den Wiederverwendungsverfahren gewidmet.

Art. 99 - Der Rücknahmepflichtige fördert den Entwurf und die Herstellung von Elektro- und Elektronikgeräten, die die Zerlegung, Wiederverwendung und Verwertung dieser Geräte sowie deren Bauteile und Werkstoffe erleichtern.

Der Rücknahmepflichtige darf die Wiederverwendung der Elektro- und Elektronikgeräte nicht durch besondere Herstellungsverfahren verhindern, es sei denn, dass die Vorteile dieser besonderen Herstellungsverfahren überwiegen, beispielsweise im Hinblick auf den Umweltschutz.

Abschnitt 3 — Selektive Sammlung von elektrischen und elektronischen Abfällen

Art. 100 - Die häuslichen und beruflichen elektrischen und elektronischen Altgeräte werden getrennt gesammelt und behandelt.

Art. 101 - § 1 - Der Einzelhändler ist verpflichtet, jegliches vom Verbraucher vorgelegene häusliche elektrische oder elektronische Altgerät unentgeltlich zurückzunehmen, sofern dieses Gerät einem Gerät entspricht, das dieselben Funktionen wie das von diesem Verbraucher gekaufte Gerät erfüllt. Vorbehaltlich des Einverständnisses des Amtes können Abweichungen von der vorliegenden Bestimmung vorgesehen werden, insofern dem Endnutzer dadurch die Rückgabe nicht erschwert wird und insofern das System für den Endnutzer kostenlos bleibt.

Der Einzelhändler behält die elektrischen und elektronischen Altgeräte, so wie sie ihm durch die Verbraucher abgegeben worden sind, um sie dem vom Rücknahmepflichtigen bestimmten Vertreter, Containerpark, regionalen Umschlagzentrum oder Betreiber anzuvertrauen. Er darf die Geräte weder abbauen noch deren verschiedenen Bauteile trennen, außer um seinen Kunden im Rahmen eines von ihm geleisteten Reparaturdienstes Ersatzteile zu liefern.

§ 2 - Der Vertreter oder der vom Rücknahmepflichtigen bezeichnete Dritte ist verpflichtet, bei den Einzelhändlern regelmäßig an Ort und Stelle auf seine eigenen Kosten alle, in Anwendung des vorigen Paragraphen in Empfang genommenen elektrischen und elektronischen Altgeräte zurückzunehmen und sie dem Rücknahmepflichtigen zu übergeben.

§ 3 - Der Rücknahmepflichtige ist verpflichtet, regelmäßig und auf seine eigenen Kosten bei den Vertreibern, oder in Ermangelung dessen, bei den Einzelhändlern alle häuslichen elektrischen und elektronischen Altgeräte, sowie jeglichen sonstigen Abfall aus einem elektrischen und elektronischen Gerät zu sammeln und in einer zu diesem Zweck zugelassenen Einrichtung lagern, sortieren, verwerten, recyceln und behandeln zu lassen. Er muss die besten Bedingungen für die Sammlung, den Transport und die Lagerung gewährleisten, um eine Wiederverwendung und das Recycling der Bauteile oder der vollständigen Geräte, die wiederverwendet oder recycelt werden können, zu ermöglichen.

§ 4 - Der Rücknahmepflichtige ist verpflichtet, die ggf. von den Einzelhändlern abgegebenen, von den für die Bewirtschaftung der häuslichen Abfälle örtlich verantwortlichen juristischen Personen öffentlichen Rechts gesammelten, von den Haushalten stammenden elektrischen und elektronischen Altgeräte auf seine Kosten zurückzunehmen und in einem zu diesem Zweck zugelassenen Betrieb lagern, sortieren, verwerten, recyceln und behandeln zu lassen.

Wenn die gemäß dem vorigen Absatz gesammelten häuslichen elektrischen und elektronischen Altgeräte im Rahmen eines durch für die Bewirtschaftung häuslicher Abfälle verantwortliche juristische Personen öffentlichen Rechts vergebenen öffentlichen Auftrags bewirtschaftet werden, zahlt er den tatsächlichen und vollständigen Preis für die Bewirtschaftung der Abfälle, der sich aus diesem Auftrag ergibt, einschließlich der Verwaltungskosten zurück.

Wenn die juristischen Personen öffentlichen Rechts den Transport oder die Sammlung in Eigenregie der in ihren Containerparks übergebenen häuslichen elektrischen und elektronischen Altgeräte gewährleisten, um sie Zwischenlagerungsstellen wie z.B. ihren eigenen Umschlagzentren zuzuführen, zahlt der Rücknahmepflichtige den tatsächlichen und vollständigen Preis dieser Maßnahmen zurück. Diese Kosten werden im Einvernehmen zwischen den Parteien festgelegt.

§ 5 - Der Rücknahmepflichtige stellt allen Sammelstellen, mit denen ein Vertrag zwecks der Rücknahme der häuslichen elektrischen und elektronischen Altgeräte geschlossen worden ist, die notwendigen Verpackungen und Mittel zur Sammlung kostenlos zur Verfügung. Die Sammelmittel berücksichtigen die Lagerkapazitäten der Einzelhändler und Containerparks, die verordnungsrechtlichen Bestimmungen, eine Zielsetzung der Absicherung der Lagerstätten und der maximalen Wiederverwendung der Ausstattungen.

Art. 102 - § 1 - Der Einzelhändler ist verpflichtet, jegliches berufliche elektrische oder elektronische Altgerät unentgeltlich zurückzunehmen, sofern dieses Abfall einem Gerät entspricht, das dieselben Funktionen wie das von diesem beruflichen Benutzer gekaufte Gerät erfüllt.

Der Vertreter oder der vom Rücknahmepflichtigen bezeichnete Dritte ist verpflichtet, bei den Einzelhändlern regelmäßig an Ort und Stelle auf seine eigenen Kosten alle, in Anwendung des vorigen Paragraphen in Empfang genommenen elektrischen und elektronischen Altgeräte zurückzunehmen und sie dem Rücknahmepflichtigen vorzulegen.

Vorbehaltlich des Einverständnisses des Amtes können Abweichungen von den vorigen zwei Paragraphen vorgesehen werden, insofern dem Endnutzer dadurch die Rückgabe nicht erschwert wird.

§ 2 - Der Rücknahmepflichtige ist verpflichtet, regelmäßig bei den Vertreibern, oder in Ermangelung dessen, bei den Einzelhändlern oder Besitzern alle beruflichen elektrischen und elektronischen Altgeräte zurückzunehmen oder zu sammeln und in einer zu diesem Zweck zugelassenen Einrichtung lagern, sortieren, verwerten, recyceln und behandeln zu lassen. Er muss die besten Bedingungen für die Sammlung, den Transport und die Lagerung gewährleisten, um eine Wiederverwendung und das Recycling der Bauteile oder der vollständigen Geräte, die wiederverwendet oder recycelt werden können, zu ermöglichen.

Art. 103 - § 1 - Die Rücknahmepflichtigen erreichen eine globale Mindestsammelquote für häusliche elektrische und elektronische Altgeräte von 7 kg pro Jahr je Einwohner und von 33% der im selben Jahr in der Wallonischen Region vermarkteten Geräte.

Ab 2013 wird die globale Mindestsammelquote für häusliche elektrische und elektronische Altgeräte auf 10 kg pro Jahr je Einwohner und von 45% der im selben Jahr in der Wallonischen Region vermarkteten Geräte gebracht.

§ 2 - Alle beruflichen elektrischen und elektronischen Altgeräte müssen getrennt gesammelt werden, um gemäß Abschnitt 4 behandelt zu werden.

Abschnitt 4 — Behandlung der elektrischen und elektronischen Altgeräte

Art. 104 - § 1 - Für jede Art neuer Elektro- und Elektronikgeräte, die auf den Markt gebracht wird, übermittelt der Hersteller oder die in dessen Auftrag handelnde Drittperson innerhalb einer Frist von einem Jahr nach der Vermarktung des Geräts auf Antrag den Wiederverwendungseinrichtungen, Behandlungs- und Recyclinganlagen die Informationen über die Wiederverwendung und Behandlung der Elektro- und Elektronikgeräte. Im Rahmen der Notwendigkeit betreffen diese Informationen die verschiedenen Bauteile und Werkstoffe, die in den Elektro- und Elektronikgeräten enthalten sind, sowie die Stellen in diesen Geräten, an denen sich die gefährlichen Stoffe und Zubereitungen befinden. Diese Informationen werden insbesondere durch Handbücher oder elektronische Medien übermittelt.

§ 2 - Der Rücknahmepflichtige oder die in deren Auftrag handelnde Drittperson achtet darauf, dass die Behandlungssysteme der häuslichen elektrischen und elektronischen Altgeräte die besten verfügbaren Techniken für die Verwertung, das Recycling und die Behandlung anwenden.

(Übereinstimmung mit der Richtlinie überprüfen)

Art. 105 - § 1 - Die elektrischen und elektronischen Altgeräte werden in mehrere Fraktionen sortiert und abgebaut:

- Ausstattungen und Bauteile, die zur Wiederverwendung bestimmt sind;
- gefährliche Bauteile und Stoffe, so wie PCB-haltige Kondensatoren, Quecksilberschalter, Batterien, Elektronenstrahlröhren, Stoffe, die im Montrealer Protokoll angegeben sind, oder FKW, PFKW, SF6 und gegebenenfalls andere Bestandteile, die gefährliche Stoffe enthalten;
- Bauteile und Stoffe, die zum Recycling bestimmt sind;
- nicht wiederverwendbare und nicht recyclingfähige Bauteile und Stoffe.

§ 2 - Die Rücknahmepflichtigen erreichen die folgenden Mindestzielsetzungen hinsichtlich der Verwertung, Wiederverwendung und des Recyclings je nach Kategorie der in den Anlagen 1A und 1B aufgeführten Elektro- und Elektronikgeräte. Diese Zielsetzungen werden im Verhältnis zu dem durchschnittlichen Gewicht je nach auf den Markt gebrachtem Gerät berechnet.

Kategorien von elektrischen und elektronischen Altgeräten	Wiederverwendung und Recycling	Verwertung:
Kategorie 1 Fernseh- und Computerbildschirme	80% 70%	85% 75%
Kategorien 3 und 4	65%	75%
Kategorien 2, 5, 6, 7	70%	
Kategorien 8, 9 Kategorie 10 Entladungslampen	70% 80% 80%	

§ 3 - Für die beruflichen elektrischen und elektronischen Altgeräte müssen außerdem die globalen Recyclings- und Verwertungsraten der sich aus der Demontage und der Behandlung ergebenden Bestandteile erreicht werden.

Bestandteile Recycling Verwertung:

Eisen-Metalle 95%.

Nichteisen-Metalle 95%.

Kunststoffe 50%, 100% .

Batterien 65%.

§ 4 - Nicht recyclingfähige Kunststoffrückstände werden energetisch verwertet.

§ 5 - Batterien und Akkumulatoren werden gemäß Kapitel II behandelt.

Abschnitt 5 - Berichterstattung

Art. 106 - Der Rücknahmepflichtige übermittelt dem Amt bis zum 20. April eines jeden Jahres die folgenden Angaben bezüglich des Vorjahres:

1° die in Kilogramm und in Zahlen ausgedrückte Gesamtmenge der Elektro- und Elektronikgeräte, die in der Wallonischen Region auf den Markt gebracht wurden;

2° die in Kilogramm und in Zahlen ausgedrückte Gesamtmenge der elektrischen und elektronischen Altgeräte, die im Rahmen der Rücknahmepflicht gesammelt wurden;

3° die in Kilogramm und in Zahlen ausgedrückte Gesamtmenge der elektrischen und elektronischen Altgeräte,

ihrer Bauteile, Werkstoffe oder Stoffe, die den Vorbehandlungs-, Behandlungs-, Recyclings- oder Verwertungsanlagen zugeführt worden sind, und diese verlassen haben, je nach Art Behandlung und Kategorie von Geräten;

4° die in Kilogramm und in Zahlen ausgedrückte Gesamtmenge der elektrischen und elektronischen Altgeräte, die dem Wiederverwendungssektor übertragen wurden;

5° die Gesamtmengen je nach Materialstrom (eisenhaltige, nicht eisenhaltige, Kunststoff- und andere Materialien), die sich aus der Behandlung der elektrischen und elektronischen Altgeräte ergeben, ausgedrückt in Kg, und verteilt je nach Gerätekategorie, die verwertet oder beseitigt worden sind;

6° die Gesamtmenge gefährlicher Abfälle je nach Gerätekategorie, in Gewicht und je nach Art ausgedrückt;

7° eine Bewertung der durchschnittlichen Zusammensetzung der Geräte, einschließlich der benutzten gefährlichen Stoffe und Bestandteile;

8° eine Liste der mit der Sammlung und Behandlung beauftragten Betreiber, der Akteure des Wiederverwendungssektors, sowie die Behandlungsverfahren und ihre Beschreibung, mit Ausnahme der Daten vertraulicher Art;

9° die eingeleiteten Maßnahmen zur Gewährleistung der Rückverfolgbarkeit der behandelten Ströme und zur Einhaltung der ökologischen und sozialen Zielsetzungen;

10° Die getroffenen Maßnahmen zur:

a) Verbesserung der Recyclingfähigkeit der vermarkteten Waren;

b) Verringerung der Benutzung von Materialien, die gefährliche Stoffe enthalten;

c) Verwendung von Herstellungstechniken, die am wenigsten umweltschädlich sind;

d) Förderung von Einsparungen im Bereich der natürlichen Ressourcen und der Energie, sowohl bei der Herstellung als auch bei der Benutzung der Geräte;

11° Im Falle eines Kollektivsystems, ein Bericht zur Bewertung der aufgrund der jährlichen Erklärungen der Mitglieder durchgeführten Kontrollen, und eine Liste der kontrollierten Mitglieder.

12° die in Kilogramm ausgedrückte, vorgesehene Menge der Elektro- und Elektronikgeräte, die während des laufenden Jahres in der Wallonischen Region zum Verbrauch gebracht werden, nach Art des Materials;

13° die Angaben zu den unternommenen Aktionen zur Sensibilisierung und Abfallvermeidung, und zu der Bewertung dieser Aktionen;

14° im Falle einer zugelassenen Einrichtung oder einer Umweltvereinbarung, die Liste der Rücknahmepflichtigen, die durch die Umweltvereinbarung gebunden oder Mitglieder der zugelassenen Instanz sind, und der Betrag der Beiträge zur Deckung der Kosten für die Rücknahmepflicht.

Ein getrennter jährlicher Bericht wird für die häuslichen und beruflichen elektrischen und elektronischen Altgeräte erstellt.

Die Daten über die Produktion, die Sammlung und die Behandlung werden von einer unabhängigen Kontrolleinrichtung bestätigt, die von der Verwaltungsinstanz oder der zugelassenen Einrichtung bezahlt wird.

Abschnitt 6 — Information, Sensibilisierung und Kommunikation

Art. 107 - Der Einzelhändler ist verpflichtet, für jedes neue Erzeugnis den Gesamtbetrag der durch die Sammlung, Bewirtschaftung, Behandlung und umweltfreundliche Beseitigung dieses Erzeugnisses verursachten Kosten anzugeben. Die angegebenen Kosten dürfen die tatsächlich getragenen Kosten nicht überschreiten. Diese Kosten dürfen nicht getrennt mitgeteilt werden.

Durch diese Pflicht zur Angabe der Gesamtkosten wird das Recht der Hersteller oder der in deren Auftrag handelnden Drittpersonen, die Käufer selber auf getrennte Weise und bis zum 13. Februar 2011 über diese Kosten zu informieren, nicht beeinträchtigt.

Art. 108 - Die Rücknahmepflichtigen achten darauf, die Verbraucher über die eingeführten Sammel- und Verarbeitungssysteme und die Rolle, die sie in dem Recycling der Abfälle zu spielen haben, zu informieren.

Die auf die Sammlung und die Behandlung der elektrischen und elektronischen Altgeräte zurückzuführenden Kosten, die Art und Weise, wie diese Kosten bewältigt werden, einschließlich der Wiederverwendungsverfahren sind Gegenstand einer Kommunikation in Richtung der Verbraucher.

KAPITEL XI — Aufhebungs-, Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 109 - Der Rücknahmepflichtige, der keine zugelassene Einrichtung heranzieht oder keiner Verwaltungsinstanz zwecks der Ausführung einer Umweltvereinbarung beigetreten ist, muss einen individuellen Vermeidungs- und Bewirtschaftungsplan für die der Rücknahmepflicht unterliegenden Abfälle innerhalb einer Frist von sechs Monaten nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses einreichen.

Art. 110 - Durch den vorliegenden Erlass werden die folgenden Richtlinien umgesetzt:

1° die Richtlinie 2000/53/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 18. September 2000 über Altfahrzeuge;

2° die Richtlinie 2002/96/EG des europäischen Parlaments und des Rates vom 27. Januar 2003 über Elektro- und Elektronik-Altgeräte;

3° die Richtlinie 2006/66/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 6. September 2006 über Batterien und Akkumulatoren sowie Altbatterien und Alttakkumulatoren und zur Aufhebung der RL 91/157/EWG.

Art. 111 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. April 2002 zur Einführung einer Pflicht zur Rücknahme bestimmter Abfälle im Hinblick auf deren Verwertung oder Bewirtschaftung wird außer Kraft gesetzt.

Art. 112 - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 23. September 2010

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

ANLAGE IA: Von diesem Erlass gedeckte Kategorien von Elektro- und Elektronikgeräten

1. Haushaltsgroßgeräte.
2. Haushaltskleingeräte.
3. IT- und Telekommunikationsgeräte.
4. Geräte der Unterhaltungselektronik.
5. Beleuchtungskörper.
6. Elektrische und elektronische Werkzeuge (mit Ausnahme ortsfester industrieller Großwerkzeuge).
7. Spielzeug sowie Sport- und Freizeitgeräte.
8. Medizinische Geräte (mit Ausnahme aller implantierten und infizierten Produkte).
9. Überwachungs- und Kontrollinstrumente.
10. Automatische Ausgabegeräte.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. September 2010 zur Einführung einer Pflicht zur Rücknahme bestimmter Abfälle als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 23. September 2010

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

ANLAGE IB: Nicht ausführliche Liste der durch den vorliegenden Erlass betroffenen Elektro- und Elektronikgeräte, die unter die Kategorien der Anlage IA fallen

1. Haushaltsgroßgeräte:

Große Kühlgeräte.

Kühlschränke.

Gefriergeräte.

Sonstige Großgeräte zur Kühlung, Konservierung und Lagerung von Lebensmitteln.

Waschmaschinen.

Wäschetrockner.

Geschirrspüler.

Herde und Backöfen.

Elektrische Kochplatten.

Elektrische Heizplatten.

Mikrowellengeräte.

Sonstige Großgeräte zum Kochen oder zur sonstigen Verarbeitung von Lebensmitteln.

Elektrische Heizgeräte.

Elektrische Warmwasserbereiter.

Elektrische Heizkörper.

Sonstige Großgeräte zum Beheizen von Räumen, Betten und Sitzmöbeln.

Elektrische Ventilatoren.

Klimageräte.

Sonstige Belüftungs-, Entlüftungs- und Klimatisierungsgeräte.

2. Haushaltskleingeräte:

Staubsauger.

Teppichkehrmaschinen.

Sonstige elektrische Reinigungsgeräte.

Geräte zum Nähen, Stricken, Weben oder zur sonstigen Bearbeitung von Textilien.

Bügeleisen und sonstige Geräte zum Bügeln, Mangeln oder zur sonstigen Pflege von Kleidung.

Toaster.

Friteusen.

Mühlen, Kaffeemaschinen.

Geräte zum Öffnen oder Verschließen von Behältnissen oder Verpackungen.

Elektrische Messer.

Haarschneidegeräte, Haartrockner, elektrische Zahnbürsten, Rasierapparate, Massagegeräte und sonstige Geräte für die Körperpflege.

Wecker, Armbanduhren und Geräte zum Messen, Anzeigen oder Aufzeichnen der Zeit

Elektrische Waagen.

3. IT- und Telekommunikationsgeräte:

Zentrale Datenverarbeitung: Großrechner, Minicomputer, Drucker.

PC-Bereich: PCs (einschließlich CPU, Maus, Bildschirm und Tastatur), Laptops (einschließlich CPU, Maus, Bildschirm und Tastatur), Notebooks, Elektronische Notizbücher, Drucker.

Kopiergeräte.

Elektrische und elektronische Schreibmaschinen.

Taschen- und Tischrechner.

sowie sonstige Produkte und Geräte zur Erfassung, Speicherung, Verarbeitung, Darstellung oder Übermittlung von Informationen mit elektronischen Mitteln.

Benutzerendgeräte und -systeme.

Faxgeräte.

Telexgeräte.

Telefone.

Münz- und Kartentelefone.

Schnurlose Telefone, Mobiltelefone.

Anrufbeantworter.

sowie sonstige Produkte oder Geräte zur Übertragung von Tönen, Bildern oder sonstigen Informationen mit Telekommunikationsmitteln.

4. Geräte der Unterhaltungselektronik:

Radiogeräte.

Fernsehgeräte.

Videokameras.

Videorekorder.

Hi-Fi-Anlagen.

Audio-Verstärker.

Musikinstrumente.

sowie sonstige Produkte oder Geräte zur Aufnahme oder Wiedergabe von Tönen oder Bildern, einschließlich Signalen, oder andere Technologien zur Übertragung von Tönen und Bildern mit anderen als Telekommunikationsmitteln.

5. Beleuchtungskörper:

Leuchten für Leuchtstofflampen.

Stabförmige Leuchtstofflampen.

Kompaktleuchtstofflampen.

Entladungslampen, einschließlich Hochdruck-Natriumdampflampen und Metaldampflampen.

Niederdruck-Natriumdampflampen.

Sonstige Beleuchtungskörper oder Geräte für die Ausbreitung oder Steuerung von Licht mit Ausnahme von Glühlampen.

6. Elektrische und elektronische Werkzeuge (mit Ausnahme ortsfester industrieller Großwerkzeuge):

Bohrmaschinen.

Sägen.

Nähmaschinen.

Geräte zum Drehen, Fräsen, Schleifen, Zerkleinern, Sägen, Schneiden, Abscheren, Bohren, Lochen, Stanzen, Falzen, Biegen oder zur entsprechenden Bearbeitung von Holz, Metall und sonstigen Werkstoffen.

Niet-, Nagel- oder Schraubwerkzeuge oder Werkzeuge zum Lösen von Niet-, Nagel- oder Schraubverbindungen oder für ähnliche Verwendungszwecke.

Schweiß- und Lötwerkzeuge oder Werkzeuge für ähnliche Verwendungszwecke.

Geräte zum Versprühen, Ausbringen, Verteilen oder zur sonstigen Verarbeitung von flüssigen oder gasförmigen Stoffen mit anderen Mitteln.

Rasenmäher und sonstige Gartengeräte.

7. Spielzeug sowie Sport- und Freizeitgeräte:

Elektrische Eisenbahnen oder Autorennbahnen.

Videospielkonsolen.

Videospiele.

Roboter.

Fahrrad-, Tauch-, Lauf-, Rudercomputer usw.

Sportausrüstung mit elektrischen oder elektronischen Bauteilen.

Geldspielautomaten.

8. Medizinische Geräte (mit Ausnahme aller implantierten und infizierten Produkte):

Geräte für Strahlentherapie.

Kardiologiegeräte.

Dialysegeräte.

Beatmungsgeräte.

Nuklearmedizinische Geräte.

Laborgeräte für In-vitro-Diagnostik.

Analysegeräte.

Gefriergeräte.

Fertilisations-Testgeräte.

Sonstige Geräte zur Erkennung, Vorbeugung, Überwachung, Behandlung oder Linderung von Krankheiten, Verletzungen oder Behinderungen.

9. Überwachungs- und Kontrollinstrumente:

Rauchmelder, einschließlich der ionisierenden Rauchmelder.

Heizregler.

Thermostate.

Geräte zum Messen, Wiegen oder Regeln in Haushalt und Labor.

Sonstige Überwachungs- und Kontrollinstrumente von Industrieanlagen (z.B. in Bedienpulten).

10. Automatische Ausgabegeräte:

Heißgetränkeautomaten.

Automaten für heiße oder kalte Flaschen oder Dosen.

Automaten für feste Produkte.

Geldautomaten.

Jegliche Geräte zur automatischen Abgabe von Produkten.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. September 2010 zur Einführung einer Pflicht zur Rücknahme bestimmter Abfälle als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 23. September 2010

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2010 — 3805

[2010/205754]

23 SEPTEMBER 2010. — Besluit van de Waalse Regering tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen

De Waalse Regering,

Gelet op Richtlijn 75/439/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 16 juni 1975 december inzake de verwijdering van afgewerkte olie, gewijzigd bij Richtlijn 87/101/EEG van 22 december 1986 en bij Richtlijn 91/692/EEG van 23 december 1991;

Gelet op Richtlijn 2006/12/EG van het Europees Parlement en de Raad van 5 april 2006 betreffende afvalstoffen;

Gelet op Richtlijn 96/59/EG van de Raad van 16 september 1996 betreffende de verwijdering van polychloorbifenylen en polychloorterfenylen (PCB's/PCT's);

Gelet op de Beschikking 2000/532/EG van de Commissie van 3 mei 2000 tot vervanging van Beschikking 94/3/EG van de Commissie van 20 december 1993 houdende vaststelling van een lijst van afvalstoffen overeenkomstig artikel 1, onder a), van Richtlijn 75/442/EEG van de Raad betreffende afvalstoffen;

Gelet op Verordening 2037/2000 van het Europees Parlement en van de Raad van 29 juni 2000 betreffende de ozonlaag afbrekende stoffen;

Gelet op Richtlijn 2000/53/EG van het Europees Parlement en de Raad van 18 september 2000 betreffende autowrakken;

Gelet op Richtlijn 2002/95/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 27 januari 2003 betreffende beperking van het gebruik van bepaalde gevaarlijke stoffen in elektrische en elektronische apparatuur;

Gelet op Richtlijn 2002/96/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 27 januari 2003 betreffende de afgedankte elektrische en elektronische apparatuur (AEEA);

Gelet op Richtlijn 2006/66/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 6 september 2006 inzake batterijen en accu's, alsook afgedankte batterijen en accu's en tot intrekking van Richtlijn 91/157/EEG;

Gelet op Richtlijn 2008/98/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 19 november 2008 betreffende afvalstoffen en tot intrekking van een aantal richtlijnen;

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, zoals gewijzigd, inzonderheid op de artikelen 5ter, 5quater en 8bis;

Gelet op het decreet van 5 juni 2008 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging, de beteugeling van milieuovertredingen en de herstelmaatregelen inzake leefmilieu, inzonderheid op artikel 9;

Gelet op het decreet van 5 december 2008 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 4 november 2008 tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de preventie en het beheer van verpakkingsafval;

Gelet op deel VI van het decreetale gedeelte van Boek I van het Milieuwetboek;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de afgewerkte olie, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2002 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen met het oog op de valorisatie of het beheer ervan;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 1997 tot opstelling van een afvalcatalogus, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 15 januari 1998 tot aanneming van het Waalse afvalplan "Horizon 2010";

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 25 maart 1999 betreffende de verwijdering van polychloorbifenylen en polychloorterfenylen, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2007 betreffende de financiering van de afvalbeheerinstallaties, inzonderheid op artikel 7, 6°;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 5 maart 2008 betreffende het beheer van de afval uit de gebruikelijke activiteit van de gezinnen en de dekking van de desbetreffende kosten, inzonderheid op de artikelen 12, § 2, en 13;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2008 tot toekenning van subsidies voor afvalpreventie en -beheer aan de plaatselijke besturen, inzonderheid op artikel 16;

Gelet op de algemene doelstellingen van het milieuplan voor de duurzame ontwikkeling, op de algemene doelstellingen van het Waals afvalplan "Horizon 2010", met name op de doelstellingen inzake de kwantitatieve en kwalitatieve preventie, en op de doelstellingen inzake recycling;

Overwegende dat het geboden is, enerzijds, de afvalproducerende sectoren te responsabiliseren en, anderzijds, afvalpreventie, -hergebruik, -recycling en -valorisatie te bevorderen en afvalstorten in technische ingravingscentra drastisch te beperken; dat, wat huishoudelijk afval betreft, de verantwoordelijkheid van de producenten moet aansluiten op de bevoegdheid en de opdracht van de gemeenten en van de publiekrechtelijke rechtspersonen die belast zijn met het beheer van huishoudelijk afval;

Overwegende dat de terugnameplichten bijdragen tot de algemeen belangdoelstelling van het Gewest inzake milieubescherming, afvalpreventie en goed afvalbeheer;

Overwegende dat de rol van de gewestelijke overheden, meer bepaald van de "Office wallon des déchets" (Waalse dienst voor afvalstoffen), nader bepaald moet worden bij de opvolging en de controle op de uitvoering van de terugnameplichten;

Overwegende dat de uitvoering van de terugnameplichten niet nauwgezet onder de privaatrechtelijke relaties valt; dat de regels krachtens welke de terugnameplichtigen zich bij de erkende organen en de beheersorganen aansluiten en als lid geschrapt worden, klaar moeten zijn en het non-discriminatiebeginsel in acht moeten nemen; dat het in dat kader gerechtvaardigd is de type-aansluitingsovereenkomsten voor advies aan de Dienst over te leggen;

Overwegende dat de bij de inwerkingtreding van dit besluit toepasselijke inzamelings- en verwerkingspercentages vastgelegd worden met inachtneming van de percentages die door de beheersinstellingen aan het Gewest meegedeeld worden;

Overwegende dat de formulering van de doelstellingen, wat betreft de stromen waarop dit besluit slaat, de uitvoering van het fiscaal decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van de preventie en de valorisatie van bepaalde afvalstoffen in het Waalse Gewest moet mogelijk maken (...);

Overwegende dat de Regering moet bepalen aan de hand van welke methode de doelstellingen gehaald dienen te worden t.o.v. het op de markt brengen van de producten in Wallonië, rekening houdend met de bijzondere kenmerken van elke stroom; dat in dat opzicht een onderscheid gemaakt moet worden tussen huishoudafval, waarvoor het aandeel van de Waalse bevolking t.o.v. de Belgische bevolking volgens de officiële statistieken vermeld wordt, en professionele afval, waarbij andere indicatoren relevanter zijn om rekening te houden met de economische activiteit die deze afval voortbrengt;

Overwegende dat het onderscheid tussen huishoudelijke en niet huishoudafval per stroom gepreciseerd moet kunnen worden met het oog op de correcte en geschikte toepassing van de verschillende regels die er toepasselijk op zijn;

Overwegende dat de criteria op grond waarvan een onderscheid tussen huishoudelijke en niet huishoudafval gemaakt wordt, door het Gewest goedgekeurd moeten worden rekening houdend met de gevolgen die daaruit voortvloeien;

Overwegende dat de gecombineerde uitoefening van operationele afvalbeheersactiviteiten en van de verplichtingen i.v.m. de opvolging van en de controle op de kanalen voor het beheer van de afvalstoffen die onder de terugnameplicht vallen een concurrentiebeperking zou kunnen teweegbrengen, een abnormale druk op de prijzen zou kunnen veroorzaken of de ontwikkeling van bepaalde ketens zou kunnen beperken; dat zulks het geval zou kunnen zijn indien een aanzienlijk stroomgedeelte rechtstreeks, of via ketens, door dergelijke instellingen ingezameld of gesorteerd zou moeten worden; dat het Gewest de verantwoordelijkheid heeft om ervoor te zorgen dat de erkende beheers- en uitvoeringsinstellingen geen misbruik maken van de positie die hen bij deze regelgeving verleend wordt;

Overwegende dat zowel de terugnameplichtigen als de verschillende ondertekenende partijen zich aan de Europese en Belgische concurrentieregelgeving (misbruik van dominante positie en antimededingings akkoorden) moeten houden;

Gelet op het Protocol van Montreal betreffende stoffen die de ozonlaag afbreken;

Gelet op het Protocol van Kyoto bij de kaderovereenkomst van de Verenigde Naties over de klimaatwijzigingen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 4 maart 2009;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 12 maart 2009;

Gelet op het advies van de Afvalcommissie, gegeven op 16 april 2009;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van de Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 3 april 2009;

Gelet op het advies 46.577/4 van de Raad van State, gegeven op 17 juni 2009, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Gemeenschappelijke bepalingen*

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° decreet : het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;

2° terugnameplichtige : producent in de zin van artikel 2, 20bis, van het decreet;

3° beheersorgaan : orgaan bedoeld in artikel 22 van dit besluit;

4° erkend orgaan : orgaan dat overeenkomstig dit besluit erkend is om de terugnameplicht uit te voeren;

5° distributeur : elke natuurlijke of rechtspersoon die, zonder producent te zijn, een product aan één of meer detailhandelaars levert in het Waalse Gewest;

6° detailhandelaar : elke natuurlijke of rechtspersoon die de gebruiker een product te koop aanbiedt in het Waalse Gewest;

7° op de markt brengen : het leveren of ter beschikking stellen, al dan niet tegen betaling, aan derden, met inbegrip van invoer;

8° batterij of accu : bron van door rechtstreekse omzetting van chemische energie verkregen elektrische energie, bestaande uit één of meer primaire (niet-oplaadbare) batterijcellen of uit één of meer secundaire (oplaadbare) batterijcellen;

9° afgedankte batterij of accu : elke batterij of accu waarvan de houder zich ontdoet of zich wil of moet ontdoen;
10° apparaat : elektrische of elektronische apparatuur die volledig of gedeeltelijk van energie wordt of kan worden voorzien door batterijen of accu's;

11° draagbare batterij of accu : iedere batterij, knoopcel, batterijpak of accu die / dat :

afgedicht is, en

met de hand kan worden gedragen, en

geen industriële batterij of accu, noch een autobatterij of -accu is;

12° autobatterij of -accu : batterij of accu gebruikt voor het starten, voor de verlichting of het ontstekingsvermogen van een voertuig;

13° industriële batterij of accu : batterij of accu die uitsluitend voor gebruik voor industriële of professionele doeleinden is ontworpen of in elk type elektrisch voertuig wordt gebruikt;

14° batterijpak : set batterijen of accu's die onderling verbonden en / of voorzien zijn van een buitenverpakking, die één complete eenheid vormt en niet is bedoeld om door de eindgebruiker te worden opgedeeld of geopend;

15° knoopcel : kleine ronde draagbare batterij of accu met een diameter die groter is dan de hoogte en die wordt gebruikt voor speciale doeleinden zoals gehoorapparaten, horloges, kleine draagbare apparatuur en als back-upstroomvoorziening;

16° garagisten : garagisten zoals bedoeld in artikel 1, 11°, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de afgewerkte olie;

17° band : rubberband, luchtband of massieve band, met inbegrip van massieve rubberbanden en met uitzondering van fietsbanden;

18° versleten band : band die niet of niet meer volgens zijn oorspronkelijke bestemming gebruikt kan worden en waarvan de houder zich ontdoet, of zich wil of moet ontdoen;

19° gratis informatiepers : alle gratis publiciteit die op welbepaalde periodieke tijdstippen verschijnt en die jaarlijks minimum 30 % algemene informatieartikelen inhoudt, met uitsluiting van de publicatie van een adverteerder of van een groep van daartoe verenigde adverteerders en van het informatiebulletin van een overheid;

20° gedrukte reclame : alle gratis publiciteit van commerciële aard die niet onder 19° opgenomen is, ongeacht de distributiewijze ervan;

21° telefoongids : lijst van telefoonabonnees die in de vorm van één of meer gedrukte banden ter beschikking wordt gesteld van het publiek om abonneenummers te kunnen opzoeken;

22° papieraafval : publicaties in de vorm van dagbladen, weekbladen, maandbladen, tijdschriften, periodieken, kosteloze informatiebladen, reclamedrukwerken, telefoongidsen, faxgidsen waarvan de houder zich ontdoet, zich wil of zich moet ontdoen;

23° elektrische en elektronische apparatuur : apparaten die d.m.v. elektrische stromen of elektromagnetische velden functioneren, alsmede toestellen die die stromen en velden produceren, overdragen en meten; ze zijn ingedeeld in de categorieën opgenomen in bijlage I A en ontworpen om gebruikt te worden onder 1 000 volt wisselstroom en 1 500 volt gelijkstroom, met uitzondering van die welke noodzakelijk deel uitmaken van een ander type uitrusting dat niet onder het toepassingsveld van dit besluit valt.

Een lijst van de categorieën elektrische en elektronische uitrustingen waarop dit besluit betrekking heeft is opgenomen in bijlage IA. bevat een onvolledige lijst van producten die ingedeeld zijn in de categorieën opgenomen in bijlage IA;

24° afgedankte elektrische of elektronische apparatuur, afgekort AEEA : elektrische of elektronische apparatuur waarvan de houder zich ontdoet, zich wil of zich moet ontdoen, met inbegrip van alle onderdelen, subeenheden en verbruiksmaterialen die deel uitmaken van het product op het moment dat het wordt afgedankt;

25° afgedankte elektrische of elektronische apparatuur van huishoudens : AEEA van huishoudens en AEEA van commerciële, industriële, institutionele en andere herkomst, die, gezien de aard, samenstelling en hoeveelheid ervan, gelijkgesteld worden met die van de huishoudens en die opgenomen zijn op een door de Dienst goedgekeurde lijst die regelmatig bijgewerkt wordt;

26° vervallen of niet-gebruikt geneesmiddel : elke stof of samenstelling voorgedragen als hebbende curatieve of preventieve eigenschappen ten aanzien van de menselijke ziektes, van tevoren bereid en op de markt gebracht in een speciale verpakking, onder een speciale benaming of onder een internationale gemeenschappelijke benaming, waarvan de houder zich ontdoet of zich wil of moet ontdoen, ongeacht of de geldigheidsdatum verstreken is of het geneesmiddel ongebruikt is;

27° voertuig : elk voertuig ingedeeld in categorie M1 of N1 bedoeld in bijlage II, deel A, bij Richtlijn 70/156/EEG, alsmede de drijwielers omschreven in Richtlijn 92/61/EEG, met uitzondering van de drijwielers met motor;

28° autowrak : elk voertuig dat als afval wordt beschouwd in de zin van het decreet, meer bepaald elk voertuig dat niet meer gebruikt wordt of mag worden overeenkomstig de oorspronkelijke bestemming ervan en waarvan de houder zich ontdoet, zich wil of zich moet ontdoen;

29° oliën : alle smeer- en industriële oliën, ongeacht of ze mineraal, synthetisch, plantaardig of dierlijk zijn, meer bepaald motoroliën, transmissie-oliën, oliën van machines, turbines, warmtegeleidende vloeistoffen en hydraulische oliën;

30° afgewerkte oliën : afgewerkte oliën in de zin van artikel 1, 1°, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de afgewerkte oliën;

31° plantaardige oliën en vetten : alle eetbare plantaardige en dierlijke vetten en oliën, alsook de mengsels ervan die door huishoudens en beroepsgebruikers gebruikt kunnen worden voor het bakken van eetwaren;

32° fotografisch product : de ontwikkelaars, fixeerstoffen en activatoren voor de ontwikkeling en de afdruk van foto's;

33° fotoafval : vloeibaar afval van foto-ontwikkelingen en -afdrukken;

34° gevaarlijke bestanddelen : elk bestanddeel bevattende één of meer gevaarlijke stoffen in de zin van Richtlijn 67/548/EEG of stoffen die gevaarlijke afvalstoffen kunnen worden in de zin van artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 1997 tot vaststelling van een afvalcatalogus, of elk bestanddeel bevattende één of meer stoffen bedoeld in het Protocol van Montreal of HFC, PFC, SF6;

35° stof bedoeld in het Protocol van Montreal : elke stof bedoeld in de bijlagen A, B, C, en E bij het Protocol van Montreal betreffende stoffen die afzonderlijk of gemengd schadelijk zijn voor de ozonlaag;

36° HFC, PFC, SF6 : hydro-fluor koolstoffen, gefluoreerde koolwaterstoffen en zwavelhexafluoriden, zoals bedoeld in het Protocol van Kyoto bij het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake klimaatverandering, en de mengsels die o.a. uit die stoffen samengesteld zijn;

37° hergebruiks-, recycling-, valorisatie- of verwerkingspercentage : behoudens andersluidende definitie voor een bepaalde stroom, het relatieve gewicht van de materie of van het voorwerp waaruit de hergebruikte, gerecycleerde, gevaloriseerde of verwerkte goederen of afvalstoffen bestaan t.o.v. het totaalgewicht van die materie of van dat voorwerp in de ingezamelde afvalstoffen waarop de terugnameplicht slaat, uitgedrukt in percent;

38° inzamelingspercentage : behoudens andersluidende definitie voor een bepaalde stroom, de verhouding, uitgedrukt in percent, tussen het gewicht van de ingezamelde afvalstoffen en het gewicht van de producten die tijdens bedoeld kalenderjaar op de markt zijn gebracht en, bijgevolg, de afvalstoffen onderworpen aan de terugnameplicht;

39° gewestelijk overlaadcentrum (afgekort CTR) : locatie voor de hergroepering en sortering per delen AEEA afkomstig van verschillende inzamelpunten, in afwachting van het vervoer ervan naar hergebruiks- en verwerkings-locaties;

40° codes : de afvalcodes zoals bepaald bij het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 1997 tot vaststelling van een afvalcatalogus;

41° huishoudafval : de afvalstoffen bedoeld in artikel 2, 2°, van het decreet;

42° Dienst : de " Office wallon des déchets ", zoals bedoeld in artikel 2, 24°, van het decreet;

43° Minister : de Minister van Leefmilieu;

44° hergebruik : hergebruik in de zin van artikel 2, 11bis, van het decreet, met inbegrip van, wat de elektrische apparatuur betreft, de voortzetting van het gebruik van de apparatuur of bestanddelen ingeleverd op de inzamelpunten, bij de distributeurs, recycleurs of fabricanten;

45° : preventie : preventie in de zin van artikel 2, 7, van het decreet;

46° : recycling : recycling in de zin van artikel 2, 11, van het decreet;

47° : verwijdering : verwijdering in de zin van artikel 2, 9, van het decreet;

48° : valorisatie : valorisatie in de zin van artikel 2, 12, van het decreet;

49° : publiekrechtelijke rechtspersoon : de gemeente of de vereniging van gemeenten belast met afvalbeheer of het Waals Gewest.

Art. 2. De terugnameplicht geldt voor de volgende afvalstoffen :

- afval van batterijen en accu's;
- versleten banden;
- papierafval;
- afgedankte voertuigen;
- afgewerkte oliën;
- fotografisch afval;
- afgewerkte plantaardige oliën en vetten;
- vervallen of niet gebruikte geneesmiddelen;
- afgedankte elektrische of elektronische apparatuur (AEEA).

Art. 3. § 1. Behalve de verplichtingen waarin de hoofdstukken II tot IX voorzien, moeten de terugnameplichtigen voldoen aan de volgende verplichtingen :

1° zorgen voor de financiering van de reële en volle kostprijs van de dienst verleend door de publiekrechtelijke rechtspersonen die territoriaal verantwoordelijk zijn voor het beheer van huishoudafval in het kader van het beheer van die afval;

2° bijdragen in de kostprijs voor het beheer van andere afval dan huishoudafval totdat de in de hoofdstukken II tot IX bedoelde doelstellingen worden gehaald, behoudens andersluidende bepaling voor bedoelde stromen;

3° een jaarverslag aan de Dienst overleggen m.b.t. het in het Waalse Gewest ingezamelde afvalgedeelte dat respectievelijk in het Waalse Gewest, in België, in en buiten de Europese Unie verwerkt wordt, alsook de maatregelen genomen om ervoor te zorgen dat de afval verwerkt wordt met inachtneming van de doelstellingen van dit besluit en van de maatregelen genomen in uitvoering ervan en onder voorwaarden die voldoen aan de geldende milieuwetgeving en aan de basisovereenkomsten van de Internationale Arbeidsorganisatie, ook al zijn de overeenkomsten niet bekrachtigd door de Staten waar de afval verwerkt wordt.

In geval van onvoorzienbare omstandigheden of van overmacht, waardoor de niet-inachtneming van de in dit besluit bedoelde gekwantificeerde inzamelings- of verwerkingsdoelstellingen gerechtvaardigd kan worden, richten de terugnameplichtigen een uitvoerig rapport aan de Dienst. De Dienst maakt het samen met zijn advies over aan de Minister, die beslist over het gevolg dat eraan gegeven moet worden.

§ 2. De terugnameplicht wordt uitgevoerd, onverminderd de gemeentelijke bevoegdheden inzake volksgezondheid en veiligheid.

§ 3. De terugnameplichtige onderwerpt de criteria op grond waarvan een onderscheid gemaakt wordt tussen de producten waarvan de afval als huishoudafval beschouwd moet worden en de overige producten aan de goedkeuring van de Dienst.

§ 4. De terugnameplicht houdt voor de kleinhandelaars, distributeurs en inzamelaars in dat ze verplicht zijn de afval die hen overeenkomstig dit besluit toevertrouwd wordt aan de terugnameplichtigen af te geven.

§ 5. Per stroom die onder een terugnameplicht valt, wordt minstens één keer per jaar op initiatief van de Dienst een overleg- en uitwisselingsplatform georganiseerd met de vertegenwoordigers van de betrokken openbare en private actoren, al naar gelang van de behoeften.

Art. 4. § 1. Om te voldoen aan de in dit besluit bedoelde verplichtingen kan de terugnameplichtige :

— zijn terugnameplicht zelf nakomen, in het kader van een individueel plan inzake de preventie en het beheer van de terugnameplicht overeenkomstig afdeling 2 van dit hoofdstuk, desgevallend bij overeenkomst met een derde;

— of die plicht laten uitvoeren door een overeenkomstig afdeling 3 van dit besluit erkend orgaan; in dat geval wordt hij geacht aan zijn verplichting te voldoen zodra en voor zover hij bevestigt dat hij rechtstreeks of via een natuurlijke of rechtspersoon die ertoe gemachtigd is hem te vertegenwoordigen een overeenkomst gesloten heeft met het erkende orgaan, voor zover dat orgaan aan zijn verplichtingen voldoet;

— of een overeenkomstig afdeling 4 van dit hoofdstuk gesloten milieuovereenkomst uitvoeren en de uitvoering van een deel of van het geheel van de verplichtingen in dat kader toevertrouwen aan een beheersorgaan waarvan hij lid is geworden; in dat geval wordt hij geacht aan zijn verplichting te voldoen zodra en voor zover hij bevestigt lid te zijn van een organisatie die de overeenkomst heeft ondertekend, of van het beheersorgaan, voor zover dat orgaan aan zijn verplichtingen voldoet.

In de gevallen sub 2° en 3° en behoudens andersluidende bepaling in dit besluit, is het erkende orgaan of het beheersorgaan ertoe gehouden te voldoen aan de verplichtingen die aan de terugnameplichtigen opgelegd worden.

§ 2. In de gevallen bedoeld in § 1, sub 2° en 3°, voorzien de terugnameplichtigen in maatregelen ter bevordering van de preventie van afval uit de producten die ze op de markt brengen en leggen ze die maatregelen ter goedkeuring aan de Dienst voor uiterlijk binnen zes maanden na de inwerkingtreding van de erkenning of van de milieubeleids-overeenkomst.

Die maatregelen voldoen aan de richtlijnen waarin de Dienst voorziet. Onverminderd de specifieke bepalingen per stroom, vermelden ze voor bedoelde afvalstromen op zijn minst :

1° de aard en het gewicht van de verschillende types afval;

2° de lijst van de reeds genomen maatregelen ter beperking van de hoeveelheid afval en/of ter vermindering van de schadelijkheid ervan voor het leefmilieu, en het resultaat ervan;

3° de geplande preventiemaatregelen, de kwantitatieve en/of kwalitatieve doelstellingen, de opvolgings-indicatoren en het actiekalender.

Per bedrijvigheidssector kan de terugnameplichtige de uitvoering van de verplichting waarin deze paragraaf voorziet toevertrouwen aan een derde persoon, die in dat geval de Dienst inlicht.

§ 3. In de gevallen bedoeld in § 1, sub 2° en 3°, wordt een toetredingsovereenkomst gesloten tussen de terugnameplichtige en het beheersorgaan of het erkende orgaan.

In de toetredingsovereenkomst wordt gegarandeerd dat er discriminatie noch concurrentievervalsing tussen terugnameplichtigen bestaat, en worden de ontbindingsprocedures en uitsluitingsmechanismen nader bepaald. Ze bevat de nodige bepalingen die de financiering waarborgen van de uitvoering van de terugnameplicht voor de producten die op de markt gebracht werden tijdens de duur van de toetredingsovereenkomst, ook wanneer de producent of invoerder niet meer gebonden is door een milieubeleids-overeenkomst.

De type-toetredingsovereenkomst wordt vooraf aan het advies van de Dienst onderworpen.

Art. 5. § 1. De terugnameplichtigen, het erkende orgaan of het beheersorgaan boekhouden analytisch en waarborgen zodoende de nakoming van de verplichting tot financiering van de kosten bedoeld in artikel 4. Ze leggen die boekhouding en alle bewijsstukken aan de Dienst over op zijn eerste verzoek.

Het geheel van de financiële gegevens wordt gecertificeerd door een bedrijfsrevisor of, zo niet, door een expert-boekhouder.

De Minister, of de Dienst door delegatie, kan een externe controleur aanwijzen op kosten van het erkende orgaan of van het beheersorgaan.

§ 2. De Dienst kan elke terugnameplichtige verzoeken om elk gegeven dat hij nuttig acht voor de beoordeling van de verwezenlijking van de doelstellingen en de controle op de tenuitvoerlegging ervan, met name de gegevens betreffende :

a) de levenscyclus van de goederen onderworpen aan de terugnameplicht;

b) de mogelijke milieueffecten van de stoffen die gebruikt worden in de goederen onderworpen aan de terugnameplicht;

c) de milieu-, maatschappelijke of economische effecten van verschillende afvalbeheerstechnieken;

d) de inzameling- en recyclingsystemen waarop een beroep gedaan wordt;

e) de rol die de terugnameplichtige speelt bij de recycling van de afval en in de evolutie van de ketens.

§ 3. De inzameling- en verwerkingsoperatoren die afval beheren voor de terugnameplichtigen, de detailhandelaars, de distributeurs en alle andere betrokken schakels van de terugnameplichtketen waarop dit besluit betrekking heeft verstrekken de terugnameplichtige op eerste verzoek of, in geval van gemeenschappelijk systeem, het erkende orgaan of beheersorgaan de nodige gegevens voor de bepaling van de rapportageplichten waarin dit besluit voorziet.

De terugnameplichtige of, in geval van gemeenschappelijk systeem het erkende orgaan of het beheersorgaan, verstrekt de gegevens over de afval die via hun containerparkennet ingezameld wordt aan de publiekrechtelijke rechtspersonen die territoriaal bevoegd zijn voor het huishoudafvalbeheer.

§ 4. De detailhandelaars verstrekken de verbruikers op elk van hun verkooppunten informatie over de wijze waarop aan de bepalingen van dit besluit voldaan wordt.

Art. 6. § 1. In geval van gemeenschappelijke systemen waarbij voorzien wordt in een financiële bijdrage die de verbruikers rechtstreeks of onrechtstreeks aangerekend wordt, worden de kosten van de uitvoering van de terugnameplicht geïdentificeerd en uitsluitend aangerekend voor de categorie goederen of afvalstoffen onderworpen aan genoemde terugnameplicht waarmee ze verbonden zijn.

Wanneer de kosten tegelijkertijd met verschillende categorieën goederen of afvalstoffen verbonden zijn, moeten ze elk van de betrokken categorieën aangerekend worden op basis van objectieve criteria die gerechtvaardigd worden t.o.v. de doelstellingen die de terugnameplicht nastreeft.

Wanneer de bijdragen door de verbruiker gemiddeld worden, worden de gemotiveerde voorstellen betreffende de berekeningswijze en de bestanddelen ervan minstens drie maanden op voorhand ter goedkeuring aan de Dienst overgelegd.

§ 2. Voor huishoudafval houden de bijdragen van de terugnameplichtigen aan een erkend orgaan of beheersorgaan rekening met :

1° de kosten die elk van de categorieën goederen of huishoudafval aangerekend kunnen worden;

2° de ontvangsten uit de verkoop van de ingezamelde en gesorteerde materialen;

3° de bijdrage tot de verwezenlijking van de doelstellingen van de terugnameplicht;

met het oog op de financiering, na aftrek van de doorverkoopwaarde van de materialen, van de reële en volle kostprijs van de verplichtingen die hen krachtens dit besluit opgelegd worden, met name :

a) bestaande en in te voeren selectieve inzamelingen;

b) recycling en valorisatie;

c) operationele informatie op gewestelijk en plaatselijk niveau en sensibilisering van het publiek voor die inzamelingen;

d) sortering van de ingezamelde afvalstoffen;

e) verwijdering van de sorteerresten, recycling en valorisatie van de afvalstoffen.

§ 3. Voor niet huishoudafval houden de bijdragen van de terugnameplichtigen aan een erkend orgaan of beheersorgaan rekening o.a. met de kosten opgelopen door de producenten of houders om de doelstellingen inzake de inzameling of de valorisatie van de afval te halen, met het oog op de financiering van de reële en volle kostprijs van de verplichtingen die hen krachtens dit besluit opgelegd worden.

Art. 7. § 1. De terugnameplichtige moet bij de publiekrechtelijke rechtspersonen regelmatig en op eigen kosten de in artikel 2 bedoelde afval ophalen die zij op selectieve wijze ingezameld hebben, behalve wanneer de publiekrechtelijke rechtspersonen die territoriaal verantwoordelijk zijn voor het beheer van de huishoudafval de opdracht van de afvalinzameling en -verwerking zelf toewijzen en/of voor het vervoer en/of de inzameling van de afval in regie zorgen naar een bepaald hergroeperings- of verwerkingspunt.

§ 2. De publiekrechtelijke rechtspersonen mogen geen bijdrage van hem eisen, met uitzondering van een deel van de reële en volle kosten voor de inzameling, sortering en verwerking van bedoelde afval en, anderzijds, van de kosten voor de investering in en de uitbating van de installaties, subsidies inbegrepen, en betreffende het beheer van genoemde afval.

Voor de berekening van de kosten bedoeld in het vorige lid wordt rekening gehouden met de kosten voor de containers, de infrastructuur, het personeel aangesteld voor het beheer van de inzamelings- of hergroeperingsinstallaties, met inbegrip van het administratief beheer, de algemene kosten i.v.m. het beheer van de installaties, de kosten voor de opvolging van de opdrachten, en de communicatie naar de gebruikers van de installaties toe betreffende de categorie betrokken afvalstoffen. Ze worden berekend naar het model dat eenstemmig vastgelegd wordt door de betrokken publiekrechtelijke rechtspersonen en de terugnameplichtigen; dat model houdt rekening met de gewestelijke specificiteiten van de containerparken en met de specifieke verplichtingen die opgelegd kunnen worden aan de begunstigen van subsidies overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2007 betreffende de financiering van de afvalbeheersinstallaties.

De Minister kan bepalen op basis van welk model de kosten berekend worden.

Afdeling 2. — Individueel plan inzake de preventie en het beheer van de terugnameplicht

Art. 8. Het individuele plan inzake de preventie en het beheer van de terugnameplicht bevat de volgende gegevens en verbintenissen :

1° de identificatiegegevens :

a) de naam, de rechtsvorm, de zetel en het handelsregisternummer of een overeenstemmende registratie en het btw-nummer van de producent onderworpen aan de terugnameplicht voor de overeenstemmende afvalstoffen;

b) de woonplaats en het adres van de producent en, in voorkomend geval, van de maatschappelijke, administratieve en exploitatiezetel;

— het telefoon- en faxnummer van de woonplaats of van de zetel waar contact opgenomen kan worden met de producent;

c) de naam en functie van de ondertekenaar van het individuele plan inzake de preventie en het beheer van de aan de terugnameplicht onderworpen afvalstoffen;

2° het doel :

a) de aard van de aan de terugnameplicht onderworpen afvalstoffen waarop het plan betrekking heeft;

b) de raming van de hoeveelheden afval waarop de terugnameplicht betrekking heeft;

3° een document met de strategische en operationele maatregelen tot uitvoering van de terugnameplicht, gedagtekend en ondertekend door de terugnameplichtige of diens vertegenwoordiger, waarin de volgende gegevens opgenomen zijn :

a) de modaliteiten tot uitvoering van terugnameplicht, met inbegrip van de afvalpreventiemaatregelen, de maatregelen tot bevordering van het hergebruik van goederen en de inzameling, recycling en verwerking van bedoelde afvalstoffen, ook wanneer ze in het bezit zijn van derden, zoals detailhandelaars en distributeurs;

b) wanneer het plan huishoudafval betreft, de modaliteiten tot samenwerking met de publiekrechtelijke rechtspersonen die verantwoordelijk zijn voor het beheer van de huishoudafval;

c) de maatregelen genomen ter dekking van de kosten van de handelingen bedoeld onder punt a) en van alle andere acties vereist krachtens dit besluit;

d) het aanleggen en beheren van de eventuele financiële reserves m.b.t. de uitvoering van terugnameplicht;

e) de maatregelen genomen ter handhaving en ontwikkeling van de banen met een maatschappelijk doel in de verenigingen en vennootschappen betrokken bij de inzameling, sortering, recycling en valorisatie van de afvalstoffen waarop het plan betrekking heeft;

f) de maatregelen tot informatieverstrekking aan en sensibilisering van de houders van afval ten einde de bij dit besluit bepaalde doelstellingen te halen;

g) de maatregelen inzake de traceerbaarheid van de afval uit op de markt gebrachte producten waarop het plan slaat, waarbij een onderscheid tussen huishoudelijke en niet huishoudafval gemaakt wordt;

h) de maatregelen met het oog op de overlegging van het jaarverslag aan de Dienst.

Art. 9. § 1. Het individuele plan inzake de preventie en het beheer van de terugnameplicht wordt aan de Dienst gericht bij ter post aangetekend schrijven, in een schrijven dat vaste postdatum verleent of door afgifte tegen ontvangstbewijs.

§ 2. De Dienst stuurt binnen tien dagen na ontvangst van het plan een bericht van ontvangst aan de aanvrager.

Hij gaat binnen dertig dagen na ontvangst van de aanvraag na of ze de in artikel 8 bedoelde gegevens en stukken bevat.

Indien het dossier niet volledig is, verwittigt hij de aanvrager binnen de termijn die in het tweede lid vastligt en wijst hij hem op de aanvullende stukken of gegevens die hij dient te verstrekken.

Wanneer het dossier volledig is, verklaart de Dienst de aanvraag ontvankelijk en geeft hij de aanvrager, bij ter post aangetekend schrijven of in een schrijven dat een vaste datum verleent, kennis van zijn beslissing binnen de termijn die in het tweede lid vastligt; die kennisgeving laat de in § 6 bedoelde termijn lopen.

§ 3. De Dienst mag verzoeken om elk aanvullend document dat hij nuttig acht voor het onderzoek van de aanvraag.

Hij maakt een verslag op en stuurt het aan de Minister uiterlijk binnen zestig dagen voor afloop van de termijn bedoeld in § 6.

§ 4. De Minister beslist over het ontwerp van individueel plan inzake de preventie en het beheer van de terugnameplicht en legt de vereiste bijzondere voorwaarden op.

§ 5. Wanneer de terugnameplicht betrekking heeft op huishoudafval, voorziet de Minister ten gunste van de Dienst in een zekerheid waarvan de modaliteiten in artikel 23 vastliggen en waarvan het bedrag, dat door de Dienst bepaald wordt, gelijk is aan de geraamde kosten voor de tenlasteneming van de plicht tot terugname van de huishoudafval door de territoriaal verantwoordelijke publiekrechtelijke personen tijdens een periode van zes maanden.

De beslissing is pas uitvoerbaar zodra de Dienst de terugnameplichtige bij ter post aangetekend schrijven of in een schrijven dat vaste datum verleent bevestiging geeft dat de zekerheid regelmatig gesteld is.

§ 6. De beslissing wordt genomen binnen een termijn van honderdvijftig dagen, te rekenen van de datum van kennisgeving van de ontvankelijkheid van de aanvraag, en wordt betekend bij ter post aangetekend schrijven of via een verzending die vaste datum verleent. De erkenning wordt bij uittreksels in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Art. 10. Het individuele plan inzake de preventie en het beheer van de terugnameplicht dekt een periode die door de Minister bepaald wordt en die niet langer dan vijf jaar mag zijn.

Afdeling 3. — Organen erkend om te voldoen aan de terugnameplicht van de afvalstoffen

Onderafdeling 1. — Erkenningsvoorwaarden en -procedure

Art. 11. Een orgaan dat door producenten ermee belast wordt te voldoen aan hun verplichtingen inherent aan de terugnameplicht wordt erkend onder de volgende voorwaarden :

1° opgericht zijn in de vorm van een vereniging zonder winstgevend doel in de zin van de wet van 27 juni 1921 over de verenigingen zonder winstgevend oogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen;

2° de tenlasteneming voor rekening van zijn contractanten van de terugnameplicht die hen opgelegd wordt als enig statutair doel hebben;

3° onder zijn bestuurders of onder de personen die ertoe gemachtigd zijn de vereniging te verbinden alleen personen tellen die hun burger- en politieke rechten genieten;

4° onder zijn bestuurders of onder de personen die ertoe gemachtigd zijn de vereniging te verbinden geen enkele persoon tellen die bij een in kracht van gewijsde gegane beslissing is veroordeeld voor een overtreding van de in het Waalse Gewest geldende milieuwetgeving of van elke gelijkwaardige wetgeving van een lidstaat van de Europese Gemeenschap;

5° over voldoende financiële garanties en menselijke en technische middelen beschikken om de terugnameplicht te waarborgen;

6° een boekhouding overleggen die voldoet aan de bepalingen van de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen;

7° rechtstreeks noch onrechtstreeks, met name via een dochtermaatschappij, een operationele activiteit uitoefenen i.v.m. het beheer van afval dat onder de terugnameplicht valt.

Art. 12. § 1. De erkenningsaanvraag wordt aan de Dienst gericht, bij ter post aangetekend schrijven, bij een verzending die vaste datum verleent of door afgifte tegen ontvangstbewijs.

§ 2. Ze bevat de volgende gegevens en stukken :

1° een afschrift van de oprichtingsakte, de statuten en de eventuele wijzigingen ervan indien ze niet volledig zijn bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*;

2° de nominatieve lijst van de bestuurders en van de personen die ertoe gemachtigd zijn de vereniging te verbinden;

3° een uittreksel uit het strafregister van de bestuurders en van de personen die ertoe gemachtigd zijn de vereniging te verbinden;

4° de aard van de afvalstoffen waarvoor de erkenning wordt aangevraagd;

5° een document met de strategische financiële en operationele maatregelen tot uitvoering van de terugnameplicht voor de duur van de aangevraagde erkenning, waarin op zijn minst de volgende gegevens opgenomen zijn :

a) de modaliteiten voor de berekening en de raming van de bijdragen van de producenten;

b) de raming van de kosten van het afvalbeheer, met inbegrip van de eventuele ontvangsten van de recycling;

c) de bestemming van eventuele overschotten voor de werking van het systeem;

d) de voorwaarden en modaliteiten voor de herziening van de bijdragen;

e) de raming van de uitgaven i.v.m. de dekking van de reële en volle kostprijs van de inzameling en de verwerking van de huishoudafval waarop de terugnameplicht slaat;

f) de raming van de uitgaven betreffende andere afval dan huishoudafval waarop de terugnameplicht slaat, en de wijze waarop ze gedragen zullen worden bij de uitvoering van de terugnameplicht;

g) de raming van de uitgaven i.v.m. de preventiemaatregelen, de ontwikkeling van het hergebruik en de communicatie en sensibilisering die nodig zijn om de toegewezen doelstellingen te halen;

h) de financiering van eventuele verliezen;

i) een eenvormig overeenkomstontwerp, voor een type afval, dat door het erkende orgaan gesloten moet worden met de producenten, alsook met de distributeurs en detailhandelaars, om de terugnameplicht ten laste te nemen;

j) een eenvormig overeenkomstontwerp dat door het erkende orgaan gesloten moet worden met de inzamelings- en verwerkingsoperatoren;

k) een overeenkomstontwerp dat door het erkende orgaan gesloten moet worden met de publiekrechtelijke rechtspersonen die verantwoordelijk zijn voor het beheer van de huishoudafval, waarin de samenwerkingsvoorwaarden en -modaliteiten nader bepaald worden. Dat overeenkomstmodel bevat op zijn minst :

- de modaliteiten voor de inzameling van de huishoudafval en voor de tenlasteneming van de ingezamelde afval;
- de minimale technische voorwaarden per type afval voor de sortering, alsook voor de planning en de organisatie van de verwijdering en de verkoop van de gesorteerde afval, hetzij door betrokken publiekrechtelijke rechtspersoon, hetzij door het erkende orgaan;

- de regels en modaliteiten van de terugbetaling van de reële en volle kostprijs, algemene kosten inbegrepen, van de handelingen uitgevoerd door of voor rekening van de publiekrechtelijke rechtspersoon (rechtspersonen);

- de regels en modaliteiten van de terugbetaling van de plaatselijke communicatiekosten betreffende de praktische modaliteiten van de afvalinzameling;

- een procedure betreffende de omstreden facturen, waarbij de termijn voor de betaling van het onbetwistbaar verschuldigde bedrag nader bepaald wordt;

- de maatregelen om het hergebruik van de goederen of afvalstoffen te waarborgen, met name door de sector van de sociale economie;

- de wijze waarop de selectieve inzamelingsopdracht en de sorteer- en recyclingopdrachten georganiseerd worden;

- de mogelijkheid om de conflicten m.b.t. de interpretatie en de uitvoering van de overeenkomst via een arbitrage op te lossen, zonder afbreuk te doen aan de overige wettelijke bemiddelingsmodaliteiten;

l) de omschrijving van de modaliteiten voor de nakoming van de terugnameplicht, rekening houdend met de algemene en specifieke bepalingen van dit besluit per stroom, inclusief, wanneer de erkenning niet huishoudafval betreft :

- een onderzoek naar de technische middelen en de infrastructuur waarmee de inzamelings-, recycling- of valorisatie doelstellingen gehaald kunnen worden elk jaar van de periode waarvoor de erkenning wordt aangevraagd;

- een afdoende omschrijving van de wijze waarop het orgaan voorstelt tegemoet te komen in de kosten van de gescheiden inzameling, van de recycling en de valorisatie ten einde de bij dit besluit bepaalde doelstellingen te halen;

- de actiemaatregelen betreffende de afvalproblematiek van de kleine ondernemingen, met name de K.M.O.'s en de detailhandelaars;

- een afdoende omschrijving van de wijze waarop het orgaan het verifieerbare en controleerbare karakter van de gerecycleerde en gevaloriseerde afval zal garanderen;

m) de maatregelen genomen ter handhaving en ontwikkeling van de banen met een maatschappelijk doel in de verenigingen en vennootschappen betrokken bij de inzameling, sortering, recycling en valorisatie van bedoelde afvalstoffen;

n) de maatregelen tot informatieverstrekking aan en sensibilisering van de houders van afval ten einde de bij dit besluit toegewezen doelstellingen te halen;

o) de maatregelen inzake de traceerbaarheid van de afval uit op de markt gebrachte producten, meer bepaald in geval van uitvoer, waarbij een onderscheid tussen huishoudelijke en niet huishoudafval gemaakt wordt.

§ 3. De Dienst stuurt binnen tien dagen na ontvangst van de aanvraag een bericht van ontvangst aan de aanvrager.

Hij gaat binnen dertig dagen na ontvangst van de aanvraag na of ze de in § 2 bedoelde gegevens en stukken bevat.

Indien het dossier niet volledig is, verwittigt hij de aanvrager binnen de termijn die in het tweede lid vastligt en wijst hij hem op de aanvullende stukken of gegevens die hij dient te verstrekken.

Wanneer het dossier volledig is, verklaart de Dienst de aanvraag ontvankelijk en geeft hij de aanvrager, bij ter post aangetekend schrijven of in een schrijven dat vaste datum verleent, kennis van zijn beslissing binnen de termijn die in het tweede lid vastligt; die kennisgeving vermeldt de mogelijkheid voor de aanvrager om beroep in te stellen tegen die beslissing en de termijn waarover de Minister beschikt om overeenkomstig § 5 te beslissen.

§ 4. De Dienst kan verzoeken om elk aanvullend document waaruit opgemaakt kan worden dat de aanvrager beschikt over de financiële garanties en dat hij beschikt of zich ertoe verbindt te beschikken over voldoende technische en menselijke middelen.

§ 5. De Minister beslist over de erkenningsaanvraag en legt de nodige bijzondere voorwaarden op. De beslissing wordt genomen binnen een termijn van honderdvijftig dagen, die ingaat op de datum van kennisgeving van de ontvankelijkheid van de aanvraag.

Art. 13. De erkenning wordt verleend voor een periode die door de Minister bepaald wordt en niet langer dan vijf jaar mag zijn.

De beslissing wordt aan de aanvrager gericht bij ter post aangetekend schrijven of via een verzending die vaste datum verleent.

Elke beslissing tot erkenning wordt in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Art. 14. § 1. Wanneer de terugnameplicht betrekking heeft op huishoudafval, voorziet de beslissing tot erkenning van het orgaan voor de terugname van de afval ten gunste van de Dienst in een zekerheid waarvan de modaliteiten in artikel 23 vastliggen en waarvan het bedrag, dat door de Dienst bepaald wordt, gelijk is aan de geraamde kosten voor de tenlasteneming van de huishoudafval door de publiekrechtelijke personen die territoriaal verantwoordelijk zijn voor het beheer van de huishoudafval tijdens een periode van zes maanden.

§ 2. De erkenning van het orgaan voor de terugname van de afval is pas uitvoerbaar zodra de Dienst het erkende orgaan bij ter post aangetekend schrijven of in een schrijven dat vaste datum verleent bevestiging geeft dat de zekerheid regelmatig is gesteld.

Onderafdeling 2. — Verplichtingen van het erkende orgaan

Art. 15. § 1. De beslissing tot erkenning bevat op zijn minst de volgende verplichtingen voor het erkende orgaan :

1° voldoen aan de voorwaarden die in de erkenning vastliggen;

2° zich houden aan de voorgeschreven termijnen en aan de bij dit besluit opgelegde algemene en specifieke verplichtingen per stroom, voor het geheel van de producenten die een overeenkomst met hem gesloten hebben;

3° een verzekeringsovereenkomst sluiten ter dekking van de schade die door zijn activiteit veroorzaakt zou kunnen worden, alsook de eventuele inkomensverliezen door overmachtsomstandigheden, o.a. het verlies van ingezamelde of gesorteerde afval;

4° op niet discriminerende wijze bij zijn contractanten de bijdragen innen ter dekking van de kosten van de gezamenlijke verplichtingen die hem overeenkomstig artikel 6 opgelegd zijn;

5° de inzameling van de aan de terugnameplicht onderworpen afval op homogene wijze organiseren op het gezamenlijke grondgebied van het Waalse Gewest, behalve wanneer de publiekrechtelijke rechtspersonen die territoriaal verantwoordelijk zijn voor het beheer van de huishoudafval de opdracht van de afvalinzameling en -verwerking zelf toewijzen en/of voor het vervoer en/of de inzameling van de afval in regie zorgen, overeenkomstig artikel 7, § 1;

6° toezien op de kwaliteit van de ingezamelde en gesorteerde afval ten einde het hergebruik en de recycling ervan te bevorderen;

7° een zekerheid stellen overeenkomstig artikel 14;

8° voor de afval waarvoor de erkenning verleend wordt, met elke terugnameplichtige een overeenkomst sluiten die overeenstemt met die bedoeld in artikel 12, § 2, 5°, j);

9° een overeenkomst naar het model waarin artikel 12, § 2, 5°, k), voorziet sluiten met elke voor het beheer van de huishoudafval territoriaal bevoegde publiekrechtelijke rechtspersoon die instaat voor de inzameling van afval dat aan de terugnameplicht onderworpen is;

10° zijn exploitatierekeningen door een bedrijfsrevisor laten nakijken;

11° de percentages ingezamelde, gerecycleerde en gevaloriseerde afval t.o.v. de in het Waalse Gewest op de markt gebrachte producten laten bevestigen door een bedrijfsrevisor;

12° zijn balansen en resultatenrekeningen van het afgelopen jaar, na onderzoek door een bedrijfsrevisor, alsook de eventuele bewijstukken jaarlijks aan de Dienst overleggen;

13° de banen met een maatschappelijk doel bevorderen binnen de verenigingen en vennootschappen betrokken bij de inzameling, sortering, recycling en valorisatie van afvalstoffen;

14° in alle doorzichtigheid handelen en de aannemers, leveranciers en dienstverleners op wie een beroep gedaan wordt voor de uitvoering van de terugnameplicht waarmee het belast wordt, op gelijke en niet discriminerende wijze behandelen;

15° het verifieerbare en controleerbare karakter van de recyclingen de valorisatie van de afval garanderen, alsook de milieu- en maatschappelijke omstandigheden waarin de recycling of de valorisatie plaatsvinden;

16° wanneer de terugnameplicht betrekking heeft op industriële afval, rekening houden met de gelijkheid en de mededinging tussen de operatoren die verantwoordelijk zijn voor de inzameling, de sortering, de recycling en de valorisatie van afval;

17° wanneer de terugnameplicht betrekking heeft op huishoudafval, zich houden aan de inzamelingsmodaliteiten bepaald door de publiekrechtelijke rechtspersonen die territoriaal verantwoordelijk zijn voor het beheer van huishoudafval;

18° een preventieplan aan de Dienst overleggen binnen een termijn van één jaar, te rekenen van de datum van toekenning van de erkenning. Dat plan moet in voorkeursvolgorde preventie, hergebruik en recycling helpen bevorderen.

§ 2. Wanneer zijn financiering geheel of gedeeltelijk door bijdragen van de gebruikers gegarandeerd wordt, mag het erkende orgaan in geen geval commerciële sponsor zijn. Onder "commerciële sponsor" wordt verstaan de sponsoring waarvan het hoofddoel erin bestaat de bekendheid van het erkende orgaan te verbeteren. Sponsoring die hoofdzakelijk op het statutaire doel van het erkende orgaan gericht is, wordt niet als "commerciële sponsoring" beschouwd.

§ 3. Indien het erkende orgaan en de publiekrechtelijke rechtspersoon het oneens zijn over het afsluiten en het uitvoeren van de overeenkomst bedoeld in § 1, 9°, verzoeken betrokken partijen de Dienst om bemiddeling. Als de bemiddeling mislukt, geeft de Dienst de Minister daar kennis van.

Onderafdeling 3. — Wijziging van de erkenningsvoorwaarden, opschorting en intrekking van de erkenning

Art. 16. De Minister kan altijd nieuwe verplichtingen opleggen, de erkenning opschorten of intrekken in geval van ernstig gevaar voor de menselijke gezondheid of in geval van schade of schaderisico voor het leefmilieu, nadat de drager van de verplichtingen de mogelijkheid heeft gekregen om zijn verweermiddelen te laten gelden en om binnen een bepaalde termijn orde op zaken te stellen; in geval van speciaal gemotiveerde dringende noodzakelijkheid, en voor zover het verhoor van de drager van de verplichtingen een vertraging tot gevolg heeft die de openbare veiligheid op het spel zet, mogen de maatregelen onverwijld en zonder verhoor van genoemde drager genomen worden.

Art. 17. Op basis van een proces-verbaal tot vaststelling van een overtreding van Verordening (EG) nr. 1013 van 14 juni 2006 betreffende de overbrenging van afvalstoffen, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen en van de desbetreffende uitvoeringsbesluiten of van elke andere gelijkwaardige wetgeving van een lidstaat van de Europese Unie of van de erkenningsvoorwaarden, kan de erkenning opgeschort of ingetrokken worden nadat de drager van de verplichtingen de mogelijkheid heeft gekregen om zijn verweermiddelen te laten gelden en om binnen een bepaalde termijn orde op zaken te stellen; in geval van speciaal gemotiveerde dringende noodzakelijkheid, en voor zover het verhoor van de drager van de verplichtingen een vertraging tot gevolg heeft die de openbare veiligheid op het spel zet, mag de erkenning onverwijld en zonder verhoor van genoemde drager opgeschort of ingetrokken worden.

Art. 18. Elke beslissing genomen krachtens de artikelen 16 en 17 wordt aan betrokkene meegedeeld. De intrekking of de opschorting van de erkenning wordt in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

*Afdeling 4. — Milieubeleidsvereenkomst**Onderafdeling 1. — Algemene regels*

Art. 19. § 1. De milieubeleidsvereenkomst voorziet op zijn minst in :

1° de door het beheersorgaan na te komen verplichtingen, met inbegrip van de bevordering van preventie;

2° de afvalbeheersbeginselen op grond waarvan een onderscheid wordt gemaakt tussen huishoudelijke en niet huishoudafval, met inachtneming van de opdrachten van de publiekrechtelijke rechtspersonen die verantwoordelijk zijn voor het beheer van huishoudafval;

3° wanneer de terugnameplicht betrekking heeft op huishoudafval, in het stellen van de zekerheid ten gunste van de Dienst, waarvan de modaliteiten in artikel 23 vastliggen en waarvan het bedrag, dat door de Dienst bepaald wordt, gelijk is aan de geraamde kosten voor de tenlasteneming van de afval door de territoriaal publiekrechtelijke personen die tijdens een periode van zes maanden verantwoordelijk zijn voor het beheer van huishoudafval;

4° de regels voor de financiering van het afvalbeheer, met inbegrip van de wijze van berekening van de bijdragen van de terugnameplichtigen aan het beheersorgaan, per product of per categorie producten, met inachtneming van de beginselen bedoeld in de artikelen 6 en 12, § 2, 5°;

5° het uitwerken per beheersorgaan, voor de duur van de overeenkomst, van strategische, financiële en operationele maatregelen tot uitvoering van de terugnameplicht, met op zijn minst de elementen bedoeld in artikel 12, § 2, 5°, a) tot h), die ter goedkeuring aan de Dienst overgelegd moeten worden binnen een termijn van drie maanden, te rekenen van de datum van inwerkingtreding van de overeenkomst. Elke wijziging in dat document wordt eveneens ter goedkeuring aan de Dienst overgelegd;

6° het uitwerken per beheersorgaan van sensibiliserings- en communicatiemaatregelen die aan de Dienst meegedeeld moeten worden binnen een termijn van (zes) maanden, te rekenen van de datum van inwerkingtreding van de overeenkomst, waarbij een onderscheid gemaakt wordt tussen de plaatselijke communicatie, die in overleg met de territoriaal betrokken publiekrechtelijke rechtspersonen verricht moet worden, en de communicatie op gewestelijk niveau die in overleg met de Dienst en de Minister verricht moet worden;

7° de inzake hergebruik voorziene bijzondere maatregelen, naar gelang van de specificiteit van de stroom en van de huishoudelijke of niet huishoudelijke aard van het goed;

8° het instellen van een commissie tot bemiddeling bij eventuele conflicten die in het kader van de afwikkeling van de overeenkomst zouden kunnen ontstaan tussen de verschillende partijen die bij de uitvoering van de terugnameplicht betrokken zijn.

§ 2. De milieubeleidsvereenkomst kan voorzien in :

1° het instellen van een comité tot begeleiding van de overeenkomst dat op zijn minst vertegenwoordigers van de Dienst en van het beheersorgaan telt, alsook ondertekenaars van de milieubeleidsvereenkomst. Wanneer het begeleidingscomité onderhandelt over het beheer van huishoudafval waarvan het geheel of een gedeelte is ingezameld door publiekrechtelijke rechtspersonen, wordt het begeleidingscomité uitgebreid tot de verantwoordelijken van de publiekrechtelijke rechtspersonen;

2° het jaarlijks opmaken van een document dat voorziet in de uitvoering van de strategische, financiële en operationele maatregelen tot uitvoering van de terugnameplicht. Dat document wordt aan de Dienst overgelegd op 1 oktober van elk jaar dat voorafgaat aan het jaar waarin het in toepassing gebracht wordt. De Dienst gaat na of het strookt met het document waarin de strategische, financiële en operationele maatregelen opgenomen zijn, met de milieubeleidsvereenkomst en de geldende regelgeving.

3° voor afval uit de gewone activiteit van de gezinnen, de inzamelingsmodaliteiten ter aanvulling van de modaliteiten bepaald door de territoriaal betrokken publiekrechtelijke rechtspersonen en van de verplichtingen van de detailhandelaars. Die modaliteiten mogen in de plaats komen van die betreffende het openbaar inzamelingsnet zover de geografische oppervlakte waarop ze betrekking hebben en de kwalitatieve dienst en de kostendekking die ze bieden op zijn minst gelijkwaardig zijn, en voor zover het afvalinzamelingspercentage minstens gelijk is aan het gecombineerde inzamelingspercentage van de publiekrechtelijke rechtspersonen en van andere personen, zoals detailhandelaars, waarbij geen compensatie voorzien wordt. Elke vervanging van het openbaar inzamelingsnet wordt aan de voorafgaande goedkeuring van de Regering onderworpen.

§ 3. De Minister kan, op voorstel van de Dienst en met inachtneming van de voorwaarden waarin dit besluit voorziet, de minimuminhoud van de milieubeleidsvereenkomst bepalen.

Art. 20. § 1. De milieubeleidsvereenkomst wordt gesloten voor de duur waarin ze voorziet en mag niet langer lopen dan vijf jaar. Ze kan met zes maanden verlengd worden, mits instemming van de partijen.

§ 2. De milieubeleidsvereenkomst is pas uitvoerbaar zodra de Dienst de terugnameplichtige bij ter post aangetekend schrijven of in een schrijven dat vaste datum verleent, het beheersorgaan bevestiging geeft dat de zekerheid regelmatig gesteld is.

Art. 21. § 1. De terugnameplichtigen die beslissen de milieubeleidsvereenkomst te ontbinden of hun aansluiting bij het beheersorgaan op te zeggen, moeten alle nodige maatregelen genomen hebben om vanaf de dag na de datum van opzegging te voldoen aan de bepalingen van dit besluit. Ze brengen de Dienst daarvan op de hoogte.

Onderafdeling 2. — Beheersorgaan

Art. 22. De milieubeleidsvereenkomst voorziet in het instellen van een beheersorgaan dat belast wordt met haar sturing, coördinatie en uitvoering en, in de mate waarin dit besluit voorziet, met de uitvoering van de terugnameplicht voor rekening van haar leden en aangeslotenen.

Dat orgaan voldoet aan de voorwaarden die in artikel 11 vastliggen.

§ 2. In afwijking van § 1, kan het beheersorgaan, na gunstig advies van de Dienst, een feitelijke vereniging zijn.

In dat geval zijn de leden van de feitelijke vereniging hoofdelijk aansprakelijk voor de uitvoering van de verplichtingen die aan het beheersorgaan opgelegd worden.

§ 3. De Dienst wordt als waarnemer uitgenodigd op de vergaderingen van de beslissingsorganen van het beheersorgaan. Hij ontvangt de oproepingen, de voorbereidingsdocumenten en de verslagen van de vergaderingen, alsook de leden van die organen.

§ 4. Het beheersorgaan moet voldoen aan de verplichtingen bedoeld in artikel 15, § 1, 2° tot 17°.

Het beheersorgaan :

— komt de rapportageverplichtingen jegens de Dienst na overeenkomstig de artikelen 3, § 1, 3°, en de specifieke bepalingen per stroom;

- zorgt voor de statistische opvolging van het beheer van bedoelde afval en voor de monitoring van de keten;
- bepaalt de strategische, financiële en operationele maatregelen, alsook de in artikel 19 bedoelde communicatie- en sensibiliseringsmaatregelen, en voert ze uit;
- haalt de inzamelings- en verwerkingsdoelstellingen per stroom voor het geheel van de terugnameplichtigen met wie het een aansluitingsovereenkomst gesloten heeft;
- bepaalt in overleg met de Dienst de eventuele criteria voor de erkenning van de inzamelings- en verwerkingsoperatoren die aan de afvalbeheersketen deelnemen, de frequentie van de audits die nodig zijn om erkend te worden en om het door hem bepaalde logo te mogen gebruiken;
- kiest het/de geaccrediteerde auditoraan/ auditororganen dat/die een audit van de ketens moet(en) uitvoeren;
- levert desgevallend een erkenningsakte af van de personen die bevoegd zijn om de afval in te zamelen of te verwerken;
- bevordert het hergebruik van de goederen en de optimale valorisatie van de afval.

Afdeling 5. — Zekerheid

Art. 23. § 1. Er kan een zekerheid gesteld worden hetzij d.m.v. een deposito bij de Deposito- en Consignatiekas, hetzij d.m.v. een onafhankelijke bankgarantie ten belope van het bedrag vermeld in de beslissing tot goedkeuring van het individuele preventie- en beheersplan, in de erkenningsbeslissing of in de milieubeleidsvereenkomst. In ieder geval preciseerd de persoon die of het orgaan dat de zekerheid stelt dat het geheel of een deel ervan ontheffbaar is op gewoon verzoek van de dienst, gemotiveerd door het geval van niet-uitvoering van de verplichtingen.

Indien de zekerheid bestaat in een onafhankelijke bankgarantie, dan moet ze uitgegeven worden door een kredietinstelling die erkend is, hetzij door de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen, hetzij door een overheid van een lidstaat van de Europese Unie die bevoegd is om controle uit te oefenen op de kredietinstellingen.

§ 2. Indien de verplichtingen opgelegd aan de terugnameplichtige die artikel 4, § 1, 1^o, uitvoert, aan het erkende orgaan of aan het beheersorgaan niet of slechts gedeeltelijk uitgevoerd zijn ingevolge een nalatigheid zijnentwege of ingevolge een administratieve sanctie, verzoekt de Dienst om de ontheffing van een deel of van het geheel van de financiële zekerheid om de kosten i.v.m. de uitvoering van de verplichtingen te dekken.

Alvorens te verzoeken om de ontheffing van een deel of van het geheel van de financiële zekerheid, waarschuwt de Dienst de terugnameplichtige die artikel 4, § 1, 1^o, uitvoert, het erkende orgaan of het beheersorgaan bij ter post aangetekend schrijven of in een schrijven dat vaste datum verleent. In de waarschuwing wordt gewezen op de verplichtingen die niet nagekomen werden, op de specifieke maatregelen die genomen moeten worden en op de voorgeschreven termijn om de verplichtingen uit te voeren. Die termijn mag niet korter zijn dan vijftien dagen.

De Dienst verhoort de terugnameplichtige die artikel 4, § 1, 1^o, uitvoert, het erkende orgaan of het beheersorgaan indien daarom verzocht wordt. Alvorens gehoord te worden, verstrekt de terugnameplichtige die artikel 4, § 1, 1^o, uitvoert, het erkende orgaan of het beheersorgaan aan de Dienst alle argumenten die hij/het nuttig acht voor zijn verdediging. Het verzoek om gehoord te worden schort de procedure niet op.

§ 3. De zekerheid wordt hersteld nadat de Dienst behoorlijk heeft vastgesteld dat na afloop van de duur van het individuele beheers- en preventieplan, van de erkenning of van de milieubeleidsvereenkomst of de vervogde ontbinding ervan, de hernieuwing niet aangevraagd wordt en de terugnameplichtige die artikel 4, § 1, 1^o, uitvoert, het erkende orgaan of het beheersorgaan al zijn verplichtingen is nagekomen.

De Dienst beslist over het herstel van de zekerheid binnen zes maanden na de vervaldatum van het individuele beheers- en preventieplan, van de erkenning of van de milieubeleidsvereenkomst. Hij betekent zijn beslissing aan de Deposito- en Consignatiekas of aan de bankinstelling die de zekerheid gesteld heeft, alsook aan de terugnameplichtige die artikel 4, § 1, 1^o, uitvoert, aan het erkende orgaan of aan het beheersorgaan.

HOOFDSTUK II. — Afval van batterijen en accu's

Afdeling I. — Algemene bepalingen

Art. 24. In de zin van dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

1^o verwerking van batterijen of accu's : elke activiteit uitgevoerd op afval van batterijen en accu's na aflevering aan een installatie voor sortering, voorbereiding op recycling of verwijdering;

2^o terugnameplichtige : producent van batterijen of accu's in de zin van artikel 2, 20^{bis}, van het decreet. Voor batterijen of accu's ingebouwd in nieuwe toestellen of voertuigen, is de terugnameplichtige de producent van die toestellen of voertuigen;

3^o inzamelingspercentage : het percentage verkregen na deling van het gewicht van de afval van tijdens een kalenderjaar ingezamelde draagbare batterijen en accu's door het gemiddelde gewicht van de draagbare batterijen en accu's die de producenten hetzij rechtstreeks aan de verbruikers verkopen, hetzij aan derden leveren opdat laatstgenoemden ze aan de verbruikers in het Waalse Gewest verkopen in de loop van bedoeld kalenderjaar en de twee vorige kalenderjaren.

Art. 25. De terugnameplicht is van toepassing op de afval van batterijen en accu's vermeld onder de volgende afvalcodes :

1606 Batterijen en accu's.

160601 Loodaccu's.

160602 Accu's Ni-Cd.

160603 Kwikhoudende batterijen.

160604 Alkalibatterijen.

160605 Andere batterijen en accu's.

2001 Afzonderlijk ingezamelde delen.

200133 Gemengde batterijen en accu's bevattende batterijen en accu's opgenomen in de rubrieken 160601, 160602 of 160603 en niet gesorteerde batterijen en accu's die die batterijen bevatten.

200134 Andere batterijen en accu's dan die bedoeld in rubriek 200133.

Dit hoofdstuk is niet van toepassing op de batterijen en accu's die gebruikt worden in :

1° apparatuur die wordt aangewend in samenhang met de bescherming van wezenlijke belangen in verband met de veiligheid van de lidstaten, wapens, munitie, en oorlogsmateriaal, met uitzondering van producten die niet voor specifieke militaire doeleinden zijn bestemd;

2° apparatuur bestemd om de ruimte ingestuurd te worden.

Dit hoofdstuk is van toepassing onverminderd de hoofdstukken VIII en X.

Art. 26. De terugnameplichtigen staan in voor de financiering van alle nettokosten i.v.m. :

1° de inzameling, verwerking en recycling van alle afval van de overeenkomstig dit besluit ingezamelde draagbare batterijen en accu's, ongeacht de datum waarop ze op de markt zijn gebracht;

2° de campagnes ter voorlichting van het publiek over de inzameling, verwerking en recycling van alle afval van batterijen en accu's.

Bij de verkoop van nieuwe draagbare batterijen en accu's worden de kosten van de inzameling, de verwerking en de recycling voor de eindgebruikers niet afzonderlijk vermeld.

De terugnameplichtigen en de gebruikers van industriële en autobatterijen en -accu's mogen overeenkomsten sluiten waarin andere dan de in lid 1 bedoelde financieringsregelingen worden gestipuleerd, mits voorlichting van de Dienst.

Art. 27. Elke producent van batterijen en accu's wordt geregistreerd volgens praktische criteria die door de Dienst bepaald worden.

Art. 27bis. Elke producent, distributeur, inzamelaar, elk recyclingbedrijf of elke actor die in de verwerking tussenkomt, alsook elke betrokken openbare administratie moet kunnen deelnemen aan de systemen voor inzameling, verwerking en recycling. Deze systemen zijn onder niet-discriminerende voorwaarden van toepassing op batterijen en accu's die uit derde landen worden ingevoerd, en worden op zodanige wijze ontworpen dat handelsbelemmeringen of concurrentievervalsingen worden voorkomen.

Afdeling 2. — Preventie

Art. 28. De terugnameplichtige moet overeenkomstig hoofdstuk I van dit besluit maatregelen ter voorkoming van afval van batterijen en accu's uitwerken en ten uitvoer leggen, met name om :

1. de gemiddelde kwaliteit van de op de markt gebrachte batterijen te verhogen, inzake vermogen, levensduur en duurzaamheid;

2. duidelijke informatie te verstrekken aan de gebruikers, met inbegrip van de fabricanten van apparaten die batterijen en accu's gebruiken, over de meest geschikte types batterijen naar gelang van de gebruiken, en het gebruik van oplaadbare in plaats van niet oplaadbare draagbare batterijen en accu's te bevorderen;

3. batterijen en accu's te ontwikkelen met de gunstigste ecobalans voor het leefmilieu.

In geval van gemeenschappelijk systeem wordt het document met de communicatie- en sensibiliseringsmaatregelen door het erkende orgaan of het beheersorgaan aangevuld met een bepaling om de gezinnen, beroepsgebruikers en fabricanten van apparaten gevoelig te maken voor preventie van afval van draagbare en industriële batterijen en accu's. Tijdens de looptijd van de erkenning of de overeenkomst wordt minstens één communicatie- en sensibiliseringscampagne aan de preventie van die afval besteed.

Afdeling 3. — Gescheiden inzameling van afval van draagbare batterijen en accu's

Art. 29. Elke houder van afval van draagbare batterijen en accu's moet die afval hetzij aan een voor de inzameling van gevaarlijke afval erkende inzamelaar afgeven, hetzij hem inleveren op één van de inzamelpunten die daartoe voorzien worden door de terugnameplichtige en de publiekrechtelijke rechtspersoon die territoriaal verantwoordelijk is voor het beheer van huishoudafval.

De detailhandelaar moet van de gezinnen en beroepsgebruikers alle afval van draagbare batterijen en accu's terugnemen, zelfs als die gezinnen geen gelijkwaardig product kopen.

De terugnameplichtige moet op eigen kosten regelmatig alle afval van draagbare batterijen en accu's inzamelen die bij de detailhandelaars, containerparken of bij de scholen en de erkende inzamelaars aangenomen wordt om die afval voor zijn rekening te laten verwerken in een daartoe vergunde inrichting. In dat geval mogen de erkende inzamelaars geen verwerkingskosten factureren aan hun klanten.

Daarenboven is de terugnameplichtige gehouden tot terugname van de gezamenlijke afval van de draagbare batterijen en accu's afkomstig van de installaties voor de ontmanteling en zuivering van afgedankte elektrische of elektronische apparatuur en autowrakken.

Art. 30. Via de overeenkomstig artikel 29 tot stand gebrachte inzamelingen moet de terugnameplichtige een percentage gescheiden inzameling halen van minimum :

1° 45 % vanaf 2010;

2° 50 % vanaf 2012.

Afdeling 4. — Gescheiden inzameling van afval van industriële batterijen en accu's en van autobatterijen en -accu's

Art. 31. De terugnameplichtige zorgt ervoor dat alle afval van industriële batterijen en accu's op selectieve wijze ingezameld kan worden om overeenkomstig afdeling 5 te worden verwerkt.

Art. 32. De detailhandelaar is verplicht alle afval van industriële batterijen en accu's die hen door de gezinnen en beroepsgebruikers wordt gebracht gratis terug te nemen.

De distributeur is ertoe verplicht op eigen kosten, regelmatig en ter plaatse bij de detailhandelaars alle overeenkomstig het vorige lid in ontvangst genomen afval van industriële batterijen en accu's terug te nemen en aan de producent te tonen.

De terugnameplichtige moet op eigen kosten regelmatig alle afval van industriële batterijen en accu's, ongeacht de chemische samenstelling ervan, inzamelen bij de distributeurs of, zo niet, bij de detailhandelaars om hem in een daartoe vergunde inrichting te laten verwerken.

Daarenboven is de terugnameplichtige gehouden tot terugname van de gezamenlijke afval van industriële batterijen en accu's afkomstig van de installaties voor de ontmanteling en zuivering van afgedankte elektrische of elektronische apparatuur.

De terugnameplichtige is verplicht tot terugname van de afval van industriële batterijen en accu's, ongeacht de

chemische samenstelling en herkomst ervan, die hem door de gezinnen en beroepsgebruikers gebracht wordt.

Art. 33. Garagisten en alle andere detailhandelaars die zorgen voor het onderhoud, het herstel en de vervanging van batterijen en accu's moeten alle afval van autobatterijen en -accu's die hen door gezinnen en beroepsgebruikers wordt gebracht gratis terugnemen.

De distributeur is ertoe verplicht op eigen kosten, regelmatig en ter plaatse bij de in het eerste lid bedoelde garagisten en detailhandelaars alle overeenkomstig het vorige lid in ontvangst genomen afval van autobatterijen en -accu's uit de door de garagisten uitgeoefende activiteiten i.v.m. onderhoud van de voertuigen terug te nemen en aan de producent of uitvoerder te tonen.

De terugnameplichtige moet op eigen kosten regelmatig alle afval van autobatterijen en accu's die aangenomen wordt bij de distributeurs of, zo niet, bij de garagisten en detailhandelaars bedoeld in het eerste lid, op hun verzoek inzamelen om hem in een daartoe vergunde inrichting te laten verwerken.

Wat betreft de autobatterijen en -accu's die in nieuwe voertuigen ingebouwd zijn, is de terugnameplichtige gehouden tot de terugname van de gezamenlijke afval van autobatterijen en -accu's van de voertuigen ingeleverd bij een installatie voor de ontmanteling of zuivering van autowrakken.

Afdeling 5. — Verwerking van afval van batterijen en accu's

Art. 34. § 1. De producenten of derden zetten, met gebruikmaking van de beste beschikbare technieken, met het oog op de bescherming van de gezondheid en het milieu systemen op voor de verwerking en recycling van de afval van batterijen en accu's.

Het is verboden afval van batterijen en accu's te verwijderen zonder voorafgaande verwerking met het oog op de volledige of gedeeltelijke recycling ervan. De verwerking houdt minimaal het verwijderen in van alle vloeistoffen en zuren en, voor kwikoxide batterijen, de afscheiding van het kwik en de overige bestanddelen.

Het is verboden autobatterijen of -accu's van hun zuur te ontdoen buiten een vergunde vewerkingsinstallatie. De elektrolyten moeten eerst gevaloriseerd of, bij gebreke daarvan, geneutraliseerd worden.

De papier-, karton- en kunststofresten die niet niet-gerecycleerd mogen worden omdat ze besmet zijn, moeten energetisch gevaloriseerd worden.

Onverminderd het verbod op storting in een technisch ingravingscentrum, moeten de niet recycleerbare minerale resten uit de verwerking van andere batterijen en accu's dan autobatterijen en -accu's een stabiliseringsbehandeling ondergaan voor elke storting in een technisch ingravingscentrum.

Verwerking en opslag, tijdelijke opslag inbegrepen, in verwerkingsinstallaties vinden plaats op locaties met ondoorlaatbare oppervlakken en passende weerbestendige afdekkingen of in hiertoe geschikte containers. De verwerking houdt minimaal het verwijderen van alle vloeistoffen en zuren in.

§ 2. Door de verwerking van de in dit hoofdstuk bedoelde afval moeten de volgende minimumpercentages bereikt worden :

1. recycling van 65 % van het gemiddelde gewicht van de tijdens het afgelopen jaar ingezamelde lood-zuurbatterijen en -accu's, en 95 % van het loodgehalte van genoemde afval;

2. recycling van 75 % van het gemiddelde gewicht van de tijdens het afgelopen jaar ingezamelde nikkel-cadmiumbatterijen en -accu's. Recycling van het cadmiumgehalte is technisch zo haalbaar mogelijk, waarbij buitensporige kosten voorkomen worden;

3. recycling van 50 % van het gemiddelde gewicht van andere afval van batterijen en accu's die tijdens het afgelopen jaar is ingezameld. Voor zinkcarbonaatbatterijen en alkalibatterijen worden de zink- en mangaanhoudende fracties van de batterijen gerecycleerd in de vorm van oxyden, zouten of hydroxyden.

Art. 35. Het is verboden draagbare batterijen en accu's, afval van industriële batterijen en accu's en van autobatterijen en -accu's te verbranden.

Afdeling 6. — Rapportage

Art. 36. Wat draagbare batterijen en accu's betreft, verstrekt de terugnameplichtige de Dienst jaarlijks uiterlijk 20 april de volgende gegevens betreffende het vorige jaar :

1. de in kg uitgedrukte totale hoeveelheid draagbare accu's en batterijen ingezameld in het Waalse Gewest, per inzamelingskanaal;

2. de in kg uitgedrukte totale hoeveelheid draagbare accu's en batterijen op de markt gebracht in het Waalse Gewest, per chemisch systeem en in aantal;

3. de in kg uitgedrukte totale hoeveelheid draagbare accu's en batterijen toevertrouwd aan de inrichtingen vergund voor de verwerking ervan, per type verwerking en per categorie;

4. een raming van de gemiddelde samenstelling, op zijn minst per materiaal, van de op de markt gebrachte producten, alsook van de gebruikte gevaarlijke stoffen;

5. een lijst van de inzamelings- en verwerkingsoperatoren die het beheer van de draagbare accu's en batterijen waargenomen hebben;

6. de wijze van verwerking van de afval van draagbare accu's en batterijen per verwerkingsproces, met inbegrip van de kwalitatieve en kwantitatieve omschrijving van de handelingen;

7. de raming van de in kg uitgedrukte totale hoeveelheid draagbare accu's en batterijen op de markt gebracht in het Waalse Gewest tijdens het lopende jaar;

8. de in kg uitgedrukte hoeveelheden afval van batterijen en accu's afkomstig van de centra voor de ontmanteling of zuivering van afgedankte elektrische en elektronische apparatuur en autowrakken;

9. in geval van milieubeleidsovereenkomst of van erkend orgaan : de bijdrage(n) gestort aan het beheersorgaan, alsook de berekeningsmodaliteiten, en de lijst van de leden van en aangeslotenen bij het beheersorgaan.

Art. 37. Wat industriële batterijen en accu's betreft, verstrekt de terugnameplichtige de Dienst jaarlijks uiterlijk 20 april de volgende gegevens betreffende het vorige jaar :

1° de in kg uitgedrukte totale hoeveelheid industriële accu's en batterijen ingezameld per inzamelingskanaal;

2° de in kg uitgedrukte totale hoeveelheid industriële accu's en batterijen op de markt gebracht in het Waalse Gewest, per chemisch systeem en in aantal;

3° de in kg uitgedrukte totale hoeveelheid industriële accu's en batterijen toevertrouwd aan de inrichtingen vergund voor de verwerking ervan, per type verwerking en per categorie;

4° een raming van de gemiddelde samenstelling, op zijn minst per materiaal, van de op de markt gebrachte producten, alsook van de gebruikte gevaarlijke stoffen;

5° een lijst van de inzamelings- en verwerkingsoperators die het beheer van de industriële accu's en batterijen waargenomen hebben;

6° de wijze van verwerking van de afval van industriële accu's en batterijen per verwerkingsproces, met inbegrip van de kwalitatieve en kwantitatieve omschrijving van de handelingen;

7° de raming van de in kg uitgedrukte totale hoeveelheid industriële accu's en batterijen op de markt gebracht in het Waalse Gewest tijdens het lopende jaar;

8° de gegevens afkomstig van de centra voor de ontmanteling of zuivering van afgedankte elektrische en elektronische apparatuur en autowrakken.

Art. 38. Voor autobatterijen en -accu's verstrekt de terugnameplichtige de Dienst jaarlijks uiterlijk 20 april de volgende gegevens over het vorige jaar wat hem betreft, met name afval van batterijen en accu's uit de vervangingsmarkt en afval van batterijen en accu's ingezameld in een erkend centrum voor de ontmanteling van autowrakken :

1° de in kg uitgedrukte totale hoeveelheid autobatterijen en -accu's op de markt gebracht in het Waalse Gewest in het kader van, respectievelijk, het op de markt brengen van nieuwe voertuigen en de vervangingsmarkt;

2° de in kg uitgedrukte totale hoeveelheid autobatterijen en -accu's ingezameld in het Waalse Gewest, waarbij een onderscheid gemaakt wordt tussen afval van autobatterijen en -accu's uit de vervangingsmarkt en diezelfde afval ingezameld in een erkend centrum voor de ontmanteling van autowrakken;

3° de installaties waarin voornoemde ingezamelde afval is verwerkt en de omschrijving van de wijze waarop hij is verwerkt;

4° de in kg uitgedrukte totale hoeveelheid autobatterijen en -accu's toevertrouwd aan de inrichtingen vergund voor de verwerking ervan, per type verwerking en per categorie;

5° de gemiddelde samenstelling, minstens per materiaal, van de op de markt gebrachte autobatterijen en -accu's, met inbegrip van de gebruikte gevaarlijke stoffen en componenten.

Afdeling 7. — Voorlichting, sensibilisering en communicatie

Art. 39. § 1. Wat draagbare batterijen en accu's betreft, zorgt de terugnameplichtige ervoor, met name via voorlichtingscampagnes, dat de gebruikers ingelicht worden over :

1° de mogelijke effecten van de in genoemde batterijen en accu's gebruikte stoffen op het leefmilieu en de gezondheid van de mens;

2° het belang om de afval van draagbare batterijen en accu's niet met ongesorteerde of daarmee gelijkgestelde huishoudafval te verwijderen en om deel te nemen aan de gescheiden inzameling met het oog op een vlotte verwerking en recycling;

3° de inzamelings- en recyclingsystemen die hen ter beschikking gesteld worden;

4° de rol die ze te vervullen hebben bij de recycling van afval van draagbare batterijen en accu's.

§ 2. De kosten van de inzameling, verwerking en recycling van de afval van draagbare batterijen en accu's, de wijze van financiering ervan, alsook de wijzen van beheer van die afval worden meegedeeld aan de gebruikers.

Art. 40. Wat industriële en autobatterijen en -accu's betreft, zorgen de terugnameplichtigen ervoor dat de gebruikers, garagisten en detailhandelaars ingelicht worden over :

1° de mogelijke effecten van de in genoemde batterijen en accu's gebruikte stoffen op het leefmilieu en de gezondheid van de mens;

2° de inzamelings- en verwerkingsketens met het oog op de doeltreffendheid van de terugnameplicht;

3° de eventuele kosten voor de inzameling en verwerking van die afval en de wijzen van beheer ervan, wat de gebruikers betreft.

HOOFDSTUK III. — Versleten banden

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 41. § 1. In de zin van dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

1° terugnameplichtige : producent in de zin van artikel 2, 20bis, van het decreet. Wat betreft de banden die nieuwe voertuigen uitrusten, is de terugnameplichtige de producent van die voertuigen;

2° inzamelingspercentage voor de vervangingsmarkt : de in percent uitgedrukte verhouding tussen het totaalgewicht van de ingezamelde versleten banden en het totaalgewicht van de tijdens betrokken kalenderjaar op de markt gebrachte banden, na aftrek van het slijtagepercentage;

3° het percentage van inzameling van banden die nieuwe voertuigen uitrusten : de in percent uitgedrukte verhouding tussen het totaalgewicht van de versleten banden ingeleverd bij installaties voor de ontmanteling en zuivering van autowrakken en het totaalgewicht van de tijdens bedoeld kalenderjaar voor verbruik aangeboden banden die nieuwe voertuigen uitrusten, na aftrek van het slijtagepercentage;

4° gecumuleerd globaal percentage van hergebruik, covering en recycling van ingezamelde banden : het totaalgewicht van de daadwerkelijk hergebruikte, gecoverde of gerecycleerde banden, verhoogd met het totaalgewicht van opslag voorafgaand aan de verwerking van de ingezamelde versleten banden in verhouding tot het totaalgewicht van de ingezamelde banden, uitgedrukt in percent.

De weerslag van het in 2° en 3° bedoelde slijtagepercentage op het gewicht van de versleten banden wordt bepaald op basis van een onderzoek dat op objectieve en contradictoire wijze door de terugnameplichtige gevoerd wordt, en waarvan de conclusies door de Dienst goedgekeurd worden.

§ 2. De terugnameplicht is van toepassing op de versleten banden opgenomen onder de afvalcode :

160103 Versleten banden.

De terugnameplichtige legt de Dienst de criteria voor op grond waarvan een onderscheid gemaakt kan worden tussen valoriseerbare banden en voor hergebruik geschikte banden die onmiddellijk en zonder enige behandeling weer op de markt gebracht kunnen worden. Wanneer de banden niet meer voldoen aan de geldende federale wetgeving die de minimale diepte van de profielen van het loopvlak bepaalt, zijn ze niet voor hergebruik geschikt.

Afdeling 2. — Preventie

Art. 42. De terugnameplichtige moet overeenkomstig hoofdstuk I van dit besluit bandenpreventiemaatregelen uitwerken en ten uitvoer leggen, met name met het oog op de ontwikkeling en de bevordering van het gebruik van banden met een bewezen licht milieueffect, zoals banden met een vlot uitdiepbaar en coverbaar loopvlak, met een lange levensduur en een zwakke wrijvingscoëfficiënt.

De terugnameplichtige of het erkende orgaan of het beheersorgaan in geval van gemeenschappelijk systeem, wijst de gezinnen en de beroepsgebruikers op de mogelijkheden om dergelijke banden te kopen en op de voordelen die ermee verbonden zijn.

Afdeling 3. — Inzameling van versleten banden

Art. 43. Het gezin dat zich wenst te ontdoen van een beperkt aantal versleten banden die in zijn bezit is, kan ze hetzij overeenkomstig het vorige lid bij een detailhandelaar of bij garagisten inleveren, hetzij naar een containerpark brengen onder de voorwaarden en binnen de perken bepaald door de publiekrechtelijke rechtspersoon die het containerpark uitbaat.

De detailhandelaar en de garagist moeten elke versleten band die hen door de gezinnen of de beroepsgebruiker gebracht wordt gratis terugnemen bij de aankoop van een band van hetzelfde type. Ze kunnen in onderlinge samenspraak met de terugnameplichtige elke versleten band die hen gebracht wordt terugnemen binnen de perken van de hoeveelheden die ze zelf gekocht hebben in de loop van het vorige kalenderjaar.

De distributeur moet op eigen kosten regelmatig alle ontvangen versleten banden bij de detailhandelaars terugnemen of laten inzamelen binnen de perken van de hoeveelheden die hij zelf in de loop van het vorige kalenderjaar bij de terugnameplichtige gekocht zal hebben.

De terugnameplichtige moet op eigen kosten regelmatig alle aangenomen banden bij de distributeurs of, zo niet, bij de detailhandelaars en de garagisten en de geregistreerde inzamelers terugnemen of laten inzamelen binnen de perken van de hoeveelheden die hij zelf op de markt gebracht zal hebben in het Waalse Gewest, en ze laten verwerken in een daartoe vergunde inrichting.

Art. 44. De terugnameplichtige moet alle banden uit de gezinnen die ingezameld worden door de publiekrechtelijke rechtspersonen die verantwoordelijk zijn voor de inzameling van huishoudafval gratis terugnemen en laten verwerken in een daartoe vergunde inrichting, of de inzameling en verwerking van versleten banden uit de gezinnen die ingezameld worden door de publiekrechtelijke rechtspersonen die verantwoordelijk zijn voor de inzameling van huishoudafval financieren naar rato van de hoeveelheden banden die hij op de markt brengt.

Een overeenkomst tussen de terugnameplichtige en de publiekrechtelijke rechtspersonen die containerparken beheren voorziet in de voorwaarden van aanneming en terugname van versleten banden, met name het maximumaantal banden dat door de gezinnen ingeleverd mag worden.

Art. 45. De terugnameplichtige zamelt alle versleten banden in die hem gebracht worden, met een maximum van 100 % van de banden die tijdens het afgelopen jaar op de markt zijn gebracht.

De terugnameplichtige is gehouden tot de inzameling van minimum 85 % van de banden die in het Waalse Gewest voor verbruik aangeboden worden in het kader van de vervangingsmarkt.

Wat betreft banden voor de uitrusting van nieuwe voertuigen, is de terugnameplichtige gehouden tot de inzameling van een hoeveelheid banden gelijk aan 100 % van de versleten banden van autowrakken die ingeleverd moeten worden bij de installaties voor de ontmanteling en zuivering van autowrakken.

Afdeling 4. — Verwerking van versleten banden

Art. 46. Versleten banden die door de detailhandelaars en garagisten teruggenomen worden, worden voor de inzameling gesorteerd om er zoveel mogelijk herbruikbare banden uit te halen. De ingezamelde banden worden gesorteerd om er degene uit te halen waarvan het loopvlak technisch vernieuwbaar is. Ze worden georiënteerd naar loopvlakhernieuwingsketens die erkend zijn door het beheersorgaan of het erkende orgaan en het Waalse Gewest.

De versleten banden die door de detailhandelaars en garagisten teruggenomen of ingezameld worden, alsook de versleten banden van autowrakken die ingeleverd worden in erkende centra voor de ontmanteling van autowrakken en die niet opnieuw gebruikt kunnen worden of waarvan het loopvlak niet vernieuwbaar is, worden georiënteerd naar recyclingketens die erkend zijn door het beheersorgaan of het erkende orgaan en het Waalse Gewest.

De ingezamelde banden die niet opnieuw gebruikt of gerecycleerd worden en waarvan het loopvlak niet vernieuwd wordt, worden energetisch gevaloriseerd.

Het totaal van de opslag die voorafgaat aan de verwerking van de ingezamelde banden, uitgedrukt in ton, mag niet hoger zijn dan 10 % van het jaarlijks ingezamelde totaalgewicht.

Art. 47. Jaarlijks moet een gecumuleerd globaal percentage van 55 % hergebruik, loopvlakvernieuwing en/of recycling gehaald worden.

Afdeling 5. — Rapportage

Art. 48. De terugnameplichtige verstrekt de Dienst jaarlijks uiterlijk 20 april de volgende gegevens m.b.t. het vorige jaar :

1. de totale hoeveelheid banden op de markt gebracht in het Waalse Gewest, uitgedrukt in kg en eenheden. Behalve wanneer aparte rapporten worden opgemaakt, vermeldt het rapport respectievelijk de hoeveelheid banden die op de vervangingsmarkt is gebracht en de banden die op de markt gebrachte nieuwe voertuigen uitrusten;

2. de in kg en eenheden uitgedrukte totale hoeveelheid versleten banden ingezameld in het Waalse Gewest, waarbij een onderscheid gemaakt wordt tussen de versleten banden, excl. vervangingsmarkt, die ingezameld worden via het netwerk van de publiekrechtelijke rechtspersonen, de banden die ingezameld worden via het distributienetwerk en de banden die ingezameld worden via de erkende centra voor de ontmanteling van autowrakken;

3. de installaties waarin de ingezamelde versleten banden zijn verwerkt, de omschrijving van de verwerkingswijze en het percentage restafval dat verwijderd wordt na die verwerkingen;

4. de in kg en eenheden uitgedrukte totale hoeveelheden versleten banden die respectievelijk hergebruikt, vernieuwd, gerecycleerd en energetisch gevaloriseerd worden;

5. de in kg of eenheden uitgedrukte totale hoeveelheid banden afkomstig van de centra voor de ontmanteling van autowrakken;

6. de raming van de in kilogram uitgedrukte totale hoeveelheid banden op de markt gebracht in het Waalse Gewest tijdens het lopende jaar;

7. in geval van milieubeleidsvereenkomst of van erkend orgaan : de bijdrage(n) gestort aan het beheersorgaan, alsook de berekeningsmodaliteiten, en de lijst van de leden van en aangeslotenen bij het beheersorgaan.

Afdeling 6. — Voorlichting, sensibilisering en communicatie

Art. 49. § 1. De terugnameplichtigen zorgen ervoor, met name via voorlichtingscampagnes, dat de gezinnen en beroepsgebruikers ingelicht worden over, o.a., de ter beschikking gestelde inzamelings- en recyclingsystemen en over de rol die zij bij de recycling te vervullen hebben.

De kosten van de inzameling, verwerking en recycling van de versleten banden, de wijze van financiering ervan, alsook de wijzen van beheer van die afval zijn het voorwerp van een bericht aan de verbruikers.

§ 2. De terugnameplichtigen zorgen voor de doeltreffendheid van de keten voor de terugname van de versleten banden, met name via de voorlichting en sensibilisering van de inzamelaars, vervoerders, detailhandelaars, garagisten en vergunde verwerkingscentra.

HOOFDSTUK IV. — *Papierafval*

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 50. § 1. In de zin van dit hoofdstuk wordt onder inzamelingspercentage verstaan de verhouding van het gewicht van de ingezamelde papierafval en van het gewicht van het papier dat tijdens bedoeld kalenderjaar op de markt is gebracht in het Waalse Gewest, uitgedrukt in percent.

§ 2. De terugnameplicht is van toepassing op de huishoudelijke of daarmee gelijkgestelde papierafval omschreven in artikel 1 en opgenomen onder volgende afvalcode :

20 01 01 : Papier en karton.

Dit hoofdstuk is niet van toepassing op papierafval van de volgende publicaties :

1° publicaties zonder advertentie, reclame of reclameadvertentie;

2° publicaties die minder dan 3 ton papier per jaar in omloop brengen in het Waalse Gewest.

Afdeling 2. — Preventie

Art. 51. De terugnameplichtige moet overeenkomstig hoofdstuk I van dit besluit afvalpreventiemaatregelen uitwerken en ten uitvoer leggen o.a. met het oog op :

1. het gebruik van milieuvriendelijke inkten en lijmsorten die voldoen aan specificaties bepaald in overleg met de betrokken sectoren en de Dienst, met inachtneming van de technieken voor de recycling van papierafval;

2. het gebruik als drukstof van papier dat zoveel mogelijk gerecycleerde vezels en/of vezels uit duurzaam beheerd hout bevat en de label FSC, PEFC of een gelijkwaardige label draagt, behalve technische onmogelijkheid aangetoond bij het drukken of het recyclen;

3. het gebruik van papier waarvan de productie weinig of geen schadelijke stoffen voor het leefmilieu en de gezondheid eist, met name wat betreft de bleektechniek, blauwsels en additieven;

4. de voorkoming van het gebruik van stoffen die schadelijk zijn bij de recycling, in overleg met de inzamelaars en recyclers;

5. de maximale voorkoming of beperking van het gebruik van verpakkingen voor publicaties, meer bepaald niet recycleerbare kunststoffilms.

Art. 52. Wat de reclamedrukwerken, gratis informatiefolders en gidsen betreft, moeten de terugnameplichtigen, naast de in artikel 51 bedoelde verplichtingen, de volgende verplichtingen nakomen :

1. voor niet geadresseerde verzendingen, zich houden aan en ervoor zorgen dat hun medecontractanten zich houden aan :

a) de gemeentelijke distributiebeperkingen, met name wat onbewoonde woningen betreft;

b) de distributiebeperkingen betreffende de zelfklevers die op brievenbussen aangebracht worden, overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 21 december 2006 betreffende de preventie van afval van reclamepapier;

2. voor geadresseerde verzendingen, een systeem organiseren voor het beheer van de weigeringen van die publicaties;

3. ervoor zorgen dat de gidsen gratis ingekeken kunnen worden op het internet.

Afdeling 3. — Gescheiden inzameling van papierafval

Art. 53. § 1. Papierafval van de gezinnen wordt op initiatief van de publiekrechtelijke rechtspersonen die territoriaal verantwoordelijk zijn voor het beheer van huishoudafval ingezameld, huis aan huis, via containerparken of vrijwillige aanvoerpunten.

De gevallen waarin de inzameling door de terugnameplichtige tegen de reële en volle prijs terugbetaald wordt zijn de volgende :

1. huis aan huis inzameling, maandelijks of om de vier weken, aangevuld met een inzameling in containerparken;

2. inzameling in duo met een andere stroom, huis aan huis, 2 keer per maand of om de twee weken, aangevuld met een inzameling in containerparken;

3. in landelijke gebieden, indien er niet voorzien wordt in de twee voornoemde mogelijkheden, inzameling door vrijwillige toevoer naar hergroeperingspunten, zoals containerparken;

4. mits motivering, kan de onder 1 en 2 bedoelde inzamelingsfrequentie in de gemeenten met meer dan 100 000 inwoners verhoogd worden tot twee keer per maand of één keer per week.

De prijs van de huis aan huis inzameling wordt berekend op basis van de marktprijzen die het jaar tevoren zijn gefactureerd aan de Dienst en aan het orgaan die erkend zijn voor het beheer van huishoudelijke verpakingsafval. Wanneer de publiekrechtelijke rechtspersoon die territoriaal bevoegd is voor het beheer van huishoudafval in regie werkt, met zijn personeel en zijn eigen inzamelingsmiddelen, worden de kosten berekend in onderlinge overeenstemming tussen de terugnameplichtige, de publiekrechtelijke rechtspersoon en de Dienst, met verwijzing naar de kosten terugbetaald inzake het beheer van afval van papier-/kartonverpakking.

De prijs van de inzameling en de verwerking wordt door de terugnameplichtige betaald naar rato van de op de markt gebrachte tonnen papier.

§ 2. Elke producent van gidsen is verplicht :

— hetzij de terugname van de gidsenafval te organiseren bij de distributie van de nieuwe gidsen, via het distributiecircuit van de nieuwe gidsen;

— hetzij te zorgen voor de financiering van de inzamelingen bedoeld in paragraaf 1 naar rato van het aantal ton gidsen verdeeld in de loop van het referentiejaar in vergelijking met het totaal aantal ton papierafval ingezameld door of voor rekening van de publiekrechtelijke rechtspersoon die verantwoordelijk is voor de inzameling van de huishoudafval.

Art. 54. De terugnameplichtige is gehouden tot de inzameling van minimum 90 % van de in dit hoofdstuk bedoelde afval van het papier dat op de markt gebracht wordt in het Waalse Gewest.

Afdeling 4. — Papierafvalverwerking

Art. 55. § 1. De ingezamelde papierafval wordt gerecycleerd en de sorteerresten worden energetisch gevaloriseerd.

§ 2. De verkoopwaarde van het papier, zoals ze resulteert uit de opdrachten gegund door de gemeente, de intercommunale of het orgaan erkend voor het beheer van de huishoudelijke verpakingsafval, wordt overeenkomstig artikel 53, § 1, in aanmerking genomen bij de berekening van de kosten die door de terugnameplichtige gedragen worden volgens de financiële modaliteiten bepaald in het kader van het beheer van verpakingsafval.

Afdeling 5. — Rapportage

Art. 56. De terugnameplichtige verstrekt de Dienst jaarlijks uiterlijk 20 april de volgende gegevens m.b.t. het vorige jaar :

1° het totaalgewicht van de publicaties die op de markt zijn gebracht in het Waalse Gewest;

2° wanneer de papierafval niet uitsluitend door de publiekrechtelijke rechtspersonen beheerd wordt, de ingezamelde en gesorteerde hoeveelheden, de voortgebrachte hoeveelheden sorteerresten en informatie over de economische marktomstandigheden voor de inzameling en recycling van papierafval;

3° de ten uitvoer gelegde preventiemaatregelen en de nodige gegevens voor de beoordeling van die maatregelen;

4° de ondernomen sensibiliseringsacties;

5° in geval van erkend orgaan of van milieubeleidsvereenkomst : de bijdragen gestort aan het beheersorgaan, vergezeld van de bewijsstukken en de berekeningsmodaliteiten, en de lijst van de leden van en aangeslotenen bij het beheersorgaan.

Afdeling 6. — Voorlichting, sensibilisering en communicatie

Art. 57. § 1. De terugnameplichtigen zorgen ervoor, met name via voorlichtingscampagnes, dat de gezinnen en beroepsgebruikers ingelicht worden over, o.a., de te hunner beschikking gestelde inzamelings- en recyclingsystemen en over de rol die zij bij de recycling te vervullen hebben, met name de scheiding van de materialen per keten.

§ 2. De kosten van de inzameling en de recycling van de papierafval, de wijze van financiering ervan, alsook de wijzen van beheer van die afval, zijn het voorwerp van een bericht aan de verbruikers.

§ 3. Voor andere papierafval dan reclaimedrukwerk en gratis informatiefolders ontwikkelen de terugnameplichtigen in overleg met de Dienst voorlichtings- en sensibiliseringsacties inzake afvalpreventie en -beheer en inzake preventie van milieuwangedrag i.v.m. afval.

HOOFDSTUK V. — Afgewerkte oliën die niet voor voedingsdoeleinden bestemd zijn

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 58. In de zin van dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

1° terugnameplichtige : de producent van oliën in de zin van artikel 2, 20bis, van het decreet. Voor oliën die in nieuwe toestellen of voertuigen gebruikt worden, is de terugnameplichtige de producent van die toestellen of voertuigen;

2° regeneratie : regeneratie zoals bedoeld in artikel 1, 8°, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de afgewerkte olie;

3° inzamelingspercentage : de verhouding tussen de ingezamelde afgewerkte oliën en het totaalgewicht van de oliën die in de loop van bedoeld kalenderjaar ingezameld kunnen worden, uitgedrukt in percent. De hoeveelheden afgewerkte oliën die ingezameld kunnen worden jaarlijks bepaald op basis van de hoeveelheden nieuwe oliën die op de markt gebracht worden in het Waalse Gewest, rekening houdend met de weer uitgevoerde oliën, met de oliën vervat in uitgevoerde tweedehandsvoertuigen en met de verliezen bij het gebruik van de oliën. Het verliespercentage bij het gebruik van de oliën wordt bepaald op basis van een onderzoek dat op objectieve en contradictoire wijze door de terugnameplichtige gevoerd wordt, en waarvan de conclusies door de Dienst goedgekeurd worden. De oliehoeveelheden vervat in de uitgevoerde tweedehandsvoertuigen worden bepaald op basis van een jaarlijkse raming van het door de terugnameplichtige uitgevoerd aantal voertuigen;

4° valorisatiepercentage per regeneratie of andere hergebruiken : de verhouding tussen het gewicht van de daadwerkelijk gevaloriseerde afgewerkte oliën per regeneratie of andere hergebruiken en het totaalgewicht van de oliën ingezameld tijdens bedoeld kalenderjaar, uitgedrukt in percent.

Art. 59. De terugnameplicht is van toepassing op afgewerkte huishoudelijke en professionele oliën afkomstig van nieuwe oliën die op de markt worden gebracht in het Waalse Gewest en die opgenomen zijn onder de volgende afvalcodes :

- 08 03 19 Dispersieolie van de bereiding, formulering, levering en gebruik van drukinkt.
- 12 01 06 Halogeenhoudende minerale machineolie (exclusief emulsies of oplossingen).
- 12 01 07 Halogeenrijke minerale machineolie, exclusief emulsies of oplossingen.
- 12 01 08 Halogeenhoudende emulsies en oplossingen voor machinale bewerking.
- 12 01 09 Halogeenrijke emulsies en oplossingen voor machinale bewerking.
- 12 01 10 Synthetische machineolie.
- 12 01 19 Biologisch vlot afbreekbare machineolie.
- 13 01 04 Gechloreerde hydraulische olie (emulsies).
- 13 01 05 Niet-gechloreerde hydraulische olie (emulsies).
- 13 01 09 Gechloreerde minerale hydraulische olie.
- 13 01 10 Niet-gechloreerde minerale hydraulische olie.
- 13 01 11 Synthetische hydraulische olie.
- 13 01 12 Biologisch vlot afbreekbare hydraulische olie.
- 13 01 13 Overige hydraulische olie.
- 13 02 04 Gechloreerde minerale motor-, transmissie- en smeeroilie.
- 13 02 05 Niet-gechloreerde minerale motor-, transmissie- en smeeroilie.
- 13 02 06 Synthetische motor-, transmissie- en smeeroilie.
- 13 02 07 Biologisch vlot afbreekbare motor-, transmissie- en smeeroilie.
- 13 02 08 Overige motor-, transmissie- en smeeroilie.
- 13 03 06 Niet bij 13 03 01 ingedeelde gechloreerde minerale olie voor isolatie en warmteoverdracht.
- 13 03 07 Niet-gechloreerde minerale olie voor isolatie en warmteoverdracht.
- 13 03 08 Synthetische olie voor isolatie en warmteoverdracht.
- 13 03 09 Biologisch vlot afbreekbare olie voor isolatie en warmteoverdracht.
- 13 03 10 Overige olie voor isolatie en warmteoverdracht.
- 13 08 02 Niet elders genoemde overige emulsies.
- 13 08 99 Niet elders genoemde afgewerkte oliën.

20 01 26 Niet bij 20 01 25 ingedeelde afgewerkte oliën ingezameld door publiekrechtelijke rechtspersonen die verantwoordelijk zijn voor de inzameling van huisvuil.

Afdeling 2. — Preventie

Art. 60. De terugnameplichtige moet overeenkomstig hoofdstuk I van dit besluit afvalpreventiemaatregelen uitwerken en ten uitvoer leggen, met name de ontwikkeling en bevordering van het gebruik van biologisch afbreekbare oliën voor toepassingen in verloren smering, zoals ontkistingsoliën, kettingzaagoliën en biosmeeroiliën in de toepassingen i.v.m. oppervlaktewateren.

In geval van gemeenschappelijk systeem worden de communicatie- en sensibiliseringsmaatregelen door het erkende orgaan of het beheersorgaan aangevuld met een bepaling om de gezinnen en de beroepsgebruikers gevoelig te maken voor de voordelen en mogelijkheden om biologisch afbreekbare oliën te gebruiken.

Afdeling 3. — Gescheiden inzameling van afgewerkte oliën

Art. 61. § 1. De terugnameplichtige is verplicht tot terugname van afgewerkte huishoudelijke oliën die ingezameld worden door de voor de inzameling van huishoudafval verantwoordelijke publiekrechtelijke rechtspersonen en moet ze op zijn kosten laten verwerken in een daartoe vergunde inrichting.

Wanneer de afgewerkte huishoudelijke oliën die via het netwerk van openbare infrastructuur ingezameld worden, verwerkt worden in het kader van een overheidsopdracht gegund door de publiekrechtelijke rechtspersonen die voor het beheer van huishoudafval verantwoordelijk zijn, betaalt hij de uit die opdracht resulterende reële en volle prijs voor het afvalbeheer, administratieve beheerskosten inbegrepen, terug naar rato van de in het Waalse Gewest op de markt gebrachte oliehoeveelheden, waarbij de maximumhoeveelheid inzamelbare afgewerkte oliën niet overschreden mag worden.

Wanneer de afgewerkte huishoudelijke oliën die via het netwerk van openbare infrastructuur ingezameld worden, ingezameld en verwerkt worden in het kader van een gewestelijke overheidsopdracht, betaalt de terugnameplichtige aan de Dienst de reële en volle prijs van genoemde opdracht, administratieve beheerskosten inbegrepen, terug naar rato van de in het Waalse Gewest op de markt gebrachte oliehoeveelheden, waarbij de maximumhoeveelheid inzamelbare afgewerkte oliën niet overschreden mag worden.

§ 2. Afgewerkte oliën uit beroepsactiviteiten worden door de beroepsgebruikers, met name garagisten, toevertrouwd aan erkende inzamelaars, vergunde hergroeperingsinstallaties of verwerkingsbedrijven.

De terugnameplichtige betaalt de eventuele onkosten op forfaitaire wijze terug aan de beroepsgebruikers.

De terugnameplichtige kan de kosten van de inzameling en de verwerking van de afgewerkte oliën, die bepaald worden naar gelang van de hoeveelheden en het type olie, van de inzamelingsmethode en de marktvoorwaarden van de afgewerkte oliën, alsook de kosten voor het verstrekken van nuttige gegevens, terugbetalen aan de inzamelings-, hergroeperings- en verwerkingsoperatoren.

§ 3. De terugnameplichtige is gehouden tot de terugname van het geheel van de afgewerkte oliën die uit de centra voor de demontage en de zuivering van autowrakken komen.

Art. 62. De terugnameplichtige is verplicht een globaal inzamelingspercentage van minimum 90 % van de afgewerkte oliën te halen.

Afdeling 4. — Verwerking van afgewerkte oliën

Art. 63. § 1. Afgewerkte oliën worden bij voorkeur door regeneratie of hergebruik (brandstoffen na fysisch-chemische verwerking) gevaloriseerd, of bij gebreke daarvan, via een energetische valorisatie in een daartoe behoorlijk vergunde installatie.

De terugnameplichtige is verplicht een minimaal valorisatiepercentage van 60 % per regeneratie of andere hergebruiken van de afgewerkte oliën te halen.

§ 2. Als er wordt vastgesteld dat de afgewerkte oliën van gezinnen die door de publiekrechtelijke rechtspersonen ingezameld worden ondanks de sensibiliserings- en voorlichtingsinspanningen en de controles met PCB's en andere ongewenste stoffen besmet zijn, wordt de meerkost voor de verwerking van deze vloeistof, vermenigvuldigd naar rato van de in het Waalse Gewest op de markt gebrachte hoeveelheden, gedragen door het gemeenschappelijk systeem naar rato van een bepaald jaarlijks maximumvolume, en voor het overige collegiaal door het gemeenschappelijk systeem en de Dienst of de publiekrechtelijke rechtspersoon die verantwoordelijk is voor het afvalbeheer, onverminderd het recht om zich te keren tegen de parkgebruikers die verantwoordelijk zijn voor de besmetting.

Er kan een verwerkingsbijdrage van de beroepsgebruiker of de houder van afgewerkte professionele oliën geëist worden indien de afgewerkte oliën vermengd zijn met oplosmiddelen, reinigingsproducten, detergenten, antivriesmiddelen, PCB/PCT's, andere brandstoffen of stoffen. De financiële bijdrage wordt beperkt tot de meerkosten voor het beheer.

Afdeling 5. — Rapportage

Art. 64. De terugnameplichtige verstrekt de Dienst jaarlijks uiterlijk 20 april de volgende gegevens m.b.t. het vorige jaar :

1. de in kg uitgedrukte totale hoeveelheid op de markt gebrachte afgewerkte oliën, waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen de huishoudelijke oliën en de oliën voor beroepsactiviteiten;
2. een raming van de verliezen bij het gebruik van de oliën;
3. de in kg uitgedrukte totale hoeveelheid afgewerkte oliën ingezameld in het Waalse Gewest, waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen de huishoudelijke oliën en de oliën uit beroepsactiviteiten;
4. de installaties waarin de ingezamelde afgewerkte oliën zijn verwerkt en de omschrijving van de wijze waarop zij verwerkt worden;
5. de in kg uitgedrukte totale hoeveelheden afgewerkte oliën die opgenomen worden in de ketens voor regeneratie, andere hergebruiken van oliën, energetische valorisatie;
6. de in kg uitgedrukte totale hoeveelheden basisoliën en andere nuttige componenten afkomstig van de regeneratie en andere hergebruiken van afgewerkte oliën;
7. de in kg uitgedrukte totale hoeveelheid te verwijderen afvalstoffen uit de verwerking van afgewerkte oliën;
8. de raming van de in kg uitgedrukte totale hoeveelheid oliën op de markt gebracht in het Waalse Gewest tijdens het lopende jaar;
9. de nodige gegevens voor de beoordeling van de preventieacties en de berekening van de resultatenindicatoren;
10. in geval van erkend orgaan of milieubeleidsvereenkomst, de bijdrage(n) gestort aan het beheersorgaan, alsook de berekeningsmodaliteiten, en de lijst van de leden van en aangeslotenen bij het beheersorgaan.

Afdeling 6. — Voorlichting, sensibilisering en communicatie

Art. 65. § 1. De terugnameplichtigen zorgen ervoor, met name via voorlichtingscampagnes, dat de gezinnen en beroepsgebruikers ingelicht worden o.a. over :

1. de mogelijke effecten van de afgewerkte oliën op het leefmilieu en de gezondheid van de mens;
2. de wijzen waarop de oliën optimaal gebruikt worden;
3. het verbod om de afgewerkte oliën met PCB's of andere gevaarlijke stoffen te vermengen, om elke vreemde stof aan de afgewerkte oliën toe te voegen of ermee te vermengen;
4. de te hunner beschikking gestelde inzamelings- en valorisatiesystemen en de rol die ze bij de valorisatie van de afgewerkte oliën te vervullen hebben.

De terugnameplichtigen dragen bij tot de doeltreffendheid van de activiteiten i.v.m. de inzameling en de verwerking van de afgewerkte oliën, met name door de sensibilisering van de garagisten, inzamelaars, vervoerders en verwerkingscentra.

§ 2. De kosten van de inzameling en de valorisatie van de afgewerkte oliën, de wijze van financiering ervan, alsook de wijzen van beheer van die afval, zijn het voorwerp van een bericht aan de verbruikers en beroepsgebruikers.

HOOFDSTUK VI. — *Afgewerkte oliën en vetten die bij het bakken van voedingsmiddelen gebruikt mogen worden*

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 66. § 1. In de zin van dit hoofdstuk wordt onder inzamelingspercentage verstaan de verhouding tussen het gewicht van de ingezamelde afgewerkte frituurolieën en -vetten en het gewicht van de afgewerkte frituurolieën en -vetten die tijdens bedoeld kalenderjaar ingezameld kunnen worden, uitgedrukt in percent. De hoeveelheden inzamelbare afgewerkte frituurolieën en -vetten worden bepaald op basis van de afgewerkte frituurolieën en -vetten die op de markt gebracht worden in het Waalse Gewest en van de verliezen die voortvloeien uit het gebruik hiervan. Het verliespercentage bij het gebruik van de oliën wordt bepaald op basis van een onderzoek dat op objectieve en contradictoire wijze gevoerd wordt en waarvan de conclusies door de Dienst goedgekeurd worden.

§ 2. De terugnameplicht is van toepassing op de frituurolieën en -vetten opgenomen onder volgende afvalcode :
20 01 25 Voedingsoliën en -vetten.

De terugnameplicht is van toepassing op de afgewerkte huishoudelijke en professionele frituurolieën en -vetten voortkomend uit de nieuwe oliën en vetten die door de producent op de markt worden gebracht in het Waalse Gewest.

Ze is niet van toepassing op frituurolieën en -vetten uit de voedingsindustrie.

Afdeling 2. — Preventie

Art. 67. De terugnameplichtige moet overeenkomstig hoofdstuk I van dit besluit afvalpreventiemaatregelen uitwerken en ten uitvoer leggen, met name de sensibilisering van de gezinnen voor een optimaal gebruik van frituurolieën en -vetten.

Afdeling 3. — Gescheiden inzameling van afgewerkte frituurolieën en -vetten

Art. 68. § 1. De terugnameplichtige is verplicht tot terugname van afgewerkte huishoudelijke oliën die ingezameld worden door de voor de inzameling van huishoudafval verantwoordelijke publiekrechtelijke rechtspersonen en moet ze op zijn kosten laten verwerken in een daartoe vergunde inrichting.

Wanneer de afgewerkte huishoudelijke oliën die via het netwerk van openbare infrastructuur ingezameld worden, verwerkt worden in het kader van een overheidsopdracht gegund door de publiekrechtelijke rechtspersonen die voor het beheer van huishoudafval verantwoordelijk zijn, betaalt hij de uit die opdracht resulterende reële en volle prijs voor het afvalbeheer terug, administratieve beheerskosten inbegrepen en rekening houdend met de verkoopwaarde van de afgewerkte oliën en vetten, naar rato van de in het Waalse Gewest op de markt gebrachte hoeveelheden, waarbij de maximumhoeveelheid inzamelbare afgewerkte oliën niet overschreden mag worden.

Wanneer de afgewerkte huishoudelijke oliën die via het netwerk van openbare infrastructuur ingezameld worden in het kader van een gewestelijke overheidsopdracht ingezameld en verwerkt worden, betaalt de terugnameplichtige aan de Dienst de reële en volle prijs van die opdracht, administratieve beheerskosten inbegrepen en rekening houdend met de verkoopwaarde van de afgewerkte oliën en vetten, terug naar rato van de in het Waalse Gewest op de markt gebrachte hoeveelheden, waarbij de maximumhoeveelheid inzamelbare oliën niet overschreden mag worden.

§ 2. De inzameling van afgewerkte oliën uit beroepsactiviteiten wordt door de beroepsgebruikers, met name de horeca, toevertrouwd aan de restauratiediensten van collectiviteiten en aan gelijksoortige installaties, aan erkende inzamelaars, vergunde hergroeperingscentra of verwerkingsbedrijven.

De terugnameplichtige betaalt de eventuele onkosten desgevallend op forfaitaire wijze terug aan de beroepsgebruikers.

De terugnameplichtige betaalt de eventuele kosten van de inzameling en de verwerking van de afgewerkte oliën terug aan de inzamelings-, hergroeperings- of verwerkingsoperatoren, naar gelang van de marktomstandigheden van de afgewerkte oliën, alsook de kosten voor het verstrekken van nuttige gegevens.

Art. 69. De terugnameplichtige zamelt zoveel mogelijk hoeveelheden inzamelbare afgewerkte frituurolieën en -vetten, in ieder geval de afgewerkte oliën en frituurvetten die hem aangeboden worden, binnen de perken van de hoeveelheden die op de markt gebracht worden.

Hij is verplicht de volgende minimale inzamelingspercentages te halen :

1° voor huishoudelijke frituurolieën en -vetten :

— 25 % vanaf 2010;

— 30 % vanaf 2012;

— 40 % vanaf 2017;

2° voor professionele frituurolieën en -vetten :

— 65 % vanaf 2010;

— 80 % vanaf 2012;

— 90 % vanaf 2017.

Afdeling 4. — Verwerking van afgewerkte frituurolieën en -vetten

Art. 70. § 1. De ingezamelde afgewerkte oliën en vetten worden volledig gerecycleerd of energetisch gevaloriseerd.

Het is verboden afgewerkte frituurolieën en -vetten voor dierlijke voeding te gebruiken.

§ 2. Als er wordt vastgesteld dat de afgewerkte oliën en vetten van gezinnen die door de publiekrechtelijke rechtspersonen ingezameld worden ondanks de sensibiliserings- en voorlichtingsinspanningen en de controles met ongewenste stoffen besmet zijn, wordt de meerkost voor de verwerking van die stoffen, vermenigvuldigd naar rato van de in het Waalse Gewest op de markt gebrachte hoeveelheden, gedragen door het gemeenschappelijk systeem ten belope van een jaarlijks maximumvolume dat vastligt in de milieubeleidsvereenkomst of de erkenning, onverminderd het recht om de voor de besmetting verantwoordelijke parkgebruikers aan te klagen.

Afdeling 5. — Rapportage

Art. 71. De terugnameplichtige verstrekt de Dienst jaarlijks uiterlijk 20 april de volgende gegevens m.b.t. het vorige jaar :

1. de in kg uitgedrukte totale hoeveelheid frituurolieën en -vetten die op de markt zijn gebracht in het Waalse Gewest, waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen de oliën en vetten voor huishoudelijk gebruik en die voor professioneel gebruik;

2. de in kg uitgedrukte totale hoeveelheden afgewerkte oliën en vetten ingezameld in het Waalse Gewest, per type inzameling, voor professioneel en huishoudelijk gebruik;

3. het aantal inzamelingspunten in het Waalse Gewest en de identificatie ervan;

4. een raming van de verliezen bij het gebruik van de frituurolieën en -vetten;

5. de installaties waarin de ingezamelde afgewerkte oliën en vetten zijn verwerkt, de verwerkte hoeveelheid en de omschrijving van de verwerkingswijze;

6. de in kg uitgedrukte totale hoeveelheden gevaloriseerde of gerecycleerde afgewerkte oliën en vetten voor professioneel gebruik;

7. de in kg uitgedrukte totale hoeveelheden gevaloriseerde of gerecycleerde afgewerkte oliën en vetten voor huishoudelijk gebruik;

8. de gegevens over de ondernomen sensibiliserings- en preventieacties, de beoordeling van die acties en de berekening van de resultatenindicatoren;

9. informatie over de economische marktomstandigheden voor de inzameling en de verwerking van de afgewerkte oliën en vetten. Die informatie wordt gespecificeerd per bijdragecategorie;

10. de raming van de in kg uitgedrukte totale hoeveelheid frituurolieën en -vetten die tijdens het lopende jaar op de markt gebracht worden in het Waalse Gewest;

11. in geval van erkend orgaan of milieubeleidsvereenkomst, de bijdrage(n) gestort aan het beheersorgaan, alsook de berekeningsmodaliteiten, en de lijst van de leden van en aangeslotenen bij het beheersorgaan.

Afdeling 6. — Voorlichting, sensibilisering en communicatie

Art. 72. § 1. De terugnameplichtigen zorgen ervoor, met name via voorlichtingscampagnes, dat de gezinnen en beroepsgebruikers ingelicht worden o.a. over :

1° de mogelijke milieueffecten van de afgewerkte oliën;

2° de wijzen waarop de oliën optimaal gebruikt worden;

3° de te hunner beschikking gestelde inzamelings- en valorisatiesystemen en de rol die ze bij de valorisatie van de afgewerkte oliën te vervullen hebben.

De terugnameplichtigen dragen bij tot de doeltreffendheid en de veiligheid van de activiteiten i.v.m. de inzameling en de verwerking van de afgewerkte oliën, met name door de sensibilisering van de inzamelaars, vervoerders en vergunde hergroeperings-, verwerkings- en valorisatiecentra.

§ 2. De kosten voor de inzameling en de valorisatie van de afgewerkte frituurolieën en -vetten, de wijze van financiering ervan, alsook de wijzen van beheer van die afval, zijn het voorwerp van een bericht aan de gezinnen en beroepsgebruikers.

HOOFDSTUK VII. — *Vervallen of niet gebruikte geneesmiddelen*

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 73. § 1. In de zin van dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

1° apotheek : de voor het publiek opengestelde apotheken zoals omschreven in artikel 4, § 3 en 3bis, van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen en in het koninklijk besluit van 25 september 1974 betreffende de opening, de overbrenging en de fusie van voor het publiek opengestelde apotheken;

2° groothandelaar-verdeler : de distributeur van geneesmiddelen zoals omschreven onder de punten 17 en 18 van de wet op de geneesmiddelen van 25 maart 1964, gewijzigd bij de wet van 1 mei 2006 houdende herziening van de farmaceutische wetgeving;

3° terugnameplichtige : de producent van geneesmiddelen in de zin van artikel 2, 20bis, van het decreet.

§ 2. De terugnameplicht is van toepassing op de vervallen of niet gebruikte geneesmiddelen die opgenomen zijn onder volgende afvalcode :

20 01 32 Andere geneesmiddelen dan die bedoeld in rubriek 20 01 31.

Afdeling 2. — Preventie

Art. 74. De terugnameplichtige moet overeenkomstig hoofdstuk I van dit besluit preventiemaatregelen uitwerken en ten uitvoer leggen, met name de raming van de optimale hoeveelheden geneesmiddelen per verpakking en de voorlichting en sensibilisering van de verbruikers inzake rationeel geneesmiddelengebruik en optimaal beheer van de gezinsapotheek.

Afdeling 3. — Gescheiden inzameling van vervallen of niet gebruikte geneesmiddelen

Art. 75. § 1. De apotheker is verplicht alle vervallen of niet gebruikte geneesmiddelen die hem door de verbruiker aangeboden worden gratis terug te nemen.

De groothandelaar-verdeler neemt op eigen kosten, regelmatig en ter plaatse bij de apotheken, alle ontvangen vervallen geneesmiddelen terug; hij houdt die afval ter beschikking van de terugnameplichtige en zorgt desgevallend, in overleg met de terugnameplichtige, voor de afvoer ervan naar de vergunde verwerkingsinstallaties die door de terugnameplichtige aangewezen worden, met inachtneming van de reglementaire bepalingen betreffende het vervoer en de inzameling van afval.

De terugnameplichtige is verplicht de vervallen of niet gebruikte geneesmiddelen regelmatig en op eigen kosten bij de de groothandelaars-verdelers of, bij gebreke daarvan, bij de apotheken in te zamelen.

§ 2. De publiekrechtelijke rechtspersonen die territoriaal verantwoordelijk zijn voor de inzameling van de huishoudafval zorgen ervoor dat bij voorkeur de gezinnen die zich van hun geneesmiddelen wensen te ontdoen naar de apotheken georiënteerd worden via de communicatiemiddelen die hen door de terugnameplichtigen ter beschikking gesteld worden.

Afdeling 4. — Verwerking van vervallen of niet gebruikte geneesmiddelen

Art. 76. De terugnameplichtige laat de vervallen of niet gebruikte geneesmiddelen op eigen kosten verwerken in een daartoe vergunde verbrandingsinrichting.

Het geheel van de ingezamelde vervallen of niet gebruikte geneesmiddelen wordt met energieterugwinning verbrand.

Afdeling 5. — Rapportage

Art. 77. De terugnameplichtige verstrekt de Dienst jaarlijks uiterlijk 20 april de volgende gegevens m.b.t. het vorige jaar :

1. het aantal apothekers gevestigd in het Waalse Gewest, alsook het aantal apothekers die daadwerkelijk deelgenomen hebben aan de gescheiden inzameling van de vervallen of niet gebruikte geneesmiddelen;

2. de lijst van de groothandelaars-verdelers die deelgenomen hebben aan de gescheiden inzameling van de vervallen of niet-gebruikte geneesmiddelen;

3. een overzicht van de modaliteiten betreffende de verpakking, de inzameling, het vervoer en de verbranding van de vervallen of niet-gebruikte geneesmiddelen;

4. de kosten voor de inzameling, het vervoer en de verbranding, met inbegrip van de kosten i.v.m. de overname van de ingezamelde verlopen of niet gebruikte geneesmiddelen in de containerparken;

5. het in kg uitgedrukte totaalgewicht van de ingezamelde en verwerkte verlopen of niet-gebruikte geneesmiddelen;

6. de gegevens over de ondernomen sensibiliserings- en preventieacties, de beoordeling van die acties en de berekening van de resultatenindicatoren;

7. de wijze(n) van financiering van de inzameling en verwerking van de vervallen of niet-gebruikte geneesmiddelen en de lijst van de terugnameplichtigen gebonden door de milieubeleidsovereenkomst of aangesloten bij het erkende orgaan.

Afdeling 6. — Voorlichting, sensibilisering en communicatie

Art. 78. § 1. De terugnameplichtigen zorgen ervoor, met name via voorlichtingscampagnes en een geschikt systeem voor de behandeling van de aanvragen, dat de gezinnen en apothekers ingelicht worden over de tot stand gebrachte inzamelings- en verwerkingssystemen en over de rol die zij bij het beheer van de vervallen geneesmiddelen te vervullen hebben.

§ 2. De kosten voor de inzameling en de verbranding van de vervallen of niet gebruikte geneesmiddelen, de wijze van financiering ervan, alsook de beheerswijzen, zijn het voorwerp van een bericht aan de verbruikers.

HOOFDSTUK VIII. — *Afgedankte voertuigen*

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 79. De terugnameplicht is van toepassing op de afgedankte voertuigen die opgenomen zijn onder de volgende afvalcodes :

160104 Afgedankte voertuigen.

160106 Afgedankte voertuigen die noch vloeistoffen, noch andere gevaarlijke bestanddelen bevatten.

Art. 80. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° afgedankt voertuig : gebruikt voertuig :

a) waarvan de geldigheidsdatum van het keuringsbewijs dat afgeleverd is door een inrichting voor technische keuring van een andere lidstaat van de Europese Unie sinds meer dan twee jaar verstreken is;

b) dat niet gekeurd is sinds twee jaar vanaf de datum waarop het voor het eerst gekeurd had moeten worden, indien het in gebruik was gebleven;

c) geblokkeerd is in het repertorium van de motorvoertuigen en aanhangwagens op basis van een melding van totaal verlies sinds twee jaar.

Worden niet beschouwd als afgedankte voertuigen :

a) old-timer die ingeschreven is in het repertorium van de motorvoertuigen en de aanhangwagens;

b) voertuig dat als verzamelobject bewaard wordt in een gesloten lokaal dat voor hem bestemd is;

c) tweedehands voertuig dat ingeschreven is of geweest is, waarvan de houder een keuringsbewijs kan overleggen dat afgeleverd is door een inrichting voor technische keuring van een andere lidstaat van de Europese Unie, waarvan de geldigheidsdatum niet sinds meer dan twee jaar verstreken is of waarvoor de houder binnen de maand een geldig keuringsbewijs kan overleggen;

d) voertuig dat het voorwerp uitmaakt van een gerechtelijk onderzoek of een inbeslagname en dat nog niet vrijgegeven werd, alsook voertuig dat het voorwerp is van een geschil waarover nog uitspraak gedaan moet worden;

e) voertuig gebruikt voor didactische doeleinden en opgeslagen in een gesloten locatie die voor hem bestemd is;

f) voertuigen bestemd voor tentoonstellings- of herdenkingsactiviteiten.

Voor de toepassing van dit besluit onderwerpt de terugnameplichtige aan de goedkeuring van de Dienst de criteria op grond waarvan een onderscheid wordt gemaakt tussen de technisch afgedankte voertuigen en de nog bruikbare voertuigen die met name voor uitvoer bestemd zijn;

2° hergebruiks- en valorisatiepercentage : het relatieve gewicht van de onderdelen van afgedankte voertuigen die daadwerkelijk hergebruikt en gevaloriseerd worden t.o.v. het totaalgewicht van de ingezamelde afgedankte voertuigen, uitgedrukt in percent;

3° hergebruiks- en recyclingpercentage : het relatieve gewicht van de onderdelen van afgedankte voertuigen die daadwerkelijk hergebruikt en gerecycleerd worden t.o.v. het totaalgewicht van de ingezamelde afgedankte voertuigen, uitgedrukt in percent;

4° verwerking : elke activiteit die plaatsvindt nadat het afgedankt voertuig is afgeleverd aan een zuiverings-, ontmantelings-, snij-, vermalings-, valorisatie-installatie of aan een installatie tot voorbereiding op de verwijdering van de vermalen afval, alsook elke andere handeling uitgevoerd met het oog op de valorisatie en/of de verwijdering van het afgedankt voertuig en de bestanddelen ervan;

5° gegevens over de ontmanteling : alle vereiste gegevens om een geschikte en milieuvriendelijke verwerking van de afgedankte voertuigen mogelijk te maken. Die gegevens worden door de voertuigenconstructeurs en de producenten van bestanddelen ter inzage van de vergunde verwerkingsinstallaties gelegd d.m.v. handleidingen of via de elektronische kanalen;

6° shredder : voorziening om de afgedankte voertuigen in stukken te snijden of te fragmenteren, inclusief om onmiddellijk bruikbaar schroot te verkrijgen.

Afdeling 2. — Preventie

Art. 81. De terugnameplichtige moet overeenkomstig hoofdstuk I van dit besluit kwantitatieve en kwalitatieve afvalpreventiemaatregelen uitwerken en ten uitvoer leggen, met name met het oog op de beperking van gevaarlijke bestanddelen en op de maximale beperking van de te verwijderen restafval.

Wanneer de terugnameplichtige gelijktijdig te maken heeft met andere stromen afval van producten of uitrustingen die in de voertuigen ingebouwd zijn, zoals oliën, banden en autobatterijen en -accu's, kan hij globale preventiemaatregelen vastleggen voor die verschillende stromen.

Afdeling 3. — Inzameling van afgedankte voertuigen

Art. 82. § 1. De eigenaar of houder van een afgedankt voertuig moet zijn afgedankt voertuig onmiddellijk inleveren op een terugnamepunt conform § 2 wanneer hij één van de volgende bewijzen niet kan verkrijgen of overleggen :

1° het inschrijvingsbewijs;

2° het conformiteitsbewijs;

3° het keuringsbewijs.

§ 2. Het net van terugnamepunten telt een toereikend aantal terugnamepunten en is geografisch evenwichtig verdeeld over het Waalse Gewest. Het is uitvoerig beschreven in het individuele preventie- en beheersplan, in de erkenningsaanvraag of in de milieubeleidsovereenkomst.

Dat net bestaat uit garages, ontmantelings- en zuiveringscentra en uit installaties voor de hergroepering, sortering of terugwinning van afgedankte voertuigen, die door het Waalse Gewest vergund en door het erkende orgaan of het beheersorgaan erkend zijn.

De detailhandelaar is verplicht hetzij elk afgedankt voertuig dat hem aangeboden wordt en van een merk dat hij in de handel brengt gratis terug te nemen, hetzij de houder het erkende terugnamepunt aan te wijzen wanneer hij niet zelf voor de terugname zorgt, met inachtneming van het eerste lid.

De detailhandelaar is verplicht elk afgedankt voertuig dat hem aangeboden wordt gratis terug te nemen in geval van aankoop van een vervangingsvoertuig, ongeacht het merk.

De detailhandelaar levert een aanvaardingsbewijs naar het door de Dienst bepaalde model af in ruil voor het afgedankte voertuig, voorzien van het inschrijvingsbewijs, het conformiteitsbewijs, de identificatieplaat en, desgevallend, het laatste bewijs van technische keuring. In afwachting van genoemd model, geldt het koopbriefje of de factuur waarop de terugname vermeld wordt als bewijs.

§ 3. De distributeur is ertoe verplicht op eigen kosten, regelmatig en ter plaatse bij de detailhandelaars alle overeenkomstig paragraaf 2 in ontvangst genomen afgedankte voertuigen terug te nemen en aan de terugnameplichtige te tonen.

§ 4. De terugnameplichtige is ertoe verplicht op eigen kosten regelmatig alle overeenkomstig de §§ 2 en 3 in ontvangst genomen afgedankte voertuigen terug te nemen bij de distributeurs of, zo niet, bij de detailhandelaars, en ze in een daartoe vergund zuiverings- en ontmantelingscentrum te laten verwerken binnen drie maanden na terugname door de detailhandelaars.

§ 5. Een afgedankt voertuig wordt zonder kosten voor de houder en/of de eigenaar ervan teruggenomen voor zover de volgende cumulatieve voorwaarden vervuld zijn :

1° het afgedankte voertuig bevat alle bestanddelen die noodzakelijk zijn voor de werking van een voertuig;

2° het afgedankte voertuig bevat geen afval die hem niet eigen is.

Bij gebreke daarvan kunnen kosten gevorderd worden, zonder overschrijding van de kosten gemaakt door de terugnameplichtige wegens niet-inachtneming van genoemde voorwaarden.

De terugnameplichtige zet met alle middelen waarover hij beschikt aan tot de inlevering van de afgedankte voertuigen in het net van de terugnamepunten bedoeld in dit artikel.

Art. 82bis. De economische operatoren bedoeld in artikel 2 van Richtlijn 2000/53/EG betreffende autowrakken leggen de Dienst binnen een termijn van zes maanden, te rekenen van de datum van inwerkingtreding van dit besluit, een document over met de maatregelen voor het beheer van de afgedankte onderdelen die afval vormen en uit passagiersvoertuigen weggenomen worden in geval van reparaties om aan artikel 5, 1 van voornoemde richtlijn te voldoen.

Afdeling 4. — Verwerking van afgedankte voertuigen

Art. 83. § 1. De terugnameplichtigen verstrekken de erkende centra voor de zuivering en ontmanteling van afgedankte voertuigen alle demontage-informatie binnen zes maanden na het in de handel brengen van een nieuw type voertuig. In die informatie worden de verschillende voertuigonderdelen en -materialen en de plaats van alle gevaarlijke stoffen in de voertuigen aangegeven.

§ 2. De fabrikanten van voertuigonderdelen verstrekken op verzoek van de centra informatie omtrent demontage, opslag en het testen van onderdelen die opnieuw kunnen worden gebruikt, onverminderd de vertrouwelijkheid van commerciële en industriële gegevens.

Art. 84. § 1. Het is verboden afval van afgedankte voertuigen of van onderdelen ervan te verwijderen zonder voorafgaande verwerking met het oog op de zuivering en de volledige of gedeeltelijke valorisatie ervan.

§ 2. Afgedankte voertuigen worden gezuiverd zodat de gevaarlijke bestanddelen alsook het geheel van de vloeistoffen op selectieve wijze weggenomen, afgezonderd en verwerkt worden.

§ 3. De gezuiverde afgedankte voertuigen worden ontmanteld zodat de valoriseerbare bestanddelen, wisselstukken inbegrepen, op selectieve wijze weggenomen en afgezonderd worden.

In ieder geval worden de katalysatoren, metalen onderdelen die koper, aluminium en magnesium bevatten, op selectieve wijze weggenomen indien deze metalen in de shredder niet worden gescheiden, banden, glas, omvangrijke en vlot demonteerbare kunststofonderdelen zoals bumpers, instrumentenborden, vloeistoftanks en schuimplastic van zetels, batterijen en accu's indien deze materialen bij de shredding niet zodanig worden gescheiden dat ze als materialen gerecycled kunnen worden.

Batterijen en accu's worden overeenkomstig hoofdstuk II verwerkt.

Versleten banden worden overeenkomstig hoofdstuk III verwerkt.

Afgewerkte oliën worden overeenkomstig hoofdstuk V verwerkt.

§ 4. De opslagbehandelingen worden uitgevoerd zonder de bestanddelen die vloeistoffen bevatten, noch de valoriseerbare bestanddelen en de wisselstukken te beschadigen.

De opslag- en verwerkingsinstallaties zijn uitgerust met waterdichte oppervlakten die voor de terugwinning van de vloeistoffen zorgen, onverminderd de sectorale voorwaarden in het Waalse Gewest.

§ 5. De zuiverings- en ontmantelingshandelingen worden gevolgd door een shredder met het oog op de maximale recycling of valorisatie van de materialen.

Art. 85. Bij de inwerkingtreding van dit besluit moeten de volgende minimumpercentages gehaald worden : 85 % hergebruik en valorisatie, waarvan 80 % hergebruik en recycling.

Vanaf 1 januari 2015 is het minimale hergebruiks- en valorisatiepercentage gelijk aan 95 % , waarvan 85 % hergebruik en recycling.

Art. 86. De erkende zuiverings-/ontmantelingsinstallaties leveren voor elk ontvangen voertuig gratis een vernietigingsbewijs af aan de laatste houder van het afgedankte voertuig.

Afdeling 5. — Rapportage

Art. 87. De terugnameplichtige verstrekt de Dienst jaarlijks uiterlijk 20 april de volgende gegevens betreffende het vorige jaar :

1° de in kg en aantal uitgedrukte totale hoeveelheid afgedankte voertuigen ingezameld in het kader van de terugnameplicht;

2° de inrichting(en) waarin de afgedankte voertuigen verwerkt worden, alsook de verwerkingsresten en -wijzen;

3° de in kg uitgedrukte hoeveelheden afval die respectievelijk hergebruikt, gerecycleerd, gevaloriseerd en verwijderd wordt, bevestigd door de certificaten van de inrichtingen bedoeld in 2°;

4° de gegevens over de banden, oliën en autobatterijen en accu's ingezameld via de erkende zuiverings- en ontmantelingscentra.

De Dienst kan de detailhouder, de verdeler en de terugnameplichtige verzoeken om elk bijkomend gegeven dat hij nuttig acht voor de beoordeling van de omschreven doelstellingen overeenkomstig dit hoofdstuk.

De terugnameplichtige kan een globaal rapport opmaken voor alle stromen afval i.v.m. de voertuigen die hij op de markt brengt; in dat geval houdt het rapport rekening met de specifieke belastingen op die stromen.

Afdeling 6. — Voorlichting, sensibilisering en communicatie

Art. 88. § 1. De terugnameplichtigen zorgen ervoor, met name via regelmatige voorlichtingscampagnes en sensibiliseringsacties, dat de verbruikers, detailhandelaars en verdelers ingelicht worden over de tot stand gebrachte inzamelings- en verwerkingssystemen en over de rol die zij bij het beheer van de afgedankte voertuigen te vervullen hebben.

Ze zorgen voor de doeltreffendheid en de veiligheid van de activiteiten inzake de inzameling en de verwerking van afgedankte voertuigen, met name via sensibiliseringsacties t.o.v. van de operatoren.

De terugnameplichtigen kunnen globale communicatiemaatregelen vastleggen voor alle stromen i.v.m. de voertuigen om te voldoen aan de verplichtingen bedoeld in de artikelen 40, 49, 65 en in dit artikel.

§ 2. De kosten voor de inzameling, zuivering, ontmanteling en voor de valorisatie en de verwijdering van de afgedankte voertuigen, de wijze van financiering ervan, alsook de wijzen van beheer zijn het voorwerp van een bericht aan de gezinnen en beroepsgebruikers.

*HOOFDSTUK IX. — Fotografisch afval**Afdeling 1. — Algemene bepalingen*

Art. 89. § 1. In de zin van dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

1° *inzamelingspercentage*: de verhouding tussen het gewicht van de ingezamelde fotografisch afval en het totaalgewicht van de fotografische producten die in de loop van bedoeld kalenderjaar ingezameld kunnen worden, uitgedrukt in percent. De hoeveelheden inzamelbare fotografisch afval worden jaarlijks bepaald op basis van de hoeveelheden nieuwe fotografische producten die op de markt gebracht of verkocht worden in het Waalse Gewest, rekening houdend met de weer uitgevoerde fotografische producten, enerzijds, en met de nodige diluties, anderzijds. Het dilutiepercentage wordt bepaald na afloop van een onderzoek dat op objectieve en contradictoire wijze gevoerd wordt en waarvan de conclusies door de Dienst goedgekeurd worden.

§ 2. De terugnameplicht is van toepassing op de fotografisch afvalstoffen vermeld onder de volgende afvalcodes :

09 01 01 Water bevattende ontwikkelingsbaden met een activator.

09 01 02 Water bevattende ontwikkelingsbaden voor offsetplaten.

09 01 03 Water bevattende ontwikkelingsbaden met oplosmiddelen.

09 01 04 Fixeerbaden.

09 01 05 Bleekbaden en bleek / fixeerbaden.

20 01 17 Chemische producten van de fotografie.

Bij het verstrijken van de lopende milieubeleidsvereenkomst kan de Minister een einde maken aan de terugnameplicht na overlegging van een uitvoerig en gemotiveerd rapport van de Dienst waaruit blijkt dat de hoeveelheid op de markt gebrachte fotografische producten en de te beheren fotografisch afval aanzienlijk verminderd is.

Afdeling 2. — Preventie

Art. 90. De terugnameplichtige moet maatregelen ter voorkoming van fotografisch afval uitwerken en ten uitvoer leggen, met name de sensibilisering van de gebruikers voor een optimaal gebruik van fotografische producten.

Afdeling 3. — Gescheiden inzameling van fotografische producten

Art. 91. § 1. De terugnameplichtige moet de fotografisch afval die door de gezinnen voortgebracht wordt en die ingezameld wordt door de voor de inzameling van huishoudafval verantwoordelijke publiekrechtelijke rechtspersonen gratis terugnemen en laten verwerken in een daartoe vergunde inrichting.

Wanneer de door de gezinnen voortgebrachte fotografisch afval die overeenkomstig het eerste lid ingezameld wordt door de publiekrechtelijke rechtspersonen verwerkt wordt in het kader van een gewestelijke overheidsopdracht, betaalt de terugnameplichtige de uit die opdracht resulterende reële en volle prijs voor het afvalbeheer, administratieve beheerskosten inbegrepen, terug aan de Dienst naar rato van de in het Waalse Gewest op de markt gebrachte hoeveelheden, waarbij de maximumhoeveelheid inzamelbare afval niet overschreden mag worden.

Wanneer diezelfde afval met zijn instemming verwerkt wordt in het kader van een overheidsopdracht gegund door de publiekrechtelijke rechtspersonen die voor het beheer van huishoudafval verantwoordelijk zijn, betaalt de terugnameplichtige de uit die opdracht resulterende reële en volle prijs voor het afvalbeheer, administratieve beheerskosten inbegrepen, terug aan de Dienst naar rato van de in het Waalse Gewest op de markt gebrachte hoeveelheden, waarbij de maximumhoeveelheid inzamelbare afval niet overschreden mag worden.

§ 2. Fotografisch afval uit beroepsactiviteiten wordt ingezameld via de afgifte ervan door de beroepsgebruikers aan erkende inzamelaars / vervoerders of aan vergunde verwerkingsbedrijven.

Art. 92. De terugnameplichtige moet een inzamelingspercentage van 70 % bereiken, zowel voor fotografische afval van de gezinnen als voor fotografische afval van professionele herkomst.

Afdeling 4. — Verwerking van fotografisch afval

Art. 93. Het is verboden fotografisch afval te verwijderen zonder voorafgaande verwerking met het oog op de volledige of gedeeltelijke recycling ervan.

Afdeling 5. — Rapportage

Art. 94. De terugnameplichtige verstrekt de Dienst jaarlijks uiterlijk 20 april de volgende gegevens m.b.t. het vorige jaar :

1° de in kg uitgedrukte totale hoeveelheid fotografische producten per sector (fotografisch, grafisch en medisch) die op de markt gebracht of verkocht worden in het Waalse Gewest, waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen de fotografische producten voor de gezinnen en de fotografische producten voor beroepsdoeleinden; de in het Waalse Gewest op de markt gebrachte hoeveelheid wordt geschat op basis van de hoeveelheid die in België op de markt is gebracht, mits een verdeelsleutel van de nationale hoeveelheden per Gewest. Daartoe worden de nodige gegevens verstrekt door de groothandelaars en detailhandelaars van fotografische producten;

2° een schatting van het dilutiepercentage van de fotografische producten;

3° een evaluatie van het aantal natuurlijke of rechtspersonen die fotografische producten gebruiken in het Waalse Gewest en een evaluatie van de gebruikte hoeveelheden in de volgende beroepssectoren :

a) de grafische sector : drukkerijen, pre-pressondernemingen;

b) de fotografische sector : centrale ontwikkelingslaboratoria, mini-ontwikkelingslaboratoria, professionele laboratoria;

c) de medische sector : ziekenhuizen, radiologen, tandartsen, dierenartsen;

d) overige beroepssectoren.

4° de in kg uitgedrukte totale hoeveelheid fotografisch afval ingezameld in het Waalse Gewest, waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen fotografisch afval van de gezinnen en de fotografische producten uit beroepsactiviteiten;

5° de in kg uitgedrukte totale hoeveelheden fotografisch afval die in de recycling-, energiewinnings- en verwijderingsketens terechtkomen;

6° de raming van de in kg uitgedrukte totale hoeveelheid fotografisch afval, per sector (fotografisch, grafisch en medisch) die tijdens het lopende jaar voor verbruik aangeboden wordt in het Waalse Gewest;

7° de gegevens betreffende de ondernomen sensibiliserings- en preventieacties, alsook de beoordeling van die acties;

8° in geval van erkend orgaan of van milieubeleidsovereenkomst, de lijst van de terugnameplichtigen gebonden door de milieubeleidsovereenkomst of van de aangeslotenen bij het erkende orgaan, en het bedrag van de bijdragen ter dekking van de kosten van de terugnameplicht.

Afdeling 6. — Voorlichting, sensibilisering en communicatie

Art. 95. § 1. De terugnameplichtigen zorgen ervoor dat de verbruikers, detailhandelaars en distributeurs ingelicht worden over de tot stand gebrachte inzamelings- en verwerkingssystemen en over de rol die zij bij het afvalbeheer te vervullen hebben.

§ 2. De kosten voort de inzameling en de verwerking van fotografisch afval, de wijze van financiering ervan, alsook de wijzen van beheer, zijn het voorwerp van een bericht aan de verbruikers.

*HOOFDSTUK X. — Afgedankte elektrische en elektronische apparatuur**Afdeling 1. — Algemene bepalingen*

Art. 96. § 1. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

1° operator : inzamelings-, vervoers- of verwerkingsoperator;

2° terugnameplichtige : de producent van elektrische en elektronische apparatuur in de zin van artikel 2, 20bis, van het decreet. Wat betreft de in nieuwe voertuigen ingebouwde apparatuur, is de terugnameplichtige de producent van die voertuigen.

§ 2. De terugnameplicht is van toepassing op de afgedankte elektrische of elektronische apparatuur die opgenomen is onder de volgende afvalcodes :

20 01 35 Afgedankte elektrische of elektronische apparatuur die gevaarlijke bestanddelen bevat en die niet opgenomen is in de rubrieken 20 01 21 en 20 01 23.

20 01 36 Andere afgedankte elektrische of elektronische apparatuur dan die bedoeld in de rubrieken 20 01 21, 20 01 23 en 20 01 35.

20 01 21 TL-buizen en ander kwikhoudend afval.

20 01 23 Afgedankte apparatuur die chloorfluorkoolwaterstoffen bevat.

16 02 10 Afgedankte apparatuur die PCB's bevat of door dergelijke stoffen besmet is, en die niet opgenomen is in rubriek 16 02 09.

16 02 11 Afgedankte apparatuur die chloorfluorkoolwaterstoffen, HCFC of HFC bevat.

16 02 13 Afgedankte apparatuur die gevaarlijke bestanddelen bevat en die niet opgenomen is in de rubrieken 16 02 09 tot 16 02 12.

Ze is van toepassing op de afgedankte huishoudelijke en professionele elektrische en elektronische apparatuur afkomstig van de in het Waalse Gewest op de markt gebrachte elektrische en elektronische apparatuur, met uitsluiting van de apparatuur i.v.m. de bescherming van de fundamentele belangen van de Staatsveiligheid, wapens, munitie en oorlogsmateriaal, behalve de apparatuur die niet voor specifiek militaire doeleinden bestemd is.

De categorieën elektrische en elektronische apparatuur worden uitvoerig vermeld in bijlage I bij dit besluit.

De criteria op grond waarvan een onderscheid gemaakt wordt tussen elektrische en elektronische apparatuur voor de gezinnen en voor beroepsdoeleinden worden aan de goedkeuring van de Dienst onderworpen.

Art. 97. § 1. De afgedankte huishoudelijke elektrische en elektronische apparatuur afkomstig van apparatuur die voor 13 augustus 2005 op de markt is gebracht en die waarvoor de producent niet geïdentificeerd kon worden, wordt door het geheel van de terugnameplichtigen ten laste genomen naar rato van de hoeveelheden die ze op de markt brengen.

§ 2. De afval van niet-huishoudelijke elektrische en elektronische apparatuur die voor 13 augustus 2005 op de markt is gebracht, wordt ten laste genomen door :

— de terugnameplichtige wanneer ze vervangen wordt door een gelijkwaardig product of door een product dat dezelfde functies heeft;

— door de gebruiker in de overige gevallen.

De terugnameplichtigen en de beroepsgebruikers kunnen overeenkomsten sluiten die in andere financieringsmethodes voorzien, voor zover de Dienst daarvan op de hoogte gebracht wordt.

§ 3. De afgedankte elektrische en elektronische apparatuur die na 13 augustus 2005 op de markt is gebracht wordt ten laste genomen door de terugnameplichtigen.

De terugnameplichtigen en de beroepsgebruikers kunnen overeenkomsten sluiten die in andere financieringsmethodes voorzien voor niet-huishoudelijke afval, voor zover de Dienst daarvan op de hoogte gebracht wordt.

§ 4. Bij de verkoop van nieuwe producten hebben de producenten tijd tot 13 februari 2011, of tot 13 februari 2013 voor categorie 1 van bijlage IA, om de kopers in te lichten over de kosten van de inzameling, de verwerking en de niet-verontreinigende verwijdering. De aldus vermelde kosten zijn niet hoger dan de daadwerkelijk gedragen kosten.

Afdeling 2. — Preventie en hergebruik

Art. 98. De terugnameplichtige moet overeenkomstig hoofdstuk I maatregelen tot voorkoming en hergebruik van de goederen en de afval uitwerken en ten uitvoer leggen, waarbij de overwogen initiatieven omschreven worden, met name om :

1° het op de markt brengen van vlot herstelbare apparatuur en de beschikbaarheid van wisselstukken te bevorderen;

2° gegevens te verstrekken die nodig zijn voor de reparatie en het hergebruik van de apparatuur, met name in de sector van de sociale economie, op het eerste verzoek van betrokken sector(en);

3° de samenstelling van de verschillende elementen en materialen van de apparatuur mee te delen, met name wat gevaarlijke stoffen betreft;

4° de samenwerking inzake hergebruik te bevorderen met de betrokken operatoren, met name die van de sociale economie;

5° een vlotte toegang te verlenen tot de potentiële markt van de voor hergebruik geschikte apparatuur ten einde hergebruik te bevorderen, met name voor de sector van de sociale economie.

In geval van erkend orgaan of van milieubeleidsovereenkomst wordt het document met de communicatiemaatregelen door het beheersorgaan aangevuld met een bepaling om gevoelig te maken voor preventie van afgedankte elektrische en elektronische apparatuur. Tijdens de looptijd van de erkenning of de overeenkomst wordt minstens één communicatie- en sensibiliseringscampagne aan de preventie van die afval en aan de hergebruiksketens besteed.

Art. 99. De terugnameplichtige bevordert het ontwerpen en produceren van elektrische en elektronische apparatuur die de ontmanteling, het hergebruik en de valorisatie ervan, alsook van de desbetreffende bestanddelen en materialen, vergemakkelijken.

De terugnameplichtige mag het hergebruik van elektrische en elektronische apparatuur niet verhinderen door bijzondere fabricagetechnieken, tenzij ze doorslaggevende voordelen met zich meebrengen, bijvoorbeeld wat milieubescherming betreft.

Afdeling 3. — Gescheiden inzameling van afgedankte elektrische en elektronische apparatuur

Art. 100. De afgedankte elektrische en elektronische apparatuur van de gezinnen en van beroepsactiviteiten wordt apart ingezameld en verwerkt.

Art. 101. § 1. De detailhandelaar moet alle afgedankte huishoudelijke elektrische en elektronische apparatuur gratis terugnemen van de gebruiker voor zover die afval overeenstemt met een apparatuur die dezelfde functies heeft als degene die door die gebruiker werd gekocht. Met de instemming van de Dienst kunnen afwijkingen van deze bepaling voorzien worden voor zover de terugname daardoor niet bemoeilijkt wordt voor de eindbezitter en op voorwaarde dat het systeem gratis blijft voor hem.

De detailhandelaar bewaart de afgedankte elektrische en elektronische apparatuur zoals ze hem door de gebruikers werd afgegeven om hem toe te vertrouwen aan de distributeur, het containerpark, het gewestelijk overlaadcentrum of de operator aangewezen door de terugnameplichtige. Hij mag de apparaten niet ontmantelen en/of de verschillende delen ervan niet scheiden, behalve om zijn klanten wisselstukken te bezorgen in het kader van een reparatiedienst die hij verstrekt.

§ 2. De distributeur, of de door de terugnameplichtige aangewezen derde, is verplicht op eigen kosten regelmatig en ter plaatse bij de detailhandelaars alle overeenkomstig het vorige lid in ontvangst genomen afgedankte elektrische en elektronische apparatuur terug te nemen en bij de terugnameplichtige in te leveren.

§ 3. De terugnameplichtige moet op eigen kosten regelmatig alle afgedankte huishoudelijke elektrische en elektronische apparatuur bij de distributeurs of, bij gebreke daarvan, bij de detailhandelaars inzamelen, alsook alle andere afgedankte elektrische en elektronische apparatuur, en ze te laten opslaan, sorteren, valoriseren, recyclen en verwerken in een daartoe vergunde inrichting. Hij moet zorgen voor optimale inzamelings-, vervoers- en opslagvoorwaarden met het oog op het hergebruik en de recycling van de bestanddelen en van hele apparaten die vatbaar zijn voor hergebruik of recycling.

§ 4. De terugnameplichtige moet de afgedankte huishoudelijke elektrische en elektronische apparatuur, desgevallend door de detailhandelaars ingeleverd, die is ingezameld door de publiekrechtelijke rechtspersonen die voor het beheer van huishoudafval verantwoordelijk zijn op eigen kosten terugnemen en laten opslaan, sorteren, valoriseren, recyclen en verwerken in een daartoe vergunde inrichting.

Wanneer de afgedankte huishoudelijke elektrische en elektronische apparatuur die overeenkomstig het vorige lid is ingezameld, beheerd wordt in het kader van een overheidsopdracht gegund door de publiekrechtelijke rechtspersonen die voor het beheer van huishoudafval verantwoordelijk zijn, betaalt hij de uit die opdracht resulterende reële en volle prijs voor het afvalbeheer, administratieve beheerskosten inbegrepen, terug.

Wanneer de publiekrechtelijke rechtspersonen zorgen voor het vervoer of de inzameling in regie van de afgedankte huishoudelijke elektrische en elektronische apparatuur die naar hun containerparken gebracht wordt om ze aan te voeren naar hergroeperingspunten, zoals hun eigen overlaadcentra, betaalt de terugnameplichtige de reële en volle prijs van die handelingen terug. Die prijs wordt in onderlinge overeenstemming tussen de partijen vastgelegd.

§ 5. De terugnameplichtige stelt de nodige verpakkingen en andere inzamelingsmiddelen gratis ter beschikking van alle inzamelpunten waarmee een contract is gesloten met het oog op de terugname van de huishoudelijke elektrische en elektronische apparatuur. Wat de inzamelingsmiddelen betreft, wordt rekening gehouden met de opslagcapaciteiten van de detailhandelaars en containerparken, met de reglementaire bepalingen en met een doelstelling inzake beveiliging van de opslagen en maximaal hergebruik van de apparatuur.

Art. 102. § 1. De detailhandelaar moet alle afgedankte professionele elektrische en elektronische apparatuur gratis terugnemen voor zover die afval overeenstemt met een apparatuur die dezelfde functies heeft als de apparatuur die door die gebruiker werd gekocht.

De distributeur, of de door de terugnameplichtige aangewezen derde, is verplicht op eigen kosten regelmatig en ter plaatse bij de detailhandelaars alle overeenkomstig het vorige lid in ontvangst genomen afgedankte elektrische en elektronische apparatuur terug te nemen en bij de terugnameplichtige in te leveren.

Met de instemming van de Dienst kunnen afwijkingen van de twee vorige leden voorzien worden, voor zover de terugname daardoor niet bemoeilijkt wordt voor de eindgebruiker.

§ 2. De terugnameplichtige moet regelmatig alle afgedankte professionele elektrische en elektronische apparatuur bij de distributeurs of, bij gebreke daarvan, bij de detailhandelaars of de houders terugnemen of laten inzamelen, en ze laten opslaan, sorteren, valoriseren, recyclen en verwerken in een daartoe vergunde inrichting. Hij moet zorgen voor optimale inzamelings-, vervoers- en opslagvoorwaarden met het oog op het hergebruik en de recycling van de bestanddelen en van hele apparaten die vatbaar zijn voor hergebruik of recycling.

Art. 103. § 1. De terugnameplichtigen bereiken een globaal inzamelingspercentage van huishoudelijke AEEA van minimum 7 kg per inwoner en per jaar en 33 % van de huishoudelijke apparatuur die hetzelfde jaar op de markt gebracht wordt in het Waalse Gewest.

Vanaf 2013 wordt het globale inzamelingspercentage van huishoudelijke AEEA op minimum 10 kg per inwoner en per jaar vastgelegd en op 10 % van de huishoudelijke apparatuur die hetzelfde jaar op de markt gebracht wordt in het Waalse Gewest.

§ 2. Alle afgedankte professionele elektrische en elektronische apparatuur moet apart ingezameld worden om overeenkomstig afdeling 4 verwerkt te worden.

Afdeling 4. — Verwerking van afgedankte elektrische en elektronische apparatuur

Art. 104. § 1. Voor elk type nieuwe elektrische en elektronische apparatuur dat op de markt gebracht wordt, deelt de producent of de derde die voor zijn rekening handelt op verzoek de gegevens betreffende het hergebruik en de verwerking van de elektrische en elektronische apparatuur mee aan de hergebruikscentra, alsook aan de verwerkings- en recyclinginstallaties, binnen een termijn van één jaar nadat het op de markt is gebracht. Die gegevens betreffen desnoods de verschillende bestanddelen en materialen ingebouwd in de elektrische en elektronische apparatuur, alsook de plaats van de gevaarlijke stoffen en bereidingen in die apparatuur. Die gegevens worden met name d.m.v. handleidingen of elektronische media overgebracht.

§ 2. De terugnameplichtige of de derde die voor zijn rekening handelt zorgt ervoor dat de systemen voor de verwerking van de AEEA gebruik maken van de beste beschikbare valorisatie-, recycling- en verwerkingstechnieken.

(Conformiteit richtlijn nagaan)

Art. 105. § 1. De afgedankte elektrische of elektronische apparatuur wordt gesorteerd en opgesplitst in verschillende delen, met name :

— apparatuur en stukken bestemd voor hergebruik;

— gevaarlijke stukken en stoffen, zoals condensatoren die PCB's bevatten, kwikschakelaars, batterijen, kathodestraalbuizen, stoffen bedoeld in het protocol van Montreal, de HFC, PFC en SF6 en eventueel andere bestanddelen die gevaarlijke stoffen bevatten;

— stukken en materialen bestemd voor recycling;

— niet herbruikbare en niet recycleerbare stukken en materialen.

§ 2. De terugnameplichtigen halen de volgende minimale doelstellingen inzake valorisatie, hergebruik en recycling per categorie elektrische en elektronische apparatuur opgenomen in de bijlagen IA en IB. Die doelstellingen worden bepaald t.o.v. het gemiddelde gewicht per op de markt gebrachte apparatuur.

Categorieën AEEA	Hergebruik en recycling	Valorisatie
Categorie 1 Televisie- en computerschermen	80 % 70 %	85 % 75 %
Categorieën 3 en 4	65 %	75 %
Categorieën 2, 5, 6, 7	70 %	
Categorieën 8, 9 Categorie 10 Ontladingslampen	70 % 80 % 80 %	

§ 3. Wat afgedankte professionele elektrische of elektronische apparatuur betreft, moeten overigens de volgende globale percentages recycling en valorisatie van de bestanddelen uit de demontage en de verwerking bereikt worden :

Bestanddelen Recycling Valorisatie.

Ferrometalen 95 %.

Non-ferrometalen 95 %.

Kunststoffen 50 %, 100 %.

Batterijen 65 %.

§ 4. De kunststofresten die niet recyclebaar zijn worden energetisch gevaloriseerd.

§ 5. Batterijen en accu's worden overeenkomstig hoofdstuk II gevaloriseerd.

Afdeling 5. — Rapportage

Art. 106. De terugnameplichtige verstrekkt de Dienst jaarlijks uiterlijk 20 april de volgende gegevens m.b.t. het vorige jaar :

1° de in kg en aantal uitgedrukte totale hoeveelheid elektrische en elektronische apparatuur die op de markt is gebracht in het Waalse Gewest;

2° de in kg en aantal uitgedrukte totale hoeveelheid afgedankte elektrische en elektronische apparatuur ingezameld in het kader van de terugnameplicht;

3° de in kg en aantal uitgedrukte totale hoeveelheid afgedankte elektrische en elektronische apparatuur, van de bestanddelen, materies of stoffen ervan, aangevoerd naar of afgevoerd van voorwerkings-, verwerkings-, recycling- of valorisatie-inrichtingen, per type verwerking en per categorie apparatuur;

4° de in kg en aantal uitgedrukte totale hoeveelheid afgedankte elektrische en elektronische apparatuur toevertrouwd aan de hergebruikssector;

5° de gevaloriseerde en verwijderde totaalhoeveelheden, per materialenstroom (ferro-, non-ferro-, kunststoffen, overige) uit de verwerking van de AEEA, uitgedrukt in kg en verdeeld per categorie apparatuur;

6° de totale hoeveelheid gevaarlijke afvalstoffen per categorie apparatuur, uitgedrukt in gewicht en per type;

7° een raming van de gemiddelde samenstelling van de apparatuur, met inbegrip van de gebruikte gevaarlijke stoffen en bestanddelen;

8° de lijst van de inzamelings- en verwerkingsoperatoren en van de actoren van de hergebruikssector, alsook de verwerkingstechnieken en de omschrijving ervan, met uitzondering van de gegevens met een vertrouwelijk karakter;

9° de maatregelen die ten uitvoer gelegd worden om te zorgen voor de traceerbaarheid van de verwerkte stromen en voor de inachtneming van de milieu- en sociale doelstellingen;

10° de maatregelen die zijn genomen om :

a) de recyclebaarheid van de op de markt gebrachte producten te verbeteren;

b) het gebruik van materialen die gevaarlijke stoffen bevatten, te verminderen;

c) gebruik te maken van productietechnieken die het milieu zo weinig mogelijk belasten;

d) besparingen van natuurlijke en energiebronnen te bevorderen, zowel bij de productie als bij het gebruik van de apparatuur;

11° in geval van collectief systeem, een evaluatieverslag betreffende de uitgevoerde controles op de jaarlijkse aangiften van de verschillende leden en een lijst van de gecontroleerde leden;

12° de raming van de in kg uitgedrukte totale hoeveelheid elektrische en elektronische apparatuur, per type materiaal, die tijdens het lopende jaar voor verbruik aangeboden wordt in het Waalse Gewest;

13° de gegevens betreffende de ondernomen sensibiliserings- en preventieacties, alsook de beoordeling van die acties;

14° in geval van erkend orgaan of van milieubeleidsovereenkomst, de lijst van de terugnameplichtigen gebonden door de milieubeleidsovereenkomst of van de aangesloten bij het erkende orgaan, en het bedrag van de bijdragen ter dekking van de kosten van de terugnameplicht.

Er wordt een apart jaarrapport opgemaakt voor afgedankte huishoudelijke en professionele elektrische en elektronische apparatuur.

De gegevens betreffende de productie, de inzameling en de verwerking worden gevalideerd door een onafhankelijke controle-instelling die door het beheersorgaan of het erkende orgaan betaald wordt.

Afdeling 6. — Voorlichting, sensibilisering en communicatie

Art. 107. De detailhandelaar moet voor elk nieuw product melding maken van het totaalbedrag van de kosten voor de inzameling, het beheer, de verwerking en de niet-verontreinigende verwijdering ervan. De kosten mogen niet hoger zijn dan de daadwerkelijk gedragen kosten. Die kosten moeten niet apart meegedeeld worden.

Die verplichting tot melding van de globale kosten doet geen afbreuk aan het recht van de producenten, of van derden die voor hun rekening handelen om zelf de kopers tot 13 februari 2013 apart in te lichten over die kosten.

Art. 108. De terugnameplichtigen zorgen ervoor dat de verbruikers ingelicht worden over de tot stand gebrachte inzamelings- en verwerkingssystemen en over de rol die zij bij de recycling van de afval te vervullen hebben.

§ 2. De kosten voor de inzameling en de verwerking van afgedankte elektrische en elektronische apparatuur, de wijze van financiering ervan, alsook de wijzen van beheer, met inbegrip van de hergebruikskanalen, zijn het voorwerp van een bericht aan de verbruikers.

HOOFDSTUK IX. — Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen

Art. 109. De terugnameplichtige die geen beroep doet op een erkend orgaan of die niet aangesloten is bij een beheersorgaan voor de uitvoering van een milieubeleidsovereenkomst is gehouden tot de indiening, binnen zes maanden na de inwerkingtreding van dit besluit, van een individueel plan inzake de preventie en het beheer van afval dat onder de terugnameplicht valt.

Art. 110. Bij dit besluit worden de volgende richtlijnen omgezet :

1° Richtlijn 2000/53/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 18 september 2000 betreffende autowrakken;

Richtlijn 2002/96/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 27 januari 2003 betreffende de afgedankte elektrische en elektronische apparatuur (AEEA);

3° Richtlijn 2006/66/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 6 september 2006 inzake batterijen en accu's, alsook afgedankte batterijen en accu's en tot intrekking van Richtlijn 91/157/EEG.

Art. 111. Het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2002 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen met het oog op de valorisatie of het beheer ervan wordt opgeheven.

Art. 112. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 september 2010.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

BIJLAGE IA : Categorieën elektrische en elektronische apparatuur die onder dit besluit vallen

1. Grote huishoudelijke apparaten.
2. Kleine huishoudelijke apparaten.
3. IT- en telecommunicatieapparatuur.
4. Consumentenapparatuur.
5. Verlichtingsapparatuur.
6. Elektrisch en elektronisch gereedschap (uitgezonderd grote, niet-verplaatsbare industriële installaties).
7. Speelgoed, ontspannings- en sportapparatuur.
8. Medische hulpmiddelen (met uitzondering van alle geïmplanteerde en geïnfecteerde producten).
9. Meet- en controle-instrumenten.
10. Automaten.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 september 2010 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen.

Namen, 23 september 2010.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

BIJLAGE IB : Onvolledige lijst van de in dit besluit bedoelde elektrische en elektronische apparatuur die ingedeeld is in de categorieën van bijlage IA

1. Grote huishoudelijke apparaten :

Grote koelapparaten.

Koelkasten.

Diepvriezers.

Andere grote apparaten voor koeling, bewaring en opslag van voedsel.

Wasmachines.

Wasdrogers.

Vaatwasmachines.

Kooktoestellen.

Elektrische fornuizen.

Elektrische kookplaten.

Magnetrons.

Andere grote apparaten voor de bereiding en andere behandelingen van voedsel.

Elektrische verwarmingsapparatuur.

Elektrische heetwatertoestellen.

Elektrische radiatoren.

Andere grote toestellen voor de verwarming van kamers, bedden en zitmeubelen.

Elektrische ventilatoren.

Airconditioners.

Andere ventilatie-, afzuig- en airconditioningapparatuur.

2. Kleine huishoudelijke apparaten :

Stofzuigers.

Rolvegers.

Andere elektrische schoonmaakapparaten.

Apparaten voor het naaien, breien en weven en andere textielbewerkingen.

Strijkijzers en andere apparaten voor het strijken en mangelen en andere verzorging van kleding.

Broodroosters.

Frituurpannen.

Koffiemolens, koffiezetmachines.

Apparatuur voor het openen of luchtdicht sluiten van recipiënten of verpakkingen.

Elektrische messen.

Tondeuses, haardrogers, elektrische tandenborstels, scheerapparaten, massage- en andere lichaamsverzorgingsapparaten.

Klokken, andere uurwerken en apparatuur voor het meten, aangeven of registreren van tijd.

Weegschalen.

3. IT- en telecommunicatieapparatuur :

Gecentraliseerde gegevensverwerking : mainframes, minicomputers, afdrukeenheden.

Persoonlijk computergebruik : personal computers (inclusief processor, muis, scherm en toetsenbord), schootcomputers (inclusief processor, muis, scherm en toetsenbord), notebookcomputers, notepadcomputers, printers.

Kopieerapparaten.

Elektrische en elektronische typemachines.

Zak- en bureaurekenmachines en andere producten en apparatuur voor het elektronisch verzamelen, opslaan, verwerken, presenteren of communiceren van informatie.

Gebruikerseindstations en -systemen.

Faxapparaten.

Telexapparaten.

Telefoons.

Munt- en kaarttelefoons.

Draadloze telefoons, cellulaire telefoons.

Antwoordapparaten en andere producten of apparatuur voor het overbrengen met telecommunicatie van geluid, beelden of andere informatie.

4. Consumentenapparatuur :

Radiotoestellen.

Televisietoestellen.

Videocamera's.

Videorecorders.

Hifi-recorders.

Geluidsversterkers.

Muziekinstrumenten en andere producten of apparatuur voor het opnemen of weergeven van geluid of beelden, waaronder signalen of andere technieken voor de verspreiding van beeld en geluid dan telecommunicatie

5. Verlichtingsapparatuur :

Armaturen voor fluorescentielampen.

Fluorescentielampen (TL-buizen).

Compacte fluorescentielampen.

Hogedrukgasontladingslampen, met inbegrip van hogedruknatriumlampen en metaalhalogenidelampen.

Lagedruknatriumlampen.

Andere verlichting of apparatuur voor het verspreiden of regelen van licht, uitgezonderd gloeilampen

6. Elektrisch en elektronisch gereedschap (uitgezonderd grote, niet-verplaatsbare industriële installaties) :

Boren.

Zagen.

Naaimachines.

Apparatuur voor het draaien, frezen, schuren, slijpen, zagen, snijden, afsnijden, boren, maken van gaten, ponsen, vouwen, buigen of dergelijke bewerkingen van hout, metaal en ander materiaal.

Gereedschap voor het klinken, spijkeren of schroeven, of het verwijderen van klinknagels, spijkers en schroeven, of dergelijk gebruik.

Gereedschap voor het lassen, solderen of dergelijk gebruik.

Apparatuur voor het verstuiven, verspreiden, dispergeren of op andere wijze behandelen van vloeistoffen of gassen.

Gereedschap voor het maaien en andere tuinbezigheden.

7. Speelgoed, ontspannings- en sportapparatuur :

Elektrische treinen en autoracebanen.

Handheld consoles voor videospellen.

Videospellen.

Robotten.

Fiets-, duik-, loop-, roeicomputers en dergelijke.

Sportapparatuur met elektrische of elektronische onderdelen.

Speelautomaten.

8. Medische hulpmiddelen (met uitzondering van alle geïmplanteerde en geïnfecteerde producten) :

Radiotherapeutische apparatuur.

Cardiologische apparatuur.

Dialyseapparatuur.

Beademingstoestellen.

Apparatuur voor nucleaire geneeskunde.

Laboratoriumapparatuur voor in-vitrodiagnostiek.

Analyseapparatuur.

Diepvriezers.

Apparatuur voor vruchtbaarheidstests.

Andere apparaten voor het opsporen, voorkomen, volgen, behandelen en verlichten van ziekten, verwondingen of handicaps.

9. Meet- en controle-instrumenten :

Rookmelders.

Verwarmingsregelaars.

Thermostaten.

Meet-, weeg- en afstelapparaten voor huishouden of laboratorium.

Andere meet- en regelapparatuur, voor industriële installaties (b.v. in regelpanelen).

10. Automaten :

Automaten voor warme dranken.

Automaten voor warme/koude flesjes/blikjes.

Automaten voor vaste voedingsproducten.

Geldautomaten.

Alle automaten voor alle soorten producten.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 september 2010 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen.

Namen, 23 september 2010.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY